Silhouettes
d'Outre-Manche

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

A LA LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie

La Reine Victoria d'après sa correspondance inédite, publiée en français avec une introduction et des notes. 1907. 3 vol. in-8° brochés . . . . 45 fr.
Ouvrage récompensé par l'Académie Française (prix Langlois).

Souvenirs d'Oxford. Brodard. Coulommiers. 1898 (*Épuisé*).

Oxford Memories. Traduction de W. Barker. Préface de Mrs Margaret Woods. London. Robinson. 1900.

Le Mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise. *John Ruskin.* 2e édit. Calmann-Lévy. 1901.
Ouvrage récompensé par l'Académie Française (Prix Montyon).

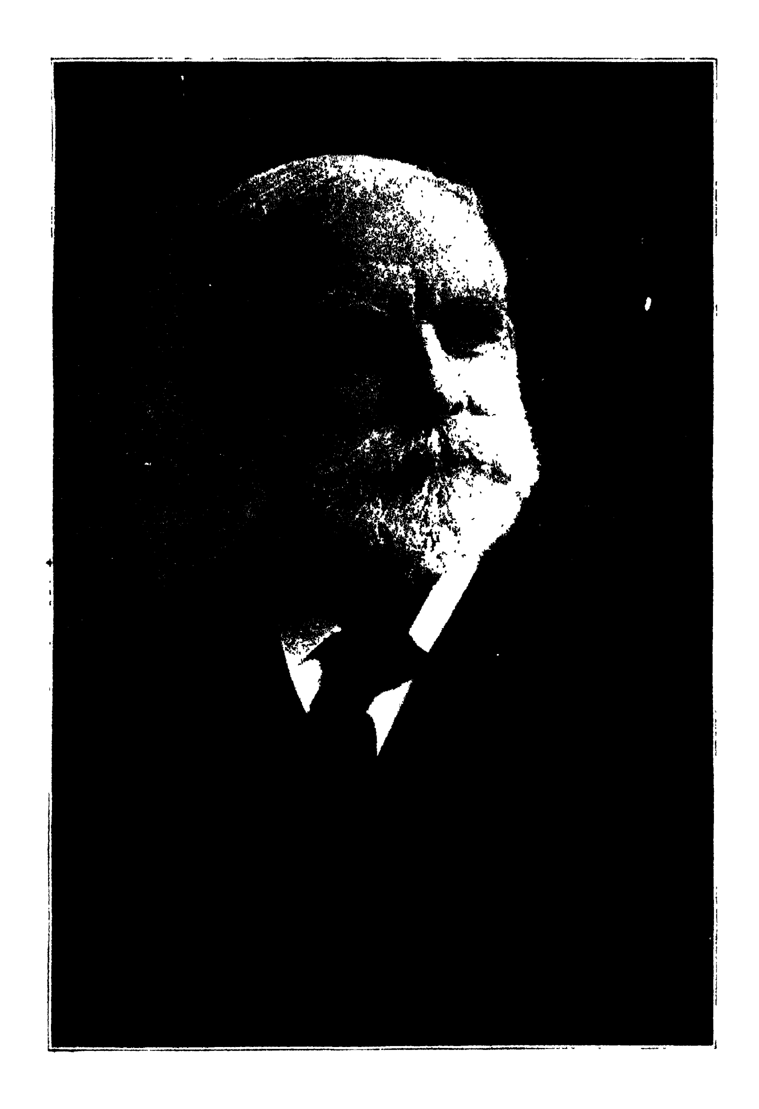
La Fondation universitaire de Belleville. Avec une introduction de Ch. Gide. Félix Alcan. 1902.
Ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Prix Maisondieu).

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les Crises belliqueuses. Félix Alcan. 1906.
Ouvrage récompensé par l'Académie Française (Prix Marcellin Guérin).

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les Crises politiques. Protectionnisme et Radicalisme. Félix Alcan, 1907.

Le Socialisme en Angleterre dans le **Socialisme à l'Étranger.** Félix Alcan. 1909.

36-09 — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 3-09.



LE TRÈS HONORABLE JOHN BURNS

Cliché London Stereoscopic, Co

JACQUES BARDOUX

Silhouettes d'Outre-Manche

J. BURNS — SIR HENRY CAMPBELL-BANNERMAN
D. LLOYD-GEORGE — H. H. ASQUITH
LORD RANDOLPH CHURCHILL — WINSTON SPENCER CHURCHILL
SIR EDWARD GREY — JOE CHAMBERLAIN
A. J. BALFOUR — LORD CROMER — LA BARONNE BURDETT-COUTTS
WILLIAM WHITELEY — HOLMAN HUNT
UN HOMME D'ÉQUIPE D'OUTRE-MANCHE

Ouvrage orné de huit portraits

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1909

PRÉFACE

Les portraits, recueillis dans les pages qui suivent, ont été esquissés d'après une méthode spéciale, choisis avec une préoccupation déterminée, classés dans un ordre voulu.

Ces *Silhouettes d'outre-Manche* ne sont, ni par leur plan, ni par leur esprit, des études historiques. L'auteur n'a point eu l'ambition d'apporter des biographies solides, où le récit des événements, classés d'après leurs dates, serait complété par une analyse consciencieuse des œuvres et des actes. Il n'a pas eu davantage la prétention de porter sur ces carrières, qui toutes, à des titres différents, furent actives et utiles, un jugement d'ensemble qu'il lui était difficile, en raison de son double caractère d'étranger et de contemporain, de formuler avec une scientifique impartialité.

Il n'a vu, dans ces portraits, qu'un moyen de continuer une enquête sociale et une analyse psychologique.

Si l'on veut, en effet, découvrir les forces qui

dominent l'évolution, les tendances qui caractérisent le tempérament du peuple anglais, on a le choix entre deux ordres de travaux. On peut étudier ou bien des courants d'opinion, ou bien des types d'hommes. Dans l'attitude d'une société politique vis-à-vis des questions internationales et des problèmes démocratiques, — il faut dégager, — nous l'avons essayé ailleurs[1], — les lois économiques, les traditions sociales, les habitudes psychologiques qui constituent les facteurs de l'évolution nationale. Dans les impulsions qu'ont subies, l'œuvre qu'ont accomplie, la méthode qu'ont employée les hommes, vraiment représentatifs, il doit être possible de retrouver l'action des mêmes éléments. L'étude de la vie collective a besoin d'être complétée par l'analyse des vies individuelles. Elle permet en effet de discerner avec plus de certitude et de préciser avec plus de netteté le rôle que jouent certaines manières de vouloir, de sentir et de penser, qui donnent à tel homme et à tel groupe leur originalité propre. Des portraits, esquissés avec cette préoccupation, fournissent l'occasion de dégager et de caractériser ces forces psychologiques, trop sacrifiées, quand on observe les courants d'opinion, aux facteurs économiques et sociaux.

Les *Silhouettes* que nous nous sommes efforcés

1. *Essai d'une Psychologie de l'Angleterre contemporaine*. I. *Les crises belliqueuses*, Félix Alcan, 1906 ; — II. *Les crises politiques. Protectionnisme et radicalisme*, Félix Alcan, 1907.

d'esquisser, à l'aide de renseignements recueillis, beaucoup moins dans des ouvrages connus que dans des journaux quotidiens et des conversations personnelles, appartiennent aux milieux les plus différents. Des gentilshommes de souche authentique et des bourgeois de forte race, des petits boutiquiers et des travailleurs manuels, des hommes de loi et des hommes d'affaires, des capitaines d'industrie et des chefs de syndicats, des artistes et des soldats défileront sous les yeux du lecteur. Il lui apparaîtra que ces hommes, malgré la diversité des traits, des vies et des âmes, ont une étroite parenté.

La plupart d'entre eux sont caractérisés par la vigueur et la ténacité de leur énergie. Ils sont capables, qu'il s'agisse d'organiser une grève, de créer une industrie, de fonder un parti politique ou de conquérir un nouveau galon, d'un effort presque surhumain, tant il est constant, calme et obstiné. Habitués à tendre leurs muscles et à discipliner leurs forces, ils acceptent avec joie, au lieu de les subir avec contrainte, les exercices des sports, les liens des groupements corporatifs ou politiques, les traditions chrétiennes de leur race. Le jeu, l'association, la morale constituent pour ces hommes, pressés d'agir, autant de coutumes nécessaires pour dépenser, limiter et tremper la volonté. Plus émotifs que sensitifs, ils sont rebelles à l'attrait des sensations artistiques ou voluptueuses. Seules des émotions familiales ou patriotiques donnent à ces forces toujours agissantes le repos d'une passagère

détente. Le foyer et la race ne constituent-ils pas d'ailleurs, plus encore que les fatigues sportives, les habitudes corporatives et les fêtes religieuses, la plus sûre des disciplines et le plus durable des cadres? Pour ces énergies créatrices, la pensée, tout comme la sensibilité, n'est qu'une servante du vouloir. Elle n'a ni le temps, ni le droit de forger des idées. Qu'il lui suffise de voir la réalité. Ces esprits ont, au même degré, le culte de la conscience et la religion du fait. Leurs succès s'expliquent à la fois par la trempe de leur caractère et la supériorité de leur vision. Ils ont su mieux que d'autres, à un instant précis, découvrir la réalité vraie, celle qui passe et qui change, et formuler la solution provisoire d'un problème particulier. La seule entrave, que ces énergies disciplinées ne puissent subir, est celle des doctrines. Les théories n'exercent sur elles qu'une influence éphémère. Juristes, politiques ou ouvriers ont secoué ce joug, avec une égale ardeur, dès que l'idée abstraite se trouvait en contradiction avec le fait concret, celui qui frappe leurs rétines et tente leurs volontés, également assoiffées de vie. Pour ces cerveaux, qui voient plus qu'ils ne pensent, le discours ou le livre n'est qu'un recueil de faits, une collection d'images. Ces hommes ont été orateurs, dans la mesure où ils ont pu traduire les problèmes juridiques, politiques ou économiques, dans une série de visions, aussi tangibles que celles projetées sur l'écran par le cinématographe.

Certes lord Randolph Churchill, lord Cromer, le Très Hon. J. Chamberlain, le Très Hon. J. Burns ont chacun une personnalité bien distincte. Le gentilhomme, l'administrateur, l'industriel, l'ouvrier n'en sont pas moins, à des degrés différents, des énergies supérieures et des pensées concrètes. Ils ont fait preuve, sur des terrains dissemblables, d'une même puissance dans l'action, d'un égal dédain pour l'idée. Ils sont des réalistes, autant dans l'œuvre qu'ils ont accomplie que par la méthode qu'ils ont employée.

A la cohorte nombreuse des utilitaires s'oppose le petit groupe des idéalistes. Il importe de ne point attacher au mot sa signification latine. Certes, il est impossible de dessiner, — comme nous l'avons fait, — l'une à côté de l'autre, les silhouettes de lord Randolph Churchill et du Très Hon. A. J. Balfour, de lord Cromer et de sir Edward Grey, du Très Hon. H. H. Asquith et de sir H. Campbell-Bannerman, de John Burns et de D. Lloyd-George, de William Whitefield et de Holman Hunt, sans découvrir qu'on ne saurait classer dans le même groupe le fondateur de la démocratie tory et le *leader* du parti unioniste, le proconsul égyptien et le diplomate whig, le libéral impérialiste et l'apôtre radical, l'ouvrier anglais et le paysan gallois, le commerçant et le peintre préférés des classes moyennes. Mais les différences psychologiques qui les séparent ne tiennent ni à une doctrine ni à une méthode différentes. Quelques-uns d'entre eux ont

servi les mêmes causes. Tous ont déployé, dans la bataille, la même force dans l'énergie et le même dédain pour l'abstraction. Mais pour des causes tantôt accidentelles, tantôt héréditaires, des maladies et des souffrances, des traditions familiales et des besoins intellectuels ont développé chez quelques-uns de ces Anglais, souvent d'origine celtique, un certain affinement de la sensibilité. Ils sont moins rebelles aux impressions artistiques, plus ouverts aux émotions religieuses. Le réalisme utilitaire ne leur suffit pas. Ils sont incapables de tout sacrifier à l'action pratique et à la vision concrète. Il y a un peu de lumière dans leurs âmes et un peu de rêve dans leurs pensées. Mais ils sont trop pénétrés des traditions de leur peuple pour que cet idéalisme soit intellectuel : il reste sentimental.

L'auteur s'est efforcé de tracer ces deux types, qui n'ont rien de rigide, mais se prêtent aux combinaisons les plus variées, sans se laisser aveugler ni par une hostilité préconçue, ni par une sympathie partiale. Il se pourrait, néanmoins, qu'irrité par les énergies intermittentes et les égoïsmes individualistes, les systématisations hâtives et les intolérances dogmatiques dont souffre encore la France, il ait été trop indulgent pour des volontés batailleuses et des utilitaires invétérés. Le lecteur ajoutera aisément les réserves nécessaires.

Ce n'est pas cependant que ces pages aient été écrites par un émigré. Quand on connaît et admire

l'Angleterre, on est heureux et fier d'appartenir à une patrie où il y ait un peu moins de riches et de pauvres, de villes et de fumées, un peu plus de villages paisibles et de terres morcelées, d'œuvres belles et de lumière ensoleillée.

1er mars 1909.

SILHOUETTES
D'OUTRE-MANCHE

I

UN MINISTRE OUVRIER

LE TRÈS HONORABLE JOHN BURNS

Les couloirs de Westminster. — La silhouette de John Burns.

I. Les félicitations de la *Price's Patent Cy* et la réponse du Ministre. — 1° Le quartier de Battersea. — La famille de John Burns. — La misère au foyer. — L'école primaire. — L'apprenti : son admiration pour Charles XII. — Il lit Carlyle et Ruskin. — J. Stuart Mill le convertit au socialisme. — 2° John Burns part comme contre-maître mécanicien pour la Nigeria. — Sa sobriété légendaire. — Ses actes de courage. — Il étudie J. Stuart Mill et Adam Smith sous les tropiques. — 3° Comment il utilise ses économies. — Son roman. — Un voyage de noces et une enquête sociale.

II. La crise socialiste de 1880. — 1° Le programme d'action corporative, dressé par John Burns. — La première étape : la *Battersea labour league* et son œuvre. — 2° L'agitation socialiste. — Il adhère au Marxisme. — Sa première profession de foi électorale. — La manifestation du 8 février 1886, et son premier procès. — La manifestation du 13 novembre 1887. — Son arrestation et sa condamnation. — 3° Les solutions pratiques. — Le *London County Council*. — Quatre formes de socialisme municipal. — L'amour de John Burns pour Londres. — La grève des *Dockers* et le *néo-trade-unionism*. — Puissance de l'effort accompli. — Ses résultats. — Campagne de John Burns contre les Trade-Unionistes individualistes. — 4° L'action politique. — Comment il comprend son rôle de député et de ministre. — Une méthode utilitaire et expérimentale.

III. John Burns chez lui. Ses promenades; ses habitudes; sa maison; ses livres. — 1° L'orateur. — Caractères psycholo-

giques de son éloquence. — Le discours du 6 février 1900. — La recherche du fait et de l'image : l'horreur de l'idée générale et le dédain de l'effet littéraire. — 2° Rudesse de cette éloquence fruste. — Exemples d'attaques mordantes. — 3° La note morale. Exemples. — Comment tous ces caractères peuvent se trouver réunis dans un seul discours. — Le 27 décembre 1905. — 4° Programme qu'il dresse à la veille d'entrer au ministère. — La note émue. — Les formules concrètes. — Laconisme du passage où il énumère les réformes politiques.

Un des centres d'observation les plus commodes pour les étudiants des choses anglaises se trouve dans le couloir, qui relie la chambre des Communes à celle des Lords. Abrité derrière les groupes peu nombreux de solliciteurs, on voit passer toutes les silhouettes connues du Parlement britannique. Dans le *lobby*, qui conduit à la Chambre haute, c'est un va-et-vient de riches toilettes et de redingotes correctes. Il est impossible de refuser à quelques-uns de ces pairs d'Angleterre, vieillards arrivés au faîte des honneurs, ou jeunes hommes héritiers d'un nom illustre, une distinction aristocratique. Affiné par une culture intense ou par une longue hérédité, entretenu par l'aisance et par les sports, le type a conservé sa force saxonne et son masque romain.

J'en étais là de mes réflexions, lorsque John Burns vint à moi, la main tendue. Petit et râblé, boutonné dans son veston et coiffé de son chapeau de paille, la barbe en pointe, le député de Battersea semblait appartenir à une autre race. Il m'apparut comme un symbole de la démocratie anglaise. Il suffit de regarder cette silhouette fortement charpentée, à l'ossature puissante, aux muscles inlassables, pour comprendre toutes les légendes qui courent sur la force physique de John Burns. N'aurait-il pas un jour, dans un meeting, ramassé dans la foule et porté à bras tendus, jusqu'à la porte, un camarade évanoui? Hors du col

rabattu, noué d'une cravate rouge, la tête, soutenue par des muscles dont on voit les lignes vigoureuses, se dresse, figée dans une expression de volonté obstinée. Sous les sourcils en broussailles, le regard brille, immobile. Sous les poils de la moustache et de la barbe, les lèvres restent serrées et tenaces. Seules les rides, dessinées par l'effort, marquent le visage. On y chercherait en vain les mouvements de physionomie que provoquent les raffinements de la sensation ou les spontanéités du sentiment. Tout est sacrifié à la force du vouloir.

La vie de John Burns est une victoire de l'énergie disciplinée.

I

Le 18 décembre, le nouveau Ministre recevait les félicitations des ouvriers et des ingénieurs de la *Price's patent Company*, la fabrique de bougies, où il avait travaillé comme apprenti.

Dites, je vous en prie, à l'état-major et aux travailleurs, combien j'apprécie leurs cordiales félicitations, répondit John Burns. Je suis profondément touché par l'affectueux message de fraternité qu'ils ont tous envoyé à leur ancien ouvrier, voisin et camarade. *Price's* est le premier endroit où j'aie travaillé comme enfant, et l'intérêt que je porte à sa prospérité et à ses progrès a toujours été fait de sympathie et d'estime. Je serai toujours heureux d'apprendre les succès de la maison ; et ce plaisir sera maintenant accru par le fait que les souhaits cordiaux de tous ceux qui y sont attachés me suivent dans ma nouvelle carrière.

La lettre est caractéristique. La personnalité de J. Burns s'y révèle tout entière. Il a voulu rester un ouvrier.

John Burns est né au mois d'octobre 1850, dans le faubourg de Londres, à Battersea. Jadis, au sud de la Tamise, s'étendait un marécage, Saint-Peter's Ey (pour Island), que l'accent traînard des ouvriers a transformé en Battersea. Au XVIIIe siècle ce marais fétide devint un village coquet. Bolingbroke, un des orateurs les plus éloquents qui aient illustré le Parlement britannique, un des écrivains les plus brillants qu'ait connus la littérature anglaise, vécut paisiblement à Battersea et voulut reposer dans sa vieille église. Swift, Thomson habitèrent sous son toit, et c'est dans une des chambres, qui donnaient sur la Tamise, que Pope écrivit l'*Essai sur l'Homme*. Aujourd'hui la tombe de Bolingbroke est le seul souvenir qui subsiste du bourg ancien. Par delà le parc, monotone et sali, envahi par des flots d'enfants, s'étendent à perte de vue les rues mornes, les maisons sombres d'un faubourg ouvrier.

La famille de John Burns appartenait aux rangs les plus modestes de ses habitants : « Depuis ma tendre enfance, disait, il y a dix-neuf-ans, le Ministre aux juges d'Old-Bailey, devant lesquels il était traduit pour avoir prononcé des discours trop ardents, j'ai été en contact avec la pauvreté sous ses formes les plus hideuses. »

Ses parents sont d'origine écossaise. De bonne heure le père mourut. La misère succéda à la gêne. John Burns aida souvent sa mère à rapporter de Park-Lane au logis le paquet de linge sale, par les nuits d'hiver les plus rudes. Au fond du panier, on avait mis quelques morceaux de pain ou de gâteau pour John Burns et ses frères. Un matin, à une heure, sur leur route vers Vauxhall, la mère et l'enfant déposèrent leur

lourde charge pour se reposer près du Palais du Parlement; et le gars de s'écrier : — « Maman, si j'ai la force et la santé, plus tard, aucune mère ne travaillera comme vous le faites aujourd'hui ».

La vaillante femme, en bonne Écossaise, n'admettait pas que son fils, malgré la nécessité de gagner le pain quotidien, manquât l'école. Il suit assidument la classe primaire de la paroisse Sainte-Marie. Le vicaire d'alors, aujourd'hui chanoine, se souvient encore du zèle que déployait le jeune Burns dans son étude de la Bible et des services qu'il rendait à la maîtrise. A la distribution des prix, il eut l'honneur de recevoir des mains du professeur Huxley un traité de Physiologie. En remettant ce prix au gamin, l'illustre savant lui cita quatre vers :

Un caillou dans un petit ruisseau
A décidé du cours de bien des rivières.
Une goutte de rosée sur une plante naissante
A rapetissé pour toujours le chêne géant.

Pour préciser l'influence de l'école primaire, John Burns se sert d'une formule moins lyrique : « Elle m'a appris à avoir le corps propre, l'esprit clair et l'estomac sobre ».

Mais il fut impossible à l'enfant de rester longtemps sur ces bancs. Dès l'âge de dix ans, il doit gagner son pain et celui des siens. Tour à tour employé dans une fabrique de bougies, garçon de bureau, il impose son autorité, autant par son zèle laborieux que par ses poings redoutés. Mais il se sent une vocation irrésistible pour le métier d'ajusteur mécanicien. Il entre comme aide riveur dans l'établissement métallurgique Wilson à Vauxhall. Le jeune homme économise sur ses gages. Il va même, malgré ses maximes antialcooliques, jusqu'à remplir le rôle de garçon de café le

dimanche, pour gagner deux à trois francs de plus. Et lorsqu'il a amassé le petit pécule nécessaire, il se fait accepter comme apprenti ajusteur dans les ateliers Thorn à Millbank.

De même que le gamin qui aidait sa mère à gagner le pain quotidien était un écolier modèle, le jeune ouvrier, qui arrive à établir sa réputation professionnelle, est aussi un lecteur acharné. La vie de Charles XII produit sur son esprit une vive impression :

Il m'inspira l'idée de triompher de la faiblesse, de la lassitude et de la douleur physiques. Habituer le corps à supporter toutes sortes d'épreuves, avec indifférence, à se baigner dans la glace, à braver les rayons torrides du soleil; discipliner ses muscles par la gymnastique; mépriser la délicatesse de la nourriture et de la boisson; faire de son corps un instrument aussi solide que s'il était d'acier trempé et, en même temps, le mettre absolument au service de la pensée : cette conduite me paraissait digne d'un héros. Aussi, tout gamin, j'essayai de l'imiter, et je réussis du moins à me rendre indifférent aux circonstances environnantes.

Un exemple est célèbre. Jusqu'en 1908, John Burns n'a jamais eu qu'un seul paletot; et encore lui fut-il donné par un admirateur. Un hiver, il essaya de le mettre, un refroidissement le punit de cette imprudence. Il jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y reprendrait plus. Lorsque le *leader* ouvrier partit en janvier, pour les États-Unis, ses amis obtinrent qu'il emportât un pardessus, mais il ne l'endossa jamais.

La formation professionnelle et l'éducation morale marchaient de pair dans la vie du jeune homme comme dans celle de l'enfant. Peu à peu ses idées politiques s'éveillent sous l'influence des mêmes écrivains, dont on retrouve la marque sur tous les hommes d'élite, nés à la vie et à l'action, vers le milieu du siècle

dernier. Carlyle éblouit l'apprenti ajusteur. Et plus tard, dans les discours du *leader* ouvrier, dans certaines phrases martelées et scintillantes, on retrouve le souvenir des méditations d'autrefois. Ruskin charme J. Burns. Et il affirme que dans ses efforts au *London County Council* pour élargir les rues, raser les masures, créer des parcs, il a été inspiré en partie par l'auteur de *Stones of Venice*. J. Stuart Mill convertit le jeune ouvrier. « C'est après avoir lu sa réfutation du socialisme, que je compris que j'étais socialiste. Il m'apparut que si ces pages, rédigées par un écrivain singulièrement éminent, contenaient les pires objections qu'on pouvait adresser à ce système, sa vérité devenait évidente. » Un communard exilé à Londres, V. Delahaye, achève la conversion et complète l'éducation. Ses formules tranchantes, ses visions claires produisent une vive impression sur le cerveau de l'apprenti. Et il commence déjà, au coin des rues, du haut des bornes, à dire sa colère et ses espérances.

*
* *

Les besoins, autant que l'esprit d'aventures propre à sa race, le poussent à s'expatrier.

A vingt et un ans, il s'embarque comme contremaître mécanicien sur les steamers anglais qui font le service dans le Bas-Niger. Il a rappelé ce souvenir à M. Chamberlain dans un discours justement célèbre prononcé aux Communes le 6 février 1900 :

> Je suis allé pour un an dans l'Afrique occidentale. J'étais là, — l'honorable Député l'ignore probablement, — comme mécanicien employé par une compagnie, dont le Ministre des Colonies était un actionnaire largement rémunéré. Je sais comment les indigènes sont traités, et je dirai qu'il y a une tendance en Afrique, grâce, dans une importante mesure, aux agents de notre administration civile et aux capitaines

de notre marine, à faire respecter les devoirs de bonté. La situation des indigènes y est supérieure à ce qu'elle est dans d'autres parties. Elle n'est point cependant aussi satisfaisante que bien des personnes veulent le penser. J'ai vu commettre des actes de cruauté, qui m'ont rempli de honte pour mon pays.

En Afrique, comme à Londres, l'énergie morale reste le caractère dominant de cette vigoureuse personnalité. Enfant, John Burns aide sa mère et pense à ses frères. Apprenti, il inspire le respect par sa conscience et sa discipline. Mécanicien, il suit avec régularité les cours du soir. Contremaître, embarqué sur un vapeur, dans des pays malsains, il proteste contre les actes de cruauté et étonne ses camarades par sa sobriété, sa vaillance et ses lectures.

Son anti-alcoolisme proverbial lui vaut le sobriquet de *Burns-Pot-à-Café*. Sa tempérance était à la hauteur de son courage. Un jour, à Akassa, un de ses camarades sort de la tente qui abrite la chaudière, poursuivi par un serpent. J. Burns vole au secours du fuyard, ramasse une pelle, et coupe en deux l'animal. Une autre fois, les deux hommes revenaient à bord d'un canot à vapeur : l'hélice se détache, tombe. L'eau est limpide, peu profonde. Il faut plonger, saisir l'hélice et la replacer sur l'arbre. La mer est infectée de requins. « Vous êtes marié, s'écrie J. Burns à son compagnon. Je suis célibataire. Si l'un de nous doit exposer sa vie, c'est à moi de le faire. » Et il saute à l'eau.

Il eut, une seconde fois, à déployer ses talents de nageur. Pour guérir ses ouvriers, atteints de fièvres paludéennes, la Société décide de leur faire faire une courte croisière. L'un des malades tombe à la mer, et ce fut encore J. Burns qui, bien que ses forces fussent minées par la maladie, plongea dans

les flots et sauva son camarade. Ni les aventures, ni le travail, ni le climat ne parviennent à épuiser cette débordante énergie. Le mécanicien a emporté dans son sac un exemplaire de l'*Économie politique* de Stuart Mill, et sous les tropiques, dans l'atmosphère humide et torride de la Nigeria, il lit et relit. Dans les décombres d'une maison européenne, il trouve un volume déchiré d'Adam Smith, *Richesse des Nations*. J. Burns le raccommode, et l'ajoute à sa bibliothèque portative. Les romans en étaient bannis. Seuls, l'ancien Testament et les ouvrages économiques trouvent grâce auprès de cet ouvrier mécanicien.

***

Quand il eut économisé une somme coquette, John Burns quitte le Niger et revient en Europe. Il consacre tout son pécule, — et l'anecdote est caractéristique, — à développer son instruction. Il achète peu de livres : ce n'est pas une culture générale qu'il ambitionne. Il dédaigne les idées. Il recherche les faits : et le jeune contremaître se décide à voyager en Europe. Mais il ne devait point partir seul.

Avant de s'embarquer pour l'Afrique, John Burns s'était épris de la fille d'un charpentier, employé dans les constructions navales, miss Gale. Ce gamin de près de seize ans, au teint brun et aux yeux noirs, qui passait son temps à étudier l'économie politique et ses dimanches à prêcher dans les rues, étonnait trop la jeune fille pour qu'elle pût le comprendre et l'aimer. En 1880, elle passait devant un square, lorsqu'elle reconnaît le visage de l'apprenti, mûri par les aventures et bronzé par les soleils. Il parlait. Et son éloquence déchaînait de longues acclamations. Leur caractère inquiète la police. Des agents se précipitent, empoignent l'orateur

et l'emmènent au poste. La pitié et la colère préparent la voie à des sentiments plus tendres.

Six semaines après ils étaient mariés, et partaient pour le Continent. Une enquête sociale leur tint lieu de voyage de noces. Lorsque les économies furent épuisées, John Burns revint à Londres, se remit au travail, redevint ouvrier mécanicien et construisit de ses mains le premier tramway électrique qui ait circulé outre Manche.

II

Aux environs de 1880, une poussée socialiste ébranle les masses populaires. Favorisées par des crises commerciales, sans précédents depuis les débuts de l'ère libre-échangiste, les idées marxistes sont importées en Angleterre, J. Burns n'attend pas leur réalisation pour tenter un effort.



Il adopte un programme d'action.

Les salariés étant devenus, contre leur gré, une classe distincte, au point de vue économique, soumise à l'application de la concurrence, doivent partout et toujours agir d'accord. A cet effet, il faut qu'ils donnent leur adhésion et versent des subsides à des associations professionnelles et ouvrières. Une fois cela fait, c'est un devoir de s'entendre et de coopérer, en vue d'une action civique et politique. De par le fait seul de leur pauvreté, ils sont obligés de supporter la majeure partie des inconvénients de l'incapacité municipale, l'immoralité, la saleté, le surpeuplement, l'oppression politique et autres horreurs. Les travailleurs doivent, en tant que classe, être toujours prêts à imposer, par l'agitation et par les votes, les modifications que la vie de leurs enfants et la paix de leurs foyers exigent si impérieusement.

C'est à commenter ce programme, ou à développer une formule, qui lui était chère : « Travaillez vous-

mêmes à votre salut. Organisez, organisez encore et toujours organisez », — que J. Burns consacre ses dimanches. Du haut d'une estrade, formée par une caisse à bouteilles, il prêche, sans se lasser, cet évangile de l'action corporative. Chaque semaine, le cercle des auditeurs grandit en même temps que leur enthousiasme.

Ils commencent par acheter une tribune plus confortable. Ils fondent ensuite la *Battersea Labour League*, pour la conquête des fonctions électives. L'association met la main successivement sur la Commission des écoles (*School Board*), celle de l'Assistance (*Board of Guardians*), sur les Conseils de Paroisse, où elle détient 66 mandats sur 120. Et Battersea s'enorgueillit aujourd'hui de son service des travaux publics, de ses usines électriques, de ses crèches, de sa bibliothèque, de ses bains et lavoirs, et surtout de ses statistiques. Le taux de la mortalité n'est-il pas tombé de 19 à 13 pour mille?

Tout en exécutant progressivement cette œuvre municipale, John Burns débute sur une scène plus large.

***

Il avait adhéré, dès sa fondation, en 1884, à la *Social Democratic Federation*, le seul groupement marxiste qu'ait connu l'Angleterre. Immédiatement, ses connaissances précises, sa mémoire fidèle, sa vigueur oratoire le désignent pour les premiers rangs. En 1885, il est choisi comme candidat dans la circonscription de West-Nottingham par la *Social Democratic Federation*. Les professions de foi du futur Ministre sont caractérisées par des audaces violentes :

Après quarante-trois ans de libre échange, après soixante-dix ou quatre-vingts ans de concurrence illimitée et de

monarchie constitutionnelle, ne pouvons-nous pas considérer comme un scandale pour la civilisation du XIXe siècle, que nous ayons neuf millions d'Anglais à la veille de tomber dans la mendicité ? Ni les libéraux, ni les tories ne sont allés jusqu'au fond de la question.

Mais, aussitôt, il propose une solution, non pas lointaine et théorique, mais pratique et immédiate, celle qu'il a déjà préconisée à Battersea :

Il est temps que l'ouvrier ne serve plus de volant aux deux partis politiques... Est-ce que la chambre des Communes, telle qu'elle est constituée, est faite pour inspirer confiance, avec ses six cent cinquante propriétaires fonciers et capitalistes, et ses deux seuls représentants ouvriers?

Le jeune socialiste est battu par six cents voix de majorité.

Les événements se précipitent. La crise de chômage s'accentue. Des manifestations violentes sont organisées à Londres : John Burns y joue un rôle prédominant.

Le 8 février 1886, il prend la parole au meeting célèbre de Trafalgar Square, où treize mille ouvriers se réunissent pour acclamer « l'orateur de Tower Hill » et siffler les conférenciers protectionnistes. Au retour les manifestants, qui gagnent Hyde Park par Piccadilly, sont injuriés par les habitués de Carlton Club et de Thatched House Club. Les chômeurs, irrités, ripostent en brisant les vitres à coups de pierres. Les commerçants ferment les devantures. Les bourgeois baissent leurs stores. Des rumeurs inquiétantes circulent. Les journaux s'affolent. L'opinion réclame des mesures énergiques. J. Burns est arrêté. Mais il parvient à se justifier. Il a fait tous ses efforts pour retenir la foule injustement provoquée et légitimement indignée. Il s'est borné, dans ses discours, à exposer un programme de

réformes législatives propres à enrayer le chômage. Le prisonnier est acquitté.

Il est moins heureux l'année suivante. Le 13 novembre 1887, le « Dimanche sanglant », les Radicaux et les Socialistes, pour protester contre une décision gouvernementale qui interdit aux chômeurs de tenir des meetings à Trafalgar Square, décident de prendre la place d'assaut. A dix heures du matin, seize cents policemen, formés sur quatre rangs de profondeur, défendent l'entrée de Trafalgar Square; tandis qu'à travers le brouillard, on distingue les plumets des *Life Guards* et les baïonnettes des grenadiers. Seule la colonne de deux cents hommes dirigée par J. Burns et Cunninghame-Graham enfonça le carré. Mais les assaillants sont bientôt dispersés, à coups de poings et de massues. Leurs chefs restent entre les mains de la police. Traduit devant Old Bailey, J. Burns revendique le droit de défendre une liberté traditionnelle par une manifestation même interdite, justifie ses intentions pacifiques en étalant le contenu de ses poches, fait au magistrat un éloquent exposé de son idéal socialiste : « Les sans-travail ont appris au politicien les éléments de l'art de gouverner, comment organiser la société pendant une période de transition, entre le système fondé sur la concurrence, où le gendarme est absolument nécessaire, et celui fondé sur la coopération, où l'instituteur prendra sa place ».

J. Burns n'en est pas moins condamné à trois mois de prison et dirigé sur Pentonville, un établissement pénitentiaire, aujourd'hui supprimé, qui s'élevait à King's Cross.

Cette retraite inspire au jeune marxiste des réflexions salutaires. Aujourd'hui encore, il proclame volontiers tout ce qu'il doit à cette période de méditations forcées : « Croyez-moi, disait-il un jour à W. Stead, il n'y a pas

de meilleure école, pour former un homme politique, que Pentonville et le *London County Council.* — Certainement, reprit l'interlocuteur, surtout Pentonville! » J. Burns ne le nia pas.

Le prisonnier eut l'occasion de réfléchir sur le problème social. Il comprit mieux l'insuffisance des solutions théoriques et des manifestations brutales. Il chercha des remèdes pratiques. Il sut les trouver.

* * *

En 1888, les électeurs de Londres sont appelés à nommer leur premier *County Council.* John Burns est, avec le philosophe radical Frédéric Harrison et le grand seigneur whig Lord Rosebery, l'un des nouveaux élus. La création de cet organisme municipal constitue une date dans l'histoire sociale du Royaume-Uni. Le *London County Council* imprime par son exemple une décisive impulsion à l'activité industrielle des corps élus. Et dans cette municipalisation, qui constitue une des solutions britanniques de la question ouvrière, John Burns joue un rôle prépondérant.

Fort de l'expérience acquise à Battersea, John Burns travaille à assurer la réalisation du programme d'améliorations sociales qu'il a fait adopter à ses électeurs[1]. Et, après neuf ans d'efforts, après avoir assisté à trois

1. En voici les points principaux : 1° Extension du pouvoir du L. C. C. de manière à ce qu'il puisse élargir son activité industrielle. 2° Municipalisation des monopoles de fait. 3° Création de bains, de lavoirs, de bibliothèques, de gymnases gratuits. 4° Établissement d'hôpitaux gratuits. 5° Construction de maisons ouvrières, dont les loyers devront être calculés de manière à couvrir seulement les frais de construction et d'entretien. 6° Développement et municipalisation des services d'hygiène. 7° Organisation de travaux pour les sans-travail. 8° Semaines de quarante-huit heures et salaires calculés au tarif général pour tous les ouvriers employés par le L. C. C.

mille séances de commissions, il pourra se flatter d'avoir réalisé la moitié de ses promesses. Mais il série les questions et procède par étapes. Il commence par obtenir que les heures de travail, pour les ouvriers employés par le *County Council*, soient réduites de 68 à 54, et leurs salaires calculés d'après le tarif syndical. Il fait insérer dans les contrats passés avec les entrepreneurs un article qui leur interdit d'imposer des journées plus longues qu'elles ne le sont d'ordinaire dans les divers métiers. Puis il fait décider la création d'un service municipal de tramways. Et lorsque le *Works Department* commence à fonctionner, ce sont les maisons ouvrières et les tramways électriques qui absorbent surtout l'attention et l'activité de l'ajusteur mécanicien.

Il est guidé dans cette œuvre municipale par un amour passionné pour sa ville. Londres inspire à J. Burns quelques-uns des sentiments qu'un Israélite éprouve pour Jérusalem. Comme on l'a dit, chaque centimètre de ses sombres pavés, chaque brique de ses bâtiments publics est une partie de sa chair. Et s'il eût été poète, il eût chanté l'active rumeur de ses rues et la majestueuse puissance de son fleuve, la tristesse de son ciel et les drames de ses impasses, ses misères douloureuses et ses héroïsmes cachés, ses laideurs et sa vie. Il l'a du moins défendue de son éloquence[1] et servie de son activité.

La même année, la grève des *dockers* du port de Londres permet à l'ex-marxiste de travailler à l'extension du trade-unionisme, cette seconde forme du socialisme anglais.

Bien qu'il ait pris part à plus de trois cents conflits

1. Notamment contre un ancien maire de New York, qui, dans une interview, exprima une insuffisante admiration pour Londres.

industriels, celui-ci est le seul qu'il ait délibérément provoqué. La tâche était singulièrement redoutable. Il fallait assumer la responsabilité de diriger une armée de cent mille hommes, de subvenir aux besoins de cinq cent mille âmes. J. Burns ne recule pas. Il avait vu « par les sombres et glaciales matinées de décembre » des êtres humains « grelotter de froid, pendant des heures », dans le vague espoir de gagner « 1 fr. 25 dans un travail qui exige autant de muscles que de volonté ». Il les avait vus, lorsque les grilles des docks étaient ouvertes, « se battre avec autant d'énergie que des spectateurs dans les couloirs d'un théâtre en flammes ». Il savait que leur salaire ne dépassait pas 7 fr. 75 par semaine. Sans organisation syndicale, sans réglementation professionnelle, les *dockers* de Londres, concurrencés par l'afflux des chômeurs, constituaient une plèbe malheureuse et méprisée. J. Burns n'hésite pas. Il dresse le bilan des revendications. Il déchaîne le conflit.

Pendant dix semaines, le port de Londres est paralysé. Pendant dix semaines, John Burns se multiplie. Il faut trouver les ressources nécessaires pour alimenter tout un quartier. L'Australie envoie 575 000 francs. L'Angleterre donne 500 000 francs. Il faut distribuer les secours et les soupes. Mrs Burns tient la comptabilité. Il faut organiser les réunions indispensables pour encourager ces soldats, et les manifestations utiles pour gagner l'opinion. Tantôt John Burns prononce trente-six discours en plein air, dans une seule journée. Tantôt il sort de son chapeau, avec l'habilité d'un prestidigateur, des saucisses, pour les distribuer à un auditoire qui souffre de la faim. Aujourd'hui, il arrête un cortège prohibé par la police. Demain, il dirigera à travers la Cité cette marche lamentable des meurt-de-faim déguenillés, qui, par le nombre des

malades laissés en cours de route, évanouis sur les trottoirs, émeut l'opinion publique et décide de la victoire. Le 16 septembre 1889, le traité de paix est signé. Il accorde aux ouvriers tout ce qu'ils avaient demandé. Mais leur général, qui était entré dans la lutte avec une chevelure dont l'ébène rappelait l'Espagne, en sort prématurément blanchi.

La grève de 1889 est une date dans l'évolution du trade-unionisme anglais. Les manœuvres se décident à accepter un organisme, réservé jusqu'ici à l'aristocratie ouvrière, aux *Skilled working men*. Ils apportent au mouvement syndicaliste une force agissante et des idées nouvelles. Ils rajeunissent le personnel. autant que le programme des *trade-unions*. Progressivement leur congrès annuel abandonne les formules des économistes classiques et accepte les idées socialistes : la nationalisation du sol, la journée de huit heures, le salaire minimum. L'action de John Burns a contribué à cette importante évolution. C'est lui qui, en 1890, à Liverpool, dirige l'assaut des nouveaux syndiqués, enlève 19 sièges sur 20 que compte le *Comité parlementaire du Congrès des Trade-Unions*, et, sur soixante motions, en fait adopter quarante-cinq, qui réclament l'intervention étatiste ou municipale.

Lorsqu'en 1892 les électeurs de Battersea l'envoient siéger aux Communes, il inaugurait une troisième étape de la poussée ouvrière : la constitution, au sein du Parlement, d'un groupe indépendant, serviteur docile des intérêts corporatifs.

***

De même qu'au *London County Council*, il avait continué, sur un terrain plus large, l'œuvre pratique commencée au Conseil de Paroisse de Battersea, à la

2

chambre des Communes, il reprend, avec une autorité plus grande et sur un domaine plus important, la tâche qu'il a menée à bien, pendant neuf ans, sur les bancs du *London County Council*. Il laisse à d'autres le soin de chercher des effets oratoires et d'exposer des théories politiques. Les lois sur la journée de huit heures dans les mines, sur les accidents du travail sont les seules auxquelles son nom reste attaché.

Il travaille dans les commissions chargées d'étudier les concessions des travaux publics. Il obtient des enquêtes pour des industries déterminées. Il fait adopter, dans les ateliers de l'État, le tarif syndical et la journée de huit heures. A la chambre des Communes, comme au *London County Council* et à la *Battersea Vestry*, J. Burns cherche beaucoup moins à imposer des idées, qu'à calmer une souffrance ou panser une misère.

Quand il arrivera au pouvoir, il agira de même. Il ne saisira pas la Chambre de propositions inédites. Il apportera dans son ministère une méthode nouvelle. Les employés devront être plus assidus et les affaires réglées plus vite. Le problème du chômage sera éclairé par des enquêtes plus complètes et des documents plus probants. En sortant d'une soirée de gala, John Burns passera un paletot sur son uniforme, et fera queue aux portes des asiles de nuit pour vérifier l'efficacité des secours et le contenu de la marmite. Sous l'impulsion de cet ajusteur mécanicien au regard rapide, au geste sûr, la machine administrative fonctionne mieux. Les frais sont diminués. Le rendement est accru.

Cette méthode utilitaire, expérimentale, appliquée avec la même ténacité à toutes les formes de la vie collective, caractérise J. Burns. Elle constitue aussi le signe distinctif de la poussée ouvrière, de l'autre côté du détroit. La vie de notre héros en est comme le symbolique résumé.

Le nom de John Burns, sa rude personnalité, son action énergique sont inséparables de l'histoire du mouvement social dans ces vingt dernières années.

III

Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir, comme cela m'est arrivé, à côté de John Burns, les rues de Battersea. Les femmes sur les pas des portes, les ouvriers du haut des tramways, les gamins dans les rues adressent des saluts joyeux à *good old Jack.* Il trouve, il cherche l'occasion d'adresser la parole aux passants. Dans la rue, il est chez lui. Un garnement bat de la semelle contre le mur d'une école municipale : « Donnes-tu des coups de pied à ta maison » ? Une fillette pleure, parce que le ruisseau emporte sa balle, le Député ramasse le jouet et console l'enfant. Des garçons jouent au foot-ball, il s'associe à leurs jeux d'un geste rapide de ses jambes toujours alertes. « Good day, Mr. Burns. — Good day, sir. » Un *policeman* arpente le trottoir. Une plaisanterie déride *Bobby.* Par son costume, par sa maison, par ses habitudes, Burns est resté un ouvrier.

Rebelle aux usages corrects, le député-ministre s'est refusé à arborer le tube et la redingote. En veston et en chapeau melon, les mains dans ses poches, il parcourt les rues de sa circonscription.

Pour le décider à porter le frac et la culotte, il fallut que le Roi lui envoyât son tailleur. Les honneurs ne troublent pas sa tête froide. Et, lorsqu'une grande dame, de la famille de Marborough, désireuse de prendre les nouveaux venus sous sa protection, écrivit à Mrs. Burns pour la féliciter, et lui offrit l'hospitalité de son salon, en la priant de considérer cette lettre comme une visite,

— l'ouvrier fit répondre à sa femme que l'expression de ses remerciements tiendrait lieu de visite rendue.

Fidèle aux traditions anglaises, il s'intéresse aux batailles sportives. John Burns est un rameur émérite et un joueur de cricket réputé. Il n'ignore point les joies du tennis, et manie ses poings avec un art consommé. Chauvin comme tous les travailleurs anglais, il remplace parfois les *matches* par des marches militaires. Ne lui est-il pas arrivé récemment, pour vaincre une fatigue cérébrale, de suivre à pied, pendant dix jours, les troupes en manœuvres? L'année dernière, il entreprenait d'apprécier par lui-même la force de résistance du fantassin allemand et français.

Rien ne distingue la maison de John Burns de celles des contremaîtres ses voisins. Elle est bâtie des mêmes briques, taillée sur le même modèle [1]. Le député ouvre lui-même sa porte. Son fils va à l'école primaire. Seule, la supériorité de sa bibliothèque distingue le *home* de John Burns. Avec une patiente méthode, il a recueilli tous les documents manuscrits ou imprimés relatifs à l'histoire de la poussée ouvrière, dont il fut l'un des pionniers. Et cette collection unique à Londres doit aujourd'hui être consultée par tous les étudiants curieux des choses sociales. John Burns ne se distingue des travailleurs ses camarades que parce qu'il est mieux à même qu'un autre de raconter leur histoire. Ouvrier il fut : ouvrier il est resté.

John Morley demandait un jour à celui qui devait être son collègue, comment les salariés pouvaient accepter avec résignation les incertitudes d'une vie, toujours à la merci des crises économiques. « L'ouvrier, répondit John Burns, s'engage dans la vie indus-

1. J. Burns a déménagé depuis peu, pour se rapprocher du Parlement et du Ministère.

trielle comme un soldat qui part pour la guerre. Il sait parfaitement que, dans la minute qui suit, il peut avoir une balle dans la tête et que tout sera fini. Il le sait. Il s'en tire comme il peut (*He makes the best of it*). »

Cette énergie optimiste, satisfaite de son temps, fière de sa race, qui trouve à se déployer je ne sais quelle joie farouche, explique la vie de John Burns. Elle donne, à son éloquence, toute son originalité.

* * *

Un jour, J. Burns apprend que des adversaires préparent, contre lui, une manifestation. Dans un meeting, ils exciteront la foule : elle viendra ensuite défiler sous les fenêtres du député de Battersea, pour le huer. J. Burns n'attend pas ses ennemis; il prend son chapeau, son fameux chapeau melon ; il court au *meeting*; il prend la parole; il foudroie ses adversaires. Et l'auditoire, enthousiasmé, reconduit en l'acclamant l'orateur, qu'il devait siffler. Les victoires de l'éloquence sont fréquentes dans la vie de J. Burns. Il a l'action oratoire; le geste autoritaire qui dicte; la voix chaude qui convainc. Mais cette éloquence est marquée de traits particuliers. Elle est simple, rude et grave, comme il convient à un tempérament énergique, préoccupé avant tout d'exercer, sur ceux qui l'écoutent, un effet déterminé et immédiat.

Les discours de J. Burns sont des exposés de faits précis. Ni un substratum d'idées générales, ni un plan habilement déduit ne viennent, par la finesse élégante ou la complexité savante du canevas, accroître la valeur du dessin vivant et coloré, tissé sur son vieux métier par ce maître ouvrier. Il n'a ni les grâces de l'artiste, ni les rigueurs du philosophe. Seule, une certaine force

rude et simple dans la vision concrète donne à cette éloquence son originalité.

Prenons, par exemple, un des discours les plus célèbres de J. Burns, celui qu'il prononça devant la chambre des Communes, le 6 février 1900, pour démontrer l'injustice de la guerre sud-africaine. Il est inutile d'y chercher ni les constructions fortement charpentées, dans lesquelles excelle la rhétorique française, ni les principes abstraits qui caractérisent les doctrines européennes du droit international. S'il arrive à l'orateur de rappeler que le gouvernement anglais n'aurait pas dû intervenir, les armes à la main, dans les luttes politiques d'un État dont il avait reconnu l'indépendance, il se hâte de compléter cette assertion juridique par une série de faits et d'images.

Vous n'aviez pas le droit de dicter au Transvaal sa conduite dans ses affaires intérieures. Et cependant vous avez dicté, vous avez demandé, vous avez raisonné, avec un tel effet que Paul Kruger *dégringola du haut de ses prétentions si bas et si vite*, que le ministre des Colonies lui-même fut surpris de la rapidité et de l'importance des concessions. Et je me permets de dire que, s'il avait continué *à presser l'éponge*, il n'aurait pas été nécessaire de *mettre la main à l'épée.*

Tout ce discours n'est qu'une série de faits, exposés à l'aide de procédés dramatiques, de souvenirs anecdotiques, qui ajoutent encore à la vie des réalités. Si J. Burns veut prouver l'insuffisance des griefs politiques des Uitlanders contre le Transvaal et l'inanité des justifications qu'ils donnent de l'intervention britannique, il esquissera un dialogue entre le délégué des Uitlanders et un membre du Parti ouvrier :

« Avez-vous tenu des meetings au Transvaal? — Non. — Avez-vous abattu les grilles d'un parc? — Non. — Quelles manifestations avez-vous faites, alors? Avez-vous lutté pour le

droit de vote aussi longtemps que les Anglais l'ont fait chez eux? — Non. — Savez-vous que les Lords, au mois de juillet 1898, par 86 voix contre 36, ont exclu les étrangers et que 30 p. 100 de vos compatriotes ne peuvent ni voter pour les Communes, ni agir sur les Lords ». Mais il ne sut que répondre.

Même quand il traite le sujet qui prête le plus à l'évocation des idées générales, au balancement des périodes, J. Burns s'obstine à noter, en phrases courtes, sous une forme concrète, des faits précis. Il montrera, par exemple, l'impossibilité pour l'Afrique du Sud de devenir une Australie. La terre des « compounds » et du travail obligé, de la main-d'œuvre noire et indienne, ne sera jamais hospitalière pour les ouvriers blancs. Et s'il lui arrive, à la fin de son discours, de déroger à cette simplicité, J. Burns n'insiste pas sur les mouvements oratoires. Il les réduit à leur plus simple expression et revient vite à sa méthode première :

Excepté pour l'Irlande, la Grande-Bretagne a été, à travers les siècles, le chevalier errant des petits peuples. Qui a mis la Belgique *debout sur ses jambes*, donné à la Grèce l'indépendance, aidé l'Italie unifiée, et veillé de temps en temps à côté de la Suisse[1]? L'Angleterre. Dans la guerre actuelle, l'Angleterre n'accomplit plus sa tâche traditionnelle. Le protecteur des petites nations, l'armée britannique, qui était d'ordinaire, pour toutes les causes justes, le chevalier Arthur de l'histoire, est devenue en Afrique le janissaire des juifs, au service d'un petit cercle financier représenté ici et ailleurs. J'ai passé mes vacances de la Noël à parcourir la liste des actionnaires de la *Chartered Company*, et je vois que presque tous ceux, qui ont pris part à ce débat, ici, à la chambre des Lords et dans le pays, ont leur patriotisme fortifié et leur éloquence encouragée par la part qu'ils détiennent dans le capital de la *Compagnie de l'Afrique méridionale*.

1. La plupart de ces assertions sont historiquement inexactes.

A cette recherche exclusive des faits se mêle parfois une certaine rudesse dans l'attaque. L'éloquence est concrète, parce que cet ouvrier voit les réalités et méprise les idées. L'éloquence est agressive, parce que ce travailleur ignore la culture universitaire et connaît les batailles plébéiennes. A Querley, en juillet 1904, J. Burns, menacé d'un procès en diffamation par le Dr Rutherford Harris, candidat unioniste dans une des circonscriptions de Londres, s'écrie devant un auditoire ouvrier :

Ce que j'ai dit, je l'ai dit; j'avais l'intention de le dire; et j'espère bien le répéter. Je ne vais pas me laisser intimider par un millionnaire sud-africain, dont la conscience sous-tropicale a perdu tout ressort, et qui croit que la Grande-Bretagne est l'Afrique du Sud, et qu'il suffit d'avoir de l'argent et de le faire sonner, pour nous dépouiller de notre droit de critiquer et de jouir de ce dont nous avons jusqu'ici joui : — des droits égaux pour tous les blancs dans la vie publique. Le Dr Harris pensait que nous serions aussi discrets que des chiens, à l'égard de sa conspiration déloyale et de son raid de pirates, et que nous resterions lèvres closes en face d'un homme qui a plus fait que le Dr Jameson pour plonger 50 000 maisons dans le deuil et l'Afrique du Sud dans les flammes d'un incendie dévastateur.

Quand on lit ces phrases, assénées sur l'adversaire comme autant de coups de massue, on voit la silhouette de l'orateur : debout, les épaules pliées, les jarrets tendus, la mâchoire serrée, il est prêt à passer de la parole au geste. On croit entendre, derrière les phrases, la respiration haletante du lutteur. J. Burns avait été, jadis, un champion de boxe redoutable. Il n'en a point oublié les principes. S'il a recours à la raillerie, ses attaques restent aussi rudes. Il cingle à coups de cravache, au lieu de frapper à coups de matraque.

J. Burns a une animosité particulière contre M. Chamberlain ; et il ne l'a guère ménagé au lendemain

de sa victoire. Le 5 janvier, à Battersea, il rappelle que l'élite des Unionistes reste fidèle au libre-échange. Qui le « protectionnisme a-t-il pour lui? » — « Joseph », répond en chœur l'auditoire. Et l'orateur de riposter : « Eh oui, et vous savez ce que fit l'ancien Joseph. Il déposa ses frères au fond d'un trou. » Et John Burns continue sur le même ton : « Bien qu'Arthur [1] et Joseph aient, en vertu d'un arrangement provisoire, des lettres d'embarquement pour le même bateau, ils n'en naviguent pas moins sous de fausses couleurs, avec un équipage de pirates, un drapeau noir, marqué d'un crâne et de tibias en croix ». Le 8, à Derby, J. Burns déclare que le projet fiscal de M. Chamberlain est une panacée, une « pilule purgative » destinée à prévenir toutes les maladies et à remplacer tous les remèdes. Quelques mois plus tard, au début de la session de 1908, il retrouve la même verve, pour flétrir les députés marxistes, leur idéalisme intransigeant, leur pessimisme invétéré.

Mais ces railleries, dont la rudesse béotienne plaît à l'auditoire ouvrier, ces moqueries, dont le lutteur cingle son adversaire entre deux coups de poing, alternent régulièrement avec une note plus grave.

***

Tantôt J. Burns commente avec bonheur ces deux vers, que Shakespeare met dans la bouche du roi Henri :

> Those who fight with me, will ever remember the day;
> Those who stand aloof, will date from it their falling of.

Tantôt, dans ce même discours prononcé à Battersea le 5 janvier, il dépeint la vie de ces ouvrières de Londres, dont 750 000 travaillent loin de leurs *homes*;

1. A. J. Barfour.

leur départ pour le travail le matin et leur retour tard dans la nuit, parfois même aux premières lueurs de l'aurore; l'attente des *sweethearts* aux abords des ponts; la lutte pour ne pas mourir de faim et l'importance d'un ou deux sous dans ces budgets : « Pensez à ce que veut dire pour ces ouvrières le pain à bon marché! Travailleurs de Battersea, soyez les chevaliers, soyez les sire Galahad de la vie industrielle et défendez les femmes. »

Une extraordinaire élévation perce dans tous les discours de J. Burns. On y trouve des violences, jamais de grossièretés. L'orateur surexcite les volontés, leur dicte des décisions pratiques, leur impose aussi des victoires morales. Il élève ses auditeurs jusqu'à lui; il ne s'abaisse jamais à leur niveau. Et cette énergie créatrice, qui donne aux allocutions de J. Burns leur forme tout utilitaire, leur rudesse combative et railleuse, les marque aussi d'une religieuse gravité.

Si l'on veut trouver tous ces caractères réunis dans un seul et même discours, il faut feuilleter le chef-d'œuvre oratoire de l'ancien ouvrier mécanicien.

Le 27 décembre 1905, le président du *Comité des Affaires locales* ouvrait à Battersea la campagne électorale. Jamais la vigueur de l'homme n'avait été plus frappante. Tantôt, la tête rejetée en arrière, les deux mains accrochées au revers du veston, tantôt incliné en avant, le bras tendu et l'index déplié, il tient l'auditoire haletant et dominé. Jamais l'autorité de cette éloquence simple, rude et grave n'a été plus visible. J. Burns critique ses adversaires et expose son programme sous la forme la moins abstraite.

En 1900, avant la guerre, il y avait à Londres 100 000 hommes, femmes et enfants, secourus par l'Assistance publique, au coût de 3 200 000 livres sterling; en 1905, il y avait 127 000 pauvres, dont la misère exigeait une dépense de 5 millions de

livres sterling.... S'il n'y avait pas eu 27 000 pauvres en plus, les taxes municipales de Battersea n'auraient pas augmenté de 2 ou 3 pence; vous avez un droit nouveau de 4 pence sur le revenu, 1/2 penny sur le sucre, 4 pence sur le thé, 6 pence sur l'alcool, 1 schelling sur la barrique de bière. En un mot, vos impôts ont augmenté de 1 livre par tête, et par année depuis la guerre. Votre argent a été gaspillé en Afrique, au Thibet, au Somaliland, au Soudan, sur tous les coins pierreux du globe. Ce genre d'impérialisme dévore la substance des conquis et aboutit à la banqueroute des conquérants. Les impôts doivent être réduits, pour que le chômage puisse diminuer.

Aux faits précis, sous lesquels il écrase ses adversaires, s'opposent les formules concrètes, dans lesquelles l'orateur résume ses projets :

En aidant les pauvres, nous devons veiller à ne pas doter le paupérisme. Mon idéal c'est moins de *workhouses* et plus de *homes*, des charités moins généreuses et des salaires plus élevés, plus de joie et moins d'alcool, des cités plus petites et des villages plus grands... Aussi longtemps que nous aurons des paysans sans terre, nous aurons, dans les villes, des hommes sans foyer. Notre tâche et votre intérêt, de même que mon devoir consistent à ouvrir plus largement l'accès de la terre, à enrayer l'émigration vers les villes.

La vie extraordinaire de cette éloquence tient à la fois à son caractère concret et à sa saine rudesse : « Notre gouvernement ne sera pas la succursale de la Bourse de Johannesburg ». Ou encore :

Le premier Ministre n'a pas seulement du courage, mais encore de l'esprit : ceux qui ont entendu son discours d'Albert Hall l'admettront. Il a le sens de l'à-propos : le choix de ses ministres le prouve. Il a le jugement impartial : regardez-moi.

Et en même temps une rare élévation morale, donne, par instants, à ce discours de réunion publique, la gravité du prêche : « L'honneur de mon portefeuille

revient à Battersea; la responsabilité me reste », disait-il en commençant; et un peu plus loin il revient sur la même idée :

Je suis le dépositaire de vos espérances sociales, de vos ambitions économiques, de votre idéal politique; et, partant, la voie des honneurs ne sera pour moi que le sentier du devoir. Je suis, comme Shakespeare l'a dit, le *standard bearer of the rude mechanicals*, le porte-étendard des rudes travailleurs. Je suis le premier des anciens inférieurs, qui entre dans le Cabinet des anciens exclusifs.

*
* *

Quel est le programme qu'il apporte à ses adversaires d'hier, devenus ses alliés d'aujourd'hui, c'est ce qu'il reste à examiner. Le tempérament est trop fruste, la volonté trop prédominante, pour qu'il puisse s'agir d'une synthèse d'idées abstraites. La doctrine sociale de notre héros ne sera jamais qu'une certitude expérimentale, éclairée par des sentiments moraux.

A plusieurs reprises, au moment de la campagne du *Times* contre les trade-unions [1], accusées d'être, par leur restriction de la production, les auteurs de la stagnation commerciale, à propos des attaques du *Times* contre le socialisme municipal [2], qui, en entravant l'activité industrielle et en accroissant les charges budgétaires, aurait été la vraie cause du paupérisme; plus récemment encore, à l'occasion des polémiques soulevées par la réaction protectionniste [3], J. Burns eut à justifier ses triples convictions. Il le fit dans des lettres dénuées de tout dogmatisme, bourrées de chiffres et d'anecdotes, que terminent quelques paroles

1. *Speaker*, 3 septembre 1904, p. 507.
2. *Times*, *The Mail Edition*, 29 septembre 1902.
3. *Daily Telegraph*, lettre datée du 9 janvier 1906.

de pitié sur les misères urbaines et de confiance dans les résultats obtenus.

Ces divers caractères donnent à la profession de foi adressée par le nouveau Ministre son originalité propre. Mais la note émue, au lieu d'être rejetée à la conclusion, inspire l'exorde. J. Burns rappelle ses quatorze ans de services parlementaires, ses dix-huit ans de services municipaux. Et il ajoute :

On essaie de m'aliéner votre confiance, parce que j'ai osé ouvrir une nouvelle voie à l'idéal, aux ambitions et aux activités législatives des classes ouvrières, luttant consciencieusement pour fixer elles-mêmes leur avenir politique, social et économique. Je compte et je m'appuie sur la loyauté des travailleurs, leur gratitude pour la tâche accomplie, leur appréciation des améliorations réelles, sensées, méthodiques, apportées à leur sort par mes services passés. Ils me renouvelleront, par l'intermédiaire de leurs votes, leur approbation et leur fidéicommis.

Après ce préambule, dans lequel percent à la fois la droiture morale et le bon sens de J. Burns, l'orateur expose son programme. Sans liens apparents, divers articles se succèdent, immédiatement éclairés par une formule concrète, un souvenir précis, ou quelques chiffres. D'un mot, le Ministre indique, sans esquisser une théorie pacifiste, qu'il continuera à « s'opposer aux guerres injustes, aux agressions pillardes, entreprises pour de sordides intérêts particuliers, au coût du contribuable ». « Je veux que le Parlement redevienne la source du pouvoir, de l'autorité et de l'initiative. Sous le dernier gouvernement, il se bornait à enregistrer les décisions de capitalistes sordides, arrivistes, coloniaux. » J. Burns insiste sur cette idée. Il faut reviser les divers rouages de la machine administrative.

Ils doivent cesser d'être une retraite commode pour les ignorants des hautes classes... J'ai été, pendant ces quatre

dernières années, aussi honteux que le pays a été dégoûté des bévues administratives, des scandales publics, du gaspillage éhonté, des dérobades parlementaires et de la malhonnêteté politique du dernier Cabinet.

Et J. Burns énumère tous les actes qui ont donné au Parlement de 1900-1906 le douloureux aspect d'une coalition d'intérêts. Il aborde ensuite le problème du libre-échange. Il se garde bien d'attaquer les propositions protectionnistes, au nom des principes économiques. Le Ministre se borne à démontrer la fâcheuse répercussion qu'auraient des obstacles mis à la libre entrée des denrées alimentaires et des matières premières sur Battersea : 10 000 de ses habitants travaillent dans les industries du bâtiment, 8 000 dans celles de l'habillement, 6 000 dans celles de l'alimentation. « Seuls, des riches syndicats profiteraient du nouveau régime douanier[2]. » J. Burns craint de fatiguer ses électeurs par des développements trop littéraires. Il arrête ces dissertations, singulièrement concrètes cependant, pour énumérer quelques réformes précises : le *Home-Rule*, d'abord, puis l'indemnité parlementaire, le suffrage universel et la suppression de la chambre des Lords. Il demande qu'on favorise le socialisme municipal. La législation sociale devra être complétée par la journée de huit heures, la revision des lois d'hygiène, les retraites sur la vieillesse et l'impôt progressif sur le revenu.

***

La profession de foi s'arrête court. Ce programme législatif n'a aucune prétention à l'originalité. J. Burns ne forge point des idées : il creuse des sillons. Bien que les divers paragraphes de ce document ne soient reliés entre eux par aucun plan savant, il est impos-

sible de ne pas lui reconnaître une unité harmonieuse. Par son apparence fragmentaire et ses solutions pratiques, par sa méthode expérimentale et sa loyale sincérité, par sa force agressive et sa hauteur morale, ce manifeste porte l'empreinte du tempérament que nous ont révélé la vie et les discours de J. Burns.

Il est impossible d'analyser cette volonté disciplinée, sans respecter et aimer le premier Ministre ouvrier qu'ait eu l'Angleterre. Ce « *porte-étendard* des rudes travailleurs », comme disait Shakespeare, fait honneur à sa classe, à sa race, à son peuple.

II

SIR HENRY CAMPBELL-BANNERMAN

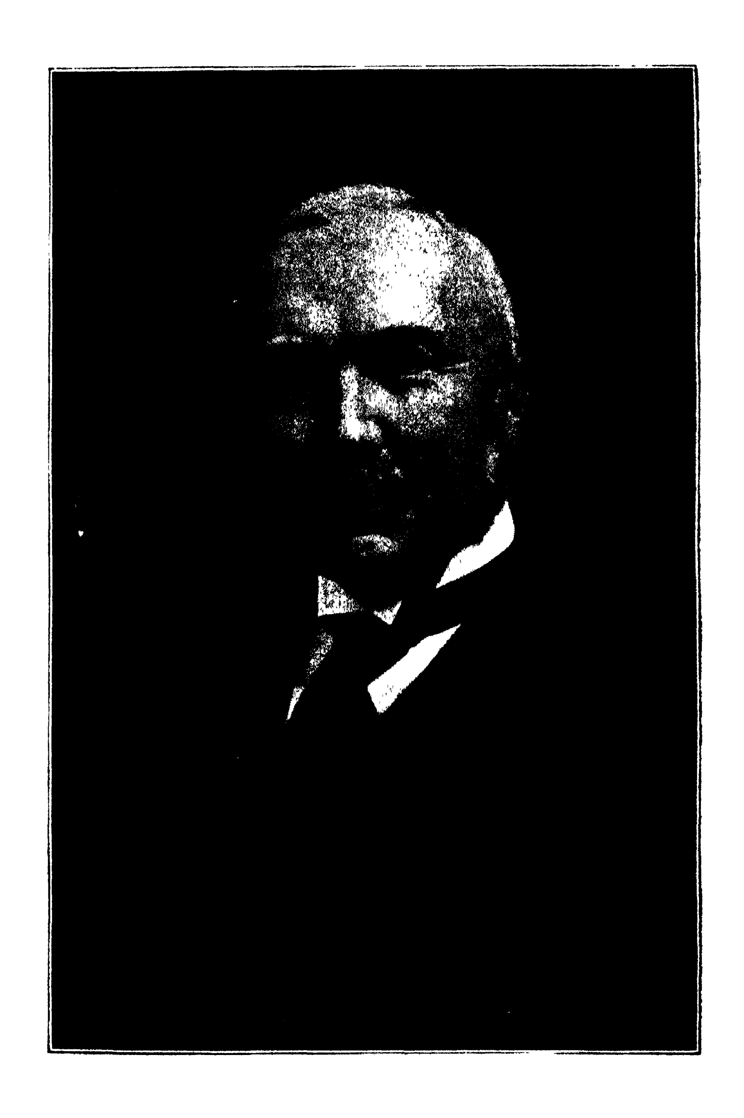
Sir Henry Campbell-Bannerman et sa définition de l'âme écossaise. — Il en incarne l'idéalisme religieux.

I. Souvenirs d'une conférence du premier Ministre. — Son portrait. — Le sourire de sir Henry. — 1° Les origines de la famille. — Des fermiers écossais. — Des industriels écossais. — Le lord Provost de Glasgow. — L'enfance et les études de sir Henry. — 2° La méthode de travail. — Caractères de ses discours. — La verve du puritain écossais. — Les indignations de l'idéaliste.

II. Caractères de sa vie publique. — 1° Son entrée au Parlement. — Sa première profession de foi. — Les promotions sucessives. — La crise du *Home-Rule*. — Le ministère de la Guerre. — Le conflit entre lord Rosebery et sir William Harcourt. — Sir Henry promu au *leadership*. — La guerre sud-africaine. — 2° Sir Henry premier Ministre. — Son action dans le domaine de la politique étrangère. — Son rôle dans la politique intérieure. — La lutte contre l'aristocratie terrienne. — La fidélité au *Home-Rule*. — La nécessité des réformes ouvrières.

III. 1° Lady Campbell-Bannerman. — Son caractère et son rôle, — 2° Belmont Castle. — Ses caractères. — Sir Henry et les animaux. — Sa vie en Écosse. — 3° La mort de sir Henry Campbell-Bannerman. — Le discours de H. H. Asquith.

« Comment se fait-il, s'écriait sir Henry Campbell-Bannerman, le 26 janvier 1907, au cours d'une manifestation organisée en son honneur par la municipalité de Glascow, que les Écossais trouvent le moyen de se faufiler dans les postes qui exigent de la confiance



SIR HENRY CAMPBELL BANNERMAN

Cliché Elliott et Fry.

et imposent des responsabilités? C'est parce que, dès les premiers jours de la vie, s'imprime dans leur chair et dans leur sang un certain sens du devoir, qui n'est pas nécessairement lié aux complications des dogmes. Il consiste à faire quelque chose pour ceux dont on est entouré, à reconnaître qu'on peut avoir, après tout, des ambitions plus grandes que d'acquérir des richesses ou jouir simplement de la vie, à proclamer, enfin, qu'on ne peut rien faire, rien espérer, sans avoir la bénédiction du Tout-Puissant. »

Sir Henry Campbell-Bannerman est une de ces âmes écossaises sur lesquelles le milieu et l'éducation ont laissé la marque indélébile d'un idéalisme religieux.

I

Le 4 juin 1904, à Londres, sous la gigantesque verrière d'Alexandra Palace, dix mille libéraux se réunissaient pour célébrer le centenaire de Richard Cobden. Après une longue attente, coupée par l'exécution, au son de l'orgue, de chants politiques, la plate-forme se remplit d'hommes connus par l'ardeur de leurs convictions libre-échangistes : M. Winston Churchill M. P.; M. Lloyd George M. P.; M. C. Fenwick M. P.; Earl Carrington, le ministre actuel de l'Agriculture; docteur Clifford, le pasteur méthodiste bien connu. Un orateur se lève. De son long discours où rien, ni dans la forme, ni dans le fond, ne me parut dépasser les bornes d'une honnête médiocrité, je n'ai retenu que la péroraison, lancée à pleins poumons, avec une ardeur passionnée :

Nous sommes aujourd'hui à l'embranchement de deux routes. L'une, large et facile, conduit au protectionnisme, au service militaire, à l'abaissement de nos libres institutions,

réduites à n'être plus que des noms vides de toute réalité. Qui aurait pensé, il y a quelques années, qu'en 1904, au début du siècle nouveau, plein d'espérances pour le progrès et la civilisation, ces monstruosités du passé seraient déterrées et deviendraient des réalités possibles? L'autre route conduit vers l'extension de la liberté et le développement de la justice dans notre pays, aux traités d'arbitrage et d'amitié, à leurs conséquences naturelles, à un arrêt et à une réduction ultérieure des dépenses militaires, à une diminution des impôts, qui pèsent sur notre commerce et pâlissent les visages des pauvres (*sic*). Par ce seul chemin, nous pouvons réaliser cette large masse de réformes sociales et politiques qui ont été empilées par la période de destructions, d'entreprises téméraires, d'extravagances folles, par laquelle nous venons de passer. Vous tous, par votre présence, montrez quelle est de ces deux voies celle que vous désirez choisir. Vous marcherez dans le sentier de la fraternité et de la liberté, et c'est vous, et vous seuls qui sauverez l'avenir de votre pays.

L'ardeur de la conviction était telle qu'elle donnait à cette banale péroraison une éloquence qui arrachait à l'auditoire de bruyantes acclamations. Au-dessus des chapeaux et des mouchoirs brandis par la foule, la silhouette de l'orateur se détachait, agrandie et embellie. Rien cependant, dans sa personne, n'était fait pour frapper et attirer. Je revois sir Henry Campbell-Bannerman au moment où, dans une large salle, il serrait la main, avec une cordialité silencieuse et une vigoureuse énergie, à des centaines de délégués, candidats et députés. Petit et trapu, la taille bien prise dans sa redingote, le leader libéral ressemble vaguement à un officier retraité. Les traits rudes, le teint coloré, le regard ardent et la moustache touffue donnent à son visage ce mélange d'autorité bourrue, de ronde bonhomie qui caractérise, aujourd'hui encore, le gentilhomme campagnard. Mais, par instant, l'éclair qui brille dans les yeux, le sourire qui passe sur les lèvres,

trahissent tout ce qu'il y a dans cette pensée d'idéalisme religieux, dans cette âme d'inépuisable bonté. Le frémissement léger qui pince la bouche, plisse les traits, colore les joues, anime le regard, prend sur le visage de sir Henry une expression particulière. Rien de hautain ni d'ironique, de forcé ni d'amer. Le sourire lumineux est la marque que laissent, sur le masque humain, l'équilibre moral et l'indulgente bonté.

Ce gentilhomme de date récente, — il fut créé baron en 1895, — est un bourgeois de vieille souche.



Comme presque toutes les familles des classes moyennes qu'ont enrichies les victoires industrielles du XIXe siècle, les Campbell sont d'origine paysanne. Ils descendent d'une famille de fermiers qui habitaient le centre même de l'Ecosse, la vallée supérieure du Forth, sur les confins du Stirlingshire et du Perthshire.

Un roman tragique vint troubler leurs paisibles destinées. En 1660 un Campbell de Melford tua son adversaire dans un duel : il est mis hors la loi. L'*outlaw* se déguise, s'enfuit, se réfugie à Menteith et entre au service du comte de l'endroit. Le duelliste gagne la confiance du lord, prend la direction de sa maison, obtient la main de sa nièce, et ajoute à son nom le sobriquet de Macloirdhuinne, « fils d'honnête homme ». Les Campbell le restèrent toujours. En 1805, l'un d'entre eux, le grand-père du premier Ministre, James Campbell Macloirdhuinne se fixe à Glasgow, organise un petit commerce, et laisse tomber le surnom romantique. Il n'a point été repris. L'ère des aventures ne fut jamais rouverte.

Les deux fils de l'immigrant tentent la fortune,

l'un comme tailleur, l'autre comme drapier. Plus tard, ils unissent leur petit pécule et leur rare énergie pour fonder une maison de draperies dont la marque « J. et W. Campbell » devait, grâce aux efforts de trois générations de commerçants, acquérir une réputation universelle. Un jour les frères écoutaient, dans leur chapelle coutumière, l'illustre prédicateur presbytérien, le Dr Chalmers. Celui-ci dénonce comme immoraux les rabais et les marchandages dont vit le boutiquier. S'il vend un objet au-dessous de sa valeur, il vole le fabricant. S'il le vend plus cher, il vole l'acheteur. Frappés par cette argumentation, James et William Campbell décident d'établir le *prix fixe*. Ils étaient les premiers à tenter l'expérience. Elle leur réussit. Ils firent fortune.

L'aîné des frères ne tarde pas à entrer au Conseil municipal. Il devient lord Provost, et déploie, à la tête de sa ville, ces qualités de ténacité souriante que devait révéler le fils à la tête de son parti. James brave, avec une égale vaillance, les attaques de ses adversaires et la désapprobation de ses amis. S'il croit de son devoir de réorganiser le service des eaux, d'envoyer les pompes au secours d'une bourgade voisine, il supporte avec sérénité le blâme de ses partisans. Le nom de James Campbell est étroitement lié à l'histoire de la cité écossaise. C'est lui qui, le 11 juin 1843, bien qu'il fût un ardent tory, remit à l'apôtre libre-échangiste, à R. Colden, le droit de cité, que lui accordaient les marchands de Glasgow en témoignage de gratitude. Aussi lorsque la reine Victoria accorda à ce magistrat municipal le titre de Chevalier, la ville entière s'associa à cet hommage mérité.

Un fils lui était né, le 7 septembre 1836, dans la villa qu'il habitait aux environs de Glasgow, à Kelvinside, Bathstreet. Il reçoit l'éducation d'un bourgeois

écossais, sous l'œil de ses parents, dans la ville même où il est né. L'enfant n'est point expédié à la campagne, dans un *high public school*. Le collège de Glasgow est jugé suffisant. Henry Campbell — (il ne devait prendre le nom de Bannerman qu'en 1872, après la mort de son oncle maternel, H. Bannerman de Hunton Court, dans le Kent), — se fait remarquer par des qualités sinon brillantes, du moins solides. Il devient, à force de travail, le premier de ses classes, le *dux*, comme on dit en Écosse. Quand il passe à l'Université de Glasgow, il n'étale pas davantage des aptitudes particulières, il déploie la même énergie consciencieuse. Les études classiques jouent un rôle important : le jeune Henry s'y signale. Il remporte la médaille d'or de la fondation Cowan, décernée aux hellénistes distingués. A Cambridge, à Trinity College, — où son futur adversaire A. J. Balfour lui succédera bientôt, — l'étudiant suit scrupuleusement le champ d'études tracé par ses maîtres. Il passe des travaux mathématiques aux lettres pures : il recueille partout les lauriers dont la moisson est prescrite aux bons élèves.

A l'école, au collège, à l'université, Henry Campbell fut, dans toute l'acception du mot, un « fort en thème ». Il le resta toujours.

Il a reçu les diplômes de *Master of arts* et de *Doctor of laws*, mais il est impossible de retrouver son nom dans les annales universitaires ni dans les bibliographies juridiques. Aucun volume, pas même une brochure, ne lui est attribué. Il rompt avec la tradition qui veut que les *leaders* libéraux appartiennent aux premiers rangs soit de l'aristocratie, soit des lettres anglaises.



Si sir Henry devint un *debater* redouté, cette réputation n'est qu'une preuve nouvelle de la vérité du vieil adage : *Nascuntur poetæ, sed fiunt oratores*. Lors de ses débuts parlementaires, il n'avait aucune facilité de parole. Au terme de sa carrière, il répugne à l'improvisation. Il lui est impossible de parler avant d'avoir mûrement réfléchi. Il recueille des notes, dicte à un sténographe, revise le manuscrit dactylographié ; et ce n'est qu'après cette triple preparation qu'il rédige le texte définitif dont il s'inspirera de très près, dont parfois il donnera lecture au cours de la discussion.

Et, si l'on veut absolument trouver quelques mérites littéraires à ces discours, qui n'ont ni la fougue passionnée d'un Lloyd George, ni les prosopopées lyriques d'un Dr Clifford, ni l'harmonie classique d'un A. J. Balfour, ni l'aisante spontanéité d'un lord Rosebery, il faut signaler la virulence de certaines attaques, la causticité de certains sourires.

Certes, les ironies de sir Henry n'ont rien de la finesse athénienne. Ce sont de brusques saillies, qui viennent éclairer le discours et détendre le visage, sans que l'orateur songe un instant à étaler la souplesse de son esprit ou à satisfaire l'âpreté d'un sentiment. Il n'y a rien de précieux ni de méchant dans les sourires de sir Henry. Ils sont l'expression d'une naturelle et indulgente bonhomie. Quand il prit le pouvoir, il invita ses collègues, conformément à l'usage, à se démettre des charges présidentielles qu'ils occupaient au sein de fructueux conseils d'administration. MM. Hudson Kearley et Lough conservèrent leurs titres de directeurs et leurs honoraires dans deux importantes compagnies, spécialisées dans la fabrication de denrées

alimentaires et dans la vente du thé. Interrogé par ses adversaires, le premier Ministre répondit qu'on ne pouvait demander à ses collègues de renoncer ni à des industries familiales ni à des sociétés philanthropiques. « Est-ce que le commerce du thé, reprit le Député, est une œuvre charitable? — Cela dépend du thé, riposta sir Henry. » Ces saillies, qui le plus souvent ne sont point assez piquantes et affinées pour résister à une traduction, portent l'empreinte de la gravité écossaise.

En réalité, nous avons un nouveau ministère au pouvoir. Un tour de poignet a été donné; le kaléidoscope a viré: et nous avons eu un changement dans les bancs vis-à-vis. Nous trouvons des physionomies familières dans des places étranges et des visages étranges à des places familières. Avons-nous affaire à un nouveau gouvernement, avec une nouvelle politique, ou à un vieux gouvernement, avec une nouvelle politique? L'ancien Cabinet peut être plus ou moins au banc des ministres, mais le vieux programme se trouve sur les bancs de derrière. C'est là aussi que se tient le Chef de la nouvelle politique. J'avoue n'y rien comprendre. La situation est trop inextricable; et le seul moyen de mettre un terme à cette confusion est d'en appeler aux électeurs [1].

M. Chamberlain, tout comme M. Balfour, eut à subir les pointes caustiques de sir Henry :

Je vous invite à contempler pour un instant ce tarif général, qui sera établi à la fois pour accroître les ressources de l'État et protéger notre commerce contre la concurrence étrangère. Ces deux programmes sont inconciliables. En fait ils se détruisent l'un l'autre. Peu importe : ce n'est là qu'une bagatelle. Nous sommes habitués à ces contradictions. Ce tarif général établira un droit de 10 p. 100 sur les importations d'objets ouvrés : ce sera un tarif scientifique; — comme cette expression est gentille, rassurante, confortable et convenable; — nous n'aurons pas un tarif rédigé au

1. Ch. des Communes, 3 février 1904.

hasard, comme celui que nous avions au temps jadis et qu'ont d'autres pays. Ne soyons pas trop affirmatifs : la commission douanière n'a pas fini d'accoucher[1].

Le plus souvent cette verve est inséparable d'accents indignés :

L'insistance de M. Balfour est anti-constitutionnelle et anti-patriotique : des considérations de personne et de parti ont pesé d'un poids plus lourd que les intérêts publics... Qu'est-ce que les ministres ont gagné à rester accrochés ainsi à leurs portefeuilles? Est-ce qu'un Cabinet a jamais passé par une pareille série d'humiliations? Ils ont tenté tous les expédients. Ils ont exécuté tous les stratagèmes que pouvaient concevoir des esprits ingénieux et exécuter des dos souples; et au bout du compte, ils n'ont pas hésité, quand cela leur a paru utile, à prendre la fuite[2].

Le *leader* libéral n'atteint l'éloquence, que lorsque la conviction est assez passionnée, la réprobation assez violente pour que la correction du gentilhomme et la gravité de l'Écossais cèdent sous l'impulsion du sentiment.

Nous avons lutté contre l'esprit agressif, fanfaron, envieux qui animait notre diplomatie dans les diverses parties du monde; contre l'esprit réactionnaire dans la législation et l'administration; contre le gaspillage des dépenses; contre l'esprit militaire, dont on a essayé, dont on essaie encore de saturer le peuple anglais, alors que la paix est seule conforme à ses intérêts, à ses désirs, à ses nécessités. Nous avons protesté contre les efforts tentés pour livrer le public à des classes, des sectes, des négoces, quelque puissants qu'ils fussent, pour accroître leurs droits aux dépens du contrôle de l'opinion. Nous avons lutté contre la politique persistante et systématique, qui s'est proposée d'avilir l'autorité du Parlement et d'exalter les pouvoirs de l'exécutif. Telles sont les erreurs que nous avons eues à combattre. Nous avons lutté contre des forces supérieures..... Nous n'avons

1. Glasgow, 28 novembre 1905.
2. Portsmouth, 15 novembre 1905.

jamais perdu ni courage ni espérance. Et maintenant enfin, l'idole d'airain, que les élections chauvines de 1900 avaient dressée au milieu de nous, chancelle, à la veille de tomber, parce qu'un courant d'opinion a rongé son piédestal d'argile[1]. »

Mais les jours où sir Henry est vraiment éloquent sont rares. Ni sa fougue, ni son humour, ni ses origines familiales, ni sa culture universitaire ne suffiraient pour justifier le bâton de maréchal. S'il lui a été décerné, au milieu de l'approbation unanime de son parti, c'est qu'il avait été conquis dans les batailles parlementaires par trente-huit années ininterrompues de loyaux services.

II

« Mon expérience parlementaire m'a appris que l'habileté n'est pas au bout du compte un bon placement, s'écriait un jour sir Henry. Le peuple anglais est un peuple droit (*straightforward*). Il aime les hommes honnêtes, qui ne perdent point de vue le but qu'ils se sont donné. Les habiles peuvent le faire rire, l'amuser, et, dans un certain sens, provoquer son admiration. Mais ils ne lui plaisent pas. » Sir Henry Campbell-Bannerman a démontré, par sa carrière glorieuse et son autorité respectée, que, de l'autre côté du détroit, l'intégrité loyale est un placement de père de famille.



Depuis le jour où, en 1868, les électeurs de Stirling Burghs envoyèrent, à trente-deux ans, M. Henry Campbell rejoindre au Parlement la majorité libérale, la plus

1. Glasgow, 28 novembre 1905.

forte et la plus active qu'ait connue l'Angleterre contemporaine, ce petit bourg écossais lui est resté inébranlablement fidèle. Et dans cet attachement de Stirling, si coquettement située, non loin du Firth of Forth et du Loch Lomond, dans les replis boisés et humides des *low-lands*, il faut voir comme un symbole de la vie politique de sir H. Campbell-Bannerman.

Sa première profession de foi est caractéristique :

Je suis le fils d'un ardent tory ; et je ne suis pas ici pour prononcer la moindre parole qui puisse faire croire que je m'excuse d'être le fils de mon père. Au contraire, je suis fier des liens étroits qui m'unissent à un homme qui a toujours été respecté en Écosse, même par ceux qui furent ses adversaires les plus acharnés. Mais si vous étiez disposés à tirer un pronostic de ma parenté avec sir James Campbell, voici la conviction que je voudrais vous voir partager. Cette ténacité est peut-être passée dans mon sang ; et, de même que le père, au cours d'une longue vie publique, au milieu des bonnes comme des mauvaises nouvelles, par les beaux comme par les mauvais jours, est resté fidèle à son parti et à ses principes, de même le fils n'abandonnera jamais les siens.

Le député tint parole.

Ses débuts passent inaperçus. Cependant, dès 1871, son compatriote Gladstone apprécie sa loyale fidélité : il lui désigne les fonctions de secrétaire financier du *War Office*. Il était promu sous-lieutenant. Les galons se firent attendre. M. Henry Campbell n'est pas de ceux qui avancent au choix. Quand les libéraux reviennent au pouvoir, en 1880, il retourne à son poste financier, au ministère de la Guerre. Une vacance, laissée par un mouvement dans les grades supérieurs, lui permet de passer, en 1882, à l'Amirauté. Pendant deux ans, il y remplit les fonctions de sécrétaire. En 1884, au moment où s'ouvre la crise du *Home-Rule*, le départ de sir G. Trevelyan laisse sans emploi les fonctions de Secré-

taire en chef pour l'Irlande. Les candidats étaient rares. Gladstone manquait de soldats disciplinés. Au grand étonnement des députés irlandais, il désigne le silencieux député de Stirling Burghs. On plaisante, on rit dans les couloirs.

Un député colporte l'article du *Freeman's Journal* : « Le nouveau Ministre est indubitablement une nullité absolue, qui ne connaît rien de l'Irlande et dont l'Irlande ne sait rien. » Tim Hearly s'écrie que « C. B. compte gouverner l'île d'Erin avec des plaisanteries écossaises ». Son voisin reprend : « Ce n'est pas un politique qu'on nous envoie : c'est un gabion bourré de sable ». Gladstone était du moins sûr qu'il saurait résister au feu de l'ennemi. Sur ce point, il n'y aurait pas de brèche.

L'avenir lui donna raison. M. H. Campbell, par son travail et sa loyauté, force le respect de ses adversaires. Un nouveau galon le récompense. En 1886 et de 1892 à 1895, il remplit les fonctions de secrétaire d'État à la Guerre.

L'heure était grave. La crise du *Home-Rule* battait son plein. On combinait, on négociait, on trahissait. Le ministre de la Guerre fut un des rares libéraux qui, fidèles au mot d'ordre donné par Gladstone, eurent le courage de conserver leur programme, d'ignorer les transactions. Il travaille jusqu'à la dernière heure. Il se signale par un acte d'énergie. La présence d'un généralissime impotent et incapable affaiblissait l'armée anglaise, paralysait les réformes nécessaires. M. H. Campbell-Bannerman contraignit le duc de Cambridge, un prince de sang royal, à donner sa démission. Cet acte de courage lui vaut de sourdes animosités. Quand le Ministre décide de réduire à huit heures la durée du travail dans les ateliers, qui dépendent de son administration, cette décision, dictée par

une sympathie croissante pour les revendications ouvrières, est exploitée contre le secrétaire d'État. Les adversaires profitent d'un incident pour renverser le ministre de la Guerre, et, avec lui, le cabinet de lord Rosebery. Dans un discours prononcé à Newport le 29 novembre 1904, sir Henry s'est expliqué sur cette interpellation. Si les réserves de cordite (la mélinite anglaise) n'étaient pas aussi élevées que le désirait le parti conservateur, c'est que, sur les conseils des officiers de génie, le ministre de la Guerre avait jugé dangereux d'accumuler des munitions : on ignorait encore combien de temps elles conservaient leur efficacité : « Un garde-manger, disait-il pour se justifier, dans une de ces saillies dont il a le secret, doit être suffisamment garni, mais non pas encombré, sinon la viande se gâtera. Il en est absolument de même de la cordite. »

Bien que les actes de sir Henry fussent parfaitement légitimes, ils n'en furent pas moins blâmés. Il démissionne. Le Cabinet le suit dans sa retraite. Et lord Salisbury est si pressé d'avoir le portefeuille de la Guerre qu'il envoie son Secrétaire particulier aborder le Ministre dans la rue pour lui demander de remettre sur l'heure les sceaux de sa charge. L'énergique réponse de sir Henry provoqua de longs commentaires sur le « coup d'état » du « Roi Salisbury ». Avec le retour au pouvoir (1895) des conservateurs coïncide une nouvelle étape de la crise libérale.

Aux germes de dissension semés par le *Home-Rule* s'ajoutent des causes nouvelles de discorde. Lord Rosebery et sir William Harcourt se disputent le bâton de maréchal, tombé des mains de Gladstone. Une fois de plus, la loyauté de sa conscience et la fidélité de ses attachements dictent à sir Henry (il avait été fait *Baronet* en 1895) la ligne de conduite la plus conforme

aux traditions et aux intérêts de son parti. Tout le rapprochait de sir William Harcourt : ils avaient débuté ensemble; ils avaient été formés par Gladstone; ils avaient adopté toutes ses idées. Ces souvenirs se doublaient d'une certaine affinité psychologique : il était impossible de ne pas trouver entre leurs deux silhouettes massives, solides, honnêtes, quelques ressemblances. Sir Henry fait taire ses préférences. Et lorsque le parti désigne comme *leader* l'artiste éminent, le politique dilettante qu'est lord Rosebery, son subordonné s'incline devant la décision prise : il prête serment et obéit.

Quand sir William Harcourt, quelques mois après, est appelé à remplacer le grand seigneur whig, sir Henry ratifie le vote du parti. Devenu général, il reste aussi discipliné et désintéressé qu'à l'heure où il débutait, jadis, dans l'armée enthousiaste que Gladstone conduisait à la victoire.

En 1899, les fonctions de généralissime sont de nouveau vacantes. Arrivé par l'ancienneté au premier rang des officiers supérieurs, l'ancien ministre de la Guerre est tout naturellement appelé à remplacer sir William Harcourt. La guerre sud-africaine venait d'être déclarée. Des divisions, pour la troisième fois, jettent le désordre dans les rangs du parti libéral. Faut-il céder à la poussée unanime de l'opinion britannique, approuver les procédés des diplomates, justifier les ordres des généraux? Le *leader* se refuse à transiger avec les traditions pacifiques et la doctrine juridique du libéralisme classique. Le 14 juin 1901, dans un banquet offert par la *Reform Union* à l'*Holborn Restaurant*, sir Henry prononce des paroles courageuses, qui sont restées célèbres : « Quels sont les agissements que la presse unionniste nous demande d'approuver? On veut qu'après avoir terrassé les hommes

contre lesquels nous nous battions, nous les punissions aussi sévèrement que possible. On veut que nous ravagions leur pays, brûlions leurs foyers, brisions les instruments agricoles et les outils. On veut rabattre, comme les Espagnols l'ont fait à Cuba, les femmes et les enfants dans des camps, où ils manquent de la décence, du confort et de bien des choses nécessaires à la vie, et où la mortalité s'élève parfois jusqu'à 430 p. 1000... On dit quelquefois que « la guerre est la guerre ». Quand vous interrogez, on vous dit que la guerre actuelle n'est pas la guerre. Quand est-ce qu'une guerre cesse d'en être une? Lorsqu'elle est conduite avec les méthodes barbares employées en Afrique. »

Ni les injures, ni les calomnies, ni les menaces ne firent céder le *leader* libéral. Un an plus tard, le 19 février 1902, il tient tête avec autant d'énergie à ses amis qu'à ses adversaires. Il préfère à l'immoralité d'une transaction habile, formulée par lord Rosebery, les dangers d'une douloureuse scission :

Je ne suis pas de ceux qui croient à la doctrine du coup de torchon sur les ardoises... Je ne suis pas disposé à rayer des tablettes de ma foi ni un principe, ni une réforme, ni une proposition, ni un idéal, ni une aspiration du Libéralisme.

Les gloires du commandement suprême ne troublaient point la conscience de sir Henry : il était mûr pour les responsabilités du pouvoir.

* * *

A la tête du gouvernement, comme à la tête de l'opposition, il resta le gardien têtu de l'idéalisme radical. « Je n'ai jamais été un wigh », s'écriait sir Henry au

cours d'un banquet organisé pour fêter son avènement. En effet, il ignora toujours l'art de capituler avec sa conscience et de transiger avec ses convictions. De même que, jadis, il s'était refusé, pour faciliter la retraite de son armée vaincue, à abandonner des trophées glorieux qui retardaient la marche et gênaient les évolutions; de même, quand une victoire inespérée ouvrit les portes du Capitole, il rappela à ses soldats, trop prêts à les oublier pour ne point troubler leur quiétude, les promesses à réaliser et les devoirs à remplir.

Sir Edward Grey, tout entier à sa tâche de défenseur des intérêts nationaux, n'était disposé à la sacrifier ni aux exigences d'une doctrine politique ni aux scrupules d'un idéalisme humanitaire. C'est sir Henry, qui, lorsque les circonstances l'exigent, prononce les paroles et dicte les actes qui permettront de trouver une différence entre l'activité diplomatique du cabinet Balfour et celle du ministère libéral. Sir Edward Grey, désireux d'assurer à la politique étrangère de la Grande-Bretagne cette continuité qui en explique l'efficacité et en justifie les succès, convaincu que l'évolution imprimée par lord Lansdowne, sur les conseils du *Times* et avec la collaboration d'Édouard VII, était la sanction de faits nouveaux et l'expression de besoins permanents, ne songeait qu'à compléter, par le rapprochement anglo-russe, l'œuvre de garantie nationale et d'équilibre européen amorcée par l'alliance japonaise et par l'entente cordiale. Au risque de troubler des négociations délicates et de froisser un gouvernement susceptible, sir Henry n'hésite pas, lorsque la dissolution de la Douma le blesse dans ses convictions radicales et lui fait un devoir de rappeler les droits imprescriptibles de la liberté, à pousser son cri fameux : « La Douma est morte; vive la Douma! »

Sans doute sir Edward Grey n'ignore point les obligations particulières que lui imposent les traditions de sa famille et la doctrine de son parti. Il ne refuse à la seconde conférence de La Haye ni son approbation ni son concours. Il n'en laisse pas moins à sir Henry le soin de poser, devant l'opinion mondiale, la question de la limitation des armements, dans un retentissant article paru dans la *Nation*.

Le radicalisme a trouvé en sir Henry un gardien aussi fidèle pour son programme politique que pour ses traditions diplomatiques. Quand le conflit avec les Lords est venu compromettre le prestige et enrayer l'activité des Communes, le premier Ministre n'a accepté de transiger ni sur les droits de la chambre élue ni sur l'application du socialisme agraire. Malgré les inquiétudes des libéraux impérialistes, sir Henry Campbell-Bannerman prononce des menaces qui furent suivies d'effet.

Le 17 octobre 1907, à Édimbourg, après que les Communes eussent adopté le projet de conférences mixtes, à l'aide desquelles il comptait assurer la prédominance de la Chambre élue sur celle des Pairs, avant que l'heure de la retraite eut sonné, dans un des derniers discours qu'il ait prononcés, sir Henry opposait les avantages de la culture morcelée aux inconvénients du monopole agraire : « Souvent, très souvent, je sais que ce privilège a été exercé avec un sentiment des responsabilités, dans un esprit de bonté et de modération. Mais si vous considérez le revers de la médaille, si vous songez aux familles actuellement dépouillées de leurs foyers, aux démolitions et aux expulsions, aux empiétements des terrains sportifs sur le sol cultivé, aux risques qu'a courus et que court encore un homme indépendant, quand il contrecarre les désirs de son propriétaire, soit dans l'exploitation de sa ferme, soit

dans le caractère de son vote, je crois que vous reconnaîtrez que ce pouvoir est trop grand pour qu'on puisse le confier, sans limites et sans conditions, aux mains d'individualités humaines. » Et, après avoir annoncé que les projets de lois sur les plus-values foncières et les petites propriétés (*Land values bill*, *Small land holders bill*) seraient renvoyées à la chambre des Pairs, sir Henry affirmait, — la promesse n'a point été tenue par son successeur, — que le Gouvernement reprendrait la résolution relative à la limitation du pouvoir des Lords, pour la rédiger sous forme législative :

Avant que la Chambre haute ne soit appelée à voter ce texte, nous ferons, si cela est nécessaire, appel au pays, et je suis sûr que nous ne nous adresserons pas à lui en vain. Vous opposerez aux forces des privilégiés votre enthousiame ; vous prendrez d'assaut la citadelle des intérêts privés, entraînés par cet esprit public, cet esprit de dévouement aux causes générales qui nous rend fiers et reconnaissants d'être des libéraux, par cet esprit national, qui ne tolérera pas que la patrie, qui fait notre orgueil et notre gloire, soit gouvernée par des hommes qu'elle n'a point choisis.

Dans sa lutte contre la chambre des Lords et le monopole de la terre, tout comme dans son attachement à la cause Irlandaise, sir Henry restait fidèle aux leçons de son maître Gladstone, à la doctrine qu'il lui avait apprise, à la tâche qu'il lui avait léguée. Les dernières conversations politiques qu'il ait eues comme premier Ministre furent consacrées au *Home-Rule*. Le 12 février 1907, au soir, il venait de clôturer par une brève intervention le débat sur la loi écossaise des plus-values foncières, rejetée par les Lords. Il fit appeler le *leader* nationaliste, Redmond, et lui promit de prendre la parole, le lundi suivant, au cours du débat sur le *Home-Rule*, et de se prononcer, nettement, en

faveur de l'affranchissement de l'île d'Érin. « Je remarquai, écrit M. Redmond, que son visage n'était pas seulement tiré, mais d'une pâleur livide. Il ajouta qu'il rentrait chez lui, pour avoir une soirée et une nuit paisibles. Ce fut la dernière fois où il mit le pied aux Communes. » L'avant-veille du jour fixé pour la discussion, M. Birrell, un *Home-ruler* fidèle, tomba malade; et M. Asquith, qui n'éprouve plus la même admiration qu'autrefois pour la solution Gladstonienne du problème Irlandais, annonça dans les couloirs, qu'il interviendrait et clôturerait le débat. Sir Henry le fit appeler et l'avertit que, si la fin de la discussion n'était point remise à une date ultérieure, dût-il tomber mort sur le parquet des Communes, il prendrait la parole lundi soir. Le débat fut ajourné. Mais le premier Ministre ne prononça jamais son dernier appel en faveur du *Home-Rule*, de l'affranchissement promis.

Les Irlandais n'ont point oublié la généreuse fidélité de sir Henry. Les ouvriers n'oublieront pas davantage la sympathie témoignée par le premier Ministre à leurs revendications. S'il appartient à l'école de Gladstone par son tempérament religieux et son idéalisme politique, il porte égalemement l'empreinte d'une origine différente et d'une génération nouvelle. Ce n'est point impunément que sir Henry Campbell-Bannerman a vécu, pendant son enfance et sa jeunesse, en contact avec les problèmes, que les villes industrielles imposent à la conscience du chrétien et à l'attention du politique. Et lorsqu'en 1868 Herbert Spencer partit en guerre contre la municipalisation des services publics, qui limite le jeu de la concurrence et viole les maximes de l'individualisme, le jeune Député se refusa à partager ses scrupules. Trente ans plus tard, à la veille de prendre sa retraite, le 25 janvier 1907, sir Henry Campbell-Bannerman rappelle à ses compatriotes de

Glasgow que la doctrine spencérienne, l'orthodoxie économique « est devenue trop grotesque, pour être encore dangereuse ». Il faut mettre toutes les forces de la vie municipale et de l'autorité législative au service du progrès social :

Nous voyons des milliers et des milliers de nos compatriotes, et un plus grand nombre d'enfants, qui sont privés d'air, d'espace et de soleil, de tous les éléments qui rendent une vie saine et heureuse. Ce spectacle est si terrible qu'on ne peut l'ignorer. Que sont toutes nos richesses et tout notre savoir, les plus belles fleurs de notre civilisations, notre constitution, nos théories politiques, — simplement des cendres et de la poussière, si les hommes et les femmes, dont le travail sert de base à tout l'organisme social, sont condamnés à vivre et à mourir dans la nuit, dans la misère, au milieu de nos grandes cités? La nation et la science sont d'accord pour vouloir que l'air soit purifié, pour qu'on permette au soleil d'entrer, que l'eau et la nourriture restent pures et saines, les rues gaies et libres, que le foyer devienne un endroit où des parents respectables puissent élever leurs enfants, de manière à ce qu'ils soient une force pour la cité et lui fassent honneur.

Mais sir Henry ne s'est pas contenté de prononcer des paroles qui ne seraient jamais tombées des lèvres de Gladstone, il a imposé à ses collègues modérés des concessions audacieuses. Si, au cours de la discussion sur le projet de loi, qui déclare insaisissables les caisses des trade-unions, le Cabinet renonça brusquement aux restrictions qu'avaient imposées les scrupules des juristes, et adopta intégralement le texte du *Labour Party*, cette volte-face fut imposée à H. H. Asquith, à Haldane, à lord John Morley, par le premier Ministre. Le 27 avril 1907, le leader du parti ouvrier, A. Henderson, saluait avec gratitude sa mémoire : « Plus nous avons eu l'occasion de le connaître, plus nous avons été amenés à comprendre que les pauvres d'Angleterre pouvaient compter sur son grand cœur ».

Il a toujours battu pour les nobles causes, celles de l'Irlande opprimée, de la terre morcelée, de la paix internationale et des misères ouvrières.

III

Les luttes constantes contre les adversaires et les amis, contre les calomnies et les objections, les concessions et les découragements auraient épuisé, plus tôt, sir Henry Campbell-Bannerman, s'il n'avait eu, pour soutenir ses forces, la présence d'une compagne dévouée, pour détendre ses nerfs, l'aisance d'une vie simple.



Depuis de longues années déjà, la santé de lady Campbell-Bannerman laissait à désirer; et on craignait, au moment où le cabinet libéral fut constitué, que ces légitimes préoccupations n'empêchassent le *leader* d'accepter un portefeuille. Avec une rare énergie, sa femme combattit ses hésitations, et sir Henry eut le courage de quitter sa malade et sa maison, Belgrave Square, pour habiter au ministère des Finances, Downing Street. Tous les soirs, le président du Conseil allait passer de longues heures dans le boudoir de lady Campbell-Bannerman.

Elle était la fille du major général sir Charles Bruce, ancien gouverneur de Portsmouth. Par son père et sa mère, miss James Forbes de Kingairlock, d'Argyll, elle est de pure souche écossaise. Son mari n'avait que vingt-quatre ans quand il l'épousa, et jamais le moindre nuage ne vint altérer cette paisible union. Au début, les réceptions du jeune ménage à Grosvenor Square

étaient très appréciées et constituaient des événements parlementaires. La maîtresse de maison, autant par la simplicité de son accueil que par la sûreté de son jugement, jouait un rôle politique. Un jour, un désaccord faillit provoquer une division dans les rangs des libéraux écossais. Les adversaires sont mandés à Grosvenor Square : ils sortent réconciliés : « Nous avons pris une tasse de thé et bavardé avec Mrs. Campbell-Bannerman, et toutes nos divergences se sont évanouies ». Lorsque sa santé la contraignit à interrompre ses réceptions mondaines, elle n'en conserva pas moins son influence politique. Jamais son mari ne prononça une allocution, ne prit une décision sans l'avoir consultée. Il arrivait avec des coupures de journaux, avec un projet de discours rédigé, à la suite d'un travail, dont ses secrétaires étaient seuls à connaître les efforts pénibles et la minutieuse patience. La malade écoutait le lecteur et formulait son opinion. Sir et lady Campbell-Bannerman servaient le même idéal. Ils avaient les mêmes goûts.

Pendant ces quarante-six années de vie commune, à la même époque, tous les ans, ils partirent pour l'étranger. Ils poussèrent souvent jusqu'à Marienbad, dont le cadre verdoyant plus que les eaux minérales attirait sir Henry. Mais soit à l'aller, soit au retour, ils s'arrêtaient en France. Ils aimaient surtout à parcourir, à petites étapes, nos vieilles provinces, à visiter les châteaux en ruines, à fureter dans une boutique de brocanteur. La Touraine les vit souvent errer sur les bords de sa vallée accueillante, autour de ses royales demeures.



Lorsqu'ils purent sur leurs économies acheter un château, — ils avaient 250 000 francs de revenus, — ils

quittèrent la belle demeure historique, la maison de la duchesse de St-Albans, The Jennings, dans le comté de Kent, léguée avec sa fortune par l'oncle de sir Henry, pour chercher dans leur patrie natale, dans les Highlands, un *home* où ils pourraient entasser les livres et recueillir les souvenirs de France. Il y a plus de vingt ans que les deux époux firent l'acquisition de Belmont Castle. Non seulement les romans français remplissent les rayons des bibliothèques, mais les bahuts gothiques encombrent les couloirs. Les portes du salon blanc et or, meublé dans le pur style Louis XIV, furent copiées d'après des modèles de Versailles. Des ouvriers de Paris décorèrent l'escalier, et apprirent avec stupeur qu'ils devaient remplacer les fleurs de lys, prévues sur les projets, par le chardon d'Écosse.

Mais ces souvenirs de France, pas plus que la ligne des créneaux ou les tourelles qui flanquent la porte d'entrée, ne sauraient altérer la simplicité voulue de cette confortable demeure. Belmont Castle n'est point une aristocratique *estate*, une royale *seat*. Il n'est connu ni par le nombre de ses légendes, ni par l'importance de ses chasses, ni par la splendeur de ses jardins, ni par le luxe de ses réceptions.

Le Parc ne contient qu'une seule relique du passé : un important tumulus, qui porte des empreintes spéciales, à l'aide desquelles les contemporains des druides indiquaient les années. La légende veut que ce soit sur cette dalle que Macbeth ait reçu le châtiment suprême des mains de Macduff. Sir Henry n'a pas d'autre souvenir à montrer à ses invités. Il n'a point des fleurs rares, des collections d'orchidées, des jardins japonais à leur faire examiner. Il a interdit à son jardinier de planter autre chose que des arbres verts, des buissons de rhododendrons et des taillis de lau-

riers. La seule folie que se soit permise sir Henry est de faire tracer une longue allée dans un des coins isolés du parc, baigné par le soleil couchant et ouvert sur un large panorama. Les invités peuvent arpenter « la promenade de sir Henry », mais il leur est interdit de chasser.

Les animaux ont trouvé chez le premier Ministre d'Angleterre, chez le rigide presbytérien, un disciple de saint Antoine et de Tolstoï. Les perdreaux et les *grouses*, les lapins et les lièvres ont pullulé et gambadent sous ses yeux indulgents. Jamais sir Henry, au cours d'une longue vie, ne les a menacés d'une arme meurtrière. Il n'a pas songé davantage à les priver d'un pouce de terre, pour établir, dans la lande, un *tennis* ou un golf. Les animaux domestiques connaissent à Belmont Castle tous les avantages réservés aux vieux serviteurs de bonnes maisons. Aucun cheval n'a jamais été vendu à l'équarisseur, quand la maladie ou l'âge l'a rendu impotant. Il a attendu, doucement, dans les écuries de Belmont Castle, que la mort vînt mettre fin à une vie de paix et de repos que ces quadrupèdes ne connaissent plus depuis le jour où ils ont été promus à la dignité de « la plus belle conquête de l'homme ». Un coin du parc est réservé à ces amis. C'est là que repose, à côté du cheval, qui, pendant quatorze ans, conduisit sir Henry aux Communes dans son « brougham », le premier de ses bull-dogues français. « Kiki » mourut à Londres, mais fut enterré à Belmont Castle. « Coco » l'a déjà rejoint. « Sullie », qui a été le fidèle compagnon du premier Ministre pendant ses deux années de rude labeur, lui survit encore, ainsi que « Pollie ». Cette perruche, à la robe grise et à la queue rouge, avait aux yeux de sir Henry une valeur particulière. Elle était « sa marraine politique ». Il l'acheta l'année même où il entra au Parle-

ment, en 1868. Quarante ans plus tard, dans le parloir désert de Belmont Castle, elle prononce encore de brefs discours.

Sir Henry se plaisait à narrer à ses invités ces familiales anecdotes. Ils étaient rares, d'ailleurs. Sir Henry et lady Campbell-Bannerman cherchaient à Belmont Castle la paix d'un tête-à-tête, dont la douceur avait survécu au temps. Après une matinée laborieuse, passée dans le coin du billard, le Ministre sortait quelques instants pour accompagner sa femme, rentrait, et ne franchissait plus le seuil que pour aller dans la longue allée voir le soleil se coucher. La soirée se passait dans un appartement isolé, formé du salon de lady Campbell-Bannerman et du cabinet de l'homme d'État. Après avoir lu quelques pages d'un roman français et discuté les événements du jour, il se plongeait dans ses dossiers jusqu'à une heure tardive de la nuit. Quelques conversations avec les habitants du village Meigle, tout proche par delà les arbres du parc, le service du dimanche dans la chapelle presbytérienne, où sir Henry et lady Campbell-Bannerman occupaient le premier banc, mettaient un peu de variété dans cette existence isolée et cette retraite voulue.

Belmont Castle n'est ni la chaumière d'un artiste affiné, ni la demeure féodale d'un grand seigneur. Dans ce luxueux cottage, un bourgeois de vieille souche, fidèle à des traditions de labeur austère et d'activité civique, venait, au milieu des paysages d'Écosse, détendre ses muscles et affiner sa conscience.

***

C'est là qu'il repose, dans le petit cimetière du Meigle, au milieu des tombes des paysans, aux côtés

de sa femme. Malgré son invincible courage, sir Henry ne put lui survivre.

Lorsque, le 28 avril 1908, la chambre des Communes se réunit pour saluer une dernière fois la mémoire du premier Ministre, H. Asquith caractérisa, avec cette brève précision qui est le signe distinctif de son talent, la carrière, le tempérament, l'idéalisme de l'homme d'État.

Il y a des politiques, qui ont été unanimement jugés dignes du premier rang, jusqu'à ce qu'ils y soient arrivés et l'aient occupé. Notre dernier premier Ministre appartenait à ce groupe de parlementaires moins nombreux, dont l'aptitude pour le poste suprême n'est jamais complètement appréciée avant qu'ils l'aient conquis et rempli..... Il était singulièrement sensible aux souffrances humaines et aux mauvaises actions, délicat et même tendre dans ses sympathies, toujours prêt à mépriser les victoires, remportées dans n'importe quelles sphères, par la simple force brutale. Il avait l'amour presque passionné de la paix. Et, en même temps, nous n'avons pas vu de nos jours un homme d'un courage plus grand. Cette bravoure n'avait rien de méprisant ni d'agresssif : elle était calme, patiente, tenace, indomptable.... Les grandes causes avaient pour lui un attrait particulier. Il n'éprouvait aucune honte, même à la veille de la vieillesse, à voir des visions et à rêver des rêves. L'avenir de la démocratie ne lui inspirait aucune crainte. Il avait une foi sincère et inextinguible dans les progrès incesssants et l'unité grandissante de l'humanité.

Un homme d'État qui connut la pitié, crut au devoir, rêva des rêves, telle est bien la formule qu'il convient de graver, pour perpétuer la mémoire de sir Henry, sur la tombe modeste, creusée dans le village de Meigle, sous les épais ombrages des plateaux d'Écosse.

III

LE TRÈS HON. Dr LLOYD-GEORGE

I. Deux types anglais. Portrait physique de David Lloyd-George. — 1° La famille des George : des *yeomen* gallois, propriétaires aisés et protestants ardents. — La vie aventureuse d'un instituteur gallois, le père du Ministre. — Le dévouement d'un cordonnier. — Le comté de Carnavon. — La vie d'un gamin de village. — L'échoppe d'un cordonnier gallois : son action intellectuelle, ses conseils religieux. — Un gamin champion des idées protestantes. — 2° Le cimetière de Llanfrothen. — Premiers actes politiques de David Lloyd-George. — Son rôle au *County Council.* — Son élection. — Caractères qu'il donne à ses débuts parlementaires. — 3° La bataille contre le parti conservateur. — La guerre sud-africaine. — La question scolaire.
II. 1° David Lloyd-George au pouvoir. — Son œuvre au *Board of Trade*, administrative, législative. — Le *Patents Act.* — Le *Merchant shipping Act.* — Caractères particuliers de ses convictions libre-échangistes. — 2° Importance de ces lois au point de vue ouvrier. — Intervention de David Lloyd-George dans les grèves. — Sa popularité. — 3° Son éloquence : l'ironie et l'image.

Il est possible de découvrir, dans l'histoire intellectuelle et politique de l'Angleterre d'autrefois, la présence simultanée de deux types psychologiques bien distincts. L'un, d'une simplicité presque rudimentaire, se caractérise par la prédominance d'une énergie créatrice, qui discipline la sensibilité et limite la pensée. L'autre, par sa complexité, échappe aux définitions précises. La rude et simple charpente anglo-saxonne



LE TRÈS HONORABLE DAVID LLOYD GEORGE

Cliché Elliott et Fry

est revêtue d'un tissu nerveux, plus souple. L'intelligence semble avoir emprunté quelques-uns de ses caractères à la fécondité des bardes celtiques. Un peu de l'ardeur latine corrige, par ses rapides impressions, la lenteur contenue des âmes anglo-saxonnes. A la simplicité psychologique d'un J. Burns s'oppose l'apparente complexité d'un David Lloyd-George.

Certes, le député gallois incarne les passions religieuses et les revendications politiques de la petite bourgeoisie anglaise. Il est cependant impossible de regarder ce visage mobile, où tout trahit l'ardeur d'une pensée riche et d'une sensibilité vibrante : — au-dessous des cheveux noirs, le front ridé et le regard malicieux, la bouche si vivante, dont les plis sont à peine masqués par une moustache brune; — il est impossible d'entendre cet orateur, aux gestes larges et au verbe abondant, épris des mouvements oratoires et des périodes sonores, sans retrouver entre le Ministre britannique et les hommes de notre race une lointaine parenté.

I

David Lloyd-George est né à Manchester en 1863. Son père était un instituteur, un de ces maîtres unitariens qui ont l'austérité rigoureuse et la foi démocratique des pasteurs protestants.

***

Mais il n'en est pas moins, — et ce fait a trop d'importance psychologique pour passer inaperçu, — le fils de paysans gallois. L'arrière-grand-père du chancelier de l'Échiquier se fixa, à la fin du XVIIIe siècle,

dans une ferme, à Tresinwen, dont les terres s'étendaient jusqu'à la mer, jusque sur la rive, où débarquèrent en 1791 les soldats français. La légende veut qu'ils furent mis en fuite par une légion de paysannes, à qui leurs châles rouges donnaient, de loin, l'apparence d'écarlates fantassins. Les George étaient des propriétaires aisés : des domestiques s'asseyaient à leur foyer ; des tenanciers travaillaient leurs terres. Et pendant plusieurs générations, solidement enracinées dans le Pembrokeshire, ils conquirent les sympathies déférentes de leurs voisins par l'énergie de leur labeur et l'ardeur de leur piété. La chapelle baptiste, où se rendent aujourd'hui encore les habitants de Seleddy, près de Fishguard, a été fondée par une Mrs. George.

L'aîné de ses enfants, tourmenté de cette fièvre du savoir qui est un des caractères des *yeomen* gallois, ne peut se résigner à l'horizon limité et au labeur manuel des paysans. Il part pour Londres. Répétiteur le matin, il travaille la nuit. Il erre longtemps de ville en ville, à la recherche de la science et d'un gagne-pain, lorsque, après avoir tenté, mais en vain, de créer, dans sa patrie d'origine, des écoles achalandées, il accepte en 1862 d'aller avec sa jeune femme, Mrs. Lloyd, prendre la direction de classes primaires à Manchester. La parole, la gêne et le labeur épuisent prématurément l'instituteur gallois. M. Lloyd-George rentre au pays, achète une ferme, redevient paysan. Il cherche en vain, dans la vie aérée et solitaire du *yeoman*, à fortifier sa poitrine et à renouveler ses forces. Il meurt. Et, le lendemain des obsèques, le jeune David, le futur ministre des Finances, voit, — c'est son premier souvenir, — se disperser, sous le marteau du commissaire-priseur, les meubles et les ustensiles de la ferme dûment saisie. Le très honorable David Lloyd-George reçut, de bonne heure, dans une vision douloureuse, des leçons sur les

dangers du déficit et la nécessité des économies. Sans fortune et sans appui, Mrs. Lloyd-George dut se réfugier avec ses enfants dans son village natal, Llanystumdwy, dans le comté de Carnarvon. Son frère, un modeste cordonnier, offrit l'hospitalité à la veuve et aux orphelins.

Le cadre de ce hameau gallois exerce sur l'enfant une profonde influence. Son malheur l'avait arraché à la laideur monotone de Manchester, à la tristesse de ses briques jaunes, à l'uniformité de ses rues droites, au bruit de ses tissages poussiéreux, pour le placer au milieu d'un des coins les plus pittoresques de la presqu'île celtique. La baie de Carnarvon coupe en deux la péninsule septentrionale de la principauté de Galles, la plus élevée et la plus romantique de ses provinces. Au sud de Carnarvon, le Snowdon, « la Montagne des montagnes », élève, au-dessus de cinq assises d'ardoises, percées de roches porphyriques, la masse de neiges glacées qui lui ont donné son nom. Au nord, le Caern David dresse sa pyramide, à l'angle d'une chaîne qui se termine dans la mer, par l'éboulis de rocs d'Orme's Head. Rongés par les eaux qui ruissellent de toutes parts, les sommets le sont aussi par la main de l'homme. Partout des tunnels et des treuils : le grincement des poulies et le grondement des mines accroissent le caractère farouche de ce décor alpestre. Entre les carrières d'ardoises du Snowdon et les filons de cuivre du Caern David s'étend tout un monde de vallées sauvages. L'éclat de leurs herbes, la richesse de leurs forêts, l'eau verte de leurs lacs ou *llyns* les rendent chères à ceux qui les ont connues. Sur toute cette presqu'île montagneuse flottent les légendes celtiques. Le Snowdon est le Parnasse des Bardes : « le mont de l'*Awen*, de la Muse » annoncera, en s'écroulant, le dernier jour de la terre. Non loin de

Carnarvon, à Anglesey, dans « l'île des Angles », « la mère de la Cambrie », siégeaient les druides les plus vénérés : les prêtres d'outre-mer, ceux des Gaules, venaient recueillir les leçons de leur science. On montre aujourd'hui encore les ruines de *Terr-Orew*, du Hameau des Bardes. Dominé par la silhouette du Snowdon, de Creigiau Eryri, — les rochers des aigles, — bercé par le murmure de l'Océan tout proche, Llanystumdwy groupe ses chaumières sur les bords d'une paisible rivière, dans une vallée étroite, au pied d'un amphithéâtre de hautes montagnes.

Fils de Gallois, élevé au milieu de ces souvenirs et dans ce cadre, David Lloyd-George subit leur empreinte. Il vit la vie des gamins du village. Il mange beaucoup de pain, rarement des œufs, jamais de la viande. A cheval sur le parapet du pont, où on lit encore ses initiales gravées dans la pierre, absorbé dans d'interminables causeries, il apprend à parler la langue des Celtes, à connaître les légendes de la principauté.

Comme bien des paysans gallois, l'oncle, le cordonnier, avait la passion de l'instruction, un don d'éducateur. Richard Lloyd juge insuffisantes les leçons de l'école de Llanystumdwy et se consacre à son neveu. Il dirige ses lectures, d'où les romans sont soigneusement bannis. L'histoire de Macaulay et les œuvres de Carlyle constituent la base de cet enseignement. Et David Lloyd-George n'a point encore oublié l'impression produite par *Sartor resartus*, par l'anathème lancé, en termes bibliques, contre les sociétés industrielles, déchirées par les luttes entre pauvres et riches. Le cordonnier fit plus. Convaincu que, sans la connaissance des langues étrangères, l'enfant n'atteindrait jamais les honneurs politiques auxquels il le destinait tout bas, le vieil ouvrier, tout en taillant le cuir, étudie la

grammaire et feuillette un dictionnaire français. C'est dans l'*Histoire Ancienne* de Rollin que David Lloyd-George apprit notre langue. Cette curiosité pour les choses de France ne s'éteignit jamais. Plus tard, le jeune homme parcourt des traités politiques rédigés sur les bords de la Seine. Il connaît et admire Gambetta. Et si l'éloquence du ministre du Commerce a acquis une sonorité, son radicalisme une violence, qui surprennent certains auditoires, les lectures de l'enfance ont peut-être contribué à cette évolution.

Certes, elle fut préparée par les idées transmises et l'éducation reçue. Ce n'était point un conservateur, que ce cordonnier gallois. Son échoppe est un centre de réunion, par les jours de pluie, si fréquents là-bas. Le journal est lu et commenté. Et chacune des batailles de Gladstone soulève dans le village perdu, dans la boutique isolée, des échos que recueillent soigneusement les oreilles de l'enfant. Tout autour des chaumières de Llanystumdwy, des propriétés seigneuriales étendent leurs chasses réservées et leurs barrières sans fin. Et les gamins, en maraude, à la recherche des fleurs et des fruits sauvages, s'initient, de bonne heure, à l'hostilité des radicaux contre l'oligarchie terrienne.

Mais ces convictions politiques sont inséparables des convictions religieuses. Richard Lloyd appartenait à l'un des groupements puritains les plus austères et les plus démocratiques, les Baptistes Campbellistes. Pendant quarante ans, il remplit les fonctions de pasteur, dans cette chapelle où son père, — un ouvrier lui aussi, — avait dirigé les services. Dans l'échoppe du cordonnier, les discussions théologiques alternent régulièrement avec les débats parlementaires. Fidèles aux traditions les plus lointaines et aux caractères les plus profonds de leur race, les ouvriers gallois, adhérents

fidèles des Églises méthodistes, ont conservé le goût de leurs ancêtres pour les problèmes religieux, leurs préoccupations de l'au-delà. Périodiquement, des crises morales, des réveils, *revivals*, viennent ébranler leurs rudes consciences et provoquer de nouveaux élans d'austérité réfléchie. Imbu de ces idées, David Lloyd-George révèle de bonne heure son attachement à la foi protestante.

L'école de Llanystumdwy était strictement confessionnelle. Fondée et entretenue par des catholiques anglicans, elle ouvrait, en échange des subventions municipales, ses portes aux enfants de tous les cultes. Chaque année les *managers* faisaient subir aux enfants des examens. David Lloyd-George remarque que les inspecteurs volontaires affectent de poser aux écoliers protestants des questions injurieuses pour leurs convictions méthodistes. Il résolut de ne point répondre, désormais, à de pareilles interrogations, et, avec l'autorité que lui donne le premier rang, il décide ses camarades à l'imiter. La grève est proclamée. Les écoliers l'emportent : les questions blessantes furent désormais supprimées, mais David perdit son prix d'excellence.

L'éducation était achevée. Elle avait réussi. Le jeune Gallois, fils de *yeomen*, avait hérité de leurs convictions radicales et protestantes. Il pouvait faire choix d'une carrière. A 14 ans, il passe ses examens de droit. A 18, il est agréé comme clerc d'avoué par un *solicitor* de Portmadoc. En 1884, D. Lloyd-George enlève ses derniers diplômes et se fait inscrire comme homme de loi. L'œuvre du vieux cordonnier de Llanystumdwy était terminée. Elle lui avait coûté 700 livres, 17 500 francs, toutes ses économies. Il ne lui resta même pas les quelques pièces d'or nécessaires pour acheter à son neveu la robe noire d'avoué.



Peu d'années après, un incident dramatique vint ouvrir au jeune *solicitor* les portes de la vie publique. On sait qu'une loi récente, *Burials Act*, a donné aux non-conformistes le droit de faire enterrer leurs morts dans le cimetière du village, même s'il appartient à une confession différente. En vertu de ce texte, les paysans du village de Llanfrothen demandèrent au *vicar* de réaliser la suprême volonté d'un vieux carrier : il avait, à maintes reprises, exprimé le désir d'être enseveli aux côtés de sa fille, qui appartenait à l'église catholique anglicane. Le Pasteur, obligé de s'incliner devant la loi, ne put refuser l'entrée du cimetière au corps du protestant; mais, invoquant son droit de proprieté, il prétendit fixer le lieu de sépulture, et ordonna aux fossoyeurs de creuser le tombeau du vieil ouvrier, non pas à côté de celui de son enfant, mais dans le coin réservé aux suicidés. Indignés, les paysans vont solliciter les conseils de l'ancien écolier protestataire de Llanystumdwy, du jeune avoué leur compatriote, de D. Lloyd-George. Il étudie le dossier. Il constate que le cimetière a été acheté, le mur construit avec des souscriptions recueillies dans le village. La propriété a été transférée à l'Église. Mais les délais n'ont point été respectés, la transmission n'est point valable. Sur ses conseils, les habitants de Llanfrothen somment à nouveau le Vicaire d'accéder à leur requête, et, sur son refus, forcent la porte, franchissent le mur, déposent le corps du carrier dans le tombeau de sa fille. La justice de paix est saisie et les paysans sont condamnés. Lloyd-George fait appel devant le juge et le jury du comté. Les jurés acquittent. Le magistrat, récemment nommé par le Lord Chancelier conservateur, lord Halsbury, refuse de prononcer le jugement.

Lloyd-George court à Londres et saisit de l'incident le Lord Chief justice Coleridge. Le juge est blâmé. L'acquittement est confirmé.

David Lloyd-George, grandi par cette victoire, devient le champion des Celtes gallois — cette démocratie religieuse. Il le resta toujours. Qu'il s'agisse de défendre des carriers, coupables d'avoir violé les droits de pêche seigneuriaux, de fonder une ligue pour la suppression des dîmes ecclésiastiques, d'organiser une campagne, en vue de réveiller le nationalisme gallois, le jeune avoué est toujours sur la brèche. Il reprend les mêmes idées au *County Council* du Carnarvonshire. Par des motions répétées, il s'efforce de servir à la fois les causes de la fidélité ethnique, de l'affranchissement protestant et de la propriété paysanne. Les trois termes, déjà inséparables aux yeux de l'enfant et du *solicitor*, le restèrent aux yeux du Député.

En effet, quelques mois plus tard, les Gallois du bourg de Carnarvon, reconnaissants, choisissent comme candidat radical le jeune *solicitor*. Il avait pour adversaire le seigneur même, le *Squire* de Llanystumdwy, H. J. Ellis Nanney. Le 10 avril 1890, D. Lloyd-George est élu par 1 963 voix contre 1 945. A 27 ans, ils enlevait aux conservateurs un siège, qu'ils avaient reconquis en 1886. S'il a été réélu en 1892, 1895, 1900 et 1906 par 2 154, 2 565, 2 412, 2 500 votes, c'est qu'à toutes les étapes de sa carrière D. Lloyd George est resté fidèle au radicalisme protestant des *yeomen* gallois.

Le jeune député prononce son premier discours pour protester contre la nomination aux cours de Comté du pays de Galles de juges qui ne comprennent point le dialecte celtique. Son premier succès est remporté à l'occasion du projet de loi, proposé par le Cabinet de lord Salisbury, et approuvé par Gladstone, pour

rétablir la discipline dans l'Église anglicane et accroître son unité dogmatique. D. Lloyd-George et une poignée de non-conformistes emploient tous les procédés d'obstruction parlementaire pour retarder le vote d'un *Act*, qui favorise les tendances néo-catholiques aux dépens des origines protestantes de l'Église établie. Et si, progressivement, D. Lloyd-George parvint au tout premier rang du parti libéral, c'est qu'il lui fut plus facile qu'à d'autres, en raison de ses origines personnelles et de son tempérament propre, de s'associer étroitement aux campagnes violentes, qui annoncèrent le réveil de la conscience puritaine.

***

Lors des polémiques, soulevées par la guerre sud-africaine, le député de Carnarvon apparut comme le plus redoutable des champions de la paix. Ses convictions avaient la rigidité inflexible des fois religieuses : D. Lloyd-George méprise les atténuations et brave ses adversaires. Ses discours ont le retentissement des sermons apostoliques : l'orateur ébranle les amis de ses adjurations et foudroie les ennemis de ses sarcasmes.

C'est lui qui assène à M. Chamberlain ce coup de massue : « Plus l'Empire s'étend ; plus les Chamberlain soumissionnent ». Son intransigeance faillit à plusieurs reprises lui coûter cher. A Bangor, D. Lloyd-George est à moitié assommé par un patriote indigné. En novembre 1901, à Glasgow, sa voiture est lapidée, et, seul, il sort sain et sauf de la bagarre. Le mois suivant, il annonce qu'il tiendra une réunion publique à l'Hôtel de Ville de Birmingham : ses adversaires lui font savoir qu'il ne parlera pas. Le Gallois débarque dans la banlieue et pénètre dans le *Town-Hall* par une porte dérobée, à l'heure dite. La séance commence. La

foule assiège les murs, brise les fenêtres, défonce les portes. D. Lloyd-George dicte son discours à deux reporters. La police l'avertit que, s'il franchit le seuil, elle ne répond point de sa vie. Et tandis que la bataille fait rage, que des blessés et un mort tombent, l'orateur s'échappe, sous l'uniforme d'un *constable*, pour recommencer son dangereux apostolat, le 13 janvier 1902, à Bristol. « Qu'est-ce qui se passe donc à Birmingham? demanda quelques jours après à M. Chamberlain un adversaire railleur. Tout le monde pensait que vous tueriez Lloyd-George. Pourquoi l'avez-vous laissé échapper? — Ce qui est la tâche de tout le monde, répondit flegmatiquement le Ministre, n'est celle de personne. »

Mais si l'on veut comprendre le caractère de cette campagne et l'origine de cette conviction, il faut lire, dans le *Manchester Guardian* du 11 octobre 1900, le récit des manifestations qui accueillirent, à Carnarvon, le succès aux élections générales de l'apôtre de la paix.

M. Loyd-George prononça quelques-unes de ces paroles courtes, incisives, comme il sait les ciseler. « Tandis que l'Angleterre et l'Écosse sont ivres de sang, le cerveau des Gallois reste serein, et ils avancent d'un pas ferme dans la voie du progrès et de la liberté. » Une clameur puissante s'éleva, aussi forte que celle qui l'avait salué, lorsqu'en 1895 il avait crié, par la même fenêtre, que la vague de la réaction s'était brisée contre les rocs de Snowdon. Nous montâmes dans un break d'où M. Lloyd-George pouvait être vu de tous, et la foule, d'un mouvement unanime, se forma, derrière nous, en colonne de marche ; et tandis qu'ils avançaient, ils chantaient. Comme ces Gallois le chantaient, le vieil hymne électoral des bourgs de Carnarvon.

Hurrah! Hurrah! Nous sommes prêts pour la bataille.
Hurrah! Hurrah! Nous chasserons sir John.
Le grand jeune homme triomphera. Il gagnera la journée.
Luttons pour la liberté de la Cambrie.

Quand on regardait, en arrière, on voyait que la marche de cette multitude était devenue parfaitement rythmée. A la confusion l'ordre avait succédé; l'excitation délirante s'était effacée sous l'influence du chant..... La procession atteignit le terme de la route. M. George demanda alors le silence et pria les spectateurs de chanter une fois de plus *Terre de nos Pères*. Il y eut un moment de silence complet, et la foule chanta la grande et solennelle antienne. La nuit, au-dessus de nos têtes, donnait à la scène une dramatique majesté.

La victoire du radicalisme était célébrée comme une fête religieuse. N'était-elle pas, en effet, le triomphe d'une conception morale?

C'est bien là le caractère qui distingue des autres batailles politiques non seulement la campagne du député gallois contre la guerre sud-africaine, mais aussi sa lutte contre la loi scolaire de 1902.

Le discours qu'il prononce, le 8 mai 1902, à l'occasion de la seconde lecture du *Bill*, est un événement littéraire et constitue une date politique. Les souvenirs de son enfance, les incidents de sa jeunesse étaient présents à la mémoire de tous. Il apparaissait vraiment comme le champion des églises dissidentes, comme l'interprète de la vieille conscience puritaine, indignée contre une loi qui enraie le développement des écoles laïques contrôlées par les électeurs et leur assimile, au point de vue des droits administratifs et des avantages fiscaux, les écoles confessionnelles, anglicanes ou catholiques. D. Lloyd-George fait plus que prononcer des discours : il organise la résistance.

Sous son impulsion, les *County Councils* du pays de Galles adoptent une redoutable tactique. D'une part, ils se refusent à lever les taxes nouvelles. De l'autre, ils appliquent, avec une rigueur impitoyable, les droits d'inspection et de contrôle que leur reconnaît le nouveau texte sur les écoles privées, mal aérées

et mal construites. Réduit à l'impuissance le gouvernement conservateur impose aux Communes une loi de coercition. Mais de nouvelles élections accroissent encore la majorité des libéraux. Il n'y a que trois *County Councils* gallois où les conservateurs puissent atteindre ce quorum du tiers, nécessaire pour que les discussions soient valables. Et même dans ces trois Conseils généraux, la majorité des libéraux au sein des commissions scolaires est telle que, s'ils venaient à démissionner, leurs adversaires ne seraient pas assez nombreux pour prendre leur succession et gérer les affaires. Le *Coercion Act*, lui-même, était inefficace. La victoire des protestants gallois était complète.

Elle désigna leur *leader* pour un portefeuille.

II

L'avènement du Cabinet de sir Henry Campbell-Bannerman date d'hier, et, cependant, dès aujourd'hui, il est possible d'affirmer que le président du *Board of Trade*, promu à la dignité de Chancelier de l'Echiquier, de vice-*leader* du parti radical, est un des ministres qui ont réussi avec le plus d'éclat.

Il n'a jamais pris la parole sans être remarqué; et, par exemple, son intervention, le 8 mai 1906, en faveur de la nouvelle loi scolaire, mérite d'être rappelée. Dans ce discours, si anglais par la profondeur du sens religieux et la méfiance des systèmes théoriques, il a justifié, au nom de ses mandataires, — les boutiquiers et les *yeomen*, — une mesure qui, hostile à la fois à l'enseignement laïque et confessionnel, s'efforce de créer des écoles publiques où, sous le contrôle de la nation, sera donnée par des maîtres indépendants une instruction chrétienne.

Notre peuple a pris sa décision, choisi son attitude : il s'est rallié autour de la Bible. Il désire ardemment qu'elle soit placée entre les mains de ses enfants. Il croit que la connaissance de ses versets en fera des hommes meilleurs et des femmes meilleures et que ses principes aideront à créer autour d'eux un milieu supérieur à celui dont les Pères ont dû se contenter. Ce que demandent vraiment les parents, c'est qu'on ne permette ni à un ecclésiastique ni à un politique de se dresser entre l'enfant et la lumière du Grand Livre qui a sauvé l'Angleterre de l'obscurité et continuera encore à éclairer les ténèbres douloureuses qui pèsent sur la vie humaine, bien après que la dernière secte aura disparu de cette terre.

*
* *

Plus encore que ses interventions parlementaires, l'activité de Lloyd-George l'a grandi aux yeux de tous, amis et ennemis. Il a géré le *Board of Trade* avec le sens pratique et l'activité méthodique d'un homme d'affaires, désireux de contribuer à réveiller la vie commerciale de l'Angleterre endormie.

Entre ses mains, le Ministère est devenu, plus encore qu'il ne l'était, un précieux musée de renseignements économiques. Protectionnistes et libre-échangistes ont rendu un égal hommage à la valeur des enquêtes organisées, à l'impartialité des documents publiés sous sa direction. Lorsque le Très Honorable D. Lloyd-George a demandé aux Communes de lui donner les pouvoirs nécessaires pour recueillir des renseignements sur l'état du marché intérieur, M. J. Chamberlain s'est levé pour appuyer son adversaire.

Le Président du *Board of Trade* a envoyé deux statisticiens étudier les débouchés offerts par la Nouvelle-Zélande et le Canada à l'industrie britannique. Mrs. Jeffray et R. Grigg, laissés libres d'exprimer leurs convictions personnelles, ont formulé des conclusions

que la presse protectionniste s'est hâtée d'invoquer. En vingt ans, la part des importations anglaises dans les achats du Canada n'est-elle pas tombée de 40 à 24 pour cent, tandis que celle des expéditions étrangères passait de 57 à 71? Avant l'établissement, en sa faveur, de tarifs différentiels, l'Angleterre, de 1888 à 1897, enregistre une baisse de 10 millions et demi de dollars dans ses envois, qui contraste singulièrement avec une hausse Américaine de 3 millions un quart. Depuis le fonctionnement des droits nouveaux de 1898 à 1906, un progrès de 31 millions et demi de dollars permet aux fabricants anglais de ne point trop souffrir des plus-values de 46 millions qu'enregistrent les commerçants Yankees. Si, en Australie, la part des ventes anglaises, de 1896 à 1906, tombe de 70 à 60 pour cent, en Nouvelle-Zélande, grâce à des droits de faveur, elles conservent leur situation prépondérante. Et les protectionnistes de conclure à l'efficacité indiscutable, à la nécessité impérieuse des tarifs différentiels impériaux.

Mais si les libre-échangistes veulent répondre à ces arguments, ils trouveront des armes dans quelques autres de ces enquêtes impartiales qu'a multipliées le Ministère du Commerce, sous l'impulsion de l'avoué Gallois. Un récent *bluebook* nous renseigne sur la situation privilégiée que la politique de la libre entrée a faite à l'ouvrier anglais, par rapport à celle de l'ouvrier allemand. Là où, pour se nourrir, se chauffer et se loger, le travailleur d'outre-Rhin paie 115, celui d'outre-Manche ne verse que 100. S'il débourse moins, il touche davantage. Les salaires anglais et allemands varient dans la même proportion que 115 et 100. L'ouvrier britannique gagne plus et travaille moins. La durée des journées de labeur dans les mêmes industries diffère, de l'autre côté de la Manche et de l'autre

côté du Rhin, dans la même mesure que 100 et 111.

Méthodiquement, impartialement, le *Board of Trade*, dirigé par Lloyd-George, dresse, pour les commerçants anglais, un bilan singulièrement utile de l'activité nationale. Mais si c'est là le premier, ce n'est point le plus important des services que le jeune Ministre radical a rendu aux hommes d'affaires, ses anciens collègues. Il s'est efforcé, par des réformes législatives singulièrement hardies, de donner à leurs intérêts toute la protection compatible avec ses convictions libre-échangistes.

Il propose de racheter les docks de Londres, gérés par des compagnies indépendantes à des conditions différentes, pour les confier à une administration unique. Formée des représentants des divers services de l'État et de la Ville, elle exploitera, à meilleur compte et dans l'intérêt général, cette propriété collective, et recevra, tant au point de vue financier que foncier, les pouvoirs nécessaires pour améliorer et agrandir les ressources de l'hospitalité qu'offre la métropole impériale aux millions de vaisseaux, dont les mâts encerclent la ville d'une épaisse forêt de sapins effilés. Le *Port of London Bill* donne satisfaction à l'un des griefs les plus légitimes du commerce britannique. Il en est de même de la revision de la loi sur les Brevets.

Le *Patents Act* décide que la propriété de toute invention qui appartient à un étranger pourra, passé un certain délai, être revendiquée par un industriel anglais, lorsque le brevet n'aura point été exploité sur le sol britannique. On calcule que près de 15 000 usines, éparses sur la surface du globe, sont atteintes par la loi nouvelle. Un dilemme s'impose : perdre une clientèle précieuse ou construire sur le sol britannique. Les maisons puissantes, qui disposent de capitaux énormes, n'ont point hésité. Un syndicat allemand

a acheté 9 hectares 50 ares sur les bords de la Mersey, en face des docks de Liverpool. Un autre a acquis 2 hectares 80 ares à Ellesmere Port, sur le canal de Manchester. La Société Américaine des rasoirs Gillette ouvre ses usines de Sheffield. Une fabrique allemande de porcelaine va s'installer dans le Kent. L'Angleterre assimile ses adversaires, absorbe leurs capitaux, tout en ouvrant des débouchés nouveaux à sa main-d'œuvre surabondante. Grâce à Lloyd-George, il y aura dans les îles britanniques quelques chômeurs de moins et quelques usines de plus.

Le *Merchant Shipping Act* constitue, au même degré que le *Patents Act*, un effort pour servir les intérêts de l'industrie britannique, menacés par une concurrence de jour en jour plus intense et moins scrupuleuse, pour empêcher les étrangers d'exploiter, au profit de leurs usines, les règlements ou les lacunes de la législation anglaise. Les anciennes dispositions relatives aux brevets empêchaient le développement sur le sol britannique de manufactures, redoutées par les fabricants allemands de produits chimiques et par les fabricants américains d'instruments d'acier. Les articles rigoureux des lois anglaises sur la marine marchande imposaient aux armateurs britanniques de lourds sacrifices. Leurs concurrents allemands en étaient affranchis et, grâce à cette économie sur les charges, pouvaient, dans les ports mêmes du Royaume Uni, prendre du fret à des conditions moins onéreuses. Il n'en sera plus de même aujourd'hui. Tout vaisseau, quel que soit son pavillon, chargé dans les docks d'outre-Manche, devra, au point de vue du poids de la cargaison, de la solidité de la carène, des chargements de blé, des barques et ceintures de sauvetage, être soumis aux mêmes dispositions législatives.

Le *Merchant Shipping Act* et le *Patents Act* ont été

approuvés, avec une ardeur égale, par les protectionnistes et les libre-échangistes. Le Ministre radical, s'écrient les premiers, pille notre programme et favorise le commerce britannique aux dépens des industries étrangères. Nullement, ripostent les seconds. Afin d'assurer un fonctionnement plus normal et plus équitable de la concurrence, il fait disparaître les avantages frauduleux, ceux qui empêchent les adversaires de lutter sur le pied d'une loyale égalité. Pour qu'un combat révèle les vraies supériorités, pour qu'une victoire soit uniquement celle du mérite, il faut que les adversaires aient les mêmes chances de succès. Obliger des concurrents étrangers à subir la législation britannique, contraindre des industriels étrangers à édifier leurs usines sur le sol anglais, n'est-ce point, cependant, porter une égale atteinte à la conception internationale et libérale qu'avaient les économistes orthodoxes de la vie économique? L'observateur français, lié par la logique de son esprit, ne saurait le nier. Réglementer la concurrence, lui poser des conditions précises, lui fixer un champ clos, n'est-ce point en limiter doublement le jeu?

Ces déductions rigoureuses ne mordent point sur la pensée d'un néo-radical comme D. Lloyd-George. Il n'a rien d'un doctrinaire. Il peut être aveuglé, par exemple au point de vue des problèmes diplomatiques, par des scrupules moraux. Il ne le sera jamais par des scrupules dogmatiques. Son radicalisme n'est pas l'expression d'une philosophie abstraite, que guident des principes inflexibles, mais le résultat d'observations concrètes, qu'éclaire une conscience religieuse. Ses opinions économiques et politiques ne sont point déterminées par une définition *a priori* de l'homme et une conception nouvelle de la société, mais par un sens utilitaire des besoins de son temps et des reven-

dications de sa classe. S'il est libre-échangiste, c'est parce qu'il considère que la situation particulière du commerce et des ouvriers d'outre-Manche ne permet point à l'Angleterre de compromettre, par des droits à l'entrée, à la fois les débouchés sur les marchés étrangers et le ravitaillement de millions d'hommes. Lloyd-George n'est nullement dirigé, dans sa résistance contre le courant protectionniste, par le culte d'une concurrence intangible ou le respect d'une liberté absolue.

*
* *

Ce qui le prouve, c'est que la majeure partie de ces textes législatifs, dont les conservateurs revendiquent la propriété, est consacrée à une réglementation du travail qui eût soulevé les scrupules et provoqué le blâme des économistes orthodoxes.

Le *Merchant Shipping Act* tout comme le *Patents Act* a pour but non seulement d'ouvrir de nouveaux débouchés à la main-d'œuvre britannique [1], mais surtout d'améliorer la situation matérielle et morale des marins anglais. Leur alimentation est minutieusement prévue et la capacité des maîtres coqs soigneusement contrôlée. Le versement des salaires est réglé. L'hospitalisation des malades et des blessés est organisée. Le *Port of London Bill* contient, lui aussi, des dispositions dictées par les mêmes préoccupations et conçues dans le même esprit. La nouvelle adminis-

1. En 1870, la flotte commerciale du Royaume Uni était montée par 200 000 Anglais et 18 000 étrangers. En 1906 elle est montée par 176 000 Anglais, 39 000 étrangers ou *Lascars*. La nouvelle loi décide que seuls des citoyens anglais pourront désormais recevoir le diplôme de pilote, et qu'aucun étranger ne pourra être engagé à bord d'un bâtiment britannique s'il ne peut justifier qu'il comprend l'anglais.

tration, chargée de la gestion des docks, devra, pour diminuer le chômage, établir un bureau, où seront enregistrés les débardeurs, et pourra, en vue d'améliorer leur bien-être, bâtir des abris et édifier des maisons.

Législateur, D. Lloyd-George considère que sa mission est de mettre, dans la mesure où le permettent les faits, la force de la loi au service des revendications ouvrières, quand elles sont équitables et modérées. Ministre, il juge qu'il doit à son titre de mettre son autorité au service de la paix sociale. Si des attaques injustifiées, venues des bancs conservateurs, risquent de compromettre l'œuvre d'hygiène matérielle et morale, qu'ont entreprise les municipalités démocratiques, en s'engageant dans la voie de la socialisation des entreprises industrielles, le Président du *Board of Trade* se lève pour réfuter les objections et détruire les calomnies. Lorsque les compagnies de chemin de fer, en refusant de multiplier les trains ouvriers, risquent de provoquer une dangereuse irritation dans les *suburbs*, le ministre du Commerce intervient avec une telle énergie qu'il force les puissantes sociétés à capituler. Quand des grèves importantes menacent de paralyser la vie nationale, D. Lloyd-George sait imposer son arbitrage et trouver des transactions.

Lors des conflits redoutables entre les Compagnies et les employés de chemins de fer, c'est le président du *Board of Trade* qui oblige les deux parties à entrer en négociations et à paraître devant un tribunal. Le Ministre découvre un terrain d'entente entre les adversaires décidés à la résistance et propose la création de conseils d'arbitrage, à trois degrés [1]. Au mois de décembre 1907, l'industrie la plus prospère du Royaume-

1. Voir le portrait de R. Bell.

Uni, sa province la plus laborieuse, le Lancashire, sont à la veille de graves événements. La convention de Brooklands, conclue en 1893, règle les relations des ouvriers et des patrons. Les tisseurs d'Oldham, à la suite de modifications dans l'outillage, se plaignent de recevoir une rémunération inférieure de 20 p. 100 à celle de leurs collègues de Bolton, et réclament l'application du même tarif. Les industriels répondent que ces plaintes sont excessives et que d'ailleurs la grande charte de Brooklands interdit les relèvements de salaires supérieurs à 5 p. 100. Un conflit paraît inévitable. Lloyd-George vient d'être terrassé par un épouvantable malheur, de perdre sa fille préférée. Il se relève, essuie ses larmes, prend le train, part pour Manchester. Il décide patrons et syndiqués à soumettre le traité, signé à Brooklands, à l'interprétation des conseillers judiciaires (*Law officers*) de la Couronne. Leur commentaire impartial amène les ouvriers à réduire leurs demandes et les industriels à accroître leurs offres. L'entente est faite. Un pacte est signé.

Une fois de plus, grâce à Lloyd-George, la guerre ne viendra point troubler la vie économique du peuple anglais, bouleverser le budget des ménages ouvriers, compromettre l'alimentation des familles nombreuses. Il y aura un peu moins de souffrance et de larmes, un peu plus d'aisance et de joies.

Le Président du *Board of Trade* avait été un grand pacificateur. Ses gestes de pitié ont été récompensés non seulement par l'admiration de son peuple, mais aussi par le suffrage de ses pairs. Lorsque le Très Honorable H. Asquith quitte le ministère des Finances pour prendre le portefeuille de premier Ministre, D. Lloyd-George est unanimement désigné pour occuper le poste de chancelier de l'Echiquier. Il n'a plus qu'un échelon

à franchir pour être à la tête de son parti et de son pays. Dès maintenant, il est chargé de suppléer H. H. Asquith, chaque fois que l'occasion s'en présentera, et de résoudre la plus grande difficulté, à laquelle se heurte le parti radical : le problème financier. Et D. Lloyd-George n'a que quarante-six ans.

L'éclat de cette brillante carrière s'explique par des causes multiples, par le hasard des circonstances et surtout par les dons du caractère. L'éloquence de D. Lloyd-George l'a servi et il faut l'avoir écouté pour pouvoir l'apprécier. D'un bond il se dresse, ajuste sa jaquette, sort ses manchettes, et commence l'assaut. La voix est claire et mordante; les attaques directes et cruelles.

Je ne connais pas exactement le drapeau de notre adversaire. Aux dernières élections, il était, je crois libre-échangiste, prêt à vendre la mèche. Aujourd'hui, j'ai lu avec beaucoup de soin sa profession de foi, quelques-uns de ses discours, et j'ignore où il en est. Mais, somme toute, je crois que ce libre-échangiste a été pris au lasso et bridé par les protectionnistes. Il porte leur harnais. R. T., Réforme des Tarifs, a été marqué au fer rouge sur son cuir; et bien qu'il soit candidat à Manchester, il appartient à l'écurie de Birmingham [1].

Par instants, le geste s'élargit et devient harmonieux. Le ton de la voix change. Les périodes se déroulent.

Le Paupérisme est une tâche sur le drapeau ; et ce devrait être le devoir de tous les hommes ici, pour l'honneur de leur terre natale, d'y mettre un terme..... L'œuvre est grande;

1. Manchester, 20 avril 1908.

l'œuvre est difficile ; l'œuvre du réformateur est déchirante. Il y a des sympathies à éveiller, des soupçons à détruire, des espérances à provoquer, des craintes à dissiper, des cœurs découragés à soutenir, des têtes chaudes à calmer, des intérêts oubliés dont il faut rappeler les droits, beaucoup d'intérêts acquis dont il faut démontrer l'illégitimité. C'est une tâche qui a brisé bien des hommes et où d'autres ont échoué.

Les images se lèvent.

Le jour viendra où la nation qui tire son épée contre une autre sera mise au banc des filous comme un frère qui frappe son frère, dans un mouvement de colère. Je ne sais pas combien de générations, combien de siècles passeront avant que les glaives soient forgés en socs de charrue et les lances en serpes pour émonder ; mais ce dont je suis sûr, c'est que, lorsque l'aurore de ce jour se lèvera, on considérera comme l'un des exploits les plus grands et les plus nobles, dont fasse mention la merveilleuse histoire de la race humaine, que les hommes et les femmes qui habitent cette petite île aient seuls, contre le reste du monde, défendu avec succès le libre-échange, cette voie par laquelle l'humanité a gagné le royaume dans lequel le Prince de la paix règne pour toujours et toujours.



De même que cet avoué Gallois sait tour à tour, — et ce seul discours en contient plusieurs exemples, — manier les chiffres et esquisser une démonstration économique, créer des images et prononcer des invocations lyriques, son intelligence, elle aussi, se plie à la fois au travail concret de l'homme d'affaires, aux méditations idéalistes de l'apôtre religieux. Cette double et précieuse faculté explique et justifie les rapides succès, l'autorité croissante et les audacieuses ambitions du député de Carnarvon. Il incarne, dans les souvenirs de son enfance et dans les luttes

de sa jeunesse, dans les caractères de son tempérament oratoire et dans les tendances de son activité politique, la foi protestante et l'utilitarisme social, qui constituent la grandeur et la force de la petite-bourgeoisie et du parti radical d'outre-Manche.

IV

LE TRÈS HON. H. H. ASQUITH

Sir Henry Campbell-Bannerman, D. Lloyd-George, H. H. Asquith : leurs ressemblances et leurs différences.

I. Origine de la famille des Asquith. — Le West-Riding. — Quelques ancêtres. — 1° L'école du dimanche. — H. Asquith entre à la *City of London School*. — Ses succès. — L'influence psychologique exercée par l'école et la grande ville. — 2° Oxford, ses camarades, ses succès universitaires. — Jugements portés sur la personnalité d'Asquith. Ses premiers discours politiques. — 3° Le barreau. — Le procès du *Times*. — Le procès de John Burns. — Il écrit et il parle sur les questions économiques. — Il débute dans le Parlement et arrive bientôt au pouvoir. — 4° Le second mariage de H. Asquith. — Son intérieur.

II. 1° H. Asquith reste fidèle toute sa vie aux traditions d'un libéralisme avancé. — Son éloquence est plus originale que sa doctrine politique. — Quels en sont les caractères? — 2° Il admet l'existence d'une question sociale. — Impulsion qu'il donne pendant son passage au ministère de l'Intérieur à l'interventionnisme législatif. — Son attitude vis-à-vis du socialisme municipal. — 3° Son culte de la loi et son respect de l'ordre. — Son attitude dans la guerre sud-africaine : comment elle s'explique. — Pourquoi, après avoir été impérialiste, il reste libre-échangiste? — Caractères de sa propagande libre-échangiste. — 4° La tâche du premier ministre.

Les premiers ministres radicaux d'hier, d'aujourd'hui et de demain, sir Henry Campbell-Bannerman, H. H. Asquith, D. Lloyd-George, appartiennent au même milieu social, aux classes moyennes, à la bour-



LE TRÈS HONORABLE H. H. ASQUITH

Cliché Elliott et Fry.

geoisie commerçante et puritaine. C'est elle qui dispute avec un succès croissant à l'aristocratie britannique, trop renouvelée par l'avènement des financiers sémites et des spéculateurs coloniaux, la charge de présider aux destinées impériales. Le jour n'est pas loin où les députés ouvriers réclameront leur part des portefeuilles victorieusement arrachés à une oligarchie qui, depuis qu'elle a cessé d'être une féodalité terrienne pour devenir une accueillante ploutocratie, a porté un coup irrémédiable à son prestige et à son autorité.

Certes, ces trois hommes, sir Henry Campbell-Bannerman, D. Lloyd-George, H. H. Asquith, sont bien différents. L'un, Écossais de vieille souche, au visage rude et bon, au regard loyal et droit de vieil officier, avait le jugement sûr, la parole terne et la conscience scrupuleuse d'un gentleman nourri, à Cambridge, dans les traditions d'une aisance confortable et d'une honorabilité indiscutée. L'autre, Celte passionné, élevé au milieu des paysans gallois, sur les bancs des classes primaires, formé à la rude école des querelles juridiques et des prédications dominicales, a le front tourmenté, le visage mobile, l'œil profond, la parole imagée d'un poète religieux. Le dernier, enfin, Saxon du Yorkshire, qui, par sa tête froide, son regard lucide, sa parole incisive, a toujours été le premier au collège, à l'université, au barreau, porte sur son visage aux sourcils volontaires, au profil régulier, aux lèvres étroites, à l'œil scrutateur, l'empreinte d'un équilibre assez fort pour limiter les besoins du corps, les curiosités de l'esprit et les élans du cœur.

Tous les trois cependant ont des traits communs. Leurs intelligences, quelle que soit la culture littéraire qu'elles aient acquis, chez Lloyd-George, au contact de lectures solitaires, chez sir Henry et Asquith, au cours

d'études universitaires, n'ont aucun attrait pour les recherches désintéressées de la science, ni pour les constructions théoriques de la philosophie. Leurs sensibilités, façonnées par les exigences du labeur quotidien et par les monotonies de la vie familiale, ignorent les affinements esthétiques et les caprices sentimentaux. Leurs consciences trouvent, dans les traditions d'un christianisme biblique et dans les rites d'une Église laïque, la satisfaction de leurs besoins religieux et la garantie de leurs préoccupations morales. Leurs activités, enfin, se dépensent au service d'un même radicalisme libre-échangiste, sympathique aux revendications ouvrières et éclairé par un idéalisme religieux.

I

Herbert Henry Asquith, ce juriste saxon dont la pensée alerte et précise va droit au fait, dont le regard clair et pénétrant va droit au but, est né le 12 septembre 1852, à Morley, dans une petite ville du Yorkshire, du West-Riding.

Il appartient, par son père et par sa mère, — miss Willans d'Huddersfield, — par tous les souvenirs de la famille dont il porte le nom, à une province qui, tant au point de vue religieux qu'économique, fut une des forces agissantes de l'Angleterre contemporaine.

Dès le seizième siècle, dans les petites vallées qui descendent le long du versant oriental de la chaîne pennine, s'étaient établis, au-dessus de la plaine fertile, des centres d'activité industrielle. Sheffield, un bourg féodal, se livre à l'industrie du fer, et Chaucer nous parle des *thwytels* qu'on y fabrique. Des Flandres, on importe l'art de tisser les étoffes. Leeds et Halifax se disputent le monopole de la fabrication des draps.

Dans les murs de ces villes, fières de leurs privilèges et de leurs richesses, vivait une bourgeoisie ambitieuse, qui embrassa la Réforme et acclama Cromwell. Un siècle plus tard, la découverte de mines de charbon bouleverse l'industrie du tissage, en fait naître d'autres. Les usines surgissent. Les cités poussent. Bradford, la ville des alpagas, installe le premier métier à vapeur. Dewsbury se spécialise dans les couvertures et les tapis; Barnsley, dans les toiles; Huddersfield, — la patrie de Mrs. Asquith, la mère du premier Ministre, — dans les lainages. Sheffield devient la ville de la coutellerie et de la quincaillerie. L'humanité pullule. Les forêts disparaissent. Les rivières roulent des flots fétides. Et les vers du vieux poète du Yorkshire, qui chantait les eaux cristallines de l'Aire et du Calder, cessent d'être vrais : « Comment les filles de Clastleford ne seraient-elle pas belles? Ne se lavent-elles pas dans les eaux réunies du Calder et de l'Aire? »

Le nom des Asquith est lié à ce double épisode de l'histoire provinciale. Lorsque, en 1664, les puritains du Yorkshire, dont la patience était déjà lassée par quatre années de restauration catholique et monarchique, tentèrent de soulever le pays et de rétablir la république, ils prirent pour chef, dans le complot de Farnley-Wood, un ancêtre direct du premier Ministre. Depuis cette date, les Asquith sont toujours restés fidèles à cette religion civique qu'est le protestantisme anglais :

He had stiff knees, the Puritan,
That were not made for bending;
The homespun dignity of man
He thought was worth defending [1].

1. Il avait des genoux roides, le Puritain,
Qui n'étaient pas faits pour plier.
La dignité familiale de l'homme
Lui paraissait valoir la peine d'être défendue.

Ils se sont également associés au réveil économique et à la poussée industrielle du Yorkshire. Le père de l'homme d'État a fondé la Gillroy Mill Company, qui est une des maisons les plus anciennes et les mieux connues de la région. Dans la vieille demeure familiale, à Crofthouse, où se sont déroulées les premières heures de son enfance, H. H. Asquith a vécu tous ces souvenirs. Il s'en est pénétré. Il est devenu et il est resté le défenseur des traditions morales et des intérêts matériels de ces classes moyennes dont l'affranchissement politique date de la révolution puritaine du dix-septième siècle, et l'affranchissement social de la révolution économique du dix-huitième. Il a mis à leur service une activité d'hommes d'affaires, dirigée par un jugement pénétrant, contrôlée par une conscience traditionaliste. Cette énergie n'a jamais été troublée, dans son œuvre laborieuse, ni par des curiosités dévorantes, ni par des raffinements artistiques, ni par une sentimentalité excessive. M. Asquith a, dans le geste, dans la conversation, dans la parole, une impassibilité voulue : « Voudriez-vous que je porte mon cœur sur ma manche (*for daws to peckat*), pour que les corneilles lui donnent force coups de bec? — Non, répondit W. J. Stead. Mais vous n'avez pas besoin d'enfermer si soigneusement votre cœur dans votre poche, que les gens finissent par se demander si vous en avez vraiment un. »



Dès l'enfance, on voit se dessiner les caractères de ce tempérament si britannique. Elle ne s'est pas déroulée, comme celle d'un futur gentilhomme, loin de la société moderne et des villes enfumées, dans le cadre d'une demeure seigneuriale, encombrée de souvenirs

historiques, entourée d'arbres centenaires et plus tard dans les *quadrangles* d'un collège célèbre, qui sème ses chalets coquets, drapés de vignes vierges, au milieu de pelouses entretenues avec autant de soin que des tapis de luxe. H. Asquith a connu les sensations et les émotions d'un petit bourgeois qui reste en contact avec son temps et sa ville.

A quatre ans, il suit les cours de l'école du dimanche, dans la chapelle protestante de Morley, et il figure comme porte-drapeau dans la procession organisée par le pasteur pour célébrer la fin de la guerre de Crimée et les bienfaits de la paix. Il commençait son éducation de radical puritain et pacifiste. Il perd son père de bonne heure et passe deux ans comme pensionnaire dans une petite école morave. Il ignore les tendresses et les spontanéités de la vie familiale. Il connaît, dès sa huitième année, l'existence disciplinée et les contacts rudes d'une école médiocre.

En janvier 1864, — il avait douze ans, — H. Asquith entre à la *City of London School*. Il s'y révèle tout entier. Écolier brillant, il réussit également dans les études religieuses et dans les études classiques. Qu'il s'agisse de commenter la Bible ou de tourner des vers latins, il est toujours le premier par la puissance de l'effort et la lucidité de la pénétration. Orateur inné, il étonne ses camarades autant que ses maîtres, par la fermeté avec laquelle il dessine son argumentation et par la sûreté avec laquelle il déroule ses périodes. Gamin précoce, il passe des heures à justifier la doctrine démocratique de C. Dickens et ses récréations à feuilleter le *Times* à la devanture d'un magasin. *Captain*, en 1869 et 1870, il a déjà assez de valeur, d'énergie et de conscience pour forcer le respect, imposer son autorité et exiger l'effort. Mais le collège n'a pas seulement révélé et développé les dons précieux

de H. Asquith. Il a fait plus. Il a imprimé à son intelligence des caractères précis; à son activité, une tendance spéciale. L'homme d'État a analysé lui-même cette action psychologique dans le discours qu'il prononça, au cours du banquet offert par ses camarades pour célébrer son entrée, comme secrétaire d'État à l'Intérieur, dans le cabinet de lord Rosebery.

La *City of London School* n'a ni origines lointaines, ni traditions historiques, ni bâtiments luxueux, ni terrains sportifs. Des grands hommes n'ont point passé sur ses bancs. Des succès académiques n'ont point illustré son enseignement. Au lieu de ces larges et agréables espaces, qui servent de cadre à l'existence de la plupart des *high public schools*, nous passions nos journées, à portée non seulement du son des cloches de Bow, mais encore du tumulte et de la circulation de Cheapside... Nous, les *gamins nés dans les villes et élevés à la ville*, en contact, chaque jour de notre existence, *avec les images et les bruits de la vie d'une grande cité*, nous apportions, *dans nos études*, un élément qui ne pouvait venir d'ailleurs. Nous *mêlions à notre savoir je ne sais quoi d'actuel et de réaliste*. Et ainsi, quand nous sommes entrés en concurrence avec ceux qui avaient passé leur jeunesse dans l'isolement cloîtré des grands *high public schools*, nous *étions mieux équipés pour la lutte* et nous utilisions mieux les quelques dons que nous pouvions posséder... Pour ma part, quand je me remémore les souvenirs de mon ancien collège, je ne pense pas seulement, je ne pense pas autant aux heures que j'ai passées en classe, ou à préparer mes leçons, la nuit; je pense plutôt à ma promenade quotidienne à travers les rues encombrées, tapageuses; je pense à la rivière avec ses barques et ses steamers, sa vie, aux formes multiples; je pense à la cathédrale de Saint-Paul, à Westminster Abbey, à la National Gallery; je pense même parfois aux Chambres du Parlement.

Avec les images de l'Angleterre moderne, cette grande usine, dont les tristesses et les laideurs sont effacées par la silhouette d'un monument glorieux ou la verdure d'un parc aristocratique, un peu de son réalisme

instinctif, de son énergie combative étaient entrés dans le tempérament d'Asquith. L'empreinte ne disparut jamais.

*
* *

Oxford, où débarque, en 1870, le *Captain*, titulaire du *scholarship*, de la bourse fondée à Balliol College par les épiciers, anciens élèves de la *City of London School*, loin de détruire la marque reçue, la rendit plus profonde et plus indélébile.

Et cependant, le jeune homme de dix-huit ans arrivait dans la « cité grise » avec une satisfaction dont, trente-six ans plus tard, il devait se rappeler encore « qu'elle était pure, complète et absolue. Ce fut le moment de ma vie le plus heureux, le plus inspirant, le plus agréable. » Il meubla sa pensée. Il assouplit son cerveau. Mais il resta l'homme de sa classe et de son temps, un homme d'affaires servi par une tête froide, un œil lucide, une parole alerte, une conscience disciplinée.

Oxford déroulait en vain, devant les yeux de l'écolier de Londres, les souvenirs de ses querelles théologiques et les arcades de ses cloîtres, les enthousiasmes d'une renaissance artistique et les grâces de ses ogives. Il resta un puritain. Il ne devint pas un esthète. Autour de lui, dans son propre collège, s'esquissent de brillantes carrières littéraires. Le romancier W. H Mallock, cet Édouard Rod d'outre-Manche, l'historien W. Paul, qui a l'esprit caustique d'un P.-L. Courier, C. E. Bodley, le sympathique observateur des choses françaises, sont des camarades d'Asquith à Balliol. Et, cependant, ce n'est pas à côté de leurs noms que le futur historien de Balliol College inscrira celui d'Asquith. Il le classera dans le même groupe que lord Milner, le proconsul

sud-africain; Arnold Toynbee, le généreux sociologue; lord Elgin, le ministre des Colonies; sir Alexandre Acland Hood, le Député conservateur, qui furent également au nombre de ses contemporains. Certes, il continue ses succès universitaires et perfectionne sa culture classique. Un de ses thèmes latins, tirés de l'*In Memoriam* de Tennyson, survit dans la mémoire de ses contemporains. Il tourne les épigrammes comme Martial. Il passe des heures, enfoncé dans les grasses prairies qui bordent l'Isis, à discuter avec des camarades sur les mérites exacts d'*Ilicët*, et à déclamer des poésies de Swinburne. Il remporte le double laurier qui couronne les fronts des futurs universitaires, la *First Class in the final classical schools* et un *fellowship* de littérature à Balliol College. Mais il enlève, en même temps, le prix Craven pour les études juridiques. La science du droit, tout comme au collège la lecture de la Bible, limite, compense, corrige des études qui eussent été exclusivement littéraires.

Il subit le charme et conquiert la sympathie du *master* de Balliol College, un des plus remarquables excitateurs d'intelligences qu'ait connus Oxford, un des pionniers de la réaction rationaliste contre la poussée néo-catholique, Jowett. Mais ce qu'Asquith admire chez cet universitaire, qui, sans fonder d'école ni avoir de système, exerça son influence sur toute une génération, ce n'est pas tant la sûreté de sa méthode critique, ni son don de réveiller les pensées assoupies, ce sont surtout ses qualités morales.

Nous ne saurions espérer, s'écrie-t-il, au cours du meeting organisé en décembre 1903 pour élever un monument à la mémoire du maître disparu, retrouver jamais un caractère comme le sien : un pareil mélange d'expérience mondaine et de simplicité aussi absolue; une ambition aiguë et toujours à l'éveil, mais entièrement désintéressée et complète-

ment absorbée dans le sort d'une grande institution et celui de ses membres; une générosité que rien ne pouvait lasser; une délicate bonté qui faisait que cet homme, sans cesse occupé par des tâches lourdes et minutieuses, était toujours prêt à consacrer les meilleures heures du jour et de la nuit à aider, à conseiller le plus humble de ceux qui réclamaient son secours.

Ce qu'Asquith a apprécié chez son maître ce n'est pas l'universalité de son savoir, ni la fraîcheur sans cesse renaissante de ses curiosités, ni la sûreté de sa méthode, ni les scrupules de son rationalisme : c'est la valeur de sa conscience morale.

Dans les admirations, dans les études, dans les amitiés du *Balliol man* on retrouve le *City of London Schools boy*. C'est toujours le même tempérament physique. Pas plus à l'Université qu'au collège il n'éprouve le besoin de se dépenser dans les *sports*. Il est assez solide, assez équilibré, assez supérieur pour pouvoir mépriser le tennis, le foot-ball et même la rame, sans compromettre son travail, sa santé, son prestige. Les seules distractions qu'il apprécie et qu'il recherche sont les parties de whist et les discussions entre deux verres de cidre. Son intelligence a conservé les mêmes caractères de réalisme pénétrant.

« Ce qui me frappa le plus, écrit un de ses camarades, ce fut sa maturité, sa sagacité, son génie essentiellement pratique. Un des jeunes professeurs de Balliol, un généreux rêveur, se plaignait, comme d'un défaut, de ce que Asquith ne fit jamais un effort tant soit peu supérieur à ce qui était exactement suffisant, qu'il n'eût pas d'idéalisme désintéressé. ... Des observateurs peu bienveillants trouvaient qu'il avait dans l'attitude quelque chose de sec, de *standoffish*, de légèrement méprisant. Il n'avait pas, en effet, de bonhomie naturelle... Très sûr de lui, il savait ce qu'il voulait. Et comme, en ce

temps-là, nous étudiions beaucoup l'histoire romaine, nous retrouvions dans Asquith quelque chose du caractère de César. »

Jowett résumait l'impression que donnait aux *Balliol men* le contact de cette force concentrée, de cette froide lucidité, dans une de ces brèves formules dont il avait le secret, et qui est restée la meilleure définition du tempérament intellectuel d'Asquith : « Il ira loin, parce qu'il est si *direct*, si précis ». Son éloquence avait d'ailleurs quelque chose de l'*imperiosa brevitas*. « Plus orateur que poète », il retrouve, devant l'Oxford Union, les succès qu'il avait connus dans la société de discussions, organisée par la *City of London School*. Il les doit moins à l'ornement du style, — il évite l'image, il fuit la redondance, — qu'à la clarté de l'argumentation, *lucius ordo*. D'une voix pénétrante, sur un ton grave, il présente, dans une langue impeccable, des faits classés avec cet art instinctif que donne la culture classique.

Il développe les idées générales au milieu desquelles il a vécu. Il ne songe même pas à sortir de la voie tracée. Il respecte les traditions libérales aussi fidèlement que les traditions chrétiennes de la classe à laquelle il appartient. Elles constituent le double cadre dans lequel sa pensée, rassurée sur la vérité religieuse et sur la vérité politique, évoluera, libre de tout souci dogmatique, vers la réalisation des intérêts légitimes et la solution des problèmes quotidiens. Asquith prêche aux étudiants d'Oxford l'évangile du libéralisme orthodoxe. Il développe, en 1871, la thèse de la non-intervention dans les conflits européens, chère à Gladstone et à lord Granville. Il démontre, après R. Cobden et J. Bright, que l'affranchissement intégral des colonies britanniques est la seule solution du problème colonial. Il justifie la séparation des Églises et de l'État, que Gladstone avait réalisée en Irlande dès 1868 et que son

héritier, quarante ans plus tard, songe à étendre à la principauté de Galles.

Fidèle jusqu'au bout à ses traditions familiales, H. Asquith resta un libéral et, malgré ses succès universitaires, devint un homme d'affaires.

*
* *

En 1876, il avait vingt-quatre ans, il s'inscrit au barreau de Londres. Les premières années sont difficiles. La lutte est ardente. Peu à peu, la situation du *Balliol man* s'améliore. Elle ne pouvait que grandir rapidement. Il avait toutes les qualités requises pour la barre : la parole lumineuse, qui retient l'attention et force la conviction ; le jugement sûr, qui va droit au fait capital et à l'argument décisif ; la froide ironie, qui permet de dérouter et d'affoler le témoin pour le coller au mur et lui arracher l'aveu.

C'est à ces dons d'interrogateur redoutable par le regard pénétrant, la parole incisive et la glaciale impassibilité, qu'Asquith doit ses premiers succès. Déjà, dans le procès intenté par la *Ligue contre le Jeu*, en vue de faire interdire les paris sur le champ de courses de Kempton Park, il se révèle au cours de la passe d'armes avec M. Justice Wright sur la définition de l'emplacement, qui tombe sous le coup de la loi. De même, lorsque le *Times* est poursuivi pour la publication de lettres faussement attribuées à Parnell, c'est l'interrogatoire du *manager*, que sir Charles Russell, fatigué, avait confié à son jeune secrétaire, qui le classe au premier rang de sa génération. M. Macdonald était un Écossais lent, lourd et vaniteux. Asquith le retourne sens dessus dessous, aussi complètement qu'une paire de gants. Les contradictions pleuvent. Les aveux échappent. M. Macdonald res-

semblait, s'il faut en croire W. T. Stead, à un malheureux taureau affolé par les passes du manteau rouge, épuisé par la pose des banderilles, et qui, acculé dans un coin de l'arêne, attend avec résignation le coup de mort que lui portera, entre les deux épaules, l'écarlate vainqueur. Sans un mouvement de pitié dans ses épaules, sans une trace d'émotion sur son visage, l'œil impassible, la lèvre immobile, H. Asquith achève le malheureux témoin. Les *policemen* ne furent pas davantage épargnés, lorsqu'il défendit son futur collègue, John Burns, poursuivi à l'occasion des manifestations socialistes de Trafalgar Square. Mais ni les ressources de son éloquence démocratique, ni les pièges de ses interrogatoires pénétrants n'empêchèrent l'accusé d'être condamné à plusieurs mois de travaux forcés.

Du moins l'autorité du *barrister* s'était-elle affirmée et son talent mûri. Il était désormais prêt pour la vie publique. Tout en plaidant, il avait réservé une partie de son temps à des études qui le préparaient directement à la politique. Pendant plusieurs années, il fait, pour la *Société d'extension universitaire*, des cours de science économique, et écrit régulièrement dans l'*Économist* qui, par la sûreté de ses informations financières, la fidélité de ses traditions libre-échangistes et l'autorité de ses bulletins politiques, est le *vade mecum* de la bourgeoisie éclairée. Si l'on veut comprendre comment cet auteur de vers latins et de commentaires juridiques a pu, dans ses polémiques contre J. Chamberlain, surprendre son auditoire par son habileté à jongler avec les statistiques commerciales, il importe de ne point oublier les heures que le jeune avocat consacrait à préparer ces leçons et à rédiger ces articles, autant pour équilibrer son budget que pour occuper ses loisirs.

Il n'en est plus là en 1886. Sa réputation est établie. L'aisance est venue. Le 26 juin 1886, les électeurs écossais d'East Fife lui demandent de remplacer un député libéral, qui refuse d'approuver la politique irlandaise du cabinet Gladstone. Après huit jours de campagne, il est élu. Pendant six ans, il ne prend la parole qu'une douzaine de fois ; et presque toujours sur une de ces questions juridiques qu'il excelle à éclairer de son intelligence lumineuse et à animer de sa verve ironique [1]. Ces rares interventions suffisent pour établir au Parlement son autorité. Et lorsqu'en 1892 il devient secrétaire d'État à l'Intérieur, nul ne s'en étonne.

« M. Asquith, écrit le *Daily News*, s'est révélé un excellent juriste: mais il est plus brillant encore dans l'arène parlementaire qu'à la barre. C'est un ferme libéral et un ardent démocrate. Il n'a jamais parlé devant la chambre des Communes sans remporter un succès éclatant... Il y a cependant des choses plus importantes dans la vie que l'autorité oratoire, et c'est l'inappréciable sûreté de son jugement, qui a plus particulièrement gagné à M. Asquith la confiance des *leaders* libéraux. »

Les mêmes qualités de lucidité dans le regard et de clarté dans l'esprit, qui avaient valu au collégien, à l'étudiant, à l'avocat ses succès éclatants, lui ouvraient à quarante ans les portes du pouvoir.

1. 24 mars 1887, il parle contre la priorité demandée par M. A. J. Balfour en faveur de son projet de loi sur la loi et la procédure criminelle en Irlande; 30 juillet et 7 août 1888, 7 mars 1890, il prend part à la discussion sur le Bill relatif à la commission Parnell. Ce n'est qu'à partir de 1889 qu'il aborde les problèmes généraux : mars 1889, politique irlandaise des conservateurs; 29 mars, établissement d'une indemnité parlementaire; 4 février 1891, loi permettant à un catholique de remplir les fonctions de Lord-chancelier d'Angleterre et de Lord-lieutenant d'Irlande.



Le temps n'est plus où le fellow de Balliol, chef de famille à vingt-cinq ans, abritait ses jeunes espérances dans le faubourg d'Hampstead. Remarié en 1894 à la fille unique de sir Chas. Tennant, une belle personne, aussi habile à franchir au grand galop des obstacles dangereux qu'à tenir tête, en littérature, à Gladstone, en philosophie, à Haldane; le Ministre habite le quartier des gens arrivés et des fortunes cossues, Cavendish Square. Cette belle demeure de la fin du dix-huitième siècle renferme des objets précieux. L'escalier est orné de fresques dues au pinceau du beau-père d'Hogarth, sir James Thornbill, qui décora le dôme de Saint-Paul. Dans le salon de Mrs. Asquith, — au milieu des bouquets d'azalées roses, au-dessus des tapis persans —, des miroirs anciens et des vieilles laques, des toiles de Velasquez, une madone de l'école hollandaise attirent les yeux. Dans le cabinet de l'homme d'État, une collection de gravures napoléoniennes fraternise avec les portraits des premiers Ministres d'Angleterre.

Mais, dans cette luxueuse demeure, il ne faut pas chercher l'empreinte de M. Asquith. On y retrouve à chaque pas la main d'une femme, dont l'activité dévorante et le goût éclairé suffisent à tout. Elle dirige une maisonnée dé septs enfant. Elle assiste aux ventes, suit les chasses et joue au golf. Elle préside les réunions ibérales. Elle tient un salon politique. Elle dirige des discussions littéraires. Elle est une de ces anglaises, au front large, à l'œil tendre, au casque de cheveux bruns, au teint rose et au corps sain, dont Burne-Jones nous a laissé le type accompli.

Au contact de cette femme supérieure, M. Asquith a pu étendre ses curiosités et affiner ses goûts. Il a même,

l'année qui suivit son mariage, appris du fameux Tom Morris l'art de jouer au golf. Il y déploie ses qualités ordinaires, son coup d'œil, son sang-froid. Aucune malechance ne parvient à lui arracher une exclamation plus violente que celle de : « *Smash it all* » ; brisez tout. Mais, en pleine maturité, il est resté ce qu'il était, à l'aube de sa vie : l'homme sain, qui ne « se rappelle pas, en vingt-cinq ans, avoir passé deux jours dans son lit » ; l'homme net, qui sait regarder et observer, analyser et trancher ; l'homme probe, qui, fidèle aux traditions et aux souvenirs, creuse un sillon ferme et droit.

II

Ce fils d'industriels, cet avocat d'affaires ne s'est point offert, dans la vie parlementaire, le luxe inutile d'une doctrine originale. De même qu'H. Asquith n'a jamais eu ni des loisirs assez prolongés, ni l'esprit assez détendu pour oublier les réalités quotidiennes et esquisser soit des essais littéraires, soit des thèses juridiques ; de même il n'a jamais songé, je ne dis pas à exposer, mais même à concevoir une organisation nouvelle de la démocratie politique, une formule inédite du libéralisme orthodoxe. Il a scrupuleusement respecté les traditions au milieu desquelles il a été élevé, continué les combats entamés sous ses yeux.

Il reste fidèle au programme d'affranchissement politique et religieux, conçu par la bourgeoisie protestante pour défendre ses intérêts, satisfaire ses ambitions et élargir ses droits. L'extension progressive de la loi électorale a trouvé chez Asquith un partisan convaincu. Député[1], il se prononce dans sa

1. 20 juin 1892.

profession de foi en faveur « de la suppression du vote plural, de la diminution du séjour préalable imposé par la loi électorale, de l'organisation d'une inscription permanente et non annuelle, de la mise des dépenses électorales à la charge de la collectivité, de l'établissement d'une indemnité parlementaire, etc. ». Premier Ministre, il annonce la prochaine réalisation de tout ou partie de ces réformes. Député, il soutient, nous l'avons déjà dit, les efforts tentés par Gladstone pour abolir les dernières survivances de l'inégalité religieuse. Secrétaire d'État à l'Intérieur, il dépose le 26 avril 1894 sur le bureau des Communes, un projet de loi pour retirer à l'église Anglicane les privilèges dont elle jouit dans la principauté de Galles.

Ces textes législatifs d'hier et de demain peuvent, dans tels détails de leur organisation administrative ou de leur thèse juridique, porter la marque de la pensée d'Asquith, aussi éprise de clarté que respectueuse du droit. Ils n'en sont pas moins, avant tout, le couronnement prévu de lointains efforts, l'expression fidèle de traditions précises. Il faut chercher ailleurs les traits qui caractérisent l'œuvre parlementaire de notre personnage.



C'est surtout quand il est debout, à côté de la table et de la masse, au milieu de la salle rectangulaire, qu'on saisit tout ce qui donne à son activité politique une empreinte spéciale. Même à l'apogée de sa carrière, il reste l'orateur du barreau et l'homme de son temps.

Il prépare ses discours, comme il préparait une plaidoirie. Il étudie l'affaire avec autant de minutie qu'un dossier. Pas de coin ou de recoin que son œil

sagace n'ait fouillé. Ce n'est pas une impression générale qu'il cherche, mais une connaissance approfondie du détail. Il analyse chaque problème législatif en lui-même, sans le rattacher à un plan d'ensemble. Autant d'affaires, autant d'espèces. Au raisonnement d'idées, il préfère l'argumentation de fait. En pleine possession des moindres dessous psychologiques, des chiffres les plus minutieux, il est, par la puissance de la préparation et la sûreté de la mémoire, un adversaire aussi redoutable dans l'attaque que dans la défense. Il devine l'argument décisif. Il découvre le point faible. Il profite d'un oubli. Il exploite un geste. Il sait couvrir une retraite et marcher à l'assaut. Dans les deux cas, l'ordre dans lequel il dispose ses troupes est irréprochable. Rien n'a été laissé au hasard de l'inspiration. La place de chaque échelon a été dûment étudiée et méthodiquement déterminée. L'entrée successive des divers éléments sur la ligne du feu, la marche coordonnée de cette masse disciplinée produisent sur le spectateur une impression de force. La curiosité est éveillée. Les convictions sont ébranlées.

L'attention de l'auditoire est d'autant plus soutenue que la forme est plus aristocratique et l'attitude plus distinguée. Rien d'incorrect dans le choix des termes, rien de lâché dans la construction de la phrase. L'orateur connaît ses classiques. Les mots ont été puisés à bonne source. Les propositions sont façonnées avec art. Parfois une période déroule ses plis successifs avec la correction d'une toge antique. Plus souvent, un vers latin chante dans la mémoire du député. La forme est aussi correcte, aussi pesée que le fonds. Rien ne paraît livré à l'improvisation, jaillir d'instinct. Tout semble préparé et voulu. Et la brièveté même du discours accroît cette impression. L'orateur a le droit de s'interdire les floritures de style et les accès de verve. Il

demande à l'auditeur un effort si bref qu'il peut être plus intense. C'est le triomphe de la concentration réfléchie et voulue. Certes, la noblesse du geste et la beauté du masque, une légère mobilité des traits et le timbre agréable de la voix atténuent la froideur voulue de cette éloquence. Elle n'en a pas moins la classique austérité d'un appel à la seule raison. Le député dédaigne les succès qu'il pourrait recueillir en évoquant d'attachantes visions, en formulant d'ardents appels. Rares sont les occasions où, cédant à l'émotion d'une circonstance tragique, à la force d'une conviction personnelle, il s'adresse à l'imagination et au sentiment. La pensée pure et parfois la conscience morale sont les deux cordes que cet artiste austère sache ou plutôt daigne faire vibrer.

Cette impassibilité est celle d'un orateur qui méprise les succès faciles, d'un universitaire qui élève jusqu'à lui ses auditeurs, d'un homme d'affaires qui n'attache de prix qu'aux convictions mûrement délibérées : seules elles ignorent les réactions et bravent la durée. Il ne faudrait point y voir la froideur naturelle d'un homme qui dédaigne les sentiments et ignore la pitié.



Ce n'est point impunément que le Très Hon. H. H. Asquith est né et a vécu dans un bourg industriel, a été élevé au milieu de cette cité qui, par l'étendue de ses murs et le nombre de ses habitants, est tout un monde et forme tout un peuple. Les problèmes ouvriers se sont imposés au regard de l'enfant et à l'attention du collégien. Une connaissance personnelle des questions sociales qu'ont ignorées les libéraux orthodoxes, une sympathie réfléchie pour des solutions législatives,

qu'ils ont condamnées, achèvent de donner à l'activité parlementaire de notre héros son originalité.

Jamais, dans notre histoire[1], l'État n'a eu un besoin plus urgent d'être mieux équipé, car jamais nos hommes d'État n'ont eu à faire face à des problèmes plus sombres et plus graves... Derrière et dessous la surface de la vie sociale il y a des spectacles terribles, douloureux, et cependant suggestifs pour ceux qui ont des yeux pour voir. Le journalier laboure des champs qui ne lui appartiennent pas, saison après saison, avec une industrieuse patience, sans d'autre espoir pour ses vieux jours que les subsides précaires de la charité publique ou privée. L'ouvrière, vieille avant l'âge, mène une vie pire que celle du serf médiéval, dans l'antre hideux de l'entrepreneur à façon. Le petit enfant tremble dans le froid et dans la nuit, tandis qu'il attend, aux écoutes, terrorisé, la démarche incertaine, qui sera le signal du retour de ses parents au logis. Sûrement, ce sont là des images, si nous pouvions seulement les reconnaître, plus émouvantes pour l'imagination, plus suggestives pour le sens de l'injustice, que n'importe laquelle des visions, qui aient jamais inspiré croisé ou chevalier errant. Tant que ces choses dureront, il y aura du travail sur la planche, des éperons à gagner, pour tous les soldats enrégimentés dans l'armée du progrès. Vous et moi, qui avons accepté de servir dans ses rangs, renouvelons ce soir notre serment de fidélité à cette grande cause, dont la justice est le terme et la liberté le moyen, et dont le sort est étroitement lié aux meilleures espérances que l'on puisse former pour l'avenir de notre patrie.

Dominé par ces préoccupations, conscient de ces devoirs, Asquith a imposé, ou accepté d'imposer, par la loi et par l'État, à la liberté individuelle toutes les restrictions, qu'il a cru nécessaires, pour relever ce niveau matériel et moral, au-dessous duquel il n'est pas de vie libre.

Son premier acte, en arrivant au pouvoir, est de

1. 20 janvier 1893.

remanier l'organisme, encore embryonnaire, de l'inspection du travail[1]. Homme d'affaires, il modifie les degrés hiérarchiques et crée des centres régionaux. Radical avancé, il ouvre les cadres de l'administration nouvelle aux femmes et aux ouvriers. Quinze d'entre eux sont, pour la première fois, nommés aides-inspecteurs. Ministre actif, il élargit le champ d'action de ses agents, les envoie dans les taudis où peinent les victimes du marchandage, les charge de faire une enquête et d'établir une réglementation dans un certain nombre d'industries insalubres : fabriques de porcelaines, usines de produits chimiques, carrières à ciel ouvert, tissages de toile irlandaise. En même temps que le ministre de l'Intérieur développe les organes administratifs, il étend le contrôle législatif. Par un premier texte[2], il accepte la théorie du risque professionnel, le met à la charge du patron, facilite la procédure, accroît le taux des indemnités, et ouvre à tous les travailleurs les bénéfices de la réforme. Dans une seconde proposition, il pousse plus loin la doctrine interventionniste. Ce n'est plus l'accident qu'il prévoit, c'est le travail qu'il réglemente, chaque fois que l'hygiène, l'âge ou le sexe lui en donnent le droit. La loi du 6 juillet 1895 détermine le cube d'air nécessaire par ouvrier employé, donne des armes contre l'industriel qui refuse de prendre les précautions prévues pour l'emploi des machines. Elle interdit enfin le travail à domicile pour les enfants et en fixe la durée pour les femmes et les mineurs. Un troisième *bill*[3] donne aux inspecteurs du travail le droit d'intervenir,

1. Novembre 1892, janvier et octobre 1893.
2. Adopté par les Communes en deuxième lecture le 20 février 1893 et abandonné à la suite de l'hostilité des Lords le 20 février 1894.
3. Loi déposée le 2 mars 1895 et abandonnée après la chute du Cabinet.

non plus pour protéger les faibles ou prévenir les accidents, mais pour surveiller le contrat du travail, contresigné par les adultes. Les agents du pouvoir exécutif veilleront à ce qu'aucune somme ne soit déduite, soit en raison d'amendes, soit pour location d'outils, des salaires dus à un ouvrier, sauf dans des cas prévus et dans des formes prescrites. La réglementation du labeur des adultes, qu'il s'agisse de la fermeture obligatoire des magasins [1] ou de la journée de huit heures dans les mines [2], n'a rien qui éveille les scrupules juridiques ou inquiète les traditions libérales d'H. H Asquith.

Il en est de même de la municipalisation des services publics, cette seconde forme de l'utilitarisme social d'outre-Manche [3].

Des maisons ouvrières, la destruction des impasses et des masures, l'établissement de bains et de lavoirs publics, la création et l'entretien d'espaces libres pour l'air pur et les jeux physiques, l'organisation de bibliothèques et de salles de lecture gratuites, où chacun, quelle que soit sa situation sociale, puisse trouver accès auprès des meilleures sources d'information sur la vie contemporaine et mondiale, et auprès des sages maximes, des sages dictons tombés des lèvres des grands hommes d'autrefois : tout cela est nécessaire dans une collectivité qui se respecte, vit sainement et progresse. Pourquoi est-ce aux municipalités de les fournir? Parce que l'expérience démontre que ce sont là des choses, pour lesquelles on ne saurait s'en remettre à l'action anarchique et inorganisée de la libre concurrence... Nous considérons donc que c'est à la fois son devoir et son intérêt, pour une municipalité, que de coordonner les forces organisées de la vie collective de manière à améliorer les conditions de la vie quotidienne.

1. 21 mars 1893.
2. 25 avril 1894.
3. Leeds, 30 octobre 1893.

Pas plus pour justifier le socialisme municipal que pour défendre l'interventionnisme législatif, H. H. Asquith n'invoque une théorie économique ou une idée générale. Il n'est ni un savant, ni un philosophe. La doctrine anti-individualiste, la morale de la solidarité sont, pour lui, des formules vides de sens, parce qu'elles sont vides de faits. Il se borne à préciser les nécessités du moment, les intérêts en jeu. L'utilitarisme est la seule philosophie dont il puisse invoquer les arguments et continuer la méthode. Cette doctrine toute britannique est l'évangile des hommes d'affaires.

***

Le Très Hon. H. H. Asquith reconnaît que les réformes ouvrières constituent des concessions inévitables : il vaut mieux céder à l'équité qu'à la force. Mais l'universitaire et le juriste avaient trop le goût de l'ordre et le culte de la discipline pour ne pas, une fois arrivé au pouvoir, exiger de tous et partout le respect de la paix publique. Qu'il s'agisse des meetings tenus à Hyde Park; des dynamiteurs irlandais, en faveur de qui interviennent les nationalistes; des désordres qui, au cours de la grève des mineurs du West Riding, du Yorkshire, ensanglantent les rues de Featherstone, le ministre de l'Intérieur assure avec une calme énergie et une ténacité hautaine le respect de la loi, de toute la loi.

Ce sont là des souvenirs qu'il faut évoquer pour comprendre l'attitude d'Asquith au cours de la guerre sud-africaine. Avant que la lutte ne s'engage, il s'associe à ses collègues radicaux pour blâmer le raid Jameson et la diplomatie conservatrice, mais, une fois que les Boers ont lancé leur ultimatum, il ne veut plus partager les indignations ni s'associer aux efforts

de son parti. Le canon a parlé : les orateurs doivent se taire. Les droits politiques des colons anglais, l'hégémonie britannique dans l'Afrique méridionale sont en jeu : il faut faire bloc derrière le gouvernement. Et Asquith, avec sir Edward Grey, Haldane et lord Rosebery, se refuse à partager les théories juridiques et les scrupules humanitaires de sir Henry Campbell-Bannerman et de D. Lloyd-George. Les réalités politiques pèsent d'un plus grand poids, auprès de cet avocat d'affaires, que les distinctions du droit international et les maximes d'un idéalisme intransigeant. Cet homme d'ordre a l'horreur des querelles intestines et le respect de la discipline militaire. Ce Saxon du Yorkshire est plus sensible que les Celtes Écossais et Gallois aux émotions passionnées et aux images brutales de l'épopée impérialiste.

Qu'est-ce pour nous que l'Empire [1] ? Ce n'est pas un syndicat pour l'exploration et l'exploitation des races du monde. Ce n'est pas une simple association commerciale, fondée sur la communauté des profits et pertes. Ce n'est pas uniquement une société d'assurance mutuelle pour la protection de ses membres contre les attaques du dehors. Pour nous, la signification et la valeur de l'Empire résident dans ce fait que, malgré tous ses échecs et toutes ses fautes, malgré tous ses points faibles et toutes ses taches sombres, il constitue le plus grand et plus fécond essai, que le monde ait encore vu, d'une union corporative de communautés libres et émancipées... Une pareille conception de l'Empire, loin de paralyser, stimule au contraire ces aspirations et ces efforts, que nous résumons sous le nom de réformes sociales. C'est à nos hommes d'Etat de faire en sorte que l'Empire mérite qu'on désire y vivre et qu'on accepte de mourir pour lui.

Mais ces images émouvantes, ces enthousiasmes patriotiques n'altèrent point son jugement avisé. Les

1. 19 juillet 1901.

sentiments, pas plus que les théories, ne troublent cet équilibre. Et lorsque son allié d'un jour, J. Chamberlain, essaie de profiter de la poussée impérialiste pour bouleverser la politique commerciale du Royaume-Uni, et réaliser en quelques mois un programme protectionniste, Asquith ne partage ni ses illusions ni ses espérances. Quel que soit l'attrait qu'exerce sur sa sensibilité le projet de fédération impériale, les partialités de l'enthousiasme ne l'empêchent point de voir les réalités économiques, qui s'opposent au rève des tarifs différentiels. De jeunes industries dressent leurs usines sous toutes les latitudes et aspirent à suffire aux commandes du marché local, aujourd'hui approvisionné par la mère-patrie. Les débouchés étrangers absorbent les deux tiers des produits britanniques et rendent impossible à un pays, qui doit vendre pour ne pas mourir de faim, de se contenter des terres sur lesquelles flotte le rouge étendard. La froideur voulue de son tempérament équilibré met Asquith à l'abri des enthousiasmes dangereux. Le réalisme instinctif de sa pensée utilitaire le met en garde contre les systématisations hâtives. Des sociologues, désireux d'établir la faillite intégrale du libéralisme orthodoxe, concluent des progrès de l'interventionisme législatif et du socialisme municipal, à l'avènement du protectionnisme, cette troisième forme de la réaction anti-individualiste. H. H. Asquith est trop au courant des réalités psychologiques, pour ne pas se méfier de cette déduction logique. Il connaît l'ouvrier anglais, ses besoins de nourriture abondante, son horreur de l'épargne quotidienne. Il prévoit les répercussions familiales des tarifs douaniers. Il devine les ennuis. Il escompte les colères. Déterminé, non par des arguments de théorie, mais par des considérations de fait, il reste libre-échangiste.

Rentré dans le rang, le Très Hon. H. Asquith, qui suit pas à pas, pour le réfuter, J. Chamberlain à la Chambre et dans le pays, se révèle comme le plus dangereux de ses adversaires. Tout le sert : ses souvenirs d'historien, ses habitudes de *barrister*, ses travaux d'économiste. Universitaire, formé à l'école d'Oxford, il rappelle le temps où, avant la victoire libre-échangiste de 1846, « 20 000 travailleurs à Leeds touchaient des salaires inférieurs à 1 fr. 25 par semaine » ; tandis qu'à « Nottingham un cinquième de la population était à la charge de l'Assistance publique » et qu'à Manchester « *12 000 females* » mouraient de faim [1]. Avocat habitué à toutes les roueries des interrogatoires, il excelle dans l'art de saisir et de résumer les contradictions.

Des droits sur les denrées alimentaires ne pèsent pas, nous dit-on, sur le consommateur, et cependant on n'ose pas imposer le lard et le maïs, parce qu'ils constituent la nourriture des membres les plus pauvres de la collectivité... On frappera d'un droit de 10 p. 100 les importations de produits ouvrés, à la fois pour accroître les ressources budgétaires, ce qui suppose que les objets manufacturés entreront et paieront le tarif, et pour fournir de nouveaux débouchés à la main-d'œuvre britannique, ce qui suppose que ces mêmes importations étrangères cesseront complètement.

Collaborateur de l'*Economist*, il jongle avec les chiffres et dément les statistiques de J. Chamberlain.

Résumant, le 17 mai 1904, cette bataille acharnée qui aboutit au désastre conservateur de 1906, H. Asquith rendit hommage au talent et à l'argent dépensés par son adversaire :

Il ne manquait à cette campagne qu'une ou deux choses, fort simples et bien banales : un peu de logique, un peu

1. Discours recueillis dans *Trade and the Empire*, Methuen, *passim*.

d'arithmétique, un peu d'histoire. Si la doctrine a échoué, comme elle l'a fait jusqu'à présent, c'est qu'elle doit assiéger et enlever une des plus formidables et des plus inattaquables forteresses qu'il y ait au monde : à savoir, le bon sens du peuple anglais.

H. Asquith en a été, grâce à ses connaissances d'historien, à ses aptitudes d'avocat, à ses travaux d'économiste, l'interprète le plus redoutable. Les services rendus effacèrent les souvenirs d'une passagère scission et ouvrirent les portes du pouvoir.



Il apporte dans l'exercice de l'autorité suprême le même tempérament dont nous avons analysé la formation et précisé les caractères. En 1908, à la tête de son parti et de son pays, le Très Hon. H. H. Asquith est ce qu'il était lorsque, en 1886, il entra au Parlement et, en 1893, reçut son premier portefeuille : un bourgeois libéral, dont le programme démocratique et les solutions législatives s'élargissent sous la pression de la poussée ouvrière; une tête froide, dont le réalisme instinctif et le jugement sûr ne sont troublés ni par la chimère de l'idée ni par les caprices du cœur; un orateur alerte, aristocratique et concentré, qui répugne aux digressions boursouflées, aux banalités improvisées, et cherche à relever la monotonie de résumés concrets par la pureté de la forme ou le classicisme d'un souvenir.

La tâche qu'il aborde, avant que l'âge ait affaibli la vigueur de son corps et la sûreté de son regard, la lucidité de son esprit et le calme de ses nerfs, est singulièrement ardue. Les difficultés de tout ordre abondent. Il faut ménager la gauche ouvrière, sans inquiéter le centre modéré ; exécuter un programme radical, malgré

l'opposition de la seconde Chambre; trouver de l'argent à la fois pour réaliser des réformes sociales et construire de nouveaux cuirassés; traverser sans encombres une crise économique, qui frappe le commerce et accroît le paupérisme. Il importe, enfin, de rester fidèle aux traditions pacifistes du parti libéral, malgré les diplomates qui travaillent et les nuages qui s'amoncellent. Les conservateurs se réorganisent. Les protectionnistes reprennent confiance. Les socialistes s'agitent.

Calme et serein, le masque immobile, l'œil bien ouvert, Asquith étudie ces difficultés, sans se laisser aveugler par une doctrine ou troubler par une émotion, avec la méthode d'un *barrister*, la culture d'un universitaire et le jugement d'un industriel.

V

LORD RANDOLPH CHURCHILL

I. Le cadre historique de Blenheim. — Portrait physique de lord Randolph Churchill. — 1° Son enfance sportive. — Le collégien d'Eton. — Ses extraordinaires aventures. — Il s'intéresse aux questions politiques et prononce à quinze ans son premier discours. — A Oxford, il mène la même vie qu'à Eton. — Une lettre politique. — 2° Voyage en Europe. — Mariage romanesque. — Entrée au Parlement. — Le premier discours. — Un incident mondain l'oblige à une retraite prématurée et utile. — Secrétaire du vice-roi d'Irlande. — Ce qu'il apprend. — 3° Le Parlement libéral de 1880. — Le quatrième parti : les hommes et la tactique. — 4° Lord Randolph et sa lutte contre les leaders tories. — Fondation de la *Primrose league*. — Sa conquête des organisations conservatrices.

II. 1° Coup d'œil sur sa carrière. — L'orateur. — Attaques et ripostes égalément terribles. — L'horreur de l'idée et les images concrètes. — Sa tactique politique et son programme électoral. — 2° Lord Randolph ne reste que quelques mois à l'*India Office*, mais ce stage ne reste pas inaperçu. — Son autorité grandissante. — Ministre des finances et *leader*. — Son projet de budget démocratique. — Le conflit avec le parti conservateur. — 3° La retraite, la maladie, la mort.

Les dynasties politiques ne sont point un accident dans les annales parlementaires du Royaume Uni. Ces familles d'hommes d'État constituent pour l'historien un champ précieux d'expériences psychologiques. Il peut suivre, pendant plusieurs générations, sur des hommes de même sang, enrégimentés dans le même cadre, fidèles aux mêmes drapeaux, l'action précise de

l'évolution intellectuelle ou sociale. La carrière des deux Churchill nous fournit un exemple caractéristique.

I

Randolph Henry Spencer Churchill, — plus connu sous le nom de lord Randolph Churchill, — était le fils cadet du VIIe duc de Marlborough. S'il naquit à Londres le 13 février 1849, son enfance, ainsi que celle de ses dix frères et sœurs, ne s'en déroula pas moins, paisible et heureuse, dans le cadre aristocratique du château de Blenheim.

Tous les souvenirs de l'Angleterre flottent autour de cette demeure offerte par un souverain reconnaissant au vainqueur des Français. Alfred le Grand et le Prince Noir ont erré dans la forêt de Woodstock. Le puits de la blonde Ronsamonde bâille toujours non loin du lac. Des combats entre royalistes fidèles et soldats puritains se livrèrent dans les environs. Et l'on croit avoir retrouvé les ruines des villas, où venaient hiverner, attirés par la douceur humide du climat, les gouverneurs romains des provinces occidentales.

Seuls les souvenirs militaires ont laissé quelque empreinte sur le visage de ce descendant de Marlborough. Lord Randolph n'a rien du gentilhomme, affiné par une culture profonde et des traditions intellectuelles. Le front légèrement fuyant, au-dessous des cheveux rabattus et séparés par une raie militaire, accroît l'extraordinaire relief des sourcils. Les yeux petits et ronds, au globe légèrement proéminent, ont ce regard fixe et têtu qui trahit les convictions rapides et profondes. Le nez, à la ligne relevée, aux narines trop ouvertes, manque de régularité et de finesse. Au-dessous de la moustache d'officier, au-

dessus du menton court et rond, la bouche invisible se devine rude et tenace. Et cette tête, hardie et combative, aux oreilles larges et saillantes, est attachée, par des muscles puissants, visibles à travers le col échancré, au corps, petit mais râblé, d'un homme de sport et de chasse. Il y a dans cette silhouette, dans ce visage, quelque chose de la vigueur et de la rudesse du gorille féroce, du bull-dogue, auxquels les caricatures devaient si souvent comparer lord Randolph Churchill.

***

Dès l'enfance, on voit éclater toute la violence d'une nature fougueuse, tempérée seulement par des préoccupations religieuses et des traditions politiques.

A Woodstock, les seules dispositions que lord Randolph révèle de bonne heure sont celles d'un sportsman distingué. A neuf ans, il monte à cheval avec l'aisance d'un cavalier accompli : il suit les chasses d'un vieux *tenant* des Marlborough. Un jour d'automne 1859, le gamin revient triomphant, les joues colorées du sang du renard, le *brush* à la main : il avait été initié, suivant les règles de l'art. Quelque neuf ans plus tard, l'élève devient un maître, forme une petite meute. L'audace de ses galops, le récit de ses chutes, la bonne grâce avec laquelle il distribue les poignées de mains et absorbe les verres de bière, gagnent au jeune homme l'admiration des fermiers. Elle était partagée par le maître d'école, mais pour des raisons différentes : le jeune chasseur donne à ses camarades l'exemple de convictions anglicanes particulièrement ardentes. Il leur lit la

Bible avec une autorité remarquée. Il adhère à une société enfantine d'édification religieuse.

A Éton, le collégien conquiert l'admiration de ses camarades. Son rire est constant et communicatif. Il lance la mode des vestons aux couleurs éclatantes et introduit les chiens au collège. Il descend les escaliers sur les rampes et enfonce les portes, plutôt que de tourner le bouton. Il provoque en combats singuliers tous ceux qui sont plus âgés et plus forts que lui. Il habite avec 15 gamins la maison de M. Frewer, et lorsqu'il passe dans la 5e *form*, avant même d'atteindre la classe où les grands ont droit aux services des petits, Randolph décide que les 15 camarades lui serviront de *fags*. Nul ne bronche. Il dresse des plans de campagne et les exécute fidèlement. Il pille les jardins fruitiers et bouscule les gendarmes, qui veulent l'empêcher d'escorter la voiture du Prince de Galles.

Mais cet écolier prend intérêt aux questions politiques : il a conscience des destinées auxquelles il est réservé. Le siège de Woodstock, dont le duc de Marlborough désignait sans conteste possible le titulaire, a été occupé par des parlementaires connus : sir John Gladstone, lord Shaftesbury, le grand philanthrope. Par une curieuse coïncidence, les représentants de Blenheim, bien qu'ils appartinssent au parti tory, ont toujours accepté docilement les réformes nécessaires. Le père de lord Randolph Churchill, gagné aux idées libre-échangistes, avait dû, en 1845, remettre sa démission au duc de Marlborough, qui prenait, comme propriétaire foncier, un intérêt tout particulier à la discussion des droits sur les blés. En 1857, l'oncle paternel de l'écolier d'Éton remplace aux Communes le père de lord Randolph, promu à la dignité de VIIe duc de Marlborough. Fidèle aux tradi-

tions progressistes des représentants de Woodstock, le nouveau député, lord Alfred Churchill, évolue lentement vers le Whiggisme, et vote pour le budget libre-échangiste de Gladstone. Oublieux de ses convictions passées, le VIIe duc épouse les opinions du VIe et reproche amèrement au Député sa trahison. Lorsqu'en 1864, les électeurs offrent un banquet à lord Alfred Churchill, le propriétaire du château se refuse à y assister et délègue son fils pour le représenter. L'écolier d'Éton prononce son premier discours politique : il avait quinze ans.

A Oxford, l'étudiant continue l'existence d'Éton. Il dépense, dans des bagarres, le trop-plein de ses forces. Il s'obstine à fumer, en soutane et toque, malgré les règlements universitaires, et paie de fortes amendes. Il brise à coups de pierres les fenêtres du Randolph Hôtel : il est arrêté, accusé d'ivresse, poursuivi et acquitté. Par un soir d'hiver rigoureux, le *Warden*[1], le dos à un bon feu, adressait de fortes remontrances à lord Randolph, qui grelottait dans un coin de la pièce. Au bout de dix minutes, les rôles étaient renversés : l'étudiant pérorait confortablement adossé à la cheminée, et le Proviseur écoutait, isolé dans le coin glacial. Peu à peu se dessinent les caractères de cette nature combative et orgueilleuse, amoureuse de vie, dédaigneuse des idées. L'héritier des Churchill suit les cours sans entrain, subit les examens sans éclat. Le soir, épuisé par les sports, il s'endort sur son fauteuil, un livre sur les genoux : il ne dépasse pas les premières pages. Peu à peu, cependant, cette pensée engourdie s'éveille. Elle s'intéresse sinon aux œuvres littéraires et philosophiques, du moins aux travaux d'histoire

1. Proviseur.

politique, aux études de droit constitutionnel. Seules, ces questions attirent la curiosité du fils de soldat. Ses lettres, médiocres et ternes, se terminent toujours par une allusion précise aux attaques de *Dizzy*, Disraëli contre Gladstone. Sa pensée, inculte et paresseuse, fait preuve de finesse et d'ingéniosité, dès qu'il s'agit de prononcer un discours ou de rédiger une note politique. En 1869, lord Randolph veut prendre la défense de son père, et la lettre qu'il écrit révèle à son professeur, le Dr Creighton, les aptitudes politiques de l'étudiant.

Le jour où elles auront été développées par un sérieux apprentissage, lord Randolph Churchill, servi par l'audace de sa combativité, la précision de son vouloir, la certitude de son orgueil, se révélera comme un adversaire dangereux.

***

Après un long voyage en Europe, en 1870, l'étudiant d'Oxford était rentré au logis, avec une abondante moisson de faits observés et de livres dépouillés. Il connaissait les musées d'Europe. Il adorait les romans de France. Un vernis mondain recouvrait d'un voile, vite percé, la forte et simple charpente du descendant des Marlborough.

Quelques mois plus tard, il assiste, à Cowes, aux fêtes données à l'occasion de la visite du Czarewitch. Il rencontre la fille d'un journaliste américain, qui au temps de la guerre de Sécession, défendit lui-même les bureaux du *New York Times* contre des émeutiers, le fusil à la main, et qui depuis fonda les deux premiers champs de courses des États-Unis. La beauté de miss Jérôme, une brune aux yeux noirs, l'éclat de sa conversation frappent lord Randolph

Churchill. Le lendemain, il dîne chez elle. Le surlendemain, il lui déclare sa flamme et écrit à son père : « J'espère que vous ne serez pas contrarié de ce que je ne vous aie point consulté, avant de rien lui dire. Vraiment, j'en avais l'intention. Mais, le soir qui précéda mon départ, il me fut impossible de dominer les sentiments de tristesse que me causait la séparation ; et je lui dis tout. » Conseils, séparations, voyages, deuils ne parvinrent pas à triompher de l'obstination de lord Randolph. Une transaction s'imposait. Elle s'effectue sur un original compromis. Le siège de Woodstock était vacant. La candidature libérale avait des chances de succès. Si lord Randolph accepte de défendre l'étendard conservateur et de renouer les traditions familiales, le Duc retirera son opposition. Ainsi dit, ainsi fait. Lord Randolph rentre à Blenheim, visite tous les *cottages*, serre toutes les mains « plus ou moins lavées », réveille les souvenirs passés, et est élu par 165 voix de majorité sur 973 votants. Le Duc part pour Paris, voit miss Jérôme, et autorise le mariage. Le 15 avril 1874, il est célébré à l'Ambassade britannique et, quelques jours après, lord Randolph Churchill fait ses débuts au Parlement.

Les circonstances sont propices. La crise du libéralisme commence, et Disraëli inaugure cette politique de réformes ouvrières et d'aventures impérialistes qui doit assurer, sauf pendant cinq ans, l'hégémonie du parti conservateur jusqu'en 1906. Le jeune député était à bonne école. Le 22 mai 1874, il prend la parole pour protester contre le projet d'édifier des casernes à Oxford. Il veut que la « paix des cloîtres » ne soit point troublée par le tumulte « de soldats en bordées » ou « d'ouvriers en goguette ». Le parlementaire de vingt-cinq ans ignore les formules diplomatiques ; et la brutalité de ses épithètes provoque

les protestations de ses adversaires. Mais Disraëli, avec la perspicacité de sa race, devine ce qui se cache sous cette rude enveloppe. « Vous serez heureuse d'apprendre, écrit-il le lendemain à la duchesse de Marlborough, que lord Randolph a fait, hier au soir, un très heureux *début* à la chambre des Communes. S'il est maître de lui et assidu, il peut arriver à une situation digne de son nom. »

Ce succès et ce jugement, la fortune et la beauté de lady Randolph donnent une situation exceptionnelle au jeune ménage. Ses invitations étaient fort appréciées. Disraëli honore parfois les dîners de sa présence. Entraîné dans ce tourbillon mondain, le jeune Député aurait peut-être négligé son apprentissage parlementaire et ne se serait jamais élevé jusqu'à la gloire, si un incident n'était venu rompre les liens qui l'unissaient à la société élégante. Son frère eut un fâcheux différend avec un cercle de Londres. Lord Randolph épouse cette querelle avec sa fougue coutumière. L'un et l'autre sont mis au ban ; et le duc de Marlborough, pour sauver la situation de son fils, se décide à accepter le poste écrasant de Vice-Roi d'Irlande et à s'attacher lord Randolph comme secrétaire particulier.

Ce nouvel incident exerça sur sa carrière une indéniable influence. Comme le remarque son filial biographe, il est probable que, sans cette retraite prématurée et prolongée, le député de Woodstock n'aurait point acquis autant de connaissances pratiques, adopté la même politique réformatrice. Isolé dans l'île d'Erin, qu'il parcourt en tous sens pour chasser ou pêcher, il regarde, observe, interroge. Il noue de précieuses relations avec l'élite de la jeunesse locale. L'étude complète et méthodique du problème irlandais donne à lord Randolph une maturité précoce, une supériorité

incontestée. Elle fait plus. Elle le met sur la voie d'idées nouvelles. Le combatif n'aime pas les échecs. Le violent méprise les atermoiements. Le jeune Anglais constate la faillite de la politique tory en Irlande; esquisse un plan nouveau; rêve d'une méthode différente. Le 18 septembre 1877, devant ses électeurs de Woodstock, il oppose au projet anarchique de *Home-Rule*, à la stagnation législative du gouvernement tory, un programme de réformes irlandaises, scolaire et municipal. Ce discours provoque la stupeur des chefs. Et le duc de Marlborough se hâte d'écrire à sir Michael Hicks-Beach, qu'il ne voit que deux explications : « Ou bien Randolph est fou; ou bien il a été fâcheusement impressionné par le champagne ou le bordeaux de l'endroit ».

Le Député tient bon; et, l'année suivante, il publie une brochure sur le problème scolaire en Irlande. La solution qu'il préconise, le maintien de l'enseignement confessionnel, les subventions aux écoles privées, auraient probablement réconcilié l'Église catholique romaine avec les conservateurs et affaibli d'autant les nationalistes. En mars 1878, à propos de la discussion d'un projet de loi judiciaire, lord Randolph Churchill précise à nouveau son attitude indépendante et ses aspirations réformistes :

« J'ai poussé le dernier soupir du parti tory expirant. Il a eu beaucoup d'ennuis à supporter. Il a avalé une quantité énorme de choses désagréables. Il a vu sa bannière traîner dans bien des sentiers boueux. Elle a été tellement roulée dans des mares immondes, qu'elle est changée au point que personne ne peut plus la reconnaître.

Désormais, la ligne politique de lord Randolph est tracée. Elle est ce que permettait de prévoir un tempérament batailleur, également rebelle au joug des doctrines et à la discipline des partis.

*
* *

Lorsque le parlement libéral de 1880 se réunit pour la première fois, les conservateurs étaient complètement découragés. Ils n'avaient ni plan d'action, ni programme de gouvernement, ni chef respecté. Lord Randolph Churchill leur donne une tactique, un drapeau, un *leader*.

Le 24 mai 1880, il prend la parole pour protester contre l'admission au parlement de Charles Bradlaugh, le républicain malthusien et athée. Il lit ses œuvres, les jette sur le parquet, les piétine. Dans cette bataille, dont la durée et les épisodes portent un coup sensible au prestige de Gladstone, lord Randolph trouve trois alliés, actifs, hardis, prêts à triompher des hésitations et à dépasser les instructions de leurs *leaders*, timorés et endormis. L'un, Sir Henry Drummond Wolff, un *squire* petit et carré, aux larges favoris et à la moustache hirsute d'un roux ardent, de majestueuses lunettes chevauchant sur le nez et le chapeau rabattu sur les yeux, était le fils d'un voyageur connu et un spécialiste des questions étrangères. Spirituel et imperturbable, courtois et glacial, versé dans tous les détails de la procédure parlementaire, le député de Portsmouth était passé maître dans l'art de poser à ses adversaires, d'une voix suave, en quelques phrases ciselées, des questions embarrassantes. L'autre, M. Gorst, depuis Sir John Gorst, un juriste distingué, au monocle vissé et à la longue barbe, était un vétéran des Communes et un disciple de Disraëli. Il avait été chargé, en 1868, de réorganiser les associations électorales conservatrices ; et lord Beaconsfield lui attribuait tout le mérite de la victoire inespérée de 1874. Le troisième, un élégant

gentleman, aux jambes longues et maigres, la tête couronnée d'une abondante chevelure, encadrée de favoris et de moustaches blondes, toujours appuyé sur le dossier de son banc, les yeux perdus dans le rêve, n'était qu'un conscrit. A. J. Balfour arrivait au Parlement avec la réputation d'un philosophe mondain, d'un amateur de musique ; et nul, sauf peut-être lord Randolph n'aurait pu prédire les lointaines destinées de cet esprit d'un charme pénétrant, mais d'une aristocratique nonchalance. Lord Randolph eut le mérite de grouper ces personnalités différentes et de leur trouver un mot de ralliement : « Le *quatrième parti* ». Il sera le ferment de la renaissance conservatrice.

Et tout de suite, la tactique qui devait assurer la victoire des tories se dessine. Le premier projet de loi dont Gladstone saisit le Parlement est un *Bill* sur les *accidents du travail*. Les quatre amis se concertent, et décident de critiquer le texte ministériel comme trop conservateur. Avec une inlassable ténacité, les quatre Mousquetaires, et en particulier lord Randolph et M. Gorst, démontrent l'inanité des restrictions proposées et la justice de certaines extensions. La stupeur des libéraux ne connut point de bornes, lorsque le *quatrième parti*, après avoir précisé sa tactique dans la discussion des projets de lois ministériels sur *les lièvres et les lapins*, sur *les cimetières*, passa de la défensive à l'offensive, de la critique à l'action. Lord Randolph dépose un *Bill* sur les *petites dettes*, qui décide que les créances inférieures à 2 500 francs seront prescrites au bout d'un an. Mais ses vrais succès ne datent que des débuts de la crise irlandaise. Et les réquisitoires enflammés contre la politique tour à tour indulgente et arbitraire du Ministre libéral, M. Forster, qu'il prononce au Parlement le 5 juillet, et à Preston le 21 décembre 1880, portent lord Randolph aux premiers rangs.

Pendant toute la session de 1880, les quatre amis restent sur la brèche. Lord Randolph prend la parole 74 fois et pose 21 questions. Disraëli, retiré et vieilli, se fait tenir au courant des faits et gestes du *quatrième parti*. « Quand mes amis reviendront au pouvoir, ils devront donner à lord Randolph ce qu'il lui plaira de demander; et dans peu de temps, ils devront prendre ce qu'il lui plaira de leur donner. »

Et, en effet, avec sa combativité coutumière, lord Randolph se lance à l'assaut des organisations électorales conservatrices.

*
* *

Leur *leader* était un glorieux vétéran. Sir Stafford Northcote avait débuté sous sir Robert Peel, comme secrétaire particulier d'un de ses ministres. Il avait été secrétaire d'État pour les Indes et chancelier de l'Échiquier. Son âge, ses titres, ses habitudes lui donnaient une prudence, une dignité, une courtoisie, qui exaspéraient le combatif député de Woodstock. Le *quatrième parti* se ligue contre *le Bouc*, et, dès le 20 août 1880, au Carlton Club, sollicite sa mise à la retraite. Sur les conseils de Disraëli, une transaction intervient; mais lord Randolph n'est pas de ceux qui abandonnent la piste du gibier qu'ils ont traqué. Il recourt à tous les moyens pour faire triompher ses idées, pour obtenir un changement de personnes, de méthode et de tactique. Le 6 novembre 1882, dans un débat sur la clôture, il interroge :

Le parti tory est-il préparé et résolu à ne plus prétendre, à renoncer à toute initiative en matière de législation sur les grands problèmes? Est-ce que la démocratie conservatrice qui a créé le groupe de lord Beaconsfield, ne doit plus avoir d'autre attitude que celle d'une opposition hargneuse? Est-il vrai, comme nos ennemis le disent, que la coercition Irlan-

daise et la guerre étrangère doivent être « l'unique raison d'être, le but unique » des ministères tories?

Au mois de décembre, après un échange de lettres peu courtoises avec sir Stafford Northcote, il développe la même thèse devant une délégation des électeurs de Manchester. Le 2 avril 1883, dans une lettre au *Times*, il revient à la charge, reprend ses arguments contre les personnes et les idées. Le 9, sans avoir été découragé par la violence des attaques, il publie une seconde lettre, où il demande qu'une direction unique soit substituée au double *leadership* de lord Salisbury, dans la Chambre haute, et de sir Stafford Northcote, dans la Chambre basse. Dix jours après, il apprend qu'une statue de lord Beaconsfield va être solennellement inaugurée par l'état-major du parti. Il écrit, dans la *Fortnigthly Review*, sous le titre d'*Eelijah's Mantle*, une étude sur son maître. Il montre qu'il est possible de déduire de la formule : *Sanitas sanitatum, omnia sanitas*, tout un programme de réformes sociales, par les conseils d'hygiène, l'amélioration des maisons ouvrières.

Le même jour sir Henry D. Wolf et lord Randolph Churchill, en apercevant les *primevères* qui ornaient, en souvenir de lord Beaconsfield, la boutonnière des députés conservateurs, décident la création d'une association électorale nouvelle, la *Primrose League*. De 957 le nombre de ses adhérents passe à 11 366 en 1885, 237 283 en 1886, 565 861 en 1887, 1 million en 1891. Il ne suffit pas à lord Randoph d'avoir un groupement politique qu'il imprègne de ses idées et pénètre de son souffle, il n'oublie pas qu'il veut mettre la main sur l'organisme conservateur. Au mois d'octobre 1883, il profite du Congrès de l'*Union nationale des Associations conservatrices* pour protester,

comme membre de leur *Conseil*, contre les pouvoirs absolus du *Comité central*, qui fixe la politique, gère les finances du parti, se recrute lui-même, échappe à tout contrôle.

Si vous voulez gagner la confiance de la classe ouvrière, laissez-lui prendre une part large, réelle, et non apparente dans les conseils et la direction du parti !

Son plan est approuvé ; il est réélu avec quelques amis membres du *Conseil* ; il fonde un comité de réorganisation. La bataille est chaude. Elle dure un an. Lord Randolph fut, à plusieurs reprises, sur le point d'être vaincu. Il se relève toujours. Sa ténacité fut victorieuse. Au Congrès de 1884, il est acclamé. Il enlève la majorité des sièges au *Conseil*. Il sort en tête du scrutin. Il est élu Président. Les adversaires du principe démocratique durent transiger, supprimer le *Comité central*, accepter la réorganisation de l'*Union nationale*, reconnaître officiellement la *Primrose League*. Un an plus tard, en juin 1885, Lord Randolph enlevait le dernier retranchement : sir Stafford Northcote est promu à la Pairie et remplacé comme *leader* par sir Michael Hicks Beach.

L'œuvre du *Quatrième Parti* était désormais terminée. Il avait fait triompher ses deux idées politiques, la tactique parlementaire de la surenchère électorale, l'organisation démocratique des partis nationaux. Le *torysm démocratique* triomphait. Lord Randolph avait été l'organisateur de la victoire.

II

A trente et un ans, lord Randolph Churchill ranime la confiance de la minorité conservatrice, lui impose

une attitude, lui dicte un programme. A trente-cinq, il achève de conquérir et de transformer l'organisation électorale de son parti, renouvelé dans ses chefs et rajeuni dans ses idées. A trente-six, il est ministre, secrétaire d'État pour les Indes. Par ses conversations avec Parnell il assure aux candidats tories les votes irlandais, par son action sur le programme gouvernemental il donne au cabinet Salisbury un caractère progressiste. A trente-sept, il désorganise l'armée libérale par la scission des *anti-homerulers*, trouve aux conservateurs le drapeau neuf de l'Unionisme, gère le ministère des Finances et devient *leader* de son parti. A trente-huit, il n'est qu'un isolé, renié par ses amis et déchiré par ses adversaires. A quarante-six ans, lord Randolph Churchill disparaît.

Pour expliquer la rapidité de cette ascension, l'éclat de ce règne éphémère, l'écroulement tragique de ces ambitions, il suffit d'entendre parler lord Churchill.

*
* *

Le voilà qui se lève, les cheveux pommadés, la moustache cirée, le mouchoir débordant de la poche, les poings sur les hanches, la taille légèrement courbée, comme un lutteur qui veut prendre son élan, pour foncer, tête baissée, sur un adversaire. La parole n'est pas chez lui l'expression spontanée, instinctive de la pensée ou de la sensibilité, c'est un effort conscient, une attaque méditée. Il cherche beaucoup moins à démontrer qu'à vaincre. Il ne s'adresse pas à l'attention réfléchie des intelligences, mais aux forces impulsives de la passion et de la volonté. Son éloquence n'est point celle d'un artiste amoureux d'idées, mais d'un merveilleux excitateur d'énergies. Ses discours sont bourrés d'attaques et de ripostes, également terribles.

Écoutez plutôt. Voici d'abord pour M. Chamberlain :

La lutte à Birmingham n'est pas un combat semblable à celui, qui se livre dans les autres circonscriptions de l'Angleterre entre parti et parti. C'est une bataille entre un gouvernement populaire et une oligarchie corrompue ; entre la liberté électorale et le despotisme russe ; entre l'action loyale et l'espionnage vénitien ; entre la sécurité individuelle, l'ordre public et toutes les ressources, toutes les ingéniosités de la terreur et de l'intimidation. L'intégralité de l'autorité dans le *bourg* de Birmingham est presque complètement entre les mains du *caucus*.... Le *caucus*, agissant sous le nom de Conseil municipal, possède les usines à gaz ; détient le service des eaux ; contrôle les asiles de fous ; surveille les écoles primaires ; manipule les fonds municipaux jusqu'à concurrence de 25 millions de francs, paie quelque chose comme 2 millions de francs de salaires par an ; et le nombre des employés est d'environ 25 000. Chacun d'eux sait qu'il ne conservera sa charge, sa position, son travail, que s'il s'engage dans toutes les questions politiques et municipales à obéir aveuglément.

Gladstone n'est pas mieux traité que Chamberlain. Après avoir tracé le portrait de Redschid Pacha, « un petit vieillard au regard féroce, ratatiné », qui massacra des milliers d'être humains tout en prétendant « n'avoir d'autre objectif que la paix du monde et le bonheur de l'humanité », lord Randolph continue : « Ici, sur le banc des Finances, siège le nouveau Redschid Pacha ». Et c'est au cours de ces mêmes débats sur l'Égypte et le massacre de Khartoum qur le bouillant député s'écria en s'adressant à Gladstone :

Le meilleur discours que vous ayez jamais prononcé dans la chambre des Communes a été pour défendre un blasphémateur séditieux (Bradlaugh) ; le pire, que vous ayez jamais fait, d'un avis unanime, a été pour plaider la cause d'un héros chrétien (Gordon).

Les ripostes sont aussi terribles que les attaques.

La gaminerie avec laquelle il relève une majestueuse rebuffade de sir William Harcourt, le mépris sanglant avec lequel il réfute une attaque personnelle de M. Labouchère obligent ses deux adversaires à garder le silence pendant plusieurs semaines. Son épigramme terrible sur Gladstone, « le vieillard pressée », est resté célèbre dans les annales parlementaires. Une agressivité hargneuse caractérise cette éloquence soldatesque.

L'horreur de l'idée achève de lui donner son originalité. Cet homme soucieux d'agir, pressé de vaincre, a un profond dédain de l'idée. Elle voile la réalité. Elle retarde la volonté. Lord Randolph va droit au fait. Lui seul est intéressant; il constitue la vérité; il est un acte. L'image forme le centre, autour duquel gravitent les diverses fractions du discours. Un réquisitoire contre la politique de Gladstone ne sera qu'une série de visions précises, de faits concrets.

Les journaux nous apprennent que des délégations ouvrières sont allées rendre visite à Gladstone, et ont surpris le premier Ministre et maître Herbert, largement déshabillés, suant à grosses gouttes, occupés à détruire un chêne gigantesque, qui venait de rendre son dernier soupir. On permit aux ouvriers de contempler, de vénérer et d'adorer, et comme ils se sont tenus d'une manière exemplaire, on a fait un don à chacun de quelques copeaux en souvenir de cette scène mémorable. M. Gladstone avait dit qu'il leur donnerait, à eux et à tous les autres sujets de la Reine, beaucoup de lois, une grande prospérité, la paix universelle; « et il ne leur a donné que des copeaux. Des copeaux, pour les alliés fidèles dans l'Afghanistan; des copeaux, pour les indigènes confiants de l'Afrique méridionale; des copeaux, pour le fellah d'Égypte; des copeaux, pour l'industriel et l'ouvrier; des copeaux, pour le journalier

agricole; des copeaux, pour la chambre des Communes elle-même. A tous ceux qui se sont appuyés sur M. Glasdone, — qui ont eu confiance en lui, qui ont attendu quelque chose de lui, — des copeaux, rien que des copeaux durs, secs, inassimilables, indigestes. »

Un raisonnement économique sera plus concret encore :

Votre industrie du fer est morte, morte comme de la viande de mouton. Votre industrie du charbon, qui dépend largement de la métallurgie, languit. Votre industrie de la soie est morte, assassinée par l'étranger. Votre industrie de la laine est *in articulo mortis*, elle halète, elle se débat. Votre industrie du coton est sérieusement malade. L'industrie des constructions navales, qui a tenu bon le plus longtemps, ne bouge plus... Les philosophes radicaux, satisfaits d'eux-mêmes, vous disent que ce n'est rien. Ils vous signalent le volume important du commerce britannique. Oui, il est encore considérable; mais il n'est plus rémunérateur; il s'agite et se débat. De même les muscles et les nerfs du corps d'un pendu se contractent et s'agitent violemment, pendant quelques instants après l'opération. Mais la mort est là tout de même. La vie est complètement partie. Et la *rigor mortis* survient tout d'un coup....

Ici le procédé diffère. Au lieu d'emprunter à un seul fait les images nécessaires pour exprimer, d'une manière sensible, une série d'idées, qu'il serait facile de présenter sous une forme abstraite, l'orateur accumule une multitude de visions successives, matérialise, à l'aide de symboles objectifs, les conclusions des statistiques économiques. Mais la méthode reste la même. Cette éloquence est avant tout picturale. Les discours de lord Randolph se composent d'une série de fresques, minutieusement brossées. Ils pourraient être découpés en dessins, et reproduits par le photographe.

Cet art oratoire reflète fidèlement les caractères d'un tempérament politique, exclusivement préoccupé d'action pratique, violemment tendu par une combativité agressive. L'étudiant, qui n'a jamais laissé percer d'autre admiration littéraire que son culte pour Gibbon et Horace, le voyageur qui, en parcourant les Indes, n'a jamais eu d'autres impressions que des émotions sportives et qui, en visitant Benarès, a surtout remarqué « que l'eau était sale », ne pouvait devenir ni un politique dilettante, ni un théoricien dogmatique. On ne trouvera dans ses discours que des solutions ingénieuses, pour résoudre tels problèmes particuliers : — la question irlandaise, par l'expropriation agraire et des concessions scolaires ; — la situation des classes ouvrières, par le développement de l'hygiène sociale, sous toutes ses formes et dans tous les sens. Et ce programme fragmentaire n'est jamais justifié par des argumentations générales, uniquement par des considérations utilitaires. Il semble dicté par une intuition mystérieuse et limitée. « Mon instinct me dit que cette mesure est mauvaise », dit parfois lord Randolph.

Et si l'on cherche ce qui donne à cette carrière parlementaire son unité, on ne découvre, en dehors de certains sentiments religieux traditionnels et rudimentaires, que l'extraordinaire combativité de ce fils de soldats. Il est incapable d'écrire une lettre sans se livrer à des attaques, qui ne permettent pas de publier sa correspondance. Il lui est impossible de suivre avec assiduité une session parlementaire, sans en bouleverser les caractères et en troubler les séances. S'il se laisse aller à rédiger des maximes politiques, elles ressemblent à s'y méprendre, par le fond et par la forme, à des instructions tactiques :

Des distinctions entre les victoires saines et malsaines sont futiles et irréalisables. Remportez la victoire; sachez

l'utiliser; et laissez aux critiques le soin de décider si elle est salutaire ou non. — Prenez le pouvoir quand cela vous arrange; mais mettez le gouvernement en minorité, chaque fois que vous le pouvez décemment. — Lorsque, à la suite d'un fâcheux concours de circonstances, une opposition est obligée de défendre le Cabinet, l'appui devra être donné avec une ruade et non avec une caresse, et retiré aussitôt que possible.

Cet homme est de ceux qui ne peuvent rester sur la défensive. Admirables dans l'attaque, par l'ingéniosité de leur tactique et la ténacité de leurs efforts, ils sont incapables de rester en réserve, inactifs et impuissants. Dès qu'on leur demande de ne pas agir, ils mordent leur frein et se révoltent contre leur chef. Ils préfèrent les amertumes de l'isolement aux jouissances d'une autorité inutile.



En 1885, lord Randolph ne passe que quelques mois à l'*India Office*; mais ce stage ne reste point inaperçu.

La situation était critique. La tension des relations anglo-russes exigeait d'autant plus une réorganisation militaire, que le dernier Vice-Roi libéral, lord Ripon, avait abandonné les travaux de fortification, réduit l'effectif des troupes. Malgré les nouvelles diplomatiques, « il dormait toujours, bercé par la langueur de la terre du lotus ». Lord Randolph augmente l'artillerie, la cavalerie et l'infanterie britanniques de 30 canons, 1 382 sabres et 10 700 fusils. Il accroît les escadrons et les régiments indigènes de 4 572 cavaliers et 12 000 fantassins. Une réserve de 23 000 hommes est formée pour les troupes indiennes. Les services des arsenaux et des approvisionnements sont réorganisés. La construction de voies ferrées, de

routes et de ponts stratégiques est commencée sur la frontière du Nord-Ouest. Lord Randolph préside avec assiduité les réunions du Conseil des Indes. Silencieux tant qu'il ne connaît pas les questions, il se révèle autoritaire aussitôt qu'il a étudié à fond les dossiers et mûrement examiné les solutions. Depuis cinquante ans, des difficultés constantes s'élevaient entre les Indes et la Birmanie. Le 16 octobre, un ultimatum est lancé; le 10 novembre, les troupes anglaises se mettent en marche; le 29, Mandalay est enlevée et la question résolue.

Au dehors comme au dedans lord Randolph fait respecter ses droits avec une invincible obstination. La Reine Victoria lui fait demander, par lord Salisbury, de nommer le duc de Connaught au commandement de Bombay. Lord Randolph répond qu'il lui paraît anticonstitutionnel de confier à un Prince des fonctions qui, par le siège qu'elles donnent dans le Conseil législatif, les tâches qu'elles peuvent entraîner, ont un caractère politique. Quelques semaines après, le Ministre apprend que la Reine a communiqué directement avec le Vice-Roi lord Dufferin, soumis son projet et arraché une approbation. Lord Randolph offre sa démission, et, pour le décider à la retirer il faut, que le Cabinet lui donne raison par un vote unanime.

L'autorité de cette personnalité, active et tenace, grandit encore. Il semble bien que, pendant la courte existence du Cabinet de 1885, son influence se soit exercée en dehors des frontières de son ministère. Il est possible qu'il ait aidé au dépôt des deux projets de loi sur les *Logements ouvriers* et l'*Assistance médicale*. Il est certain qu'il a joué un rôle capital dans la préparation, la discussion et le vote des lois sur la *Question agraire*, les *Journaliers agricoles* et l'*Instruction publique* en Irlande. Dans la crise du *Home-Rule*, il

joue un rôle capital. Il devine la rupture possible des libéraux modérés et veut amener lord Salisbury, encore au pouvoir, à en profiter. Il entreprend dans l'Ulster, dans l'Irlande protestante, une tournée triomphale, et prononce d'ardentes paroles, — « Ulster se battra et Ulster aura raison », — qui préparent le réveil des passions politiques, dont la poussée balaiera tout devant elles. Il négocie avec M. Chamberlain la scission d'où naîtra le groupe libéral-unioniste.

La récompense ne se fit pas attendre. Au mois d'avril 1886, lord Randolph devenait ministre des Finances et *leader* des Communes. Le *Punch* le représente debout, dans son attitude favorite, les poings sur les hanches, à côté de la table du *Speaker*, et derrière lui Disraëli regarde son élève avec fierté et lui murmure à l'oreille : « Vous vous tenez tout jeune, là où je me tins, après avoir pendant des années soigné la fortune et manié les imbéciles. A quarante ans! Sans être épuisé par les échecs ou les craintes! »

Il montait au Capitole, avec un étrange pressentiment. Lord Rosebery entendit un de ses collègues lui demander : « Combien de temps durera votre *leadership*. — Six mois. — Et après? — Après? Eh bien naturellement un tombeau à Westminster Abbey. »

Lord Randolph débute avec éclat. Au sein du Cabinet, il fait triompher sa politique irlandaise, qui restera pendant vingt ans celle du parti unioniste, — encore une épithète dont il est l'auteur : maintien impitoyable de l'ordre; rachat de la nue-propriété à l'aide des subventions du Trésor britannique; développement des pêcheries sur la côte Ouest par la création de ports de refuge et de chemins de fer; amélioration des voies ferrées, réalisation des travaux de drainage, trop coûteux pour pouvoir être entrepris par les petites communes; mise à l'étude d'une large décentralisation.

Le 20 octobre 1886, à Dartford, devant un auditoire de 14 000 personnes, il développe les dernières lignes du programme que réaliseront les cabinets Salisbury et Balfour : création de petites propriétés immobilières, bâties et non bâties, à l'aide de subventions de l'État; revision de la loi sur les dîmes, mises à la charge du propriétaire et non du fermier; réduction des frais des ventes immobilières. Mais lord Randolph va jusqu'à promettre des économies financières. Cet engagement devait briser la carrière politique d'un homme d'État de trente-sept ans.

Il se jette tête baissée, avec sa fougue ordinaire, dans la jungle obscure et touffue des finances anglaises. Il taille; il sape; il éclaircit. La lumière entre à pleins flots. Elle lui révèle des abus scandaleux, des prélèvements sur les fonds de l'État contraires au bon droit, à l'intérêt national. Il les supprime sans hésiter. Il fait plus. Il soumet à ses collègues un budget, revisé dans les recettes et les dépenses, de manière à répartir les charges plus équitablement et à enrayer les gaspillages plus efficacement. D'une part lord Randolph assimile les propriétés mobilières et immobilières, et les frappe entre les mains des divers héritiers d'un impôt égal et progressif. Il accroît, suivant une échelle qui grandit rapidement, les charges qui frappent les maisons inhabitées. Il propose de remanier ou de rétablir les droits de timbre sur les produits pharmaceutiques brevetés, les actions des sociétés anonymes, les notes acquittées, les billets de théâtre, les pistolets et les cartouches. Il impose un tarif spécial aux propriétés municipales, qui échappent au jeu de la loi sur les successions. Il rétablit l'impôt sur les chevaux et augmente celui sur les vins. Il accroît les recettes de 90 à 94 500 000 livres sterling, en frappant les grosses fortunes et les dépenses luxueuses. D'autre part, en fai-

sant des économies diverses, en réduisant les fonds d'amortissement, il ramène ses débours de 90 à 82 millions de livres. Lord Randolph propose d'utiliser ces 12 millions et demi, 312 millions de francs : il double les subventions aux municipalités, diminue les droits sur le thé et le tabac, ramène de 8 à 5 *pence* par livre l'impôt sur le revenu.

Le caractère démocratique de ce budget, dont les idées nouvelles devaient être ultérieurement réalisées, frappe de stupeur lord Salisbury. Déjà les projets de *Loi Agraire* et de *Décentralisation locale*, chers à lord Randolph, avaient dû être abandonnés; et le 7 novembre 1886 le premier Ministre rappelait à son collègue que le parti conservateur, « formé des classes privilégiées et de leurs clients », devait s'interdire « les *Bills* radicaux et dramatiques ». Au mois de décembre, les ministres de la Guerre et de la Marine, loin d'accepter des économies, sollicitent de légères augmentations. Le 22 décembre, lord Salisbury les approuve et écrit à lord Randolph :

L'horizon sur le continent est très sombre. On peut dire, sans exagération, qu'il y a des chances pour que la guerre éclate prochainement; et une fois qu'elle sera allumée, nous ne serons pas garantis contre le danger d'y être entraînés.

Le 22, lord Randolph répond :

J'ai présent à l'esprit le caractère vulnérable et fragmentaire de notre Empire, le caractère universel de notre commerce, les tendances pacifiques de nos électeurs démocrates, la crise des affaires, le poids de la concurrence et la lourdeur des impôts actuels; et avec tous ces facteurs nettement présents à l'esprit, je refuse de m'associer à tout effort pour encourager la coterie militaire et militante du *War Office* et de l'Amirauté à prendre part aux ruineux et désespérés enjeux dont les autres nations, apparemment forcées, courent les risques.

Le 23 décembre, lord Randolph se démet de ses fonctions de ministre des Finances et de *leader* du parti. Le 1[er] janvier 1887, il écrit à un ami ces lignes prophétiques :

Si les résultats d'une année ou deux de régime conservateur démontrent que les accusations si constamment portées par les libéraux contre le parti tory, — à savoir qu'il est le parti de la guerre, du gaspillage, de la stagnation et de l'obstruction, — peuvent être justifiées par les faits et les événements actuels, il paraît certain que la grande masse des électeurs urbains, que nous avons eu tant de mal à conquérir, reviendront violemment au parti libéral, leur premier amour ; et le désastre de 1880 se renouvellera sur une plus large échelle, et avec des effets plus écrasants.

Pendant un temps, les conservateurs suivirent les conseils de lord Randolph Churchill. M. Goschen continue sa politique financière. Lord Salisbury, devenu ministre des Affaires étrangères, refuse d'intervenir dans les Balkans. Le programme de Dartford est réalisé. Un jour vint où le parti tory sortit de la voie que lord Randolph lui avait tracée ; et alors sa prophétie ne tarda pas à se réaliser intégralement.

Il n'assista point à cette défaite, dont son fils Winston Spencer Churchill devait être l'un des artisans.



L'écroulement de ses rêves lui avait porté un coup mortel ; et l'on peut dire que son agonie dura sept ans. Lord Randolph paraît au début avoir conservé toute son activité, tout son talent. Au mois de mai 1887, il déploie une invincible énergie dans une vaste enquête sur le désordre et le gaspillage des services de l'armée et de la marine. Au mois d'octobre, il prononce une « trilogie » de discours, où il reprend le programme

de la démocratie conservatrice et l'élargit au point d'y faire entrer la gratuité de l'enseignement, une restriction importante des substitutions, l'interdiction du vote plural. Le 25 avril 1888, il reproche violemment à ses collègues d'oublier la promesse, qu'ils avaient faite à l'Irlande, d'étendre les pouvoirs de ses corps élus.

Puis peu à peu, l'activité de lord Randolph se ralentit. En 1889, une campagne électorale à Birminghan l'absorbe tout entier. En 1890, il ne trouve le temps que de protester, dans une allocution célèbre, contre les scandales judiciaires de l'affaire Parnell. Progressivement, il ne s'intéresse plus qu'aux questions ouvrières. Il se prononce en faveur de la réglementation du travail des adultes. Il joue un rôle actif dans la création d'une Université populaire, au nord-ouest de Londres. Il intervient en faveur de la journée de huit heures, réclamée par les ouvriers des mines. Pour occuper son temps et dépenser ses forces, lord Randolph fonde une écurie célèbre, voyage en Russie, chasse le lion dans le Mashonaland.

Mais ses forces diminuent, rongées par un mal secret. Au début de 1893, il accepte, malgré les divergences d'opinions, de se réconcilier avec le parti conservateur, battu aux élections et tombé du pouvoir. Il retrouve, par un miracle, dans la discussion générale du *Home-Rule Bill*, le talent et le succès d'autrefois. Mais cette victoire ne trompe personne. Malgré la barbe, la pâleur du teint et la tension des traits frappent les yeux les moins observateurs. Un léger tremblement trahit l'engourdissement des mains. Les hésitations du débit révèlent les difficultés de l'articulation. L'éloquence s'en va avec la vie. Aux applaudissements succèdent les murmures, à l'enthousiasme l'ennui. Avec l'instinctive ténacité de l'homme qui meurt, il veut continuer de parler.

Pour occuper les derniers restes de cette prodigieuse activité, ses amis envoient lord Randolph en Allemagne, puis l'année suivante en Amérique. Il visite les États-Unis, il passe au Japon, il revoit la Roumanie. A des intervalles de plus en plus éloignés, il retrouve son intelligence; et quand l'homme d'État revient à la fin de 1894, il n'est plus qu'un enfant : le 24 janvier 1895, il n'était plus qu'un souvenir.



LE TRÈS HONORABLE WINSTON S. CHURCHILL

Cliché Heymann et Cie, Le Caire.

VI

LE TRÈS HONORABLE WINSTON SPENCER CHURCHILL

Winston Churchill et lord Randolph Churchill. — Leurs ressemblances et leurs différences. — Le sang yankee.

I. Le soldat. — 1° Les aventures à Cuba, aux Indes, en Egypte. — La bataille d'Omdurman. — 2° La guerre sud-africaine. — L'incident du train blindé. — L'évasion. — 3° Les jugements politiques. — Les Boërs. — La guerre sud-africaine.

II. Le politique. — Traits qui le caractérisent. — 1° Le tory démocrate. — Son élection. — Sa campagne contre le programme militaire de M. Brodrick. — Sa lutte contre le néo-protectionnisme. — 2° L'évolution vers le radicalisme. — Pourquoi il ne pouvait être un libéral orthodoxe. — Son rôle au ministère. — Il en constitue l'extrême gauche. — 3° L'orateur. — L'éloquence du fils ressemble à celle du père. — Elle est agressive et imagée.

Winston Spencer Churchill, le ministre du Commerce du cabinet radical, l'apôtre de l'affranchissement du Transvaal et de l'Orange, est le fils de lord Randolph Churchill et le descendant des Marlborough : il suffit de le regarder pour n'en point douter.

Sans doute ses lèvres rasées ont un sourire triste et sceptique, ses yeux bleus, aux reflets tantôt pâles, tantôt sombres, trahissent une lassitude précoce, qu'on chercherait en vain sur les traits de lord Randolph Churchill. On sent, rien qu'en comparant les deux visages, même si on oublie l'accent yankee de Winston

Churchill, que dans ses veines coule le sang d'une autre race, que celle des Marlborough, moins forte en sève vitale, plus riche en émotions nerveuses.

Néanmoins, c'est le même masque, la même silhouette. Quand il se lève pour parler, la taille courte et rablée, les épaules carrées, le dos légèrement voûté, les poings sur les hanches, il a cette attitude de lutteur prêt à foncer sur son adversaire, qui caractérisait lord Randolph. Il a les larges oreilles, le front légèrement fuyant sous les cheveux rabattus, la mâchoire solide et belliqueuse, le nez relevé en air de défi, qui donnaient au visage du premier Churchill cette expression d'homme de proie, de bull-dogue hargneux, dont se sont inspirés les caricaturistes.

Le père et le fils ont apporté dans les luttes parlementaires des tempéraments de soldats. L'un débute dans la vie en éblouissant les fermiers de l'Oxfordshire par ses prouesses à la chasse au renard. L'autre, plus heureux, connaît les émotions du sport de la guerre. Pendant six ans, partout où il y a des coups à donner et à recevoir, à Cuba et aux Indes, en Égypte et au Cap, il y vole. Pour Randolph comme pour Winston, la politique est une autre bataille. Ils brisent les cadres des partis. Ils déchirent les textes des programmes. Ils méconnaissent les usages du protocole. Ils foulent aux pieds tout ce qui paralyse leurs mouvements et retarde le corps à corps. Si l'un et l'autre ont déserté le drapeau conservateur pour passer dans le camp démocratique, c'est que les ardeurs populaires sont un élément dont ils ne peuvent se passer. Elles leur donnent le frisson de la bataille. Leur éloquence parlementaire a une allure martiale : pas de doctrine ni de théorie; des faits précis assénés à coups de massue; des tirades lyriques, qui enlèvent comme une sonnerie de clairons. Leur carrière politique a marché

au pas de charge. Députés à vingt-cinq ans, lord Randolph a été secrétaire d'État aux Indes à trente-six, Winston Churchill, sous-secrétaire d'État aux Colonies à trente-deux.

Et si la plume du lieutenant de hussards a une élégance et une facilité que n'a point connues celle de l'élève d'Éton et d'Oxford; si le député radical sait mieux que le conservateur démocrate manier l'opinion et organiser la publicité, c'est qu'il doit le jour à la fille d'un journaliste américain. Regardez cette photographie de lady Randolph, aujourd'hui Mrs. George Cornwallis-West, qui occupe les loisirs d'une retraite forcée, à raconter d'une plume alerte ses souvenirs de femme « ultra-fashionable ». Au-dessus de l'écharpe de gaze se dressent dans leur frémissante nudité d'admirables épaules. Sur la peau mate d'un cou solidement attaché brille un collier de perles. Dans le casque des cheveux bruns étincelle une étoile de diamants. Vue de trois-quarts, la tête a une beauté singulièrement expressive. Au-dessus de la bouche dominatrice et du nez droit, aux narines légèrement frémissantes, les yeux noirs éclairent tout le visage d'une flamme ardente, qui n'a rien d'anglo-saxon : elle appartient aux pays du soleil.

C'est à ce sang plébéien d'une race différente que Winston Spencer Churchill doit, à n'en pas douter, la souplesse habile de sa vie politique, le rapide succès de ses feuilles de route, autant que la spirituelle élégance de ses actes de bravoure.

I

Winston Léonard Spencer Churchill est né le 30 novembre 1874. Il n'a pas vieilli sur les bancs des

écoles, et l'université d'Oxford ne l'a point eu au nombre de ses auditeurs. De Harrow, il est allé droit à Sandhurst, — le Saint-Cyr d'outre-Manche. Il en sort en 1894, avec un bon numéro, *first-class honours*, comme on dit là-bas. Et à vingt et un ans, il arbore la veste aux lourds brandebourgs d'or, et le court bonnet à poil, au long plumet, du 4ᵉ hussards.

Le voilà en garnison à Aldershot, le Satory anglais. Il n'y reste pas longtemps. Au bout d'un mois, la routine de la caserne pèse au gamin ; et ce ne sont point les distractions du Club, à Pall Mall, qui peuvent chasser sa mélancolie. Un soir où il est venu passer quelques heures dans la capitale, il lit les dernières nouvelles affichées dans le hall du Club. Une insurrection ravage la colonie espagnole de Cuba. Les dépêches sont pleines de récits d'embuscades, dans des forêts mystérieuses. Aussitôt une pensée traverse le cerveau du hussard. Il court au *War Office*. Il demande un congé, et part pour aller respirer l'odeur de la poudre. Le sang des Marlborough avait parlé. Mais, prudemment, avant de prendre le bateau, Winston Spencer Churchill passe au *Daily Graphic* et s'assure des débouchés pour ses *correspondances*. Le petit-fils de M. Jérôme connaissait les avantages de la Presse et les nécessités de la publicité. Au bout de quinze jours, il est au milieu des guerillas. Il reçoit le baptême du feu, se bat avec vaillance, est décoré de l'ordre espagnol du Mérite militaire, et n'oublie point d'envoyer des articles remarqués.

Il rentre en Angleterre juste à temps pour accompagner aux Indes le 4ᵉ hussards. Mais la caserne est aussi ennuyeuse sous les tropiques qu'à Aldershot. Winston Spencer Churchill, au bout d'un an, rongeait son frein, lorsqu'au cours de l'été 1897 un soulèvement éclate parmi les tribus mahométanes de la fron-

tière du nord-ouest. L'expédition de la passe Malakand commençait. Le hussard croit qu'il va être mobilisé; il attend quinze jours; il attend un mois; il n'attend pas davantage. Lorsqu'il comprend que son régiment ne bougera pas, parce que « la cavalerie britannique coûte trop cher et que les indigènes font le travail aussi bien[1] », *Pushful the Younger*, Arriviste le Jeune, comme on l'appelait déjà, prend un congé de six mois, et vole à la frontière. Mais il n'oublie pas la Presse : « J'appartenais, disait-il, à cette bande de jeunes gens inconsolables qui s'efforcent de prendre part aux batailles de leur pays, déguisés en journalistes[2]. » Une fois de plus, « il tenait le bon bout du fil télégraphique. Il vaut mieux fabriquer les nouvelles que les recevoir[3]. » Attaché au 31e régiment d'infanterie du Pandjab, il assiste aux combats les plus sanglants, ceux des 16 et 30 septembre. Une dépêche officielle mentionne « le courage et l'esprit de décision du Lieutenant W. S. Churchill, 4e hussards, correspondant du journal *Pioneer*, qui a su se rendre utile dans un moment critique ». Il revient à son régiment, avec une citation à l'ordre du jour et une médaille de plus.

Il ne reste pas longtemps à la caserne. En 1898 une nouvelle expédition s'achemine vers Tirah. Naturellement Churchill en fait partie. Mais, pour une fois, il ne rédigera pas d'articles. Il doit se contenter de transcrire les minutes du général, sir William Lockhart, dont il est l'aide de camp. Il put cependant manier ainsi, à la fois, l'épée et la plume. Ce hussard anglo-saxon ne les laisse pas longtemps se rouiller.

A peine de retour en Angleterre, il vole au *War Office* et demande à faire partie du corps expéditionnaire,

1. *The Story of the Malakand field force*, p. 260.
2 *Id.*, p. 127.
3. *Id.*, p. 141.

qui va remonter la vallée du Nil. On lui refuse. Il revient à l'assaut, fidèle à sa maxime : « Dans tout ce qui touche au service actif, le subalterne ne doit jamais considérer *Non* comme une réponse définitive. Il faut qu'il arrive à faire partie de la ligne de bataille, coûte que coûte [1]. » Sa persévérance triomphe de tous les obstacles : il est nommé au 21e lanciers. Il double les étapes pour arriver avant le combat. Il manque les premières escarmouches, mais il rejoint l'armée au camp d'Atbara, non loin d'Omdurman. Le régiment n'a plus que vingt-quatre heures d'avance. Winston Sp. Churchill s'engage dans le désert, s'égare, retrouve sa route, grâce « à la glorieuse constellation d'Orion » ; et rejoint son corps. Il a juste le temps de noter ces aventures pour le *Morning Post*, — car, naturellement, il est passé à une salle de rédaction, en sortant du Ministère, — lorsque la bataille d'Omdurman s'engage. Par une dernière chance, il assiste à l'incident capital de la journée. Le 21e lanciers reçoit l'ordre de couper la retraite aux derviches, et d'enlever un repli de terrain défendu par 700 fantassins. Les renseignements sont inexacts. Les 400 lanciers se heurtent à 2 700 hommes, qui luttent pied à pied. Et quand le régiment se reforme pour recommencer l'attaque, il a perdu 5 officiers, 65 cavaliers et 190 chevaux. « Comme dans les occasions précédentes », le lieutenant sort de la bagarre sans une égratignure :

Toute la scène se déroula devant mes yeux comme un tableau de cinématographe. Je ne me rappelle aucun bruit. Il semblait que l'événement s'était passé au milieu d'un silence absolu. Les hurlements de l'ennemi, les cris des soldats, l'explosion de nombreuses décharges, le heurt des épées et des lances ne furent point recueillis par les sens, enregistrés par le cerveau. Plusieurs autres témoins disent

1. *Jan Hamilton's March*, p. 123-4.

la même chose. Peut-être est-il possible que toutes les facultés d'un homme soient concentrées dans son œil, dans la main qui tient la rêne, dans le doigt qui presse la gâchette[1].

Winston Sp. Churchill revient de sa quatrième campagne sans blessure, avec une médaille de plus et, il va sans dire, deux volumes, dont les descriptions d'un réalisme intense provoquent de longs enthousiasmes.



Après quelques mois de repos, coupés par des émotions politiques sur lesquelles nous reviendrons, le hussard journaliste, bien qu'il ait donné sa démission, repart en campagne.

En novembre 1899, il débarque dans l'Afrique du Sud. Il ne porte plus l'uniforme. Un revolver dans la poche, en costume de chasse, le carnet à la main, le correspondant du *Morning Post* part pour la frontière. Mais, aux premiers coups de feu, le sang des Marlborough reprend le dessus. Quinze jours après son arrivée, il est fait prisonnier de guerre, à la suite d'une action d'éclat. Un mois plus tard, les journaux anglais sont pleins du récit de son évasion. On le retrouve à Spionkop au moment de la dernière défaite. Il prend part aux engagements, à la suite desquels sir Redvers Buller parvient à rompre le cercle ennemi; et il entre, aux côtés de lord Dundonald, dans Ladysmith débloqué. Il prend du service, comme lieutenant, dans la cavalerie légère sud-africaine, *South African Light Horse*; et fait partie du corps de Jan Hamilton, qui couvre le flanc droit de Roberts, dans sa marche victorieuse sur Johannesburg et Prétoria. Tout en assistant à cinq escarmouches et à trois batailles, il envoie au *Morning*

1. *The River War*, t. II, p. 142.

Post des bulletins de victoires que lit toute l'Angleterre. Le 5 juin 1900, il annonce leur délivrance à ses anciens camarades de prison. Le 1er octobre, Winston Sp. Churchill enlève un siège de député et entre au Parlement.

Le Président Roosevelt, lui-même, le compatriote de lady Randolph, eût été incapable de faire plus de choses, de collectionner plus d'aventures en douze mois. La plupart de ces combats appartiennent à l'histoire et ne sauraient être rappelés ici. Deux incidents, cependant, méritent d'être racontés. Ils révèlent en effet le mélange de courage et d'esprit, de sang-froid et d'élégance, qui caractérise la personnalité anglo-américaine du jeune héros.

Le mardi 14 novembre 1899, un train blindé, sous le commandement du capitaine Haldane, quitte Eastcourt pour aller réparer la ligne et rechercher l'ennemi. Winston Churchill est de la partie. Après Chieveley, les Boers sont signalés; et on recule. Le convoi arrive à une courbe. Une pierre habilement placée fait dérailler le wagon, qui obstrue la voie. La machine, placée au milieu du train, patine et s'arrête. Les balles sifflent et les obus éclatent. On est tombé dans une embuscade. Tandis que le capitaine Haldane fait descendre ses hommes des wagons blindés, percés par les balles comme des écumoires, les abrite derrière des talus, et s'efforce d'éteindre le feu de l'ennemi, Winston Churchill se charge de déblayer la voie. Il se porte à l'avant. Son premier mot est une parole d'officier : « Du sang-froid, les gars » (*Keep cool, men*). Le second est une exclamation de journaliste : « Voilà qui sera intéressant pour ma feuille ». Il dirige son monde de la voix et du geste. Il donne des ordres et paie de sa personne. Le wagon déraillé est rejeté sur le côté. La machine avance. Mais l'espace est encore insuffisant : seul le

tender peut passer. Winston Churchill relève le mécanicien qui, frôlé par une balle, ne veut rien savoir. Il le hisse sur sa machine. « Eh quoi! on n'est pas touché deux fois dans la même journée. » La locomotive prend son élan, heurte l'obstacle et passe; mais les chaînes d'attelage sautent, et le convoi est coupé en deux. On s'efforce de raccrocher les wagons. Il faut y renoncer. Depuis dix minutes le petit groupe travaille sous le feu de l'ennemi : il est décimé. Les blessés sont chargés dans le tender. Et la machine file à toute vapeur pour chercher des renforts. Winston Churchill reste seul sur la voie. Il ramasse un fusil et court rejoindre les soldats, qui tiraillent à 700 mètres de là. Il arrive. Le silence est complet. On ne se bat plus. Les Boers victorieux gardent les survivants et soignent les blessés. Ils s'emparent du nouveau venu. « Mais je suis un journaliste », s'écrie le prisonnier. Avec leur finesse de paysan, les Boers jugèrent que c'était là une définition par trop simple d'une personnalité fort complexe. Ils trouvèrent que le descendant des Marlborough insistait trop sur sa parenté avec le grand-père Jérôme. Ils firent prisonnier ce fils de soldats.

Il ne reste pas longtemps sous les verrous. Avant d'arriver à Prétoria, il essaie, par trois fois, de prendre la clé des champs. Enfermé dans les bâtiments de l'École nationale, dûment encerclé de murs et de sentinelles, Winston Churchill réfléchit et médite. Pendant un mois, il ne trouve rien, et doit se contenter, pour bercer son ennui, de discuter les propositions fondamentales de l'étude de J. Stuart Mill *sur la Liberté*. Les débats furent si tumultueux, que les Boers décidèrent de retirer de la bibliothèque un ouvrage aussi excitant. Au bout de plusieurs semaines, le prisonnier constate, que, dans une partie de l'enceinte, le factionnaire, à un certain moment, au cours de sa promenade

monotone, ne peut, par suite de l'éclat d'un globe électrique, apercevoir le sommet du mur. Winston profite de cet instant, bondit, saute et retombe. Il est dans un jardin potager. Il se coiffe de son chapeau, passe devant la maison, sans presser le pas, devant le corps de garde, sans tourner la tête. Il sort de Prétoria et gagne la voie ferrée. Un train de marchandises survient, descendant vers la mer. Il saute dans un truck et y passe la nuit. Avant l'aube, le fugitif quittait son nid et se cachait dans un ravin. Un vautour lui tient compagnie et le fixe avec obstination. Le fugitif se remet en marche, sans autre aliment que quelques tablettes de chocolat. Il s'enfonce à travers le Veldt. Les herbes lui montent jusqu'à la ceinture. Elles s'enlacent comme des lianes. Elles sont trempées de rosée. Exténué W. Churchill voit, dans la nuit, briller une lueur. Au hasard, il frappe à la porte d'une des chaumières, qui entourent un puits de mine. Sa chance traditionnelle le protège. La porte s'ouvre. Un Anglais paraît sur le seuil. Le fugitif est accueilli avec enthousiasme. Le lendemain, avant l'aube, Winston descend dans la mine, se cache dans une écurie, y passe plusieurs jours. Des rats blancs, aux yeux roses, égaient sa solitude. Ficelé dans un paquet dûment muni de l'étiquette « Laine », Winston est expédié par grande vitesse à Delagoa Bay. Pendant deux jours et demi, le ballot voyage. On le change de wagons. On le roule sur les quais. Un beau matin, un être humain, sale et courbé, descendait d'un truck et demandait le Consulat britannique. Le soir même Churchill quitte Delagoa Bay pour Durban. Le lendemain il part pour les avant-postes. Le surlendemain il est à Chieveley, qu'il avait quitté quatre semaines plus tôt.

Si, dans sa première aventure, W. Churchill avait connu toutes les émotions militaires que pouvait rêver

un soldat, dans ce second drame, il avait réalisé toutes les ambitions du journaliste. Il n'avait plus besoin de raconter ce qu'il avait vu, pour intéresser les lecteurs : il lui suffisait de dire ce qu'il avait fait. Jamais publicité n'avait été plus complète et moins chère. Winston était le héros du jour. Les journaux se disputent ses articles. Ses volumes se vendent par tonnes.

* * *

Mais à mesure que ses œuvres se multiplient et que son talent se mûrit, une indépendance de pensée, une liberté de jugement s'affirme, avec une netteté croissante, dans tout ce qui tombe de la plume de W. S. Churchill.

On connaît sa page célèbre sur les Boers :

Quels hommes que ces Boers! Je les évoquai tels que je les avais vus le matin, en marche, à cheval, à travers la plaine : — des milliers de cavaliers indépendants, se tirant d'affaire eux-mêmes, munis d'armes superbes, les maniant avec dextérité, vivant au jour le jour, sans services d'intendance, sans train des équipages, sans convoi de munitions, — rapides comme le vent, — trempés comme fer, — soutenus par un Dieu biblique, sévère et rude, qui ferait sûrement un grand carnage des Amalécites. — Tandis que la pluie battait lourdement les parois de tôle gondolée, j'entendis un hymne qui s'élevait, dominant le bruit de la tempête : les Boers chantaient leur psaume du soir, et les notes menaçantes — pleines, beaucoup moins d'amour que d'une belliqueuse colère, — me firent frissonner. Je me mis à penser que la guerre était injuste, que les Boers valaient mieux que nous, que le Ciel était contre nous [1].....

Ce passage, un autre sur la mort du Field-Cornet de Heilbronn, un vieillard de soixante ans, M. de Méritz [2],

1. *From London to Ladysmith*, p. 108.
2. *Id.*, p. 291.

ont fait plus pour imposer à l'opinion britannique le respect de ses adversaires, apaiser la fièvre belliqueuse, préparer les concessions politiques que les discours des parlementaires et les dissertations des moralistes. De même que lors de la campagne du Soudan il n'avait pas craint, malgré l'enthousiasme du peuple anglais pour Kitchener, de condamner l'achèvement des blessés après Omdurman [1], de protester contre la violation du tombeau du *Madhi* [2], de signaler le danger d'expéditions lointaines qui épuisent les forces nationales et font oublier les réformes nécessaires [3]; — de même, au cours de la guerre sud-africaine, ce soldat journaliste n'a pas fait preuve d'initiative et de courage uniquement sur les champs de batailles. Winston Sp. Churchill a été un des premiers à signaler la gravité du conflit sud-africain, à démontrer la nécessité d'un effort national [4], à prôner la réorganisation des services de la remonte et des renseignements. Il a été presque seul, avec quelques libéraux têtus, à protester contre la répression impitoyable des guérillas boers, à rappeler que la pitié était la meilleure des politiques :

Il est étrange que les soldats qui se battent aient des conceptions plus généreuses que celles qui trouvent créance dans la mère-patrie. Et cependant ce n'est pas, peut-être, la première fois que des gladiateurs victorieux ont été surpris de voir les pouces se baisser dans la loge impériale.... Gardez-vous de réduire des hommes au désespoir : même un rat, acculé dans un coin, est dangereux. Nous désirons une paix prompte; et ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est que cette guerre se transforme en une lutte de guerrillas. Ceux qui demandent : œil pour œil, dent pour dent, devraient se demander si des dépouilles aussi stériles valent cinq années

1. *The River War*, t. II, p. 195.
2. *Id.*, p. 214.
3. *Id.*, t. I, p. 18.
4. *Morning Post*, 9 décembre 1899, 2e édition.

d'une guerre sanglante de partisans. L'Afrique du Sud ne trouvera la paix et le bonheur que dans l'union cordiale des races hollandaise et anglaise, qui doivent pour toujours vivre côte à côte sous la suprématie de la Grande-Bretagne [1].

Cette liberté de pensée et cette sûreté de jugement prouvaient que Winston Sp. Churchill pouvait être plus qu'un soldat vaillant et qu'un journaliste habile, qu'il avait, en germe, ce courage civique, ces vues nettes, qui font les hommes d'État.

II

Le 14 janvier 1908, un rédacteur du *Daily Chronicle* interviewait M. Winston Spencer Churchill : « Pourquoi avez-vous quitté l'armée? Vous sembliez aimer la vie militaire et y avoir bien réussi? — J'ai été très heureux sous l'uniforme, reprit le jeune Ministre. Certes oui, j'aimais l'existence de soldat. Mais, en temps de paix, il y a peu ou point d'avenir, sous les drapeaux, pour quelqu'un qui a besoin d'agir. Naturellement, je parle d'une grande activité qui a soif de se dépenser de diverses façons, car il y a toujours suffisamment de travail à faire dans la routine quotidienne du métier militaire. D'ailleurs, si c'est seulement la bataille qu'on cherche, il y a assez de luttes dans le vie politique [2]. »

Quelque vingt ans plus tôt, dans un roman de jeunesse, *Savrola*, le lieutenant de hussards s'était dépeint sous les même couleurs :

L'ambition était la force qui le dirigeait; et il était incapable de lui résister. Il pouvait apprécier les joies d'un artiste, une vie consacrée à la recherche des émotions, que

1. *Morning Post*, 31 mars 1900.
2. *Daily Chronicle*, 15 janvier 1908.

donne la beauté ou le sport, le plus vif des plaisirs, puisqu'il ne laisse point d'amertume derrière lui. Vivre dans la paix et le calme de rêves philosophiques, au milieu d'un superbe jardin, loin du bruit des hommes, entouré de toutes les distractions, que l'art et l'intelligence peuvent donner, paraissait à ses yeux un spectacle plus agréable encore. Et cependant, il sentait qu'il lui serait impossible de le supporter. Son tempérament intellectuel était passionné, hautain et audacieux.

C'est dire que Winston Sp. Churchill n'est pas de ces caractères qui se plient à la loi d'une doctrine, à la discipline d'un parti. Il est incapable de réprimer les impulsions d'une activité débordante. Il lui est impossible de refouler les conseils d'une ambition instinctive. Soldat, il courut sur tous les coins du globe, avide d'échanger des coups de feu. Parlementaire, il cherchera toujours l'occasion de monter à l'assaut. Et comme dans les luttes politiques de notre temps, le rôle des groupes conservateurs est celui d'une arrière-garde, chargée, sinon de repousser les attaques, du moins d'ajourner les capitulations, le lieutenant de hussards ne pouvait servir longtemps cette tactique défensive. Il évolue progressivement pour se trouver bientôt aux premiers rangs de l'avant-garde radicale. Le rôle d'éclaireur est le seul qui convienne à son tempérament. La décision était inévitable : elle fut du moins mûrement réfléchie. Elle coïncida, — et ce n'est probablement pas un effet du hasard, — avec le réveil, au sein de l'opinion anglaise, des forces démocratiques. Une fois de plus son instinct de journaliste yankee a bien servi Winston Sp. Churchill. De même qu'il a débarqué dans l'Afrique du Sud, juste à temps pour accompagner le train blindé dans son aventureuse reconnaissance, de même, il arrive sur le terrain de la déroute conservatrice assez tôt pour prendre part au dernier combat et entrer, avec l'état-major victorieux, dans la citadelle abandonnée par les vaincus.



A dire vrai, si Winston Churchill, cédant aux traditions familiales, a, comme son père, appartenu aux rangs du parti tory, il n'a du moins jamais été un conservateur, au sens français du mot. La *Tory Democracy* est une institution d'origine britannique, qui a été importée en Belgique, mais n'a jamais pu, jusqu'ici du moins, prendre racine en France. Ce programme électoral, cette tactique parlementaire consistent à assurer l'ajournement des remaniements politiques et le respect des privilèges aristocratiques par la réalisation immédiate de réformes ouvrières. Lord Randolph Churchill a été, après Disraëli, sur les bancs du Parlement, le plus illustre défenseur d'un « socialisme conservateur », qui a trouvé, dans la littérature anglaise, dans Carlyle et Ruskin, d'illustres interprètes. Son fils a commencé par marcher sur ses pas et suivre la même voie.

Il considère, écrit-il dans sa première profession de foi, que « l'amélioration des conditions d'existence du peuple anglais » doit être « le but principal » de l'activité gouvernementale. Et un journaliste radical, M. Stead, écrit dans le *Daily News* que « M. Churchill a évidemment puisé ses opinions dans les romans de Disraëli. C'est un nouveau Coningsby par sa jeunesse, par son ambition, et, dans une certaine mesure, par son physique. » Et, en effet, reprenant la tactique de lord Beaconsfield et de lord Randolph Churchill, Winston reproche aux candidats libéraux de songer à renouveler « la farce sinistre » de leur dernier cabinet. Ils passeront leur temps, si leurs amis reviennent au pouvoir, à « étamer » la Constitution, à déposer des *Home-Rule Bills*, à attaquer les Lords; mais ils ne

feront rien pour améliorer le sort des classes populaires.

En juin 1895, à vingt et un ans, il applique une première fois cette tactique. Il échoue. A vingt-six ans, entouré du prestige que lui donnent ses aventures en Afrique, il recommence l'expérience et revient à l'assaut. En 1900, Oldham envoie le jeune tory démocrate siéger aux Communes. Tout de suite, il s'y signale par une indépendance d'idées et de gestes, vis-à-vis de son parti et de ses chefs, qui permet de prévoir à la fois son évolution et ses succès.

Au mois de février 1901, Winston Churchill prend la parole pour défendre le Cabinet conservateur. L'opposition libérale lui reproche d'avoir toléré en Afrique, de la part du commandement suprême, certaines mesures cruelles, et plus tard des disgrâces infligées à des généraux innocents. Le ton modéré de ce discours, le respect de l'orateur pour ses anciens adversaires, sa sympathie pour une réorganisation démocratique du corps d'officiers lui valent les applaudissements de deux radicaux, sir Henry Campbell-Bannerman et sir Charles Dilke. Dans la feuille libérale, le *Daily News*, un journaliste parlementaire, H. W. Massingham s'exprime avec sympathie : « Rien ne saurait être plus remarquable que la manière dont ce jeune homme s'est pénétré de l'atmosphère parlementaire et s'est lancé au milieu du courant d'idées et de préjugés qui dirige la chambre des Communes ».

Au début de mars, le dépôt par M. Brodrick de son plan de réorganisation militaire, qui comporte la création en Angleterre de six corps d'armée, dont trois, soit 120 000 hommes, doivent être prêts à s'embarquer sur l'heure, vient donner à Winston Churchill l'occasion d'accentuer son indépendance. Il démontre l'impossibilité d'accroître les dépenses militaires sans

être amené à voter des impôts écrasants et à ajourner des réformes nécessaires. Il rappelle l'opposition faite jadis, par son père, aux sacrifices excessifs que réclamait lord Salisbury de son ministre des Finances. Il lit à la Chambre la lettre par laquelle lord Randolph annonça, à la fois, son opposition invincible et sa démission inévitable. Et l'orateur, dans un beau mouvement d'éloquence, s'écrie : « Je relève l'étendard en lambeaux ».

Pendant deux ans, il mène contre le programme militaire et les projets financiers du gouvernement conservateur une inlassable campagne.

L'Europe gémit sous le poids des armements. Partout les millions ont été gaspillés, les armées engraissées aux dépens de la richesse des nations. Les sombres nuages du militarisme s'étendent sur le Continent, masquant le soleil de prospérité et de liberté, sous lequel les peuples plus heureux de la Grande-Bretagne et des États-Unis ont si longtemps progressé et prospéré [1].

Il pose les principes qui doivent, d'après lui, présider à l'organisation des forces militaires du Royaume-Uni. Ce n'est pas le nombre qu'il faut accroître, c'est la qualité qu'il importe d'améliorer, sans augmenter les dépenses [2]. Et, à cet effet, il convient de ne point perdre de vue la situation particulière de l'Empire Britannique. Ses domaines semés à travers les océans, son centre moral et politique isolé au milieu des flots ont besion d'une organisation militaire toute spéciale; une flotte énorme pour assurer les communications; par delà les mers, de faibles garnisons pour garder les points stratégiques; en Angleterre, un corps toujours mobilisable pour subvenir aux expéditions

1. Théâtre Royal, Wallsend, 12 février.
2. Ch. des Communes, 13 mai 1900.

nécessaires et des réserves solides pour rendre une invasion improbable. Tous ces points ont trouvé chez Winston Churchill un défenseur aussi redoutable par l'éloquence qu'il déploie que par l'expérience qu'il révèle. Il montre que la « nécessité » d'une armée régulière pour défendre la mère-patrie dépend du fait qu'elle a ou n'a pas la maîtrise des mers. « Si nous l'avons, nous avons besoin de moins de soldats; si nous ne l'avons pas, nous avons besoin de plus de vaisseaux[1] ». Avec la tactique moderne, l'ordre dispersé, qui rend inutiles les préparations minutieuses et les exercices prolongés, il est possible d'avoir des troupes improvisées et redoutables, pourvu que ses soldats soient des hommes intelligents, des patriotes ardents, de bons tireurs[2]. Et, d'autre part, pour tenir garnison dans les ports lointains, pour prendre part aux expéditions coloniales, il importe d'avoir des professionnels, des vétérans durs à la fatigue, rompus au métier et largement payés[3].

Les faits justifièrent singulièrement les efforts de Winston Churchill. M. Brodrick provoque des dépenses excessives, parle du service obligatoire, mécontente les corps des volontaires : il est balayé et son programme déchiré. M. Haldane réalise des économies, crée le corps mobilisable qui veille aux barrières de l'Empire, organise l'armée territoriale, qui défendra les falaises de la mère-patrie. Il recueille les applaudissements des radicaux et l'approbation du *Times*. W. Churchill avait esquissé, entre 1901 et 1903, jusque dans ses détails, le plan qui sera réalisé en 1907 et 1908. Il avait été bon prophète.

1. Ch. des Communes, 24 février 1903.
2. Wallsend, Theatre royal, 13 février 1903.
3. Cooperative Hall, 7 janvier 1903.

*
* *

Il le fut bien davantage lorsque, le 14 avril 1902, il annonça aux conservateurs que les dépenses croissantes les obligeraient à recourir à des droits de douanes pour équilibrer le bugdet, et à compromettre ainsi l'unité du parti par d'inévitables scissions. Un an plus tard, le 16 mai 1903, à Birmingham, J. Chamberlain amorçait sa campagne en faveur des tarifs différentiels impériaux.

Un nouveau combat s'engage. W. Churchill se lance dans la mêlée, joue des coudes, et arrive au premier rang. Il ne se bat pas à coups d'idées générales, mais à coups de faits précis. Il n'a rien d'un doctrinaire, ce sabreur. Il a débuté dans la vie publique en concentrant son activité physique et intellectuelle sur une question à la fois limitée et concrète, la réforme militaire proposée par M. Brodrick. Il continue son évolution vers le parti radical, en défendant le libre-échange au nom des résultats acquis. La liberté commerciale « n'est pas seulement pour l'Angleterre une question de justice et de logique, mais de pain *a bread and butter policy*[1], » s'écrie-t-il dans une de ces formules saisissantes de vie que son père lui a appris à forger. Et laissant à d'autres le soin de justifier, au nom des lois de la science économique, la politique inaugurée par l'Angleterre en 1846, il s'attache à éclairer, par des images, une argumentation toujours concrète. Les tarifs différentiels, loin de réserver l'unité du monde anglo-saxon, détruiront, par les sacrifices imposés, le sentiment impérialiste dans les âmes ouvrières[2]. Les

1. Oldham, 30 juillet 1903.
2. Lettre à l'*Association des employés des Postes du Midland*, 28 novembre 1903.

droits de douanes seront une cause de surenchère électorale et de corruption politique [1]. Les primes à l'exportation de l'Empire allemand n'ont point empêché le marché anglais de prospérer grâce à la baisse progressive des denrées alimentaires et à la spécialisation croissante de la fabrication industrielle [2]. Ces affirmations sont justifiées par des faits empruntés, non à l'histoire passée, mais aux réalités contemporaines.

Un fossé de jour en jour plus profond se creuse entre W. Churchill et le parti conservateur. Ses anciens collègues ne veulent pas l'écouter et quittent la salle des Communes. Ses agents électoraux refusent de discuter avec lui et ferment la porte de leur salle de réunion. « Dieu merci, s'écrie, le 21 décembre 1903, à Halifax, W. Churchill, il y a un parti libéral. » Au cours de la session de 1904, pendant laquelle le descendant des Marlborough assis sur les bancs de l'opposition, à côté du fils adoptif du savetier Gallois, Lloyd-George, mène la bataille contre le bill sur l'immigration étrangère, harcèle [3] A. J. Balfour de ses interventions constantes et de ses motions ironiques, W. Churchill accepte la candidature que lui proposent, pour les prochaines élections générales, les comités libéraux de Manchester. Il devient le fils adoptif de la patrie du Radicalisme. Le Rubicon était franchi.

Par étapes successives, à la suite de batailles engagées, non point autour d'une doctrine politique, mais à propos d'une question précise, le fils de lord Randolph passe sous l'étendard du Libéralisme. Ce n'est point là une conversion. Il n'y a pas dans l'histoire de

1. *Monthly Review*, novembre 1903.
2. *Id.*, *ibid.*
3. Notamment lors de l'amendement sur les droits qui frappent le thé.

cette jeune activité de crise irrémédiable, de solution de continuité. Il suit, tout naturellement, la pente vers laquelle l'entraînent son tempérament et son ambition. Il ne saurait vivre sans les enthousiasmes populaires, loin des batailles démocratiques. Cette évolution dans sa vie politique n'est que la manifestation normale de son caractère, les conséquences logiques de son passé. Ce qui le prouve bien, c'est que W. Churchill ne va pas s'asseoir sur les bancs où siègent les derniers représentants du Libéralisme orthodoxe, théoriciens ardents des réformes électorales, spectateurs attristés de l'interventionnisme législatif. Il s'inscrit au groupe des jeunes radicaux, qui, par leur utilitarisme social, leur sympathie pour les réformes ouvrières et leur hostilité contre l'individualisme orthodoxe, continuent, dans une génération nouvelle et dans un milieu différent, la méthode et les préoccupations des *tories démocrates*, sans néanmoins partager ni leur snobisme aristocratique ni leurs rêves césariens. Winston Sp. Churchill est, avec Lloyd-George, le représentant de cette extrême gauche au sein du Cabinet libéral.

Il est trop tôt pour apprécier la part qu'il a prise dans l'œuvre inachevée du Ministère anglais. Aussi bien nous sommes-nous proposés beaucoup moins de formuler un jugement politique que d'esquisser une analyse psychologique. Il appartiendra à l'historien de peser les idées et de critiquer les actes. Des réserves sont certaines et des condamnations problables. Sans empiéter sur ce domaine et sur l'avenir, constatons seulement que, soit au sous-secrétariat des Colonies, soit au ministère du Commerce, l'héritier de lord Randolph n'a cessé d'accentuer le caractère socialiste de son radicalisme. Pour s'en convaincre, il suffit de lire ses discours ou d'écouter sa conversation.

Il est impossible, quand on les a entendues, d'oublier la sonorité vibrante de ses attaques contre la Chambre des Lords. On retrouve, dans cette condamnation des privilèges aristocratiques, prononcée par un gentilhomme, dans cette justification des droits « des pauvres contre les riches », esquissée par le parent des Marlborough, le souffle ardent des clameurs populaires. Les socialistes ne sont pas seulement « d'honnêtes rêveurs, mais des amis », auxquels il faut emprunter, quand ils en ont, des idées pratiques, pour les réaliser immédiatement. Et si la législation agraire, amorcée par ses collègues, provoque l'admiration de Winston Sp. Churchill, c'est qu'au lieu de morceler la terre entre les mains de paysans propriétaires, elle pose le principe de la nationalisation du sol et ne crée que des usufruitiers viagers. Lorsqu'à Newcastle et, à la suite de son échec, à Dundee, le sous-secrétaire d'État, promu à la dignité de ministre du Commerce, sollicite le renouvellement de son mandat législatif, il esquisse un programme de réformes si audacieux, que le *Labour Party* se refuse à appuyer officiellement ses concurrents socialistes, il témoigne d'une telle sympathie pour le *Home-Rule*, que le parti nationaliste annule l'ordre donné aux Irlandais de voter pour les candidats conservateurs. Hier encore, le 6 juillet 1908, à l'occasion du projet de loi, qui accorde aux mineurs la journée de huit heures, Churchill, après avoir flétri « les Messieurs en chapeaux haut de forme et en gilets blancs » qui ont « l'audace » de s'opposer à cette réforme légitime, affirme qu'elle n'est qu'une étape dans un effort nécessaire pour mettre d'accord les conditions du travail avec les lois de la science et de l'hygiène. Les membres du *Labour Party* firent une ovation enthousiaste au cousin du duc de Marlborough.

Il y a du Gracques dans ce jeune homme. Entraîné par son ambition hâtive et sa fébrile activité, Churchill reste au Parlement, comme sur le champ de bataille, un hussard, mieux fait pour les pointes audacieuses que pour la prudente défensive, pour le rôle passager des avant-gardes que pour celui plus décisif des lourdes unités. Saura-t-il maîtriser ses ardeurs juvéniles, discipliner ses forces exubérantes, découvrir, comme son père, une de ces formules tactiques auxquelles on reconnaît les grands généraux et les grands politiques? L'avenir le dira.



Il a du moins, par un effort, qui est probablement, tour à tour, instinctif et conscient, retrouvé tous les procédés oratoires qui firent le succès de lord Randolph. L'éloquence du fils, comme celle du père, est à la fois colorée et agressive. La vision est un besoin de son cerveau, tout comme le coup de poing un besoin de ses muscles. Il ne peut parler que par images. Il ne peut attaquer qu'avec fougue. Si son tempérament n'est pas complètement anglo-saxon, son éloquence l'est. Il tient de son père l'art de parler aux foules anglaises. Il n'en est pas qui soit plus éloigné du classicisme athénien. Les faits concrets remplacent les idées générales. Les bourrades tiennent lieu d'ironies affinées.

Lord Randolph est resté célèbre pour avoir traité Gladstone de « vieillard pressé » et de « Moloch du Midlothian ». Quelques-unes des violences de Winston Churchill ont eu le même succès. M. Brodick, qui rêve d'introduire outre-Manche le militarisme d'outre-Rhin, « souffre de la rougeole allemande ». M. Balfour, qui s'est efforcé de concilier, dans une élégante synthèse,

libre-échangisme et protectionnisme, est un *Sheffield shuffler*, « l'homme de Sheffield qui mêle les cartes ». *La ligue pour la Réforme des tarifs Impériaux* est un « corps peu respectable », dont l'appui est aussi fatal que « l'acide prussique ». La riposte au colonel Kenyon Slaney est célèbre :

J'ai souvent remarqué que, lorsque les controverses politiques deviennent ardentes, les personnes d'un tempérament colère et d'une intelligence limitée ont une tendance à la grossièreté. Si je suis un traître, du moins je me suis battu contre les Boers dans l'Afrique du Sud, tandis que le colonel Kenyon Slaney les massacrait ici. J'ai eu l'honneur de me battre sur les champs de bataille pour mon pays, tandis que le vaillant colonel, qui lance feu et flammes, se contentait de tuer Krüger à coups de paroles, en Angleterre, sans renoncer à ses aises, sans courir de dangers [1].

Agressive, l'éloquence de W. Sp. Churchill est encore et surtout imagée. Il cherche, ou bien la formule concrète qui frappe, ou bien la comparaison symbolique qui éclaire. Il veut forcer l'attention des pensées lentes à vibrer et rebelles à l'abstraction. Pour éveiller la curiosité, tantôt il décompose son argumentation en une série de faits concrets, tantôt il groupe ses idées autour d'une image centrale qu'il déroule lentement. C'est ainsi, que pour opposer l'un à l'autre, dans leur esprit et dans leur programme, le parti protectionniste et le parti radical, il écarte les considérations historiques et les formules générales. Il se borne à énumérer une double série de formules, d'un réalisme singulièrement saisissant :

Nous savons parfaitement ce que nous avons à attendre du parti [2] qui incarne les grands intérêts, coalisés dans une

1. *Mac Callum Scott, W. Sp. Churchill*, Methuen, p. 239-240.
2. Discours prononcé le 14 mai 1904 au Congrès de la *Fédération nationale libérale*, tenu à Manchester.

formidable confédération : au dedans, la corruption ; au dehors, pour la masquer, l'agression ; les trucs de jongleries douanières, et l'oppression d'un organisme de parti ; *des passions à pleins seaux et du chauvinisme impérialiste à pleines chopines* ; *la main ouverte au ministère des Finances, et la porte ouverte au débit de boissons* ; la nourriture chère pour des millions d'êtres, et le travail bon marché pour le millionnaire. Telle est la politique de Birmingham, et nous allons dresser contre elle la politique de Manchester...... Nous voulons un gouvernement qui pensera un peu plus au travailleur anglais qui peine au fond de la mine, et un peu moins aux fluctuations des valeurs sur le marché. Nous voulons un gouvernement qui, au lieu de regarder surtout au dehors, regardera surtout, sinon, je crois, complètement, au dedans. Nous voulons un gouvernement et un programme qui considéreront que la situation d'un taudis, dans une ville anglaise, n'est pas moins digne de l'attention des hommes d'État et du Parlement, qu'une jungle dans le Somaliland..... Nous ne désirons point faire mal à une mouche, si nous pouvons l'éviter ; mais nous avons à bien faire comprendre que, pour ce qui est des questions sociales, importantes et urgentes, chaque fois que les privilèges particuliers entreront en conflit avec l'intérêt public, celui-ci aura droit de passage..... Nous allons de l'avant. Notre activité tend vers une organisation meilleure et plus juste de la société. Nous croyons fermement, profondément, que l'heure viendra sûrement, — et viendra plus tôt, grâce à nos efforts, — où les nuages sombres et gris, sous lesquels des millions de nos compatriotes vivent dans un monotone labeur, seront brisés, fondus, dispersés pour toujours, par le noble soleil d'un âge nouveau.

Parfois, au lieu d'énumérer des faits tangibles, présentés dans de brèves formules, il brode sur le thème unique d'une même image. Ses adversaires cultivent un jardin où rien ne pousse. Il énumère les cultures improductives. Il dépeint les agriculteurs maladroits ; et conclut comme il suit :

Les clients, qui ne trouvent plus de fleurs à acheter, s'en vont tous avec dégoût. Les électeurs anglais sont en train

de couper l'eau qui alimente le tuyau, et déclareront ensuite qu'ils vont renoncer au jardin et utiliser le terrain pour construire un asile de fous [1].

*
* *

A la barre de la Chambres des Communes, sur le tréteau d'une réunion publique, les différences entre lord Randolph et Winston Sp. Churchill s'effacent, les ressemblances s'accentuent. La lassitude précoce du fils de la belle Américaine disparaît. Le pli sceptique des lèvres est corrigé. Le regard las des yeux bleus brille d'une ardente lumière. Une flamme passe sur les joues pâlies. L'accent nasillard est balayé par le torrent de l'éloquence. Le geste grandit et anime. Le sang des Marlborough reparaît tout entier dans cet aristocrate qui fauche du bras, excite de la voix, heureux de lutter, grisé par la bataille, et déploie dans les conflits parlementaires d'une ère démocratique, quelques-unes des qualités d'offensive [2] et d'audace qui valurent à l'aïeul, au capitaine Churchill, il y a plus de deux siècles, le titre de duc et le bâton de maréchal.

1. Oldham, 19 août 1900.
2. *Memoirs of John Duke of Marlborough, by William Coxe*, 3 vol., 1818, t. I, p. 5.



SIR EDWARD GREY

Cliché Russell et fils, Londres.

VII

SIR EDWARD GREY

La prétendue homogénéité des partis anglais. — Le dernier des whigs : sir Edward Grey; son portrait.

I. 1° Les Grey de Howick. — Le premier et le second lord Grey. — Le gouverneur actuel du Canada. — 2° La jeunesse de sir Edward Grey. — Député à vingt-cinq ans. — Son premier discours. — 3° En quoi il reste un whig. — Sa résignation aux innovations radicales. — Son indifférence à la politique intérieure. — 4° Ses premiers actes de diplomate. — Confiance qu'il inspire aux conservateurs. — La guerre sud-africaine.

II. 1° Son œuvre au ministere des Affaires étrangères. — Comment il oblige les radicaux à marcher dans la voie tracée par les conservateurs. — L'entente avec la France, le rapprochement avec la Russie. — Il y a une différence entre la diplomatie de lord Lansdowne et celle de sir Edward Grey. — Les discours du ministre libéral. — Leur accent particulier. — La loyauté morale et le bon sens. — Un exemple : le discours du 7 octobre 1908.

L'opinion française s'obstine à considérer que les deux partis, conservateur et libéral, ont une homogénéité absolue. Si l'aile droite du Parlement doit, à n'en pas douter, sa stabilité et sa force à une unité, qu'ont cependant atténuée, à diverses époques, lord Randolph Churchill et J. Chamberlain, avec le « *fourth party* » et « les libéraux-unionistes », l'aile gauche, en tous cas, n'a jamais été au cours du XIXe siècle, qu'une coalition de groupes dissemblables. De 1854 à 1874,

pendant l'hégémonie libérale, les *leaders* avaient sous leurs ordres : des conservateurs dissidents, des whigs, qui constituaient la majorité de leurs soldats, des libéraux nuance R. Cobden, des radicaux comme J. Stuart Mill et des irlandais. Dans l'armée du Très Hon. H. H. Asquith figurent aujourd'hui, sans compter les nationalistes et les ouvriers, un nombre important de radicaux, des libéraux, quelques whigs, deux ou trois conservateurs libre-échangistes. Les whigs, cette fraction de l'aristocratie terrienne, ne constituent plus qu'une infime minorité dans l'aile gauche : tous les autres groupes se sont développés à leurs dépens.

Sir Edward Grey, le collègue de J. Burns, l'ouvrier mécanicien, est un des derniers représentants du parti déchu. Le jeune ministre des Affaires étrangères, — il est né en 1862, il n'a que quarante-sept ans, — et le président du Comité des affaires locales, — son aîné de quatre ans seulement, — représentent deux classes différentes de la société anglaise, incarnent deux périodes distinctes de l'histoire britannique. Nous avons déjà esquissé cette silhouette de J. Burns à la taille courte, aux épaules larges et aux muscles apparents. Nous avons dessiné ce visage à qui les sourcils touffus, la moustache bourrue et la barbe en pointe, les rides du front, le nez fort et les lèvres serrées donnent une expression de force rude. A cette silhouette massive s'oppose l'élégante beauté de sir Edward Grey. Grand, élancé, avec la souple vigueur que donnent le tennis et le cheval, le ministre des Affaires étrangères a ce masque romain, dont l'aristocratie anglaise conserve le type impérial : le front découvert et bombé, le nez légèrement busqué, les yeux clairs bien enchassés, les lèvres fines et le menton volontaire. Dans cette personnalité, tout

comme dans celle de J. Burns, éclate une force vigoureuse, mais une force affinée par de lointaines traditions.

I

Le Très Honorable Sir Edward Grey, troisième baron du même nom, — (le titre date de 1814), — appartient à la vieille famille des Grey, mais à une branche cadette.

Le nom de Grey est un de ceux qu'on retrouve le plus souvent dans l'histoire anglaise. Les de Grey de Wilton, dans le comté d'Hereford, et les Grey de Rotherfield, du comté d'Oxford, datent du premier des Édouard. Les Grey de Codnor, en Derbyshire, peuvent remonter jusqu'à Richard Cœur-de-Lion. Les Grey de Groby ont été immortalisés par lady Jane Grey, la délicieuse victime qui mourut sur l'échafaud au XVI[e] siècle. D'autres Grey furent encore barons de l'Isle, Earls de Kent, Earls de Tankerville.

Les Grey de Howick, auxquels se rattache le ministre actuel des Affaires étrangères, ne datent que du XVIII[e] siècle. Le premier lord Grey, un général, naquit en 1729. Il fit ses débuts dans les plaines du Canada, sous les ordres de Wolf, en combattant Montcalm. Blessé à Minden en 1760, il attaque la Havane en 1762, lutte avec succès contre les troupes américaines en 1777, enlève la Martinique et les Antilles françaises en 1794. Ces services le désignent pour commander les districts méridionaux de l'Angleterre, à l'heure où la Grande Bretagne est menacée d'une invasion par Napoléon I[er]. Le vétéran reçut la pairie à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il mourut l'année suivante. Son fils devait immortaliser les Grey de Howick.

A vingt-deux ans, il débute au Parlement, sous les ordres de Charles James Fox, ce Gladstone du XVIII[e] siècle. Il s'associe à toutes les grandes manifestations qui annoncent la fin de l'ancien régime : à la mise en accusation de Warren Hastings, à la campagne de la *Société des Amis du Peuple* pour l'évolution politique, aux efforts de Charles James Fox pour empêcher la guerre avec la France. En 1797, il dépose, sur le bureau des Communes le premier projet de réforme électorale; et si, en 1832, la chambre des Lords accepte la suppression des bourgs pourris et l'affranchissement des grandes villes, c'est que lord Grey, alors premier ministre, avait arraché à Guillaume IV l'autorisation de déclarer aux conservateurs que, s'ils persistaient dans leur opposition intransigeante, il créerait un nombre de pairs suffisant pour assurer le vote de la loi. Sir Edward Grey est le petit-neveu du grand seigneur whig, qui sacrifia les privilèges politiques de l'aristocratie sur l'autel de la Patrie, dans une nuit qui rappelle celle du 4 août.

Le ministre des Affaires étrangères est donc le cousin-germain du quatrième lord Grey, le gouverneur du Canada. Il cessa en 1885, au moment où Gladstone proposa le *Home-Rule*, de faire partie de l'armée libérale, mais lord Grey n'en est pas moins resté fidèle aux traditions de sa famille. Aucune des grandes batailles pour l'affranchissement populaire ne l'ont laissé indifférent. En 1875, il prête son appui à l'*Union pour la Réforme de l'Église*, qui, sous la direction du Doyen Stanley et du D[r] Jowett, se propose d'atténuer la rigueur dogmatique et d'accroître le caractère national de l'anglicanisme. En 1904, il témoigne sa sympathie à l'*Armée du Salut*, à ce groupement de bonnes volontés, où les préoccupations morales et les œuvres sociales l'emportent sur les émotions religieuses et les recher

ches dogmatiques. En même temps, lord Grey favorise toutes les formes de la coopération et aide l'évêque de Chester à lutter contre l'alcoolisme, en fondant des cabarets modèles, dont les bénéfices sont limités, les ventes contrôlées et les plus-values utilisées. Ici encore, des traditions libérales l'emportent sur les intérêts conservateurs ; et un intelligent opportunisme, par des actes, plus que par des idées, sert la cause des revendications populaires. Et si lord Grey, l'auteur de *Hebert Hervey, A Memoir*, et le collaborateur de la *Pall Mall Gazette*, a été un des fondateurs de la doctrine impérialiste ; si ce réformateur religieux et social fut un ami dévoué de Cecil Rhodes, administra la Rhodésia, en 1896-1897, dirige la *British South Africa Company* depuis 1898, il n'y a point là de contradiction. Les whigs n'ont jamais été des pacifistes. Libéraux par tradition et conservateurs par tempérament, ils ont été les serviteurs aveugles de la grandeur anglaise. Ils ont toujours affirmé qu'ils avaient le droit de mettre la force au service de leur patriotisme. Et leur parti s'est jadis incarné dans la personne de lord Palmerston.

Fondés par un soldat héroïque, immortalisés par un politique qui devina l'heure des transactions nécessaires, continués par un élégant gentilhomme, philanthrope généreux et impérialiste impénitent, les Grey de Howick sont bien une des familles types de l'aristocratie whig. Le petit-neveu du premier Ministre, le cousin-germain du gouverneur du Canada, sir Edward Grey, élevé dans ces traditions d'opportunisme libéral et de fierté nationale, les a continuées.

***

Fils du capitaine George Henry Grey, héritier de son grand-père, sir George Grey, qui fut secrétaire d'État

à l'Intérieur, en 1866, le ministre actuel des Affaires étrangères a reçu l'éducation politique des *Oxford Men* et est rentré au Parlement en sortant de l'Université.

Si le titre d'ancien élève de Balliol College constitue une certaine garantie, il n'en est pas moins certain que sir Edward Grey n'a point remporté à Oxford les succès que permettait d'ambitionner la sévère préparation de Winchester, un des *High Public Schools* les plus connus d'Angleterre. Le jeune étudiant perfectionna ces talents sportifs, qui lui permirent d'oublier sa chute du pouvoir en remportant la même année, en 1896, le prix du *Marylebone Cricket Club* et du *Queen's Tennis Club*. Au cours de ses flâneries le long des bords ombragés de l'Isis, où l'eau coule si lentement, retenue par les tiges des roseaux et les feuilles des nénuphars, sir Edward put acquérir sur la pêche à la ligne les connaissances techniques qu'il utilisa dans la rédaction, en 1899, de son célèbre manuel sur la *Pêche à la mouche volante*. Passé maître dans ces exercices du corps, dont tout anglais proclame avec raison la nécessité morale mais auxquels un gentilhomme attache une valeur particulière, sir Edward Grey recueillit aussi, dans cette grande école des Sciences politiques qu'est l'Université d'Oxford, les connaissances historiques, les notions juridiques, les principes économiques, qui constituent, pour le candidat à la vie publique, un bagage indispensable. Il avait vingt ans; il portait un beau nom; il était passé sur les bancs de Winchester et de Balliol; il connaissait les émotions des championnats de tennis. Il remplissait toutes les conditions nécessaires pour prétendre à un siège au Parlement. En 1882, sir Edward Grey recueille le titre laissé par son grand-père. Il possédait, dans le comté de Northumberland, pays d'origine des Grey de Howick, à Falloden, Christon Bank, un élégant cottage et une

terre de 2000 acres, 800 hectares. Un peu plus tard, la présidence de la *North Eastern Railway Company* et la direction de la *York City and Country Banking Company* accroissent cette petite fortune. L'occasion pouvait se présenter : sir Edward était prêt à apporter au groupe des whigs l'appui de son élégante jeunesse et de ses traditions familiales.

En 1885, à vingt-trois ans, le *Deputy-Lieutenant* est élu à Berwick-sur-Tweed. Deux ans après, le 8 février 1887, il prend la parole pour la première fois. Il soutient l'amendement à l'Adresse, présenté par M. Parnell, qui condamne le régime de la « coercition » et demande pour l'île d'Erin une réorganisation administrative. Sir Edward Grey était d'avis que le meilleur moyen de résoudre les difficultés politiques et d'enrayer la misère sociale consistait à adopter une *loi sur le rachat des terres* et à émettre un emprunt solidement gagé, dont la « gestion serait exclusivement confiée aux autorités responsables en Irlande ».

Sir Edward Grey avait fait à vingt-cinq ans son *maiden speech*. Il était sacré homme politique.



Pendant ces vingt années de réaction conservatrice, qui condamnèrent son parti à l'impuissance, la carrière du jeune whig suivit un cours normal. Elle fut caractérisée par la prédominance des préoccupations diplomatiques, par les oscillations d'un intelligent opportunisme.

Après avoir pris comme sujet de son premier discours la question irlandaise, sir Edward Grey est aujourd'hui l'un des ministres qui sont le plus opposés à la reprise du *Home-Rule*[1].

1. Profession de foi aux électeurs du comté de Northumberland.

Je continue à partager la sympathie qui a toujours caractérisé l'attitude du parti libéral, vis-à-vis de l'Irlande, dans ces vingt dernières années, mais je reconnais que les réformes irlandaises doivent, dans le prochain Parlement, progresser d'une manière graduelle. Je ne crois pas qu'il serait juste, et je sais qu'il ne serait pas possible de réaliser une modification dans la Constitution, aussi grande que celle qui a été tentée en 1886 et 1893, sans faire appel de nouveau au pays.

Les circonstances ont changé : les programmes doivent être modifiés. Seuls, des esprits philosophiques comme lord J. Morley, ou des consciences religieuses comme Gladstone, restent inébranlablement fidèles à une idée qu'ils croient vraie ou juste. L'opportunisme d'un whig ignorera toujours les certitudes dogmatiques et les scrupules moraux. Il cède devant les faits, même s'ils heurtent les intérêts de sa classe. Le 19 janvier 1906, devant un auditoire de pêcheurs, à Berwick-sur-Tweed, sir Edward Grey s'est expliqué avec sincérité sur la poussée ouvrière, qui caractérise les élections de 1906 :

Les classes salariées de notre pays commencent à prendre en mains la gestion de leurs propres intérêts. C'est là un grand changement. J'en suis heureux, parce que j'ai connu beaucoup de *Labour Members*. Les hommes, chargés de représenter directement les travailleurs, qui ont été eux-mêmes des ouvriers, désirent à n'en pas douter des modifications. Mais ils ont de la capacité et du caractère. Ils savent ce qui est raisonnable et pratique. Je suis convaincu que nous verrons, au point de vue de la législation, dans les années qui viennent, des changements considérables, comme il n'y en a jamais eu dans ce pays. Je crois que ces réformes seront conçues dans un esprit pratique et modéré, en vue de servir les intérêts de la collectivité tout entière.

Cette résignation souriante aux innovations qu'il serait dangereux de retarder et inutile d'empêcher, cette concession gracieuse aux assaillants d'une partie

des remparts, avec l'espérance bien arrêtée de maintenir intacts les murs du donjon, caractérisent la méthode politique des whigs, ces conservateurs intelligents.

Mais la carrière parlementaire de sir Edward Grey se distingue par une indifférence assez sensible vis-à-vis des problèmes de la politique intérieure. Elle perce jusque dans sa profession de foi. D'un mot il indique son hostilité contre l'importation de la main-d'œuvre jaune et il précise son attitude vis-à-vis de l'Irlande.

En quelques lignes, il se prononce sur la loi scolaire. « Pleins pouvoirs pour reprendre les écoles privées, à des conditions équitables, devront être donnés aux autorités scolaires; et quand des dépenses extraordinaires seront imposées, le déficit sera comblé par des subventions de l'État et non par des taxes municipales. »

Sir Edward Grey est plus bref encore sur les autres questions : « L'éducation supérieure a besoin d'être encouragée. La loi sur les débits de boisson, la question foncière, surtout en ce qui regarde dans les grandes villes les plus-values provenant de l'emplacement, et d'autres choses encore ont besoin d'être réformées et étudiées. »

Dans cette formule globale et discrète, le Président de la *North Eastern Railway Company* fait probablement rentrer les lois ouvrières. Les deux seuls points, sur lesquels le Ministre s'étende un peu plus longuement, sont la question du libre-échange et la Conférence intercoloniale. Ces deux exceptions se justifient aisément. La lutte contre le protectionnisme constitue, depuis la fin du XVIII[e] siècle, le terrain, sur lequel les whigs se sont toujours réconciliés avec les groupes plus avancés. Et, d'autre part, l'opportunité et le programme d'un nouveau congrès de ministres coloniaux constituent, au premier chef, une de ces questions proprement impériales, dans lesquelles sir Edward a

acquis une compétence indiscutée. Cette profession de foi est un fidèle résumé de sa carrière politique.

Ses interventions, dans les séances du Parlement où ont été discutées les différentes parties du programme libéral, n'ont point attiré une curiosité particulière. Les seules paroles et les seuls actes, qui aient marqué dans sa vie, sont des allocutions et des décisions de diplomate. Elles lui ont valu une autorité indiscutée.

*
* *

La *National Review*, le brillant organe de la doctrine unioniste, s'est exprimée, par la plume de son directeur, J. Maxse, comme il suit, sur sir Edward Grey :

L'absence de sir Édward Grey eût privé le Cabinet, à un moment particulièrement critique, des services du seul homme d'État, que tout le monde s'accorde à considérer comme le seul capable de diriger les affaires étrangères, conformément aux intérêts et aux désirs de notre pays.... S'il a autant de fermeté ou de jugement au pouvoir que dans l'opposition, s'il est capable d'empêcher ses collègues les plus ignorants de se mêler de questions qu'ils ne comprennent point, il se révélera comme un ministre idéal[1].

Cette admiration d'un adversaire politique, d'un des jeunes théoriciens de l'Impérialisme, s'explique. A plusieurs reprises, au cours de sa carrière, sir Edward Grey a traduit, dans ses paroles et dans ses gestes, les tendances profondes de l'opinion britannique : il lui est apparu comme un serviteur passionné de la grandeur anglaise.

Lorsqu'à trente ans, il est promu aux fonctions de sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, il débute sous les ordres de lord Rosebery, dont il subit l'in-

1. Janvier 1906, p. 770-772.

fluence et qui devait rester son conseil. Bientôt l'occasion de se mettre en avant et de prendre des responsabilités se présente : sir Edward Grey ne la laisse pas échapper.

Interpellé sur l'exactitude des bruits qui signalent la marche d'une mission française, commandée par le capitaine Marchand, vers les sources du Nil, il déclare que si la rumeur est exacte, l'acte du gouvernement français constituera au premier chef « un acte antiamical ». Le mot eut du retentissement. Sir Edward Grey montra qu'il savait parler haut. L'opinion britannique fut satisfaite. Le jeune sous-secrécaire d'État était lancé. Cinq ans plus tard, M. A. J. Balfour donne dans les pièges tendus par Guillaume II et se laisse imposer au Vénézuela une coopération anglo-allemande, dont son peuple ne voulait à aucun prix. Sir Edward Grey, le 8 février 1903, traduit, avec bonheur, l'irritation et la méfiance de l'opinion.

Plus récemment, à la veille de la crise ministérielle de 1905 des efforts prématurés, pour enrayer de l'autre côté du détroit la poussée de germanophobie, les attaques de lord Rosebery contre les arrangements franco-anglais, les protestations du *Speaker* (30 septembre 1905) contre l'alliance anglo-japonaise, éveillèrent des inquiétudes. L'avènement au pouvoir des libéraux allait-il entraîner un fâcheux bouleversement dans la politique étrangère du Royaume-Uni? Le 20 octobre 1905, dans un discours, dont on n'a point oublié le retentissement, sir Edward Grey affirma que la minorité, devenue la majorité, saurait continuer l'œuvre commencée et respecter les engagements pris. Il imposait à son parti une attitude, brisait les résistances, étouffait les objections. Une fois de plus il avait su, par cette intuition qui caractérise les vrais politiques, prononcer à l'heure précise les paroles attendues.

Sir Edward Grey avait obéi, consciemment ou non, au même instinct, lorsqu'à propos de la guerre sud-africaine il s'était séparé de son parti, refusé à admettre l'injustice de la cause anglaise[1]. Il a prononcé des discours; il a écrit des articles; il a adhéré au groupement des libéraux-impérialistes. Il est resté fidèle aux traditions des whigs, en affirmant que l'Angleterre se trouvait en présence, dans l'Afrique méridionale, d'un de « ces conflits ethniques, intellectuels et politiques », qui peuvent et doivent être tranchés par la guerre.

II

Ministre des Affaires étrangères depuis 1905, il n'a pas eu, — jusqu'ici du moins, — à appliquer, sur un champ plus étendu, le recours au même principe, au jugement de l'épée. Mais au cours de ces trois années, quelle que soit l'obscurité qui enveloppe l'activité du *Foreign Office*, soumise au double contrôle du Monarque et du secrétaire d'État, sir Edward Grey n'en a pas moins laissé l'empreinte de sa personnalité. Il est resté fidèle aux traditions du whiggisme, ce libéralisme tempéré par le sens des réalités et le culte de la race.

On chercherait en vain, entre la politique suivie par lord Lansdowne et celle reprise par sir Edward Grey, la moindre solution de continuité. Le descendant du général Grey a trop le sens national pour ne pas comprendre que l'unité dans l'action diplomatique est la condition même de son efficacité. Il a entretenu, par des contacts fréquents et des conversations régulières,

1. *National Review*, septembre 1901, p. 27.

cette entente cordiale avec la France qu'imposaient à l'Angleterre les données nouvelles de l'équilibre européen. Le Ministre libéral a dû, pour maintenir la barque dans le même sillage, déployer un peu de son énergie musculaire de rameur émérite. Certes, nul ne songeait, dans les rangs du Cabinet, à imposer à sir Edward Grey une volte-face. Mais, dans les couloirs des Communes, dès l'avènement du parti radical, les groupes avancés, habilement encouragés par la *Wilhemstrasse*, se sont efforcés d'obtenir que la pointe, dirigée contre l'Allemagne, fût soigneusement émoussée. Pendant deux longues années, des manifestations de tout ordre furent organisées avec une habile ténacité. Des comités ont été fondés, des délégations expédiées, des télégrammes échangés. Deux des ministres apportaient à cet essai de rapprochement l'appoint de leurs sympathies germanophiles. Et lorsque le secrétaire d'État à la Guerre partit pour étudier à Berlin l'organisation de la Landwher, sir Edward Grey dut, dans un dernier entretien, préciser l'étendue de son pouvoir et limiter le champ de ses conversations.

Grâce à ce mélange, qui le caractérise, d'impeccable courtoisie et de souriante fermeté, le Ministre sut canaliser les efforts des radicaux. Il encouragea de la voix et du geste les manifestants. Il afficha les intentions les plus pacifiques. Mais ne dévia pas de la voie tracée, jusqu'au jour où une nouvelle tension, provoquée par la question des constructions navales et l'acuité des affaires balkaniques, obligea les radicaux à éteindre les lampions et à déchirer les guirlandes.

S'il fut relativement aisé à sir Edward Grey de conserver les positions fortifiées par lord Lansdowne, malgré les clameurs des partisans du démantèlement, il lui fut plus difficile de les compléter par un nouveau

bastion. La convention anglo-russe, relative à l'Afghanistan, au Thibet et à la Perse, est l'œuvre personnelle du Ministre. Quel que soit l'appui qu'il ait trouvé chez Edouard VII, sir Edward Grey a eu au moins le mérite de préparer les esprits, de choisir l'heure et d'imposer une transaction. Il dut lutter non seulement contre les exagérations des impérialistes, qui se refusaient à encercler dans des limites précises les ambitions britanniques, et contre les scrupules des radicaux, qui désiraient favoriser le nationalisme persan. Il rappela aux uns que l'avantage que trouverait l'Angleterre à réintroduire la Russie dans le cercle européen valait bien quelques sacrifices. Il démontra aux autres que la solution des questions litigieuses, causes de la rivalité anglo-russe, exigeait des concessions réciproques. Fidèles à la tactique des whigs, il fut impérialiste avec les conservateurs et pacifique avec les avancés. Mais ces derniers furent plus difficiles à convaincre.

Lorsqu'ils constatèrent que les années passaient sans que la limitation des armements fût acceptée, la rivalité anglo-allemande eût disparu, les affaires macédoniennes fussent résolues, ils protestèrent à plusieurs reprises, par l'organe de la *Nation*. Rien ne distinguait la politique étrangère du Cabinet radical, de celle du Ministère unioniste. Lord Lansdowne était toujours au pouvoir.

*
* *

Les doctrinaires exagèrent. Il faut être aveuglé par des idées préconçues pour ne pas découvrir une différence entre la diplomatie de lord Lansdowne et celle de sir Edward Grey. Elle réside moins dans l'objectif, qui n'a point varié, — puisque les intérêts

anglais n'ont pas changé en trois ans, — que dans la manière. Le gentilhomme whig a un ton qui lui est personnel.

Certes, il n'a rien de dogmatique ni d'oratoire. Lisez par exemple cet exposé du 27 juillet 1908, où il passe en revue les diverses questions à l'ordre du jour. Rien de méthodique dans le plan. Le Ministre énumère divers groupes de faits, sans qu'il trouve nécessaire de les réunir autour d'une idée générale, de les passer au crible d'une doctrine rigoureuse. Rien d'éloquent dans la forme. Sans daigner, un seul instant, relever l'austérité de ce compte rendu par un souvenir heureux, ou un mouvement oratoire, sir Edward Grey cause, plus qu'il ne parle. Il se laisse aller aux impulsions d'une parole facile, mais terne. Et cependant, dans ces discours, mal charpentés et mal écrits, malgré les oscillations du plan et la lourdeur de la forme, à certains moments, — lorsque l'orateur aborde un problème grave, par exemple, celui des relations anglo-allemandes, — l'attention de l'auditoire ou du lecteur est frappée par un mélange d'équilibre et d'élévation, de bon sens et de sincérité loyale.

Cet accent particulier caractérise, à la fois, la personne et la politique de sir Edward Grey. Même si l'on n'a point connu le foyer austère, où il fut élevé, la noble compagne, qu'il a perdue, il est impossible d'entrevoir le Ministre, sans être frappé par la beauté de son regard. Aucune ombre n'en ternit la lumière. De ces yeux tombe une lointaine clarté. Sous la double influence de l'éducation et de la douleur, la conscience du *gentleman* s'est encore affinée. Elle est aujourd'hui d'un métal qu'aucun choc ne pourrait briser, qu'aucune tache ne saurait rouiller. Sir Edward Grey apporte, dans la diplomatie, une âme qui répugne invinciblement au mensonge. Il se dégage de sa personne une

telle impression de loyauté, que les idéalistes d'extrême gauche, conquis et charmés, pardonnent à sir Edward Grey son jugement équilibré, plus sensible aux réalités politiques qu'aux exigences doctrinales.

Sir Edward a l'âme trop élevée, pour ne point apprécier la noblesse des aspirations libérales; mais il a l'esprit trop juste, pour en accepter les exagérations dangereuses. Il ne sera ni le visionnaire de rêves lointains, ni l'artisan de louches intrigues. Ce gentilhomme anglais n'a rien de Bismarckien. Il serait incapable de s'abaisser jusqu'à tendre des pièges ou tronquer des dépêches. Mais, d'autre part, il ne laissera pas se rouiller les armes que lui a léguées son prédécesseur. Il ne désire pas troubler la paix, mais il sera prêt pour la guerre. Ce ton à la fois équilibré et élevé caractérise la physionomie de sir Edward Grey et les actes de son ministère.

Au mois d'octobre 1908, l'indépendance de la Bulgarie, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine viennent subitement poser la question d'Orient. Un complot a été tramé et le secret bien gardé. L'Angleterre a été tenue à l'écart, et sa signature déchirée. Un J. Chamberlain aurait formulé de retentissantes protestations et déchaîné le conflit Européen. Sir Edward Grey atténue les faits et calme les flots, mais dégage les leçons nécessaires et prend les précautions indispensables [1].

J'espère et je crois qu'il n'y aura pas de raison pour que les événements, *jusqu'ici du moins*, viennent troubler la paix.... Matériellement et pratiquement, le changement, qui s'est accompli, n'est pas bien considérable. La Bulgarie s'est proclamée indépendante, mais elle était déjà une puissance autonome ; et la différence entre l'autonomie et l'indépendance n'a pas, au point de vue pratique, l'importance qu'elle

1. 7 octobre, à Wooler.

a au point de vue sentimental. Les provinces de la Bosnie et de l'Herzégovine étaient déjà administrées par l'Autriche; et le fait qu'elle les prend aujourd'hui entièrement à son compte, et pour de bon (*sic*), ne constitue pas matériellement et pratiquement une grande transformation.

Après avoir, par ces paroles conciliantes, rempli ses devoirs vis-à-vis de l'idéal pacifique, cher à son parti, sir Edward Grey laisse parler le bon sens : « La manière, dont se sont réalisés ces changements, est, *pour le moins, irrégulière et subite* ». On a modifié le traité de Berlin, sans daigner, à l'avance, en entretenir la Turquie, alors que chaque fois que l'Angleterre prenait en main la cause des réformes macédoniennes, on lui reprochait de toucher à l'intégrité ottomane.

Nous ne pouvons pas reconnaître à aucun pouvoir ou État le droit de modifier un traité international, sans le consentement des autres parties contractantes. Nous ne saurions nous-mêmes sanctionner les résultats de cette revision, jusqu'à ce que les autres nations aient été consultées, et en particulier la Turquie, qui est la plus directement intéressée.... Tous, — et je crois que ce sentiment grandit en Europe, — nous désirons voir se ralentir la progression des dépenses militaires; mais vous ne pourriez vous attendre à les voir diminuer, si les gens vivent dans la crainte que les traités peuvent être tout d'un coup modifiés, sans que toutes les puissances, qui ont apposé leurs signatures, aient donné leur consentement.

Et pour ne pas laisser son auditoire, ses électeurs, sous l'impression de ces redoutables perspectives, sir Edward Grey se hâte de passer en revue les efforts accomplis par ses collègues, pour faire prévaloir, dans la mainmise de l'État sur les patentes des débits de boisson, dans l'organisation des retraites ouvrières, sans versement des intéressés, dans le morcellement des exploitations agricoles, les intérêts de la collectivité aux dépens de la minorité. Ce cadet de grande

famille s'incline, avec bonne grâce, devant les revendications populaires. Il borne son ambition à les concilier avec la paix sociale et la grandeur anglaise.

Et, servi par le charme de sa personne et l'autorité de sa conscience, il oblige le Parlement le plus radical qu'ait jamais eu l'Angleterre à subir docilement, en échange de quelques concessions dans le style des dépêches et dans le texte des discours, l'impulsion donnée à la politique anglaise par le cabinet conservateur sur les conseils du Roi et du *Times*.



Rebelle aux principes abstraits et docile aux questions de fait, prêt, sur le terrain parlementaire, à toutes les transactions opportunes qu'exige la conservation sociale, disposé sur le domaine diplomatique à sacrifier aux intérêts de son peuple la doctrine de son parti, sir Edward Grey perpétue, au début du XXe siècle, la méthode et la tactique inventées par les whigs à la fin du XVIIIe.

L'Angleterre est le pays où les idées mettent le plus de temps à mourir. N'est-il pas celui où les usages et les souvenirs, les ruines et les arbres sont conservés avec le plus de piété? De l'autre côté du détroit, plus que partout ailleurs, le passé survit dans le présent, le domine et l'explique.

VIII

LE TRÈS HON. J. CHAMBERLAIN

On s'est plu à rapprocher Joe Chamberlain de David Lloyd-George. — J. Chamberlain est un petit bourgeois saxon.

I. Ses origines. — On ne trouve dans sa famille que des commerçants et des pasteurs. — La *Compagnie des cordonniers de Londres*. — A seize ans il quitte le collège. — Caractère limité de sa culture.

II. Il entre dans le commerce de la cordonnerie, puis dans celui des vis à Birmingham. — Succès de l'usine. — Soin avec lequel il s'acquitte de ses devoirs civiques. — Les premiers discours.

III. Ses premiers actes politiques. — L'œuvre municipale. — La lutte contre la loi scolaire. — Candidatures électorales et acclamations ouvrières.

IV. Les contradictions de Joe Chamberlain. — Ses jugements sur les mêmes hommes, ses opinions sur les mêmes questions coloniales et étrangères, ses convictions politiques ont varié. — Comment s'expliquent ces contradictions successives. — Unité du tempérament.

Des journalistes, en quête de paradoxes, se sont plu à rapprocher les deux silhouettes de J. Chamberlain et de D. Lloyd-George. Ils ont voulu trouver entre l'apôtre radical de la paix et le missionnaire impérial une étroite parenté. Oublieux des différences psychologiques qui séparent l'avocat celte, dominé par un idéalisme religieux, et l'industriel saxon, tourmenté par une soif insatiable d'action créatrice, ces spectateurs assidus des discussions parlementaires ont insisté

sur des ressemblances plus extérieures, moins profondes. Ils ont comparé leurs gestes nerveux, leur éloquence agressive, leur voix mordante. Ils ont oublié le seul lien, vraiment caractéristique, qui rapproche les deux adversaires : J. Chamberlain et D. Lloyd-George, le glorieux vétéran des luttes du *Home-Rule*, le brillant interprète du néo-radicalisme, appartiennent, à peu près, à la même classe sociale. Ils sont, l'un et l'autre, des représentants des classes moyennes, des fils de la petite bourgeoisie. Parvenus au premier rang de leur parti, ils ont, à vingt ans d'intervalle, réclamé leur part dans le pouvoir politique, jusqu'alors monopolisé par l'oligarchie terrienne et l'aristocratie industrielle. Également désireux de servir les intérêts et d'aider les revendications de leur caste, ils se sont attachés, plus spécialement, l'un à réaliser son programme économique, l'autre à défendre son idéal religieux, Mais si D. Lloyd-George, le représentant du méthodisme, est aussi le Ministre qui veille sur le développement du socialisme municipal et les progrès de la marine marchande, de même J. Chamberlain, le champion du protectionnisme, n'est pas seulement connu pour l'impulsion qu'il donna jadis à la municipalisation des services publics, les réformes qu'il imposa aux assureurs maritimes : il fit, aux environs de 1870, ses débuts dans l'arène politique, comme le porte-parole des protestants dissidents, lésés par une loi scolaire. Les différences profondes de ces deux tempéraments ont pu être effacées, dans une certaine mesure, par l'identité du milieu social.

Il joue dans toute la carrière de J. Chamberlain une importance capitale. Il donne à l'historien le fil conducteur qui permet de suivre, dans ses évolutions successives, une activité particulièrement complexe.

*
* *

On chercherait, en vain, dans les deux branches paternelle et maternelle de son arbre généalogique, des gentilshommes, des soldats ou des politiques. On ne trouve, dans ce tableau, qui ne remonte point d'ailleurs bien loin dans le passé, que des commerçants modestes ou des pasteurs protestants.

Il est en effet impossible de suivre la filiation au delà de Daniel Chamberlain *maltster* à Lacock, dans le Wiltshire, qui mourut en 1769[1]. Son fils, William, l'arrière-grand-père de l'homme d'État, émigre et se fixe à Londres. Il fonde, dans le quartier de Cheapside, un commerce de chaussures et de souliers, que ses descendants se transmettent fidèlement de génération en génération.

Ma famille, s'écriait un jour J. Chamberlain, devant la chambre des Communes, ne peut, à aucun degré, s'enorgueillir d'une origine illustre. Elle n'a ni richesse ancienne ni rien de semblable. Mais nous avons les traditions, — traditions non interrompues, — de deux siècles d'intégrité, d'honneur commercial absolument intact.

Et l'orateur de rappeler, avec orgueil, que son arrière-grand-père, son grand-père et son grand-oncle

1. Le Rév. J. Stephen Barrass, *rector* de St-Lawrence Javry, affirme que la modestie démocratique de J. Chamberlain est excessive. Il a découvert dans la comptabilité paroissiale la preuve que M. William Chamberlain a fait, en 1769, des donations importantes, incompatibles avec la situation matérielle et morale d'un débutant. D'autre part, le registre des mariages apprend que le 2 mars 1651 G. Chamberlyne aurait épousé la fille de sir Richard Saltonstale, un parent éloigné du gouverneur Endecott, le fondateur du Massachusetts. Joe Chamberlain aurait donc pour ancêtres des gens fort bien nés. Mais encore faudrait-il établir la filiation qui unirait G. Chamberlyne à William Chamberlain.

ont été, à tour de rôle, *Masters* de la *Compagnie des Cordonniers de Londres*. A vingt et un ans, J. Chamberlain devait, lui aussi, solliciter son admission. Son exemple fut suivi par ses quatre frères et par son fils, Austen, le ministre des Finances. L'orateur aurait pu ajouter que les Chamberlain jouissaient d'une telle réputation d'honorabilité, que plusieurs d'entre eux, bien qu'ils fussènt unitariens, furent choisis comme marguilliers, *churchwardens*, de leur paroisse anglicane.

Les mêmes vies de labeur intègre et d'austérité religieuse caractérisent la branche maternelle. Le père de l'homme d'État, M. Joseph Chamberlain, un commerçant amoureux de la solitude, mais dont les dons généreux lui valurent une inscription commémorative sur les murs d'Unity Church à Islington, avait épousé Caroline Harben, la fille d'un marchand de comestibles. Par son grand-père maternel, le missionnaire impérial se rattache, comme il l'a dit lui-même, « à un de ces pasteurs bannis, qui, au temps des Stuarts, abandonnèrent foyer, travail, argent plutôt que d'accepter le Credo de l'État, qu'on songeait à leur imposer ». Le père de Caroline Harben avait, en effet, épousé la petite-fille de Richard Serjeant, de Kidderminster, qui refusa de souscrire aux déclarations dogmatiques imposées, en 1662, par l'Acte d'uniformité.

L'héritier de cette double lignée de pasteurs et de commerçants, l'aîné de neuf enfants, le doyen de quatre frères, qui tous entrèrent dans l'industrie, Joe Chamberlain naquit à Londres le 8 juillet 1836. Il ne vit point le jour dans un quartier élégant, au nord de la Tamise, mais dans un faubourg modeste, au sud du fleuve impérial, dans la ville des boutiquiers et des employés, à Camberwell.

Dès l'âge de huit ans, il va à l'école. C'est un enfant

silencieux et volontaire, également prêt à dérober les jouets d'autrui et à protéger les gamins qui acceptent de lui obéir. En 1845, ses parents, dont la situation s'est améliorée, transportent leurs pénates au nord de Londres, à Islington. A quatorze ans, J. Chamberlain quitte les bancs de l'école pour suivre les cours d'University College. Rebelle à la culture classique et aux exercices physiques, le jeune homme laisse à ses maîtres le souvenir d'un élève tenace et persévérant. Il réussit dans les mathématiques. Grâce aux leçons de M. Merlet, s'il faut en croire les souvenirs personnels évoqués dans un discours du 5 novembre 1902, il apprécie les beautés de la langue française et apprend à lire les œuvres de Molière. Deux ans après, à seize ans, J. Chamberlain quittait définitivement le collège. Il avait reçu l'éducation utilitaire et limitée d'un commerçant.

Il devait rester pour toujours dépourvu de l'affinement intellectuel, acquis à l'Université et réservé à une élite. S'il a une admiration profonde pour Macaulay, Tennyson, Dickens et Thackeray, elle ne lui a pas été inculquée par ses maîtres. Il a lu les grands écrivains de son temps, rapidement, à des moments perdus, derrière son comptoir, entre deux additions. Les citations, dont il aime à orner ses discours, ne révèlent point une profonde culture. On y chercherait en vain quelques-unes de ces phrases grecques, qu'on retrouve encore dans les allocutions classiques de Gladstone. La littérature latine n'a pas davantage inspiré J. Chamberlain. Si, au cours de sa première intervention vraiment importante dans les débats parlementaires, il s'est laissé aller à rappeler le vers fameux :

Facilis descensus Averno,

cet essai n'a jamais été renouvelé. Seuls, les auteurs

contemporains lui ont fourni de rares ornements. Quelques-unes de ces citations témoignent d'une connaissance superficielle. En 1885, il fait allusion « à feu M. Carlyle ». En 1895, il parle « d'une œuvre appelée *Romola*, — dont l'auteur est, je crois, G. Eliot ». Seuls, « le poète Américain », d'ordinaire Longfellow, « les poètes Coloniaux », R. Kipling, ont l'honneur de fournir à cet orateur utilitaire les images, les formules nécessaires pour relever l'éclat, accroître la sonorité de ses sobres péroraisons.

Et c'est ainsi qu'à seize ans, sans être alourdi par le pesant fardeau d'une culture littéraire et d'un système philosophique, avec le seul bagage de ses traditions familiales d'activité pratique et d'austérité civique, le jeune Joe Chamberlain entre dans les affaires. Il y réussit brillamment, parce qu'il y apporte, tout en respectant le glorieux passé d'intégrité commerciale et de générosité sociale, les ressources inépuisables d'une volonté supérieure.

***

Il entre dans la boutique de cordonniers, où, pendant quatre générations et cent vingt années, les siens avaient géré le même commerce, dans la même maison, sous le même nom. Tous les matins, le jeune homme quitte Islington et « descend en ville ». Pendant deux ans, il travaille, alternativement, dans l'atelier et à la caisse : il apprend tous les détails de l'art de faire les chaussures.

Si un hasard heureux n'était venu boulverser sa vie, Joë Chamberlain aurait dû limiter ses ambitions à devenir, à son tour, *Maître de la Compagnie des Cordonniers de Londres.* Il était réservé à des destinées plus hautes. En 1854, M. Nettlefold, l'oncle maternel

de l'homme d'État, un industriel de Birmingham, achète en Amérique le brevet d'une invention qui doit bouleverser, par l'introduction d'une machine nouvelle, la fabrication des vis. Il cherche des capitaux. Il s'adresse à M. Joseph Chamberlain, qui accepte de s'associer à cette affaire. Celui-ci délègue son fils pour le représenter. A dix-huit ans, le jeune Joë part pour Birmingham, pour la cité qu'il devait promouvoir à la dignité de capitale politique du Royaume-Uni. Aux débuts, la situation est difficile. L'industrie naissante traverse une crise redoutable. L'usine nouvelle est menacée par la concurrence de petits ateliers, qui travaillent à perte. L'énergie audacieuse de Joe Chamberlain triomphe de tous les obstacles. Il noue des négociations avec ses rivaux. Il rachète leurs fonds. Il se crée un monopole de fait; et, en 1874, soit vingt ans après leur arrivée à Birmingham, Joë et trois de ses frères pouvaient définitivement quitter leurs affaires. Leur fortune était faite.

Ce succès éveilla des jalousies. Des rumeurs fâcheuses circulèrent. Les adversaires politiques devaient, plus tard, recueillir avec empressement toutes ces vagues accusations de concurrence déloyale. Il ne semble pas qu'elles soient fondées. Messieurs A. Stokes et Cie, une maison fort connue dans le commerce des vis, se sont, le 25 novembre 1884, au nom de leurs confrères, portés garants de l'honorabilité de leur ancien rival : Joë Chamberlain n'a employé que les armes permises dans la guerre industrielle. Le Rév. R. M. Grier, vicaire de Rugdy, certifie, dans le *Daily News*, que « la maison de M. Chamberlain a toujours occupé une place de premier ordre dans l'estime de tous, et en particulier des ouvriers, pour l'honnêteté et la loyauté de ses procédés ».

Cette popularité naissante s'explique par le soin

avec lequel le futur maire de Birmingham, fidèle à ses traditions de famille, s'acquitte de son devoir social. A toutes les étapes de sa carrière, nous retrouverons ainsi, étroitement unies, l'énergie créatrice, orientée vers la solution immédiate des questions pratiques, les préoccupations morales, dictées par un sens héréditaire du devoir religieux. Joë Chamberlain fonde un Club pour ses ouvriers, organise des cours du soir, joue souvent le rôle de professeur. Il prend régulièrement la parole à l'*École du dimanche*, organisée, pour les jeunes gens et les jeunes filles, par ses coreligionnaires unitariens. Il est le premier Président de leur *Société pour l'Amélioration mutuelle de la Jeunesse*. La conférence Molé-Tocqueville de Birmingham et Edgbaston le compte au nombre de ses adhérents. Le monocle déjà vissé à l'œil, dévisageant ses adversaires « avec une parfaite effronterie », il se révèle comme un orateur dangereux par « sa présence d'esprit, la rapidité de ses attaques, l'audace de son orgueil ». Il affiche les goûts guerriers qui caractérisent tout jeune Anglais de forte race et de bonne santé. Il fait ses débuts en défendant Cromwell. En 1858, il attaque les opinions pacifistes de J. Bright. En 1860, il reproche au gouvernement de n'avoir point empêché par les armes l'annexion de la Savoie.

Par le maniement de la parole, par les services rendus, par la fortune acquise, Joe Chamberlain, — le jeune bourgeois, — se prépare lentement à la vie publique. Avant de solliciter des mandats, il voulut, conformément à ses traditions familiales, planter définitivement sa tente sur le sol de Birmingham. Industriel heureux, danseur émérite, auteur et acteur également remarqué de saynètes mondaines, pépiniériste distingué, sinon sportsman accompli, Joe Chamberlain pouvait songer à s'établir. Le sort

lui refusa la vie sereine qu'avaient connue les siens, autour du foyer domestique. Par deux fois la mort s'abattit sur son toit. Par deux fois, avec la ténacité d'un homme d'action, il replante sa tente déracinée. En 1868, en 1888, Joe Chamberlain dut renouer les liens scellés, pour la première fois, en 1861. Ces trois mariages ne troublèrent jamais l'harmonie de son foyer. Pendant de longues années, les six enfants, avec un égal attachement, restèrent groupés autour de leur père. Aujourd'hui encore, quatre filles se sont refusées à quitter le nom dont elles sont fières. Cet homme d'action, qui sacrifie tout, — opinions passées, idées générales, sentiments humanitaires, — à l'énergie créatrice; ce lutteur, qui a inspiré des haines farouches et su les mériter, a éveillé aussi, — et ce n'est pas là un des moindres attraits de cette curieuse physionomie, — des attachements profonds. Le *Punch* a immortalisé l'amitié de Jesse Collings pour Joe Chamberlain, en les mettant en scène sous la forme de « Don Chamberlain Quichotte et Sancho Jesse Pancha ». Pour être moins connu que celui du « Baromètre de Joe », les dévouements de John Morley, aujourd'hui lord Morley, de sir Charles Dilke n'en ont pas moins survécu aux violences des discussions parlementaires.

Il y a une telle puissance du vouloir chez cet homme, qu'elle force le sentiment et impose le respect. Les sentiments passionnés qu'il a inspirés, une ville devait les partager.

***

L'attachement de Birmingham pour J. Chamberlain, ce culte, qui, loin de se démentir en quarante ans, devait se manifester à toutes les étapes importantes de sa carrière politique, est incompréhensible,

si l'on oublie les débuts de cette vie publique. A trente ans, le futur Ministre adopte intégralement les griefs économiques et les revendications religieuses des classes moyennes. Il n'a jamais cessé de les servir. C'est là qu'il faut chercher, ainsi que dans les replis du tempérament, les caractères qui donnent une réelle unité à cette vie, traversée par de brusques évolutions, obscurcie par des opinions contradictoires.

En 1865, J. Chamberlain prend part à la fondation de l'*Association libérale*, cette fédération démocratique de comités de quartiers, qui, réorganisée en 1868 de manière à pouvoir englober les nouveaux électeurs ouvriers, constituera l'ossature du fameux *Caucus*. En 1867, il prononce son premier discours politique, pour défendre la candidature de M. Dixon. Deux ans après, en 1869, il s'engage dans une double campagne municipale et politique, économique et religieuse, qui devait lui gagner les cœurs de Birmingham.

Élu membre du *Town Council* en 1869, maire en novembre 1873, J. Chamberlain, aidé de tout un groupe de pasteurs dissidents, Dr Dale, Dr Crosskey, qui depuis ont rendu hommage à son énergique activité, travaille à faire de Birmingham, — jusqu'alors un vaste village, — une cité impériale. Il y réussit. Et il a pu récemment, non sans un légitime orgueil, résumer, comme il suit, l'œuvre accomplie :

Il y a cinquante ans, la population de la ville était de 180 000 âmes, soit 40 p. 100 de ce qu'elle est aujourd'hui. La valeur imposable était le tiers de ce qu'elle est maintenant. En ce temps-là, à l'exception de l'Hôtel de Ville et du Marché, il n'y avait pas d'édifices publics de quelque importance. Il n'y avait ni parcs, ni bibliothèques gratuites, ni bains, ni galerie artistique, ni musée. Nous n'avions ni les Ecoles

municipales, ni l'École d'art, ni le *Midland Institute*, ni le *Mason College*, ni *Corporation Street*. La grande étendue, couverte par cette artère et les voies qui en dépendent, était un des pires quartiers de la ville, au point de vue social et sanitaire. Les rues étaient mal pavées, imparfaitement éclairées, incomplètement desservies par des égouts. Les chemins des piétons étaient pires que les rues : vous enfonciez dans plusieurs centimètres de boue, ou, dans les quartiers privilégiés, vous avanciez sur des galets, singulièrement douloureux. Le gaz et l'eau appartenaient à des Sociétés privées. L'eau n'était fournie que trois jours par semaine. Des milliers de cours étaient sans pavés et sans égouts, recouvertes de marais de boue fétide, dans lesquels se déversaient les cendres et les ordures. En 1848, la mortalité annuelle était de 30 p. 1 000 : elle n'est aujourd'hui que de 20 p. 1 000.

Parallèlement à ce premier essai de socialisme municipal, J. Chamberlain trouve le temps de prendre en main la direction de la lutte scolaire. En 1869, il accepte de présider le bureau de la ligue, nouvellement constituée, pour l'*Éducation nationale*. Il est un des dix industriels qui souscrivent 25 000 francs. L'Association avait pour but de défendre une réorganisation de l'enseignement primaire sur les bases suivantes. Des écoles seront ouvertes, de manière à pouvoir subvenir aux besoins de toute la population enfantine; elles seront entretenues par des taxes municipales et des subventions d'État; elles seront soumises au contrôle des corps élus; l'instruction sera obligatoire, gratuite et laïque. Le projet de loi, proposé par Gladstone et accepté par le Parlement, ne donne point satisfaction aux non-conformistes :

Il n'établit des *Boards* (des conseils élus, chargés de gérer les écoles laïques) que là où il n'existe pas d'enseignement confessionnel. Il aurait dû créer des *Boards* partout, et placer les écoles religieuses sous leur contrôle.

Ces critiques adoucies, formulées par J. Bright, ne traduisent qu'imparfaitement les colères des protestants de Birmingham. Un *Comité central non conformiste* est fondé. J. Chamberlain joue un rôle important dans cette agitation. Au début de 1871, il stigmatise M. Forster, l'auteur des concessions faites aux anglicans et aux catholiques, en des termes qu'on ne peut relire aujourd'hui sans éveiller, sur les lèvres des adversaires de M. Chamberlain, des sourires narquois :

Ce radical, ce Quaker, est maintenant ministre de la couronne, partisan d'une Église d'État. Le *parson* et le débitant ont uni leurs efforts; les catholiques romains et anglicans se sont embrassés; le lion s'entend avec l'agneau pour obtenir que les *School Boards* constituent un point d'appui pour l'enseignement confessionnel.

Cette agitation politique, qui porta au Cabinet Gladstone des coups sensibles; cette œuvre économique, qui se traduisit par des résultats immédiats; quelques articles de revue, où le Maire reprenait le programme radical des « quatre A » [1], désignèrent, tout naturellement, J. Chamberlain pour un mandat de député. En 1873, il est candidat à Sheffield contre Rœbuck, un libéral avancé rallié au parti conservateur, un Chamberlain avant la lettre. Battu, il est désigné en juin 1876, pour recueillir la succession de M. Dixon, dans une des circonscriptions de Birmingham. Un ouvrier prend la parole, dans la réunion du *Caucus*, et défend cette candidature :

Joseph, tu as été fidèle aux intérêts de notre bourg. Aux tâches que nous t'avons confiées, comme à un fidéicommissaire, tu es resté fidèle. Nous ferons de toi un chef de la Nation.

1. Affranchissement des églises, de la terre, des écoles, du travail.

Et le 27 juin, après que le Maire eut été élu sans concurrent, un travailleur se lève :

Nous pouvons avoir foi en Joseph : il descendra en Égypte, et là, insensible à la crainte de l'autorité de Pharaon, aux charmes de la femme de Putiphar, il fera ce qu'il doit à ses électeurs.

Le lendemain J. Chamberlain, qui depuis deux ans avait quitté les affaires, se démet des fonctions municipales pour se consacrer entièrement à la vie politique.



Petit et agile, malgré son dédain des sports, le front solide légèrement fuyant, l'œil bleu d'acier, le nez droit et proéminent, les lèvres serrées et closes, le menton volontaire, le visage glabre encadré par de courts favoris, le jeune député restait, malgré l'élégance du monocle et de l'orchidée, un bourgeois saxon, pratique, volontaire et tenace. Le tempérament est resté immuable. La méthode n'a point varié. Dans ses efforts pour résoudre des problèmes différents, l'homme d'État a révélé la même connaissance du peuple anglais et de ses intérêts économiques, le même mépris pour les obstacles matériels et les théories abstraites, la même puissance de volonté. Les programmes ont été bouleversés. Les opinions ont changé. Les discours se contredisent. Derrière ces évolutions, on découvre toujours le commerçant saxon, ardemment et exclusivement épris d'action créatrice.

Un observateur narquois a remarqué que, après avoir déclaré en 1888 « qu'il n'avait pas modifié une seule des opinions qu'il avait exprimées », M. Cham-

berlain en avait été réduit à avouer annuellement, — la statistique en a été dressée, — une ou plusieurs volte-faces, à invoquer pour les justifier l'autorité d'Émerson : « La fidélité dogmatique est la marotte des petits hommes d'État, des petits philosophes, des petits théologiens ». Le député de Birmingham ajoutait que c'était « souvent un devoir pour le politique, lorsque les circonstances changent, de modifier ses opinions ». C'est un devoir dont il s'est largement acquitté.

*
* *

Ses jugements sur les mêmes hommes ont varié. Le 19 décembre 1882, Gladstone est « la plus noble figure de l'histoire politique de l'Angleterre ». Dix ans après, le 8 juillet 1892, il n'est plus « qu'un furieux orateur démagogique, qui perd la tête et n'est plus maître de lui ». Un jour M. Chamberlain parle avec émotion de « ces cinquante années de vie publique honorée et honorable » (19 déc. 1882). Plus tard, il s'écrie que « depuis le temps d'Hérode, il n'y a jamais eu d'adulation plus servile » (27 juillet 1893).

Les opinions de M. Chamberlain sur les mêmes questions coloniales et étrangères ont changé. Le 19 avril 1887, il « s'enorgueillit d'être un homme d'État de clocher, et il déclare que les hommes d'État de clocher ont fait plus pour le bien-être et le bonheur du peuple que la législation impériale ». Et, dix ans après, le 30 janvier 1897, il reproche « aux chefs du parti radical d'oublier, dans l'attention qu'ils prêtent à ces discussions de clocher, qui sont, après tout, de peu d'importance, le vrai rôle que ce pays a joué et est appelé à jouer dans l'histoire du monde ». Autrefois, il craignait que « le Titan fatigué ne finisse par ployer

sous la trop grande immensité de son fardeau » (2 août 1878). Aujourd'hui, le 3 novembre 1897, il en veut à « ceux qui affirment que le Titan fatigué finira par ployer sous la trop grande immensité de son fardeau, et que nous n'avons pas la force de supporter le poids de l'empire ». En 1871, le conseiller municipal de Birmingham prend la parole dans des réunions publiques, pour saluer le rétablissement de la République française et souhaiter l'intervention du gouvernement britannique. En novembre 1899, le ministre des Colonies adresse à notre peuple le conseil, — d'ailleurs mérité, — « de corriger ses manières », d'améliorer son éducation, et, le mois suivant, il esquisse le plan d'une « triple alliance » entre l'Angleterre, les États-Unis et l'Empire allemand. Deux ans après, M. Chamberlain échange avec le chancelier von Bülow des aménités dont le souvenir ne s'est point perdu; et, aujourd'hui, la sympathie témoignée par le Député à l'Entente cordiale, ses déclarations précises à M. Delcassé ne sont, de l'autre côté du détroit, un secret pour personne.

Les convictions politiques et économiques de M. Chamberlain ont subi des évolutions aussi radicales que ses opinions sur les questions coloniales ou étrangères.

Le 4 août 1884, les tories constituent « le parti de l'obstruction et du préjugé ». Le 19 octobre 1885, on nous apprend « que le *torysm* est cynique; qu'il est égoïste; qu'il est incapable ». Mais, le 6 juillet 1892, notre auteur déclare « qu'il n'est pas honteux de son alliance avec le parti conservateur; qu'il en est fier ». Le 29 octobre 1884, la chambre des Lords est « un club de propriétaires tories, qui, dans sa salle dorée, dispose du bien-être du peuple, en se préoccupant exclusivement des intérêts d'une seule classe ». L'An-

gleterre a été trop longtemps « la bête de somme des lords ». Mais le 19 mars 1892, on nous apprend que la chambre des Pairs « vivra plus longtemps que la plupart d'entre nous et qu'elle restera, pour plusieurs générations à venir, un rouage pittoresque, majestueux, sinon capital de la Constitution britannique ».

Le 29 septembre 1887, la séparation des Églises de l'État « est mûre pour la discussion et pour un examen public; elle ne devrait pas être ajournée ». Mais le 30 mars 1892 « on n'est autorisé, ni au nom des principes généraux, ni au nom des réalités politiques, à mettre cette question au premier plan, à l'exclusion de toutes les autres ». Le 24 mars 1882, M. Chamberlain remarque que, « même si les nations protectionnistes avaient progressé plus que nous ne l'avons fait, cela ne prouve rien pour ou contre le libre-échange »; et, le 6 octobre 1903, il se donne un démenti. Le 12 août 1881, il « considère l'excédent des importations sur les exportations comme un fait économique, qui devrait causer la plus grande satisfaction ». Et, le 7 octobre 1903, il affirme le contraire.

*
* *

Ces citations contradictoires, — qui rappellent les principales étapes d'une carrière politique singulièrement remplie, — ne sauraient ni surprendre ni indigner l'opinion britannique. Dédaigneuse des petits systèmes, bien clairs, bien logiques, dans lesquels des théoriciens croient devoir résumer toute leur science politique, elle juge ses hommes d'État non d'après les idées qu'ils exposent, mais d'après les résultats qu'ils obtiennent. Les conservateurs n'ont point oublié que M. Chamberlain a triomphé de Gladstone et broyé le *Home-Rule*. Les industriels du Midland savent qu'il a

réformé la législation commerciale et servi leurs intérêts économiques. Les ouvriers de Birmingham se souviennent de l'impulsion qu'il a donnée aux audaces interventionnistes des Parlements élus en 1886 et 1895. Les patriotes connaissent l'énergie qu'il mit au service de la cause impériale. Ces *actes* leur suffisent. Ils justifient largement à leurs yeux fêtes, banquets et jubilés. Les faits acquis pèsent d'un plus grand poids dans la balance que les contradictions oratoires.

Et, d'ailleurs, si les changements d'opinion de M. Chamberlain n'indignent point ses électeurs, c'est qu'ils savent les expliquer. Le seul homme qui puisse, par le nombre et l'importance de ses évolutions doctrinales, être comparé au héros de Birmingham, est l'austère Gladstone. L'un a passé du radicalisme libre-échangiste à la réaction conservatrice et protectionniste. L'autre a déserté les rangs des tories, pour prendre la direction de la coalition libérale. L'un a changé d'opinions pour céder aux scrupules d'une énergie prête à agir; l'autre pour obéir aux scrupules d'une conscience assoiffée de justice. Tous les deux ont été sincères et désintéressés.

Ce vouloir, dont la supériorité s'est manifestée dans toutes les étapes de la vie de J. Chamberlain, dans ses victoires industrielles, dans son activité municipale, dans ses victoires politiques, — cette volonté rien ne vient en restreindre la force agissante. La sensibilité de ce lutteur, dont les haines sont farouches et les ripostes terribles, est singulièrement limitée. Les idées générales n'ont jamais eu de prise sur ce cerveau de bourgeois saxon. Où, d'ailleurs, les aurait-il puisées ? Dans les leçons de ses maîtres ? Il quitta l'école à seize ans. Dans les livres des philosophes ? Il les a feuilletés, rapidement, comme des romans, à ses moments perdus, et ils sont rares. Dans les con-

gleterre a été trop longtemps « la bête de somme des lords ». Mais le 19 mars 1892, on nous apprend que la chambre des Pairs « vivra plus longtemps que la plupart d'entre nous et qu'elle restera, pour plusieurs générations à venir, un rouage pittoresque, majestueux, sinon capital de la Constitution britannique ».

Le 29 septembre 1887, la séparation des Églises de l'État « est mûre pour la discussion et pour un examen public; elle ne devrait pas être ajournée ». Mais le 30 mars 1892 « on n'est autorisé, ni au nom des principes généraux, ni au nom des réalités politiques, à mettre cette question au premier plan, à l'exclusion de toutes les autres ». Le 24 mars 1882, M. Chamberlain remarque que, « même si les nations protectionnistes avaient progressé plus que nous ne l'avons fait, cela ne prouve rien pour ou contre le libre-échange »; et, le 6 octobre 1903, il se donne un démenti. Le 12 août 1881, il « considère l'excédent des importations sur les exportations comme un fait économique, qui devrait causer la plus grande satisfaction ». Et, le 7 octobre 1903, il affirme le contraire.



Ces citations contradictoires, — qui rappellent les principales étapes d'une carrière politique singulièrement remplie, — ne sauraient ni surprendre ni indigner l'opinion britannique. Dédaigneuse des petits systèmes, bien clairs, bien logiques, dans lesquels des théoriciens croient devoir résumer toute leur science politique, elle juge ses hommes d'État non d'après les idées qu'ils exposent, mais d'après les résultats qu'ils obtiennent. Les conservateurs n'ont point oublié que M. Chamberlain a triomphé de Gladstone et broyé le *Home-Rule*. Les industriels du Midland savent qu'il a

réformé la législation commerciale et servi leurs intérêts économiques. Les ouvriers de Birmingham se souviennent de l'impulsion qu'il a donnée aux audaces interventionnistes des Parlements élus en 1886 et 1895. Les patriotes connaissent l'énergie qu'il mit au service de la cause impériale. Ces *actes* leur suffisent. Ils justifient largement à leurs yeux fêtes, banquets et jubilés. Les faits acquis pèsent d'un plus grand poids dans la balance que les contradictions oratoires.

Et, d'ailleurs, si les changements d'opinion de M. Chamberlain n'indignent point ses électeurs, c'est qu'ils savent les expliquer. Le seul homme qui puisse, par le nombre et l'importance de ses évolutions doctrinales, être comparé au héros de Birmingham, est l'austère Gladstone. L'un a passé du radicalisme libre-échangiste à la réaction conservatrice et protectionniste. L'autre a déserté les rangs des tories, pour prendre la direction de la coalition libérale. L'un a changé d'opinions pour céder aux scrupules d'une énergie prête à agir; l'autre pour obéir aux scrupules d'une conscience assoiffée de justice. Tous les deux ont été sincères et désintéressés.

Ce vouloir, dont la supériorité s'est manifestée dans toutes les étapes de la vie de J. Chamberlain, dans ses victoires industrielles, dans son activité municipale, dans ses victoires politiques, — cette volonté rien ne vient en restreindre la force agissante. La sensibilité de ce lutteur, dont les haines sont farouches et les ripostes terribles, est singulièrement limitée. Les idées générales n'ont jamais eu de prise sur ce cerveau de bourgeois saxon. Où, d'ailleurs, les aurait-il puisées ? Dans les leçons de ses maîtres ? Il quitta l'école à seize ans. Dans les livres des philosophes ? Il les a feuilletés, rapidement, comme des romans, à ses moments perdus, et ils sont rares. Dans les ser-

mons de ses théologiens? Il n'a jamais eu de religion dogmatique. En 1875, M. Chamberlain prenait la parole dans une réunion de son Église et déclarait qu'une foi commune caractérisait ses adhérents : ils se refusent à croire que Dieu ait créé l'homme ignorant, faible, pour le damner ensuite éternellement parce qu'il se trompe en échafaudant une théologie abstraite.

Seules des traditions morales, le sens civique tracent à cette énergie des limites qu'elle ne peut franchir. Les sentimentalités, elle les ignore. Les systèmes, elle les méprise. Une occasion d'agir se présente : elle oublie tout, pour la saisir avidement. M. Chamberlain devine-t-il, avec sa connaissance profonde de l'opinion britannique, que le projet de *Home-Rule* apparaîtra au peuple anglais comme un crime de lèse-patrie, il oublie son admiration pour Gladstone et prend en mains la direction de la résistance. Dès qu'il sent monter, sous la pression de la concurrence étrangère, une poussée d'angoisses commerciales, il oublie son attachement à la doctrine libre-échangiste et devient l'apôtre de la réaction protectionniste.

***

Si l'on n'a pas approché de près, pour quelques instants, cet homme d'État, il est impossible de mesurer toute la puissance de sa volonté dominatrice. Il faut avoir vu ce vétéran gravir, avec une agilité féline, l'escalier de l'*Athenæum Club*. Il faut avoir entendu ce vieillard de soixante-dix ans exposer, dans une conversation intime, sous son toit, au-dessous des toiles de Burne Jones, son programme politique et économique. Il retrouve l'éloquence de ses sermons passés aux Écoles du dimanche, la précision de ses bilans, lors des Assemblées générales. On ne voit ni

les cheveux blancs, ni les rides récentes. Les muscles du front et de la mâchoire sont tendus avec la force d'autrefois. Les lèvres petites, serrées, sont toujours aussi dominatrices. Et derrière le monocle, vissé avec autant de sûreté, l'œil, bleu d'acier, a encore le regard inflexible de la maturité, éclairé parfois par les lueurs religieuses des jours passés.

IX

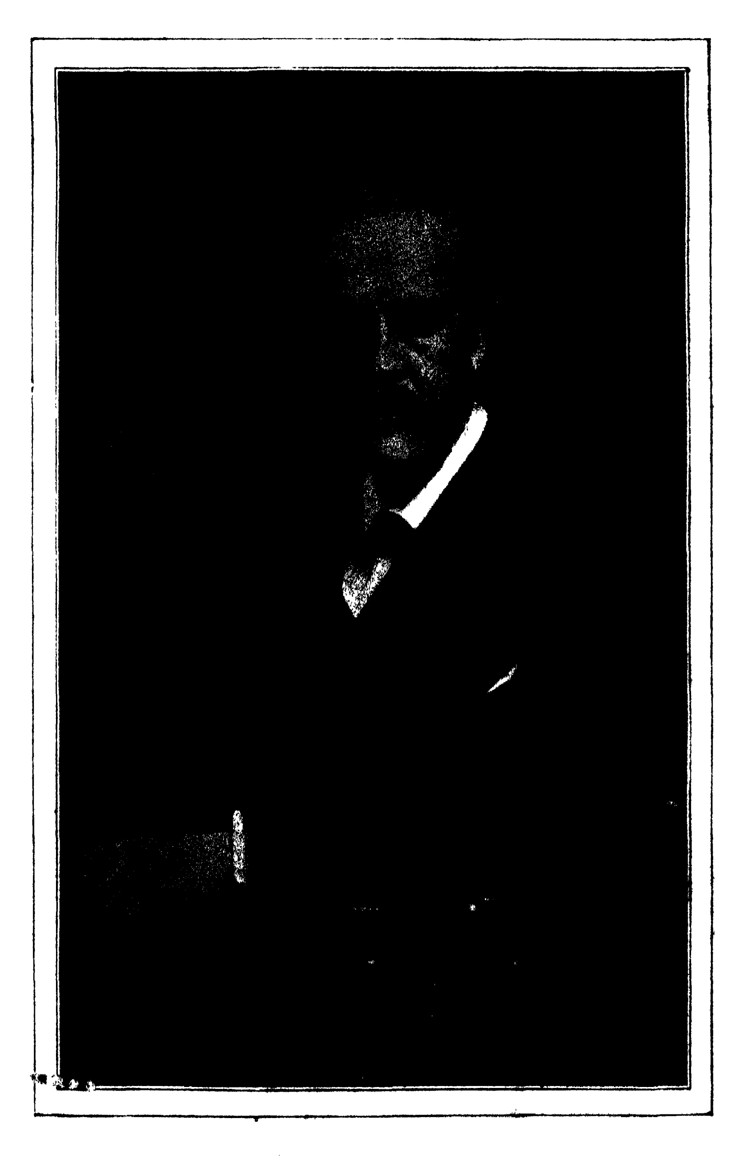
LE TRÈS HONORABLE ARTHUR JAMES BALFOUR

Le château de Prestonkirk. — Ses caractères.

I. 1° Origines familiales d'A. J. Balfour. — Il est apparenté à l'aristocratie britannique. — L'éducation maternelle. — Lady Blanche. — Comment elle comprend sa tâche. — Le collégien d'Eton. — Son enfance solitaire et méditative. — Miss Balfour. — Compagne de son frère. — A. J. Balfour est un aristocrate. — 2° L'intellectualité d'A. J. Balfour. — Comment il définit la race écossaise. — Une belle page sur la soif d'apprendre. — Ses études sur les rapports de la science et de la religion : (1879) essai de justification du *Doute philosophique* ; (1895) les *Bases de la croyance*. — Caractères de cet ouvrage. — Ses principales divisions.

II. 1° Comment lady Blanche donna à son fils le goût de l'activité politique et sociale. — 2° Ses débuts politiques. — Ses premiers discours sont un échec. — Le congrès de Berlin. — L'influence de lord Randolph Churchill. — Le discours du 12 mars 1882. — Une date dans sa vie. — 3° Portrait physique d'A. J. Balfour. — L'orateur. — Caractères de son éloquence. — Comment il comprend son rôle d'homme politique. — Les distractions sportives. — Le golf. — Les distractions intellectuelles. — La musique. — Caractères de son activité politique. — Ils sont conformes à son tempérament.

III. 1° Deux dates dans sa vie publique : le secrétariat d'État pour l'Irlande. — Comment le nouveau Ministre est accueilli. — Comment il comprend sa tâche. — Les résultats. — La morgue aristocratique. — Une anecdote caractéristique. — 2° Le réveil des idées protectionnistes. — La tactique de A. J. Balfour : un intellectuel. — Ses discours sur la question



LE TRÈS HONORABLE ARTHUR-JAMES BALFOUR

fiscale. — Leurs caractères. — A. J. Balfour est dans le Parlement moderne un des derniers représentants de la haute culture.

Aux environs de Prestonkirk, dans l'East Lothian, un des comtés d'Écosse, s'élevait jadis le château de la famille Douglas. De ses aventures tragiques du roman de Marie Stuart, il reste encore, sur cette colline boisée, deux souvenirs : un vieux donjon couvert de lierre, la tour du sentier rocailleux[1]; un if gigantesque, dont les branches centenaires purent, en un jour de fête, abriter trois cents enfants, et à l'ombre duquel fut, dit-on, tramé l'assassinat de Darnley, le second mari de la reine d'Écosse. C'est sur ce mamelon historique, au-dessus d'un ravin où chante le ruisseau de Wittingehame[2], entouré d'une véritable forêt où les teintes sombres des chênes et des sapins se marient avec la pâleur des hêtres et des tilleuls, que se dresse la demeure historique de la famille Balfour. Au romantisme des ponts-levis et des mâchicoulis, ses premiers propriétaires ont préféré l'aisance des larges façades, percées de hautes fenêtres, éclairées par de vertes pelouses. Mais Wittingehame n'en reste pas moins un château princier et, pour lui conserver ce caractère, il n'était point nécessaire que le premier Ministre d'Angleterre l'entourât d'une longue terrasse et le flanquât d'un temple, à la grecque colonnade. Ce n'est pas seulement l'étendue du domaine, réparti entre vingt fermiers, qui donne à Wittingehame un caractère aristocratique, mais aussi la splendeur du décor découvert de ses fenêtres. D'un côté les pentes pittoresques des Lammermoors; de l'autre, les berges boisées de la large rivière, le Firth

1. Stony Path Tower.
2. Wittingehame Barn.

of Forth, qui, sous un ciel où traînent les grises nuées d'Écosse, va se jeter dans la mer du Nord, toute proche à l'horizon.

Cette demeure, par les souvenirs qu'elle rappelle et les traditions qu'elle incarne, par le décor qui l'entoure et le spectacle qu'elle domine, symbolise l'action profonde exercée, par le milieu aristocratique et la nature écossaise, sur Arthur James Balfour, sur sa personnalité intellectuelle et son rôle politique.

I

Arthur James Balfour est né à Wittingehame, le 25 juillet 1848. Il est le fils aîné de Jacques Maitland Balfour et de lady Blanche Gascoigne Cécil, quatrième fille du marquis de Salisbury.

Par son père, comme par sa mère, il se rattache à l'aristocratie britannique.

Les Balfour sont une des plus vieilles familles d'Écosse. Un Balfour de Burleigh aurait combattu sous le grand Wallace. Les Balfour de Balbirnie peuvent retracer les étapes successives de leur lignée, sans une interruption, depuis le XIVe siècle. Le grand père du ministre actuel était le second fils de M. Jean Balfour de Balbirnie, qui gagna aux Indes une grosse fortune. Il épousa la descendante d'un ministre du XVIe siècle, lady Eléonore Maitland de Lethington.

Son fils, Jacques Maitland Balfour, fit un mariage digne de son aristocratique origine. Sa femme qui, à peine âgée de dix-huit ans, s'était éprise de lui, était la fille d'une personne célèbre par sa grâce et son esprit. Héritière de M. Bamber Gascoïgne, elle était alliée au second marquis de Salisbury et avait inspiré à Wellington une profonde admiration. Le vainqueur de

Waterloo la reporta sur sa fille, lady Blanche Gascoïgne Cecil, la mère du premier ministre. Bien qu'elle ne fut encore qu'une enfant, il lui faisait la cour la plus galante du monde, lui offrait des souvenirs, faisait alterner les bijoux avec les plans de bataille. C'est en souvenir de cette amitié fidèle à deux générations que M. Arthur James Balfour a reçu, entre autres prénoms, celui du héros des guerres impériales.

Tous les souvenirs de l'aristocratie britannique, depuis quatre siècles qu'elle gouverne l'Angleterre, se retrouvent autour de son berceau. Sur l'âme de l'enfant, ils ont exercé un premier affinement.

Leur action fut précisée par l'éducation maternelle. Il est impossible de ne point reconnaître à une certaine délicatesse aristocratique, les pensées viriles qui ont été formées par une mère supérieure. Lady Blanche Maitland Balfour était de celles-là. Veuve après neuf ans de mariage d'un mari qu'elle aimait et qui, député d'avenir, mourut prématurément à Madère, elle révéla, dans cette terrible épreuve, toute la force d'âme dont sont capables, — pour le plus grand étonnement des énergies masculines, — les femmes les plus frêles, quand elles sont animées par un sentiment passionné et bercées par des espérances religieuses. Ce deuil, qui provoqua chez lady Blanche un ébranlement dont elle ne devait jamais se remettre complètement, accrut encore le charme de sa beauté. Une photographie nous la représente drapée dans sa mante de veuve. Sous le voile, rejeté de côté, le profil régulier ressort avec netteté. Au-dessus des grands yeux, le front, si large qu'il est presque viril, est encadré par les bandeaux des cheveux, par le bonnet noir, bordé de blanc et fermé d'un grand nœud, que portaient les veuves anglaises aux environs de 1850. Il est impossible de ne pas retrouver dans la régularité de ce visage, dans

l'expression religieuse de ces traits, et dans le regard attristé de ces yeux, une ressemblance singulière avec la physionomie même de M. Arthur James Balfour.

Sur l'éducation de cet aîné, de ce frêle enfant, qui lui tenait de plus près qu'un autre, lady Blanche concentra une bonne partie de son intelligence et de sa volonté. Rompant avec toutes ses relations mondaines, elle va s'enfermer dans son château d'Écosse et se consacre tout entière à l'éducation de ses fils et filles. Elle leur apprend elle-même les premiers éléments du savoir humain. Chaque jour, elle leur commente la Bible. Les lectures se transforment progressivement en des dialogues animés. Chaque soir, elle leur révèle quelques-uns des chefs-d'œuvre de la littérature et ne craint point de passer des drames de Shakespeare aux récits d'Alexandre Dumas. Lady Blanche ne se borne pas seulement à marquer d'une forte empreinte religieuse et d'une haute culture intellectuelle l'éducation de tous ses enfants. Elle initie son fils aîné aux droits et aux devoirs du chef de famille, du propriétaire foncier. De bonne heure, elle l'intéresse aux travaux des champs et aux responsabilités du *Landlord.* Lady Blanche l'habitue à s'enorgueillir de ses succès aux concours agricoles; et, à douze ans, Arthur James Balfour adressait son premier discours à ses tenanciers.

Cette influence du milieu aristocratique et de l'éducation maternelle ne cesse point avec l'entrée de l'enfant au collège, et plus tard à l'Université. A Éton, dans le groupement des maisonnettes et des réfectoires entourés des prairies et des arbres de la verte vallée où coule la Tamise, à Cambridge, dans cette majestueuse allée de palais et de chapelles gothiques à cheval sur la rivière, Arthur James Balfour retrouve tous les

souvenirs de la noblesse anglaise. Ce collégien, cet étudiant, obligé par sa santé délicate à fuir ses camarades et à éviter les sports, amoureux des promenades solitaires, trop disposé à oublier son isolement en lisant un livre de philosophie ou en déchiffrant une sonate, ce jeune homme était de ceux qui ne rompent point avec les souvenirs du foyer. L'action maternelle se perpétua plus tard par la tendre et fraternelle amitié de miss Balfour, lorsque lady Blanche eut disparu et quand un amour malheureux eut détourné, pour toujours, son fils du mariage. Grâce à sa fille, l'ombre de lady Blanche Balfour ne cessa jamais de veiller sur la vie du futur président du Conseil, de l'entourer de ses soins et de l'aider de son charme.

C'est à cette éducation maternelle, autant qu'aux souvenirs historiques, au milieu desquels son berceau d'enfant fut placé, que M. Arthur James Balfour doit d'être toujours resté un aristocrate. Il l'est par ses habitudes et ses goûts, autant que par la distinction et la finesse de toute sa personne.

*
* *

Mais c'est un aristocrate de la pensée. Sa noblesse est greffée sur une forte souche écossaise. M. Arthur James Balfour s'est, à maintes reprises, vanté d'appartenir à ce rameau celtique accolé au chêne anglo-saxon. « Je vous parle, disait-il un jour, comme un Écossais à des Écossais... L'Empire britannique gagne au lieu de perdre, par le fait qu'un Écossais, même au moment où il sait qu'il est un sujet britannique, a conscience qu'il reste toujours Écossais. » Et M. Balfour ajoutait un peu plus tard que « le besoin religieux avait, siècle après siècle, génération après génération, pénétré

plus profondément dans les pensées et les consciences de son peuple, qu'il ne l'avait fait dans toute autre population chrétienne ».

Dans des pages délicieuses par le classicisme de la forme et la grâce de la pensée, M. A. J. Balfour a analysé cette soif intellectuelle, cette « curiosité, pour laquelle rien de ce qui a été fait ou pensé, supporté ou cru, aucune loi qui gouverne le monde de la matière ou le monde de la pensée, ne peut être complètement étranger ou inintéressant ». Il a parlé de ces hommes qui ne sont point des étudiants de profession, et qui donnent seulement à la lecture les heures de loisirs d'une vie occupée. « Ils peuvent acquérir cette connaissance générale des lois de la nature et des faits de l'histoire, qui leur rendra chaque grand pas fait dans l'une et l'autre voie, à la fois intelligible et intéressant, compter au nombre de leurs amis intimes quelque grande figure disparue, dont le souvenir revit immortel dans les pages d'un Mémoire ou d'une Biographie. » Ils aiment pour elles-mêmes la beauté et la science. « Que le monde soit bon ou méchant, qu'il nous paraisse emporté sur les ailes du savoir et du progrès vers un âge d'or prochain, ou qu'il nous courbe sous le sentiment de difficultés insolubles et d'injustices irréparables, » pour ces amoureux des livres la vie aura toujours un sens, et les heures n'apporteront point l'ennui. Quand il définissait, dans ces termes heureux, aux étudiants, le 10 décembre 1887, les joies des pensées curieuses et du travail désintéressé, M. A. J. Balfour, consciemment ou non, traduisait ses impressions personnelles et dessinait son portrait.

Par la culture de sa pensée, à qui aucun des grands problèmes de la science moderne n'est resté indifférent; par l'éloquence de son style, dont la sobriété

classique se concilie avec l'harmonie des courtes périodes et le rythme des oppositions, autant que par l'importance de sa bibliothèque de Wittingehame, sa collection de Burne-Jones et son talent de musicien, M. A. J. Balfour est un exemple de cette haute culture intellectuelle dont s'enorgueillit, à juste titre, la celtique Écosse.

Il continue, par un second trait de son tempérament, une autre tradition de sa race : le goût pour les spéculations religieuses. Avant de prendre part, — bien que presbytérien, — aux discussions théologiques qui déchirent l'Église anglicane, tiraillée entre ses souvenirs protestants et ses aspirations catholiques, et, avant d'assurer, par des subventions croissantes de l'État et la sanction des reconnaissances officielles, la victoire des écoles confessionnelles sur les écoles laïques, M. A. J. Balfour s'était fait le défenseur du christianisme contre la philosophie moderne.

Le problème des rapports de la science et de la religion a constitué, pendant de longues années, son champ d'études préféré. Le Très Hon. A. J. Balfour a apporté, dans ces méditations d'un châtelain, les tendances particulières de son tempérament : un dédain d'aristocrate nonchalant, pour les certitudes bruyantes des positivistes et pour la croyance moderne au progrès; une sympathie d'artiste affiné, pour les religions attaquées, le cadre de leurs traditions séculaires et la beauté de leurs cathédrales agenouillées.

Dès 1879, il écrit un ouvrage, aujourd'hui épuisé, — *Essai de défense du doute philosophique*, — et tente de démontrer « qu'il n'est point impossible de donner, à ceux qui hésitent entre des arguments, auxquels ils ne sauraient trouver de réponse et une croyance, dont ils sentent la nécessité », une planche de salut. Le 26 novembre 1891, dans son adresse comme recteur

honoraire de l'Université de Glasgow, il part en guerre contre l'idée de progrès indéfini, toujours avec la même souplesse nonchalante dans la pensée et la même élégance littéraire dans la forme.

L'avenir de la race est donc enveloppé de voiles obscurs. Quelle que soit la faculté de divination que nous possédions, quel que soit l'instrument que nous puissions inventer, nous ne saurions ni tracer le cours ni pénétrer les secrets de sa destinée. Certes, il est facile de découvrir, dans les nuées qui assombrissent notre route, les formes qui nous sont agréables ; d'y voir la promesse de quelque paradisiaque millénium ou la menace d'un voyage sans fin et sans but, à travers de dangereux déserts. Mais le sage n'aura que peu de confiance dans de pareilles visions. Il se contentera, avec lucidité et prudence, ayant pleine conscience des faibles pouvoirs de sa prévision et des limites étroites de son activité, de résoudre, au fur et à mesure qu'ils surgiront, les problèmes de sa génération.

Son indifférence d'aristocrate pour les aspirations modernes et son culte d'artiste pour les formes passées finissent par ramener Balfour au programme limité et aux préoccupations matérielles de l'utilitarisme britannique. Même dans les pages où éclate le mieux la souplesse intellectuelle et le charme pénétrant de ce Celte, — au sang d'ailleurs mêlé, — on retrouve une des formes caractéristiques de la pensée anglo-saxonne !

C'est en 1895 qu'A. J. Balfour publie son ouvrage capital : *les Bases de la Croyance*[1]. Son adversaire lui-même, le biologiste Huxley, s'est plu à rendre hommage, dans la *XIXth Century Review*, à l'ingéniosité du dialecticien et au charme de l'écrivain. Huit éditions successives ont confirmé ce jugement.

M. A. J. Balfour s'est proposé de réfuter le positi-

1. Londres, Longmans Green et C°.

visme, la doctrine qui limite notre science à l'étude des phénomènes et des lois qui les unissent les uns aux autres.

Si le naturalisme est vrai, — ou plutôt s'il est l'entière vérité, — la moralité n'est que le sec catalogue de préceptes utilitaires, la beauté n'est que l'occasion imprévue d'un plaisir éphémère, la raison n'est que le terne passage d'un groupe d'habitudes matérielles (*unthinking habits*) à un autre. Tout ce qui donne de la dignité à la vie, tout ce qui donne de la valeur à l'effort se rapetisse et s'évanouit, sous l'éclat impitoyable d'un credo comme celui-ci. Même la curiosité, la plus solide de toutes les nobles passions de l'âme, ne peut que languir, convaincue que, ni pour cette génération, ni pour l'une de celles qui viendront après elle, ni dans cette vie, ni dans une autre, ne sera entièrement brisée la chaîne par laquelle la raison, tout autant que les appétits, est mise, par un assujétissement héréditaire, au service de nos besoins matériels.

A. J. Balfour réunit sous le nom d'*autorité* toutes les forces morales, sociales, éducatives, d'ordre sentimental ou sensuel, qui exercent une action psychologique sur l'âme humaine. Il les oppose à la *raison*, et démontre le rôle utile que jouent les services réciproques que se rendent ces deux facultés. L'auteur conclut par ces lignes caractéristiques.

Ce dont l'humanité a besoin est d'une foi assez vivante dans la parenté de Dieu vis-à-vis de l'homme, pour qu'elle ne laisse point de place à cet impuissant ressentiment contre l'ordre des choses établi, si prêt à se dresser en nous à la vue d'un chagrin immérité. Cette foi est le partage de ceux qui comprennent avec force la forme chrétienne du déisme. S'ils souffrent, n'a-t-Il pas souffert, Lui aussi, à cause d'eux? Si la souffrance ne tombe pas toujours sur le plus coupable, n'était-Il pas innocent? Crieront-ils tout haut que l'Univers, tel qu'il a été conçu, ne saurait leur convenir, alors que, pour eux, Il s'est soumis à ces conditions? Sans doute, des croyances comme celles-ci, au sens étroit des mots,

ne résolvent point nos doutes et ne fournissent pas des explications. Mais elles nous donnent quelque chose de mieux que beaucoup d'explications. Car elles satisfont, ou plutôt la réalité qu'elles marquent satisfait à l'un de nos plus intimes besoins moraux : à un besoin qui, loin de montrer des signes de diminution, semble croître, avec les progrès de la civilisation, et s'attache à nous plus étroitement à mesure que s'évanouit la dureté des premiers âges.

A. J. Balfour, descendant de la vieille aristocratie d'Écosse, dont il porte dans son tempérament et jusque sur son visage la marque distinctive, est un philosophe religieux, moins par la valeur de ses recherches scientifiques ou par l'originalité de ses idées, que par la souplesse de son argumentation et l'élégance de son ironie.

II

Sa mère n'eût point admis qu'il limitât son activité à la publication d'un ou deux volumes. Un des efforts de son éducation tendit toujours à donner à son fils aîné la notion précise de son devoir politique et de sa responsabilité sociale. Lady Blanche le mit de bonne heure en contact avec ses tenanciers, pour qu'il comprît leurs besoins et servît leurs intérêts. Pendant les jours d'hiver, des soirées récréatives réunissaient souvent les paysans et leurs familles. Les jeunes Balfour remplissaient leurs devoirs de maîtres de maison. Lorsque la crise cotonnière vint ravager le Lancashire, lady Blanche voulut associer ses enfants aux misères des tisseurs, et exigea que garçons et filles exécutassent, pendant plusieurs semaines, toutes les tâches confiées aux domestiques, depuis les plus compliquées,

comme de préparer les repas, jusqu'aux plus humbles, comme de cirer les bottes. Quand M. A. J. Balfour eut atteint l'âge de la majorité il réunit, dans un solennel banquet, ainsi le veut la tradition, parents et fermiers. Le doyen de ses tenanciers et son oncle lord Salisbury furent d'accord pour lui rappeler qu'il devait se préparer à reprendre, au Parlement, le siège que son père avait occupé trop peu de temps.

***

M. A. J. Balfour obéit en 1874. Ses débuts au Parlement ne furent pas un succès. Pendant deux longues années, il ne prend pas la parole. Il ne vient même pas aux séances, et part pour faire le tour du monde. Les voyages forment la jeunesse, et même les députés. Au cours de la troisième session, il décide de faire ses débuts. La salle se remplit de parlementaires curieux d'assister au *maiden speech* du neveu de lord Salisbury. Leur attente est singulièrement trompée. Le jeune aristocrate rougit et balbutie. Le sujet, — le bimétallisme, — était austère. L'orateur, intimidé, ne sut pas l'égayer. Et l'auditoire, surpris, décida, d'un commun accord, que cet héritier d'un nom illustre devrait borner ses ambitions à recueillir des lauriers mondains.

Deux nouveaux discours prononcés le 17 mai et le 7 juin [1], le dépôt d'une proposition de loi en faveur de la liberté des funérailles pour les non-conformistes atténuèrent l'impression fâcheuse produite par cet échec. Un séjour à Berlin, où il remplit les fonctions

1. En faveur du développement des Universités et contre le vote des femmes.

de secrétaire auprès de lord Salisbury, qui représente, avec lord Beaconsfield, l'Angleterre au Congrès de 1878, lui suggère d'utiles réflexions et lui gagne de précieuses amitiés. Sa souveraine distinction et son sens diplomatique frappent Disraëli. Les aptitudes apparaissent; mais l'éducation politique n'est point achevée.

Ce fut lord Randolph Churchill, qui donna au nonchalant dilettante le goût de la bataille. Pendant les premiers combats du *quatrième parti* contre Gladstone, au début de cette guerre d'escarmouches qui devait paralyser et décourager l'armée ennemie, malgré ses forces écrasantes, A. J. Balfour se tient à l'écart. Il flâne et il rêve. L'âpreté des conflits, que lord Randolph Churchill anime de sa fougue débordante, surprend et blesse l'aristocrate affiné. La durée des luttes, que l'héritier des Marlborough dirige avec l'instinct d'un chasseur qui ne lâche pas la bête et ne perd point la piste, fatigue et ennuie ce philosophe, occupé à fonder la *Société pour les recherches psychiques*. Il laisse à ses trois collègues, lord Randolph, M. Gorst, sir Henry Dr. Wolff, le soin de multiplier les amendements et les interpellations. Il se réserve les questions de politique étrangère, qui présentent pour le jeune plénipotentiaire au Congrès de Berlin un attrait particulier. Et il déploie, dans ses discours sur la question égyptienne, cette ironie sanglante qui devait rester un des caractères de son éloquence. Des succès croissants à la barre des Communes, les encouragements de lord Randolph piquent au vif son orgueil et surexcitent ses ambitions. Il se lance dans la question irlandaise. Les obscurités voulues et les constantes vacillations de la politique libérale constituent, pour ce philosophe rompu à la dialectique, un admirable terrain.

Le 12 mars 1882, A. J. Balfour interpelle sur la mise en liberté des députés irlandais, détenus dans la prison de Kilmainham :

Le pouvoir exécutif de l'Angleterre s'est déshonoré en traitant sur le pied d'égalité avec des hommes, dont la culpabilité était si certaine aux yeux du gouvernement, qu'il s'était considéré comme autorisé à les emprisonner pendant des mois sans jugement, en négociant avec des gens que les ministres nous ont représentés comme plongés jusqu'au cou dans la trahison, en négociant avec des hommes qui se sont servi de leurs associations dans un but illégal, pour empêcher des citoyens de faire non seulement ce qu'ils avaient le droit, mais ce qu'ils avaient en conscience le devoir de faire. Vous avez pactisé avec des traîtres. Vous avez négocié en secret, et seul, un hasard parlementaire a révélé les conciliabules. Et il apparaît, enfin, qu'une des choses sur lesquelles vous pouvez, — d'après vos propres paroles, — raisonnablement compter, en échange de la mise en liberté sans conditions des hommes que vous avez vous-mêmes emprisonnés, c'est leur appui dans les scrutins parlementaires.

Cette violente attaque provoque dans les rangs conservateurs un ardent enthousiasme, sur les bancs libéraux une formidable clameur, dans le pays une vive impression.

Les leçons de lord Randolph Churchill avaient profité. Le « grand flandrin de vicomte » s'était réveillé. Le philosophe écossais était devenu un orateur redoutable. A. J. Balfour était sacré grand politique. Trois ans plus tard, lord Salisbury pouvait ouvrir à son neveu les portes du pouvoir, sans soulever la moindre protestation.

Président du Board des affaires locales en juin 1885, — à trente-sept ans, — *leader* de son parti depuis le 6 octobre 1891, ce qui constitue un record sans précédent, même si l'on remonte jusqu'en 1832, premier Ministre le 10 juillet 1902, A. J. Balfour est aujour-

d'hui un homme d'État. Mais dans son rôle politique, comme dans son œuvre philosophique, il reste gentilhomme et artiste.

***

Le voilà assis à son banc, à côté de la stalle, où entre les deux boîtes aux ferrures dorées, au-dessus des perruques grises des secrétaires, brille la masse d'argent. Allongé, presque couché, dans son attitude favorite, ses longues jambes croisées, le pied presque à la hauteur de sa tête, le regard perdu dans les détails du plafond gothique, il semble trahir, dans ce mélange de laisser-aller et de rêverie absorbée, l'ennui et le dédain d'un aristocratique dandy. Il se lève pour intervenir dans le débat, et un autre homme apparaît. Les deux mains accrochées aux revers de sa redingote, avec des gestes rares, au milieu d'un silence recueilli, il parle. La tête, vue de profil, est admirable. Le masque aux traits réguliers, au nez droit, aux lèvres ombragées d'une moustache grisonnante, au menton aristocratique, a toute la beauté d'une médaille antique. Mais les yeux graves et tristes, le front énorme et arrondi, qu'élargissent encore les cheveux rejetés en arrière, ce regard de poète, ce cerveau de penseur donnent au visage une expression d'intellectualité affinée, qu'on ne retrouve que rarement sur les têtes ciselées par les sculpteurs antiques.

La langue de l'orateur accroît encore cette impression de souveraine distinction. Quel que soit le député qui l'ait précédé dans la discussion, même si A. J. Balfour ne succède pas à un de ces travailleurs manuels ou de ces petits boutiquiers, si nombreux aujourd'hui sur les bancs des Communes, le *leader* conservateur n'en paraît pas moins parler une langue différente.

Elle coule, avec une harmonieuse régularité, sans qu'un terme vulgaire ou une tournure hasardée viennent en altérer la pureté et la grâce. C'est l'anglais, tel que l'ont écrit les plus grands maîtres de la littérature britannique, qui, peut-être pour la dernière fois, retentit dans les salles de Westminster. Dans la forme, comme dans le fond du discours perce toute la supériorité de cette culture. Le plan est solidement charpenté à la manière classique. Les arguments ou les objections sont exprimés dans des phrases dont la nerveuse brièveté n'altère point l'élégance. Et jusque dans la rareté des mouvements oratoires, dans la prédominance d'une ironie hautaine se révèle le tempérament d'un philosophe plus habile à jongler avec les idées qu'à manier les sentiments, plus disposé à démolir une doctrine qu'à édifier des systèmes.

Le discours est achevé; et l'orateur va se reposer sur la terrasse de Westminster. Des amis l'entourent pour le féliciter. A. J. Balfour reçoit leurs compliments avec une timidité visible. Malgré les honneurs et les années, il a conservé dans son allure dégingandée, dans ses gestes embarrassés, quelque chose de la raideur grave de l'apprenti philosophe. De face, la tête est moins belle, le nez fort, le menton épaissi. Mais, au-dessous du large front, les yeux restent admirables. Agrandis par les méditations et les souffrances, ils révèlent, par leur éclat et leur profondeur, l'existence dans ce corps frêle d'une pensée singulièrement vigoureuse.

Sa santé, fragile au début de sa vie, l'est restée. Il ne put accepter le secrétariat d'État d'Irlande qu'après un examen minutieux de son médecin. A plusieurs reprises, il a été arrêté dans son activité. Et A. J. Balfour ne peut suffire aux tâches écrasantes du *leadership*, que grâce à des soins fraternels et à une hygiène

méthodique. Il a été l'un des premiers à démontrer, par l'exemple, que le golf constituait un sport indispensable pour les parlementaires. Lorsque les Communes votèrent leur nouveau règlement, il intervint pour maintenir le congé du samedi. Les députés pourraient ainsi, en toute liberté, détendre leurs nerfs et fortifier leurs muscles dans ce salutaire exercice que l'Écosse importa de France et apprit à l'Angleterre. A. J. Balfour favorisa l'introduction des balles en caoutchouc durci; inventa pour les joueurs un siège portatif; et écrivit dans les *Badminton Series* un ouvrage sur le golf. Pour une fois, il fut dogmatique, et sut démontrer *a priori* les avantages d'un jeu si anglais, puisque, par les gestes qu'il nécessite, les concours qu'il exige, les combinaisons qu'il impose, il est à la fois hygiénique, aristocratique et religieux. A. J. Balfour s'attacha moins à faire valoir les avantages éducatifs de ce sport, dont les règlements et la tactique, par leurs formules et leur esprit, ressemblent fort à un code de morale, mais insista sur l'utilité du contact avec la nature, dans ces vastes espaces verdoyants et mouvementés qu'accapare le golf.

Jusque dans cet exercice, A. J. Balfour reste artiste. Les batailles parlementaires et les contacts démocratiques n'ont point altéré ses goûts. Un piano à queue occupe toujours une place d'honneur dans son cabinet de travail. Quand la préparation d'un discours l'a fatigué, lorsque les violences d'une discussion l'ont énervé, le Ministre s'asseoit près du clavier et se lance dans le domaine des rêves et sur l'océan des sons. Le soir, miss Balfour remplace son frère au piano, tandis que celui-ci l'accompagne au violon. En janvier 1887, il oublie les premières responsabilités ministérielles en parlant d'Hændel aux lecteurs de l'*Edinburgh Review*. Tout en caractérisant

et admirant le génie du vieux maître, il insiste, avec fierté et confiance, sur le développement de l'art musical à la fin du XIXe siècle.

S'il a le temps de goûter des sensations, avec toute la délicatesse de ses nerfs, il n'a plus celui d'écrire de larges ouvrages. La publication des *Bases de la Croyance*, en 1895, après les laborieuses années passées à la tête de l'Irlande, est un tour de force. Il sera difficile de le renouveler. Les quelques articles, qu'il avait donnés à des Revues entre 1882 et 1887, n'ont point eu de suite. Les honneurs universitaires, qu'il accumule sur sa tête, donnent parfois à A. J. Balfour l'occasion de parler d'un poète connu ou d'une idée morale. Mais d'ordinaire la haute culture, qui reste le caractère et le charme de son esprit, ne se manifeste plus que dans les discours parlementaires et dans les conversations intimes. Elle ne se trahit, en apparence du moins, que dans l'étendue de sa curiosité et la valeur de sa bibliothèque, le nombre des citations et l'élégance de la forme. Mais elle n'en a pas moins exercé sur le rôle politique d'A. J. Balfour, — dont l'autorité a été parfois discutée et la popularité compromise, — une influence aussi certaine, sinon aussi heureuse, que ses instincts aristocratiques.

Dans les salons princiers, sa longue taille d'universitaire timide domine un cercle où se pressent les têtes ceintes de diadèmes et les habits barrés de rubans bleus. S'il est trop anglais, pour ne point accueillir avec bonhomie ses fermiers, pour ne point tendre une main cordiale à ses inférieurs, il n'en a pas moins souvent, au Parlement, dans l'abord, l'accueil froid, dans la discussion, le ton dédaigneux.

Ce défaut de son caractère, la supériorité de sa culture ont empêché jusqu'ici A. J. Balfour d'inspirer à l'opinion politique cette admiration passionnée qu'ont

connue, à certaines heures de leur carrière, lord Beaconsfield et Gladstone, de laisser sur les flots mobiles des événements cette marque durable qu'ont imprimée lord Randolph Churchill et J. Chamberlain. Il n'a point inventé de tactique nouvelle ni déchaîné d'ardents courants. Un peu isolé par ses dons, autant que par ses défauts, ce gentilhomme philosophe subit les impulsions populaires, plus qu'il ne les dirige, réussit davantage dans la discussion théorique que dans l'action créatrice.

III

Certes, lorsque lord Salisbury lui confia le secrétariat d'État pour l'Irlande, A. J. Balfour sut y déployer une indéniable activité et y faire œuvre utile.

Il débarque au milieu de la tempête. L'agitation bat son plein. Les ligues pullulent. L'argent afflue d'Amérique. Parnell règne en maître. Le nouveau secrétaire d'État est accueilli avec une méprisante ironie : « C'est une élégante et fragile créature, en proie à une langueur aristocratique qui l'oblige à prendre les attitudes les plus abandonnées », écrit le *Freeman's Journal*. « Ce pauvre papillon » va être broyé. « Cette fleur de serre », « ce lis cueilli d'hier » va se faner en quelques heures. Pauvre oiseau fait pour chanter « sur les aubépines blanches », et qui vient voleter au milieu d'une atmosphère de tempête ! Le moineau, le papillon, le lis surent résister.

« Cromwell a échoué en Irlande, s'écria un jour A. J. Balfour, parce qu'il n'a eu recours qu'à des mesures répressives. Je n'imiterai pas cette erreur. Je

serai aussi inflexible que Cromwell lorsqu'il faudra faire respecter les lois ; mais, en même temps, je serai aussi radical qu'aucun réformateur, quand il s'agira de corriger les abus et, en particulier, de donner satisfaction à tous les griefs relatifs à la terre. »

Et, dans une large mesure, A. J. Balfour est resté fidèle à cet engagement solennel. S'il a créé des tribunaux spéciaux, qui ont laissé dans l'île d'Erin un souvenir presque aussi abhorré que les Commissions mixtes en France, il est aussi l'auteur d'une loi agraire, extrêmement avantageuse pour les tenanciers et réellement utile pour les journaliers, au dire même de Parnell. Les uns pourront devenir propriétaires de leurs fermes avec une réduction de 40 p. 100 sur le prix. Les autres trouveront dans une importante annuité des facilités nouvelles pour construire des maisons salubres. C'est le philosophe des *Bases de la Croyance*, qui a introduit en Irlande les chemins de fer d'intérêt local. C'est lui enfin, qui, par la création du *Congested Districts Board*, a le premier tenté, avec efficacité, de remédier par le développement de la pêche maritime, par l'importation d'industries rurales, par l'amélioration des procédés de culture, à ces misères des comtés de l'Ouest, d'autant plus cruelles, qu'elles s'étalent dans un décor admirable, encadré par les lames de l'Océan.

Et cependant ces indiscutables services n'ont pu, je ne dis pas conquérir à A. J. Balfour les sympathies irlandaises, mais même effacer le souvenir laissé par une répression, qu'il a crue nécessaire. De tous les secrétaires d'État qui se sont succédé à la tête de la seule colonie que les Anglais n'ont jamais pu rendre paisible et prospère, le neveu de lord Salisbury est celui qui a éveillé les colères les plus passionnées. Si elles ont pu, souvent, compromettre l'œuvre pacifica-

trice, dans laquelle il a déployé ses dons d'observation psychologique et d'intelligence rapide, c'est que A. J. Balfour a été victime de son tempérament. Quand il entrait dans les Communes, sa démarche nonchalante, quand il était assis à son banc, son silencieux sourire, lorsqu'il prenait la parole, son ironie hautaine exaspéraient les nerveux Irlandais. Le Ministre ripostait aux violences des paysans par le mépris du gentilhomme. Tantôt il répond par un silence systématique aux interpellateurs. Tantôt il désigne un sous-ordre pour lire des réponses, marquées au coin de son ironie. Mais l'anecdote la plus caractéristique est peut-être la suivante.

Des gendarmes, chargés d'escorter dans un train des prisonniers politiques, ouvrirent le feu, un peu à la légère, sur des manifestants, juchés sur un mur, et dont les cris ne paraissaient pas compromettre l'existence de la police, ni la sûreté du train. Traduits devant un tribunal, les agents furent défendus par une des sommités du barreau de Londres. Le bruit court en Irlande que le Ministre lui-même, désireux de secourir ses mandataires coupables, a désigné et rémunéré l'avocat. Et les députés nationalistes d'interpeller. Successivement, le *solicitor general*, l'*attorney general*, de graves et dignes vieillards, affirment que le gouvernement n'est pour rien dans le choix de cet avocat. Leurs réponses ne suffisent point aux Irlandais. Ils somment A. J. Balfour, enfoncé dans son banc, comme d'habitude, les pieds à la hauteur de la tête, de répondre à son tour. Il se lève enfin. Et, sur le ton le plus détaché, il déclare qu'en effet le Cabinet a assuré aux gendarmes le concours de cet avocat. En agissant ainsi, il n'a fait que son devoir. Et il se rasseoit, pour reprendre le fil de ses pensées.

Cette nonchalance hautaine, qui a si souvent com-

promis l'autorité d'A.-J. Balfour, se révèle tout entière dans cette impertinente gaminerie.



Le temps a pu atténuer, sans le supprimer, ce défaut du gentilhomme, mais il n'a fait qu'accroître la culture du philosophe. Elle ne contribue, dans cette ère démocratique, chez ce peuple utilitaire, ni à accroître l'autorité du *leader*, ni à servir les intérêts de son parti.

Une nouvelle explosion d'idées protectionnistes vient agiter l'opinion publique et reposer des problèmes résolus. Fidèle à la méthode anglo-saxonne, J. Chamberlain fonde une ligue, recueille des statistiques et propose un programme. Victime de son intellectualité celtique, A. J. Balfour écrit une brochure, dissèque des doctrines et trouve une synthèse. Seule, une longue maladie empêche l'ancien Maire de Birmingham de prendre la direction du parti conservateur, enthousiasmé par son ardente campagne et sa juvénile combativité. Seule, une écrasante défaite permet à l'auteur des *Bases de la Croyance* de faire oublier ses subtilités dialectiques et de reconquérir son prestige compromis, en déployant dans l'opposition ses dons de critique.

Quand on relit les deux volumes, dans lesquels ces hommes d'État ont recueilli les discours qu'ils ont prononcés au cours de la campagne fiscale, le contraste est saisissant. Ici, des chiffres nombreux et des prosopopées lyriques; là, des périodes courtes et des images rares. L'un des ouvrages déborde de force agissante. L'autre reste d'une élégance souveraine. J. Chamberlain voit dans la réaction protectionniste le moyen de servir des courants économiques et psychologiques, de sauvegarder les intérêts industriels et de cimenter

l'unité impériale. Il groupe les patrons lésés. Il exalte les passions patriotiques. Il organise des enquêtes. Il cite R. Kipling.

A. J. Balfour voit dans la bataille fiscale le conflit de deux doctrines. Il médite, et tout naturellement ses pensées revêtent la forme d'un exposé philosophique, où, dans des paragraphes numérotés, suivant un ordre logique, s'étagent, exprimées en une langue précise et claire, les considérations générales qui sont venues modifier les données du problème libre-échangiste[1]. Il a recours à la méthode de discussion, chère à tous les philosophes. Après avoir posé la thèse et l'antithèse, les deux théories absolues et contradictoires, il s'efforce de les concilier dans une élégante synthèse. S'il combat énergiquement les partisans du laissez-faire, laissez-passer, il n'en repousse pas moins, avec une égale ardeur, l'épithète de protectionniste. Il s'attache à démontrer qu'en se déclarant partisan de représailles douanières et de négociations commerciales, il reste plus libre-échangiste que les libre-échangistes[2]. Dans la discussion, il a recours aux procédés favoris des débats scolastiques. Il sait relever les contradictions de ses adversaires[3], réduire leurs arguments à l'absurde[4].

Tous ces discours, par la régularité du plan et la souplesse de la dialectique, par l'ironie du ton et l'élégance de la forme, sont un régal pour le lettré. Mais ce sont là des vertus auxquelles est parfaitement insensible l'opinion publique dans l'Angleterre contemporaine. A. J. Balfour insiste avec un dédain méprisant sur l'inintelligence de ses adversaires, qui n'ont jamais

1. *Fiscal Reform*. Longmans, 1906, p. 93.
2. *Id.*, p. 130, 189.
3. *Id.*, p. 7, 91, 164, 170.
4. *Id.*, p. 11, 41.

pu arriver à le comprendre[1]. Il aurait dû ajouter que ses amis ne l'ont pas mieux compris. Ces scrupules de théoricien, ces subtilités du dialecticien ont surpris un peuple que ses hommes d'État ont habitué à chercher les solutions immédiates et à mépriser les idées générales.

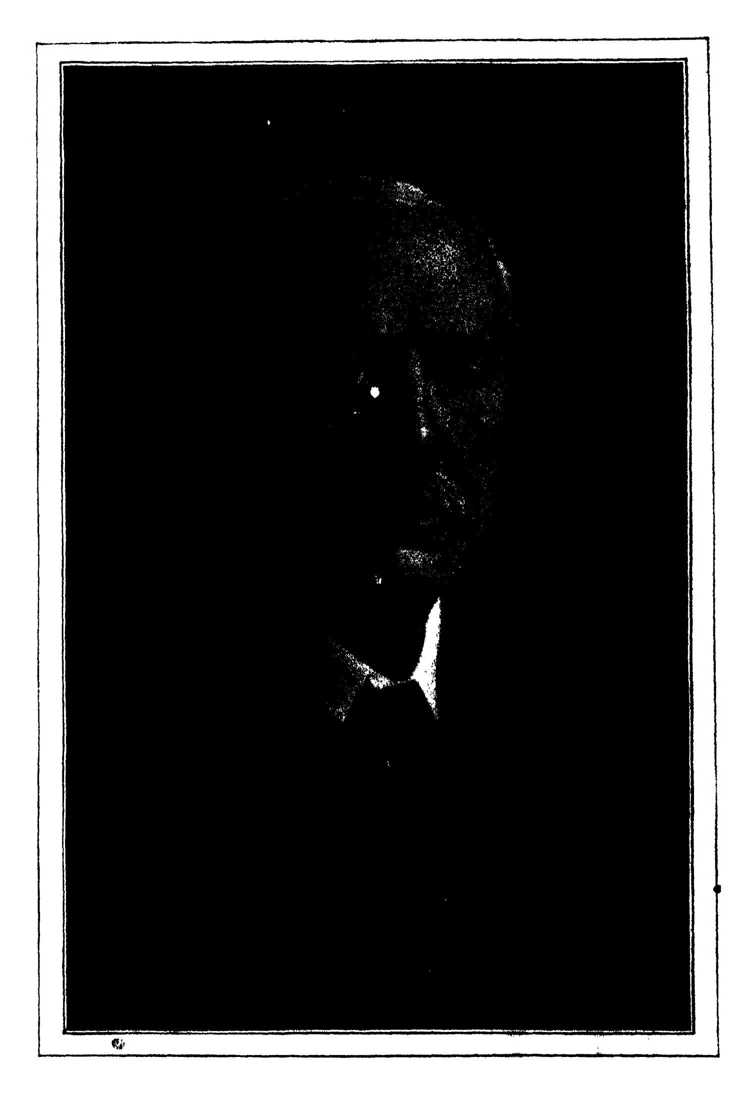
Critiqué par ses amis, bafoué par ses adversaires, l'auteur des *Bases de la Croyance* ne put faire oublier cette erreur de tactique et conserver son bâton de maréchal, qu'en s'inclinant devant M. Chamberlain et en acceptant son programme. Pour avoir cédé à ses habitudes de philosophe et à sa méthode d'universitaire, il avait failli être précipité du haut de la Roche Tarpéienne. Seule, une capitulation lui permit de rester au Capitole.



Certes, il y eut un temps où les Communes comptaient sur leurs bancs des lettrés et des moralistes, qui, malgré leur haute culture, jouissaient d'une autorité indiscutée. Mais si, aujourd'hui encore, les groupes radicaux peuvent citer, au nombre de leurs membres, des historiens et des sociologues distingués, des écrivains attachés à l'observation des réalités économiques et politiques, sociales et psychologiques, les artistes et les philosophes, les amis du beau et les amoureux de l'idée ont disparu, ou plutôt vont disparaître. A. J. Balfour, lord Morley, le disciple des encyclopédistes, le Très Hon. Haldane, le commentateur de Schopenhauer, restent encore pour rappeler le temps où Disraëli, J. Stuart Mill et Gladstone apportaient à Westminster les splendeurs du romantisme, le

1. *Fiscal Reform*, p. VIII, p. 14, 10.

culte de la logique et les scrupules de la théologie. La prédominance des intérêts économiques et la poussée des revendications ouvrières sont venues réduire encore, dans cette terre déjà inhospitalière, le rôle de l'Idée.



LORD CROMER

Cliché Elliott et Fry.

X

LORD CROMER

L'Empire romain et l'Empire britannique. — Deux types de proconsuls. — Les caractères du fonctionnaire colonial anglais.

I. Comment lord Cromer les incarne. - L'œuvre française en Egypte. — Lord Cromer continue dans la voie tracée avec une méthode qui lui est personnelle. — 1° Il est d'origine germanique. — La dynastie des Baring. — Evelyn Baring entre dans l'armée. — Sa carrière administrative. — 2° Portrait physique.

II. Culture littéraire de lord Cromer. — Elle est limitée dans son étendue et dans son influence. — 1° La vision claire et complète de la réalité. — Lord Cromer n'a aucune indulgence pour la théorie abstraite, pour l'idée générale, pour les tendances systématiques, pour l'idéalisme sentimental. Quelques exemples. Quelques jugements. — 2° Comment il applique sa méthode. — Étendue, complexité et contradiction de la tâche qu'il entreprend. — 3° Comment il s'en acquitte. — L'art de sérier les questions et de transiger.

III. Les résultats. — 1° L'œuvre financière. — Les travaux d'irrigation. — Les voies de communications. — L'essor économique. — 2° La population indigène. — La suppression de la corvée. — Diminution des impôts. — Accroissement des petites propriétés. — Lord Cromer et le nationalisme égyptien.

L'opinion britannique se plaît parfois à dresser un parallèle entre l'Empire anglo-saxon et celui de la Rome antique. Journalistes et politiques, pamphlétaires et sociologues s'efforcent de retrouver, sur les bords de la Tamise, l'aristocratie héréditaire et la fierté

civique, les épopées triomphales et les aptitudes administratives, qui caractérisent la société conquérante, dont la capitale s'éleva sur les rives du Tibre.

Il est certain que Londres et Rome, les deux cités impériales, ont eu leurs proconsuls. Mais, si l'on esquisse la psychologie des gentilshommes anglais, qui, comme leurs prédécesseurs latins, furent à la fois soldats et administrateurs, diplomates et magistrats, on s'aperçoit bien vite que, en dépit des parallèles faciles, on retrouve, derrière des ressemblances apparentes, l'originalité profonde qui caractérise le tempérament et la société britanniques.

L'œuvre des proconsuls anglais est avant tout économique. Après avoir rétabli la paix et rempli les caisses, ils savent construire les routes et les ponts, découvrir et exploiter les richesses. Leur programme ne prétend ni à la logique du système, ni à l'originalité des inventions. L'héritier du légionnaire romain n'appliquera point partout la même méthode. Il étudiera les caractères du pays. Il tiendra compte de ses besoins. Il variera, à l'infini, le plan de son organisation administrative. Sans scrupules, il mettra à profit les idées de ses prédécesseurs étrangers, fouillera leurs archives, reprendra leurs projets, continuera leurs travaux. Seuls, la persévérance dans l'œuvre commencée, le dédain de l'esprit systématique donneront aux fonctionnaires anglo-saxons une originalité propre. Une politique indigène toute particulière achève de caractériser leurs personnalités.

Elle se distingue par un mélange, — contradictoire en apparence, — de libéralisme et d'autorité, de tolérance et de mépris, de bonté et dureté. Jamais un proconsul anglais ne traitera les vaincus, quelle que soit la couleur de leur peau, avec la brutalité qui caractérisait le Romain ou plus tard l'Espagnol. Il a

soin de leur hygiène et de leur prospérité. Il diminue les impôts et réprime les vexations. Il augmente les salaires et reconstruit les villages. Mais si les indigènes tentent de secouer le joug, il ne recule, pour faire respecter sa loi, devant aucun châtiment, aucun exemple, quelque terribles qu'ils soient. Le mandataire de l'Empire anglais assure aux vaincus le bénéfice de certaines des libertés qui constituent le patrimoine de sa race : ils pourront fonder des journaux, tenir des réunions. Mais, s'ils ne sont point de race européenne, le cadre de leurs ambitions politiques et de leurs carrières administratives sera très strictement limité. Ils devront se contenter de voir leurs coutumes et leurs traditions, leurs églises et leur hiérarchie sociale scrupuleusement respectées.

Ils ne sauraient exiger plus du fonctionnaire qui, isolé dans sa villa, fidèle aux moindres détails de sa race, à son club et à sa chapelle, à son tennis et à son polo, témoigne, par sa résistance à l'action d'un climat débilitant, par son indifférence pour les formes de la vie locale, qu'il appartient vraiment à la race impériale, certaine de sa supériorité et consciente de sa mission.

I

Lord Cromer est un des types les plus parfaits de ces héritiers, singulièrement lointains, du proconsul romain. En trente années, il a transformé l'Égypte. Et son œuvre économique a été beaucoup plus caractérisée par une méthode concrète que par des idées originales.

Dans toutes les voies où il s'est engagé, les premiers jalons avaient été posés par des étrangers. Le système financier, la *Caisse de la Dette*, les trois commissions

chargées d'exploiter, pour les créanciers, les terres domaniales du Delta, les propriétés khédiviales de la Haute-Égypte (Daïrah Sanieh), le port d'Alexandrie, les voies ferrées et télégraphiques, ont été créées par des Français en 1877-78. La substitution de l'irrigation à l'inondation fut commencée par des ingénieurs de notre race, appelés par Méhémet-Ali; et dès 1837 Mouguel travaillait au barrage du Nil, à la naissance du Delta, terminé de 1885 à 1890 sur l'ordre de lord Cromer. Les deux grandes industries dont il devait favoriser le développement sont d'origine française. Le coton fut importé des Indes par Méhemet-Ali, sur le conseil de nos compatriotes, en 1821. La fabrication du sucre fut organisée, en 1874, dans les domaines de Daïrah Sanieh, pour Ismaïl, par des ingénieurs et des contremaîtres français. La première raffinerie fut fondée par l'un des nôtres en 1879, et les deux premières sociétés anonymes, créées en 1892 et 1893, aujourd'hui fondues en une seule, depuis 1897, *Société générale de sucreries et raffineries d'Égypte*, sont dues à l'initiative de nos capitaux. L'organisation des premiers services d'hygiène est l'œuvre du Dr Clot Bey. Mandé par Méhemet-Ali, il crée une faculté de médecine et de pharmacie, une maternité, une école de sages-femmes. Dans chaque province de la Basse-Égypte, un médecin et un pharmacien européens, assistés de collaborateurs indigènes, sont chargés de veiller sur la santé publique.

Lord Cromer s'est borné à reprendre des idées qui ne lui appartenaient pas, et à mettre à leur service son réalisme instinctif et son énergique ténacité.

L'action de ces qualités traditionnelles a suffi pour transformer l'Égypte. Lord Cromer a voulu que cette prospérité exerçât ses répercussions bienfaisantes jusque dans les villages fellahs. Et nous aurons à

préciser la part que prirent les indigènes dans cette expansion économique. Lord Cromer réduit les impôts, réprime les vexations, respecte les coutumes. Mais, d'autre part, il limite l'avancement des fonctionnaires autochtones avec une rigueur inconnue au temps de l'influence française. Il organise, dans tous les cadres administratifs, le contrôle d'une minorité d'agents anglais, soigneusement recrutés et largement payés. Il nie longtemps l'existence d'un nationalisme égyptien, et lorsque des incidents récents démontrent l'inexactitude de cette dédaigneuse affirmation, le dernier acte de lord Cromer fut de dresser le plan d'un organisme nouveau, qui grouperait tous les éléments de race européenne contre les revendications indigènes [1].

Il incarne, dans son œuvre, tous les caractères psychologiques de la nouvelle dynastie de proconsuls impériaux que l'Angleterre contemporaine a donnés au monde.



Lord Cromer naquit le 26 février 1841 à Cromer Hall, dans le comté de Norfolk, cette province en bordure de la mer du Nord, à laquelle appartenait la famille de sa mère, fille du vice-amiral William Windham.

Il est le neuvième fils de M. Henry Baring, qui, pendant quelques années, représenta au Parlement la ville

1.

Années.	Égyptiens.	Européens.	Totaux.
1896	8 444	690	9 134
1906	12 027	1 252	12 279

En dix ans le nombre des fonctionnaires a grandi de 4 145, à savoir : 3 583 Égyptiens et 562 Européens.

Sur ces 562 recrues, 303 ont été versées dans l'administration des chemins de fer. (Lord Cromer, *Modern Egypt*, Macmillan, 1908, t. II, p. 299.)

de Northampton. Par son père, le jeune Evelyn Baring est d'origine allemande.

Et il n'est pas sans intérêt de remarquer que lord Cromer n'est point le seul des pionniers de l'Impérialisme anglais qui ait subi l'influence des souvenirs d'outre-Rhin. Son disciple préféré, lord Milner, descend, plus directement encore, d'une souche plantée sur le sol germain. Cecil Rhodes a voulu rappeler les fidèles sympathies qui troublèrent parfois la sûreté de son jugement, en réservant un certain nombre de ses bourses pour l'université d'Oxford à des étudiants allemands. Il y a plus, dans ces événements, qu'une simple coïncidence. Ils révèlent l'influence profonde qu'ont exercée les idées d'outre-Rhin sur la formation de l'Impérialisme britannique.

Le fondateur de cette famille de Baring, qui, après deux siècles d'efforts, devait s'élever jusqu'aux premiers rangs de l'aristocratie anglaise, John Baring, était le fils du pasteur Franz Baring, un ministre luthérien des environs de Brême. En 1679, il vint en Angleterre et s'établit à Larkbeer, dans le Devonshire. Il y fonda un petit commerce de draperies. Un fils lui naquit en 1740 : il devait être l'auteur de la prospérité familiale. De bonne heure, il quitte la presqu'île celtique, isolée loin du mouvement industriel qui bouleverse l'Angleterre, et se fixe à Londres. Il acquiert dans les affaires une telle fortune et une telle réputation, que les portes de l'aristocratie s'ouvrent devant le descendant des immigrés allemands et du drapier de Larkbeer : il est fait baron en 1793. La première étape est franchie : elle ne devait pas être la dernière. Grâce à leurs succès financiers et commerciaux, administratifs et politiques, les Baring, au cours du XIX[e] siècle, détinrent le record des inscriptions sur la liste des pairs de l'Empire britannique. En moins de

soixante ans, quatre des leurs reçoivent des mains du Souverain la plus précieuse des chartes, aux yeux de l'opinion anglaise. En 1835, Alexandre Baring, second fils du premier baron, reçoit le titre de lord Ashburton. En 1866, Thomas Baring, petit-fils de sir Francis, est fait lord Northbrook. En 1886, un autre petit-fils, Edouard Charles Baring, est promu à la dignité de lord Revelstoke. En 1892, enfin, son frère cadet, l'arrière-petit-fils de l'immigré allemand, Evelyn Baring, est créé lord Cromer. Les descendants du petit pasteur luthérien, de la banlieue de Brême, faisaient désormais partie intégrante de l'aristocratie anglaise, de l'oligarchie impériale.

Le jeune Evelyn connut le sort réservé aux cadets des grandes familles. En 1858, il sort de Woolwich et entre dans l'artillerie. Mais il ne reste pas longtemps confiné dans le rôle modeste et ingrat d'un officier de corps de troupes. Dès 1861, il passe dans l'état-major et est attaché, comme aide de camp, à sir Henry Storks, le dernier haut Commissaire anglais des îles Ioniennes. Il commence, à vingt ans, son apprentissage de futur proconsul. Le contact avec les réalités politiques constitue, pour ces dignitaires de l'Empire, une méthode éducative plus efficace que la recherche des diplômes universitaires ou la fréquentation des couloirs parlementaires.

Evelyn Baring revient en Angleterre et suit les cours de l'École d'état-major; mais il ne perd pas de vue les questions coloniales, et, en 1865, il est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire auprès de la Commission d'enquête sur les troubles de la Jamaïque. Sans partager les scrupules des pacifistes radicaux, il apprend d'Eyre, le gouverneur poursuivi, la vraie manière de réprimer les émeutes. Promu capitaine en 1870, — il avait vingt-huit ans, — il obtient de son

parent lord Northbrook, élevé à la dignité de Vice-Roi des Indes, de l'accompagner comme secrétaire particulier (1872-1876).

Les quatre années pendant lesquelles le capitaine Evelyn Baring est associé de près à la direction de cet immense empire devaient exercer sur son esprit et sur sa vie une influence capitale. Il est en contact quotidien avec l'*Indian civil Service*, l'élite des administrateurs coloniaux. Il se pénètre de leurs leçons et étudie leur méthode. Et, quand en 1877 il reçoit, avec les galons de commandant, le titre de Membre britannique de la *Commission de la Dette Egyptienne*, le major Evelyn Baring était déjà désigné pour les hautes fonctions qu'il remplit, à partir de 1883, après un court stage au *Conseil financier des Indes*, comme *agent et consul général en Égypte*, avec rang de ministre plénipotentiaire.

***

Si l'on ne retrouve pas l'empreinte du masque britannique sur ce visage, où se trahit dans le regard parfois rêveur des yeux mal enchassés, dans le nez gros et fort, dans la moustache courte et rabattue, une origine germanique, le major Evelyn Baring a, du moins, reçu l'éducation qui prépare les cadets des grandes familles anglaises aux fonctions proconsulaires. Soldat instruit, il sera capable de préparer et de réaliser la conquête du Soudan. Financier émérite, il saura profiter des traditions recueillies et de l'éducation reçue, remplir les caisses vides, sans accroître les impôts. Patriote ardent, conscient de sa mission et sûr de ses droits, il aura la ténacité qui donne le succès et la probité qui le justifie. Auteur de volumes divers, dans lesquels dominent les ouvrages militaires —,

Essais d'un officier d'état-major, *Le jeu de la guerre*[1] —, il est passé maître dans l'art de rédiger ces rapports annuels, bourrés de faits précieux, méthodiquement classés, qui ont fait l'égale admiration des politiques et des économistes.

II

Certes, les mémoires de lord Cromer révèlent les connaissances, trahissent les goûts d'un esprit finement cultivé. Les citations latines, grecques[2] surtout, viennent, sans effort, sur ses lèvres et au bout de sa plume. Il affectionne celles qui, rappelant des maximes éternellement vraies de la sagesse humaine, ont, dans la sonorité de leurs formules et jusque dans le dessin de leurs lettres, quelque chose de la noblesse hautaine et du prestige archaïque qui s'attache aux inscriptions déchiffrées avec peine, au milieu des ruines et des ronces, sur le fronton d'un temple délabré :

QUOD REGNAS MINUS EST, QUAM QUOD REGNARE MERERIS[3].

Les auteurs modernes ne sont pas inconnus à lord Cromer. Il a trouvé le temps, entre la lecture de deux dossiers, d'acquérir quelques lumières. Il a feuilleté Taine[4]. Il connaît Renan : il goûte surtout la claire précision de ses jugements psychologiques[5].

Mais ces connaissances littéraires sont limitées. L'esprit de lord Cromer n'est point assoiffé de curio-

1. Signalons cependant un volume littéraire : *Paraphrases and translations from the greek*.
2. *Modern Egypt*, t. II, p. III.
3. *id.*, t. II, p. 571.
4. *Id.*, t. I, p. 57.
5. *Id.*, t. II, p. 139.

sités. Les artistes et les poètes, les ciseleurs de formes et les exégètes du sentiment ne sont point de son bord. Il s'intéresse presque exclusivement aux auteurs, qui étudient les efforts tentés pour mettre un peu d'ordre dans les sociétés et d'équilibre dans les consciences. Les ouvrages que préfère cet administrateur ont presque toujours, comme il convient, un caractère social ou moral. Cette culture, limitée dans son étendue, ne l'est pas moins dans son influence. Lord Cromer ne cherche pas, dans ces courts instants dérobés au travail professionnel, les éléments nécessaires pour se constituer le cadre d'une doctrine. Il n'aime pas les œillères. Il veut simplement, par des lectures variées, dans lesquelles les sages de l'antiquité jouent un rôle prépondérant, créer une atmosphère intellectuelle, indispensable pour assurer l'hygiène physique de sa pensée et l'hygiène morale de sa conscience. L'une, assouplie, sera plus à même d'observer. L'autre, ennoblie, saura mieux juger.

***

La vision claire, juste, complète constitue pour lord Cromer à la fois un idéal intellectuel et une méthode administrative. Il a le culte de la vérité, non point générale et absolue, mais particulière et relative. Il a la religion du fait. La passion de connaître la réalité concrète anime le Gouverneur des colonies au même degré qu'un étudiant des sciences naturelles. Cet officier d'artillerie observe des phénomènes, au sens philosophique du mot, avec autant de scrupules qu'un biologiste, habitué à manier la méthode expérimentale. Il partage pour tout ce qui empêche de voir clairement les faits, pour la théorie abstraite, pour l'idée générale, pour les tendances systématiques, pour l'idéalisme sentimental, le mépris qu'ils inspirent au savant qui

refuse de s'élever au-dessus des réalités tangibles, que peuvent saisir le microscope ou le scalpel.

Lord Cromer est toujours resté convaincu que le libre-échange était la seule politique commerciale qui convînt aujourd'hui à l'Angleterre, à cet îlot encombré d'êtres humains, autour duquel gravite tout un monde de forteresses, de possessions et de peuples. Mais il n'en repousse pas moins l'épithète de libéral. Le Libéralisme implique, au point de vue international et colonial, — particulièrement important pour un fonctionnaire formé à l'école de l'*Indian civil Service*, — une série de postulats *a priori* : harmonie des intérêts nationaux; similitude des problèmes sociaux; identité des solutions politiques. Les affirmations sont logiquement déduites d'une définition théorique de la nature humaine en soi [1]. Lord Cromer, qui veut, sait, et peut voir la réalité vivante, se refuse à les admettre. « A une période donnée de leur histoire, les Anglais furent convaincus que les institutions parlementaires, le jury criminel et autres choses semblables étaient des remèdes infaillibles pour toutes les maladies, dont les États, dans n'importe quelle partie du monde, pouvaient être atteints. Ils se laissaient emballer par des phrases comme la volonté populaire, le gouvernement constitutionnel, et ainsi de suite [2]. » L'ingénieur anglais pourra donner au fellah des canaux pour arroser ses terres et des voies ferrées pour transporter ses produits. Le financier anglais aura beau lui prêter des capitaux et lui diminuer ses impôts. Le maître anglais « lui ouvrira les portes de la science occidentale ». Le fellah ne s'en souviendra pas moins, toujours et

1. Sur les caractères psychologiques du Libéralisme anglais, voir notre *Essai de Psychologie de l'Angleterre contemporaine, Les Crises belliqueuses*, chap. III.

2. *Id.*, t. I, p. 85, et aussi p. 325, 327, 343.

malgré tout. « que l'Anglais porte un chapeau, tandis que l'Égyptien est coiffé d'un tarbouch ou d'un turban[1] ». Ce fait psychologique doit exercer, dans la politique qu'il convient de suivre en Égypte, plus d'influence que « toutes les théories nuageuses[2] ».

La doctrine abstraite constitue pour l'homme d'État une chaîne qui gêne son activité, une déformation qui paralyse ses facultés, un voile qui arrête son regard. L'idée générale a les mêmes inconvénients pour les esprits simplement cultivés. Dans de longues pages, lord Cromer part en guerre contre la formation intellectuelle, donnée par les écoles françaises. Elles sacrifient la vérité à la clarté, l'observation des faits à la construction des idées, le libre jeu des volontés à la discipline uniforme des esprits :

L'Anglais est un disciple de Bacon sans le savoir. La philosophie inductive est devenue une part de son tempérament national. Il rejette instinctivement le raisonnement *a priori*. Il réunit laborieusement un certain nombre de faits, avant d'arriver à une conclusion quelconque; et quand il les aura collectionnés, il limitera ses conclusions au point précis, qui a été démontré. Comparez cet état d'esprit avec celui du Français à l'esprit agile, qui, partant d'une base de faits très légère, avance l'idée générale la plus étendue, avec une assurance, que ne viendra point atténuer le moindre doute sur la valeur de cette généralisation.

Comment s'étonner si l'Égyptien, avec son faible bagage intellectuel, soit incapable de voir que l'erreur se trouve souvent à la base même du raisonnement du Français, et préfère ce brillant plutôt superficiel au labeur terne et assidu de l'Anglais ou de l'Allemand[3].

Dans le domaine administratif, cette méthode revêt une forme spéciale et présente des dangers particuliers. L'esprit systématique, *paperassier*, ajoute souvent lord

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 143.
2. *Id.*, t. I, p. 343.
3. *Id.*, t. II, p. 237.

Cromer, joue, à ses yeux, dans la vie du fonctionnaire, le même rôle néfaste que l'idée générale pour l'étudiant et la doctrine abstraite pour le politique. Cette tradition intellectuelle rend les initiatives moins fréquentes, les jugements moins sûrs, les visions moins nettes.

Pensez à la perfection théorique des systèmes administratifs français, à leurs détails minutieux, aux précautions prises pour faire face à toutes les éventualités qui peuvent surgir. Comparez ces caractères, avec la méthode pratique de l'Anglais, qui pose des règles pour les points principaux, et laisse à l'initiative individuelle le soin de résoudre une masse de problèmes particuliers. L'Égyptien, à moitié instruit, préfère naturellement le procédé français : car, d'après toutes les apparences superficielles, il est plus parfait et plus facile à appliquer [1].

Et aussitôt lord Cromer de citer un exemple précis pour démontrer le danger de cet esprit systématique. Un incendie ravage une ville égyptienne. Le chef de gare d'une station voisine est invité à expédier par le premier train à partir une pompe, chargée sur un truck. Il s'y refuse, se retranchant derrière le règlement, qui interdit d'atteler à l'express des trucks, et ne prévoit pas d'exception. Et lord Cromer de dénoncer les beautés de l'esprit systématique, cette manifestation dans le domaine administratif du culte de l'idée et du mépris des faits.

La France n'en a pas le monopole. Il est des Anglais qui, victimes d'une sentimentalité impulsive et d'une imagination religieuse, partagent ce dédain des réalités que leurs voisins doivent à un amour d'artiste pour les lignes nettes et les horizons lumineux. Quand lord Cromer rencontre un de ces rêveurs d'outre-Manche, qui vivent dans de chimériques visions, il l'exécute

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 238.

aussi impitoyablement que l'universitaire ou le fonctionnaire français. Par son « dédain des honneurs et de l'argent », par la « sincérité » et « l'exaltation parfois excentrique de ses émotions religieuses[1] », par son courage inflexible et résigné, par son imagination qui a tous les caprices et tout le charme d'une sensibilité, Gordon appartient au petit groupe de ces idéalistes qui sont, sinon la force, du moins l'honneur du peuple anglais. Lord Cromer rend hommage à ces vertus, dans de longues pages; puis, en deux phrases, il démontre que le général était incapable de remplir les tâches diplomatiques qu'on voulut lui confier et qu'il eut le tort d'accepter. « Une légèreté impulsive était le défaut principal du caractère du général Gordon, et, à mon avis, elle lui rendait impossible d'accomplir une œuvre qui réclamait avant tout une tête froide et solide. Je recevais d'ordinaire quelque vingt ou trente télégrammes du général Gordon par jour, quand il était à Khartoum; et ceux du soir exprimaient souvent des opinions qu'il était impossible de concilier avec d'autres expédiées le matin même[2]. »

Si ce généreux rêveur périt, au cours de sa mission, d'une mort héroïque mais inutile, c'est que les destinées de l'Angleterre étaient alors entre les mains d'un autre idéaliste, aussi incapable, lorsqu'un scrupule l'aveugle ou un rêve l'obsède, de voir le fait brutal :

> L'expédition du Nil fut autorisée trop tard; et si elle le fut, c'est que M. Gladstone ne voulut pas accepter comme simplement évident un fait précis, qui s'imposait à des intelligences beaucoup moins puissantes que la sienne[3].

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. I, p. 428-431.
2. *Id.*, t. I, p. 433.
3. *Id.*, t. II, p. 17.

*
* *

Lord Cromer n'a été paralysé dans ses observations expérimentales, dans son réalisme à la fois instinctif et conscient, ni par les scrupules d'une sentimentalité idéaliste, ni par les exigences d'une pensée abstraite.

Il voit de son œil lucide l'étendue, la complexité, les contradictions de la tâche qui lui est confiée. Tour à tour diplomate et soldat, ingénieur et magistrat, préfet et professeur, il doit trancher les difficultés les plus inattendues et les plus diverses : autoriser l'exhumation d'un saint mahométan et l'ouverture d'une chapelle chrétienne; étouffer le scandale, provoqué par un officier qui a triché au jeu, et par un aliéné qui trouble le service anglican; rechercher pour un fellah sa femme disparue; expédier à un Allemand des poissons rares; faciliter le mariage d'une esclave sympathique et empêcher une jeune femme de la famille khédiviale de frapper son mari à coups de pantoufles[2].

Ces tâches multiples, le représentant du gouvernement britannique les exécute dans un milieu social d'une rare complexité. Tout plein des leçons reçues aux Indes, il aurait pu considérer comme un problème plus facile que ceux résolus par les gouverneurs du Bengale ou du Pandjab, d'améliorer le sort matériel et moral de 9 millions de fellahs. Mais entre le bon peuple et son maître nouveau, trois couches sociales viennent empêcher les contacts et retarder les réformes. Une armée de fonctionnaires, qui, le plus souvent, n'ont rien d'égyptien, sont habitués aux avantages de la corruption antérieure, et nullement acquis à la cause de l'ordre et du progrès. Des Turcs, plus ou moins assimilés, possèdent de larges domaines et

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 325 et 326.

regrettent leurs droits seigneuriaux. 113 000 Européens, bien qu'ils ne représentent que 16 p. 100 de la population, détiennent la majeure partie des capitaux, des intelligences et, appuyés par leurs gouvernements respectifs, entendent conserver intacts leurs privilèges judiciaires et leurs avantages matériels[1].

Si encore pour donner à cette société hétéroclite un peu d'ordre, à cette terre historique un peu de prospérité, le fonctionnaire anglais pouvait saper et défricher, bâtir et semer, avec la pleine liberté de ses mouvements! Mais il doit subir les entraves de la situation la plus contradictoire qui se puisse rêver :

J'avais à appuyer la suprématie de la Porte, tout en m'opposant à toute intervention turque de fait, qui entraînerait nécessairement une rechute dans la barbarie... Tantôt je me retirais dans ma coquille diplomatique et affectais de n'être plus qu'un des nombreux représentants des puissances étrangères. Tantôt je devais me mettre en avant et agir comme le mandataire du Souverain, dont les soldats avaient la main sur l'Égypte. Un jour, je défendais l'Égypte contre une agression européenne; et souvent, aux premiers jours de l'occupation, il me fallait aussi défendre les positions britanniques contre une attaque étrangère... Je devais maintenir l'autorité anglaise, et, en même temps, masquer autant que possible le fait que je la maintenais. J'avais une force militaire à ma disposition, que je ne pouvais point utiliser, sauf en cas d'éventualités graves. J'agissais par l'intermédiaire d'agents, sur qui je ne possédais d'autre contrôle, que ceux que pouvaient me donner l'autorité personnelle et la persuasion morale[2].

La situation de l'Angleterre en Égypte est le triomphe de l'illogisme. Un agent, qui eût apporté sur les bords du Nil le goût français pour les réglementations systématiques, les réorganisations géné-

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 324 et 325.
2. *Id.*, t. II, p. 130, 131; t. I, p. 5, 6 et 7.

rales et les solutions absolues, ne pouvait qu'échouer. Lord Cromer applique, dans l'exécution de sa tâche complexe et contradictoire, une méthode toute différente et bien britannique. Elle se caractérise par la variété des solutions et le culte des compromis.



Lord Cromer se garda bien de demander, — et ne reçut d'ailleurs jamais — d'instructions générales : « Mon attitude était dictée, d'après les arguments propres à chacune des affaires que j'avais à résoudre[1] ». Et dans les énumérations de faits, qu'il lui arrive de dresser au cours de ses Mémoires, pour justifier telle de ses décisions[2], on saisit sur le vif le procédé. Il consiste, pour mieux suivre les fluctuations de la réalité, à fractionner une politique en autant de solutions qu'il y a d'espèces, et à envisager chacune d'elles, abstraction faite de celles qui l'ont précédée ou la suivront. Il n'en est pas qui conviennent mieux à une situation dont l'illogisme forme le caractère dominant. Comment résoudre des problèmes contradictoires sinon par des solutions différentes? Nul effort intellectuel n'est plus difficile pour une pensée qui rêve de jeter un peu de lumière et de mettre un peu d'harmonie dans le chaos et l'obscurité des phénomènes successifs. Nulle méthode, en revanche, ne convient mieux aux esprits qui ne cherchent qu'à recueillir et classer des faits concrets. Il n'ont besoin ni d'unité, ni de clarté. Ils ont soif de vie.

La transaction est, au même degré que la diversité, une victoire sur l'abstraction et la logique. Les solutions absolues ne sont possibles que lorque l'esprit

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 323.
2. *Id.*, t. II, p. 33, 118, etc.

peut grouper, suivant une méthode déductive, non pas des faits aux formes variables, mais des idées aux contours précis, avec la même liberté que des signes algébriques. Lord Cromer était loin de l'avoir, puisqu'il était obligé de résoudre, au milieu des contradictions qui l'entouraient de toutes parts, des problèmes de psychologie individuelle et sociale. Il adopte une politique intermédiaire. Il transige.

Il n'annexera pas l'Égypte, mais il lui fera autant de bien, que s'il l'avait annexée. Il ne s'opposera pas à la liberté d'action du gouvernement du Khédive, mais, en fait, il insistera pour que le Khédive et les ministres égyptiens se conforment à ses opinions. En droit il ne sera qu'une des puissances exerçant des droits égaux, mais dans la réalité il disposera d'une influence prédominante. Il occupera une partie des possessions ottomanes avec des troupes britanniques et en même temps il ne fera rien pour empiéter sur les droits légitimes du Sultan. Il ne violera pas la promesse faite aux Français, *mais il l'enveloppera dans une serviette pour la sortir, lors d'une meilleure occasion*. En un mot, il agira avec tout le bon sens pratique, avec le mépris pour la théorie, avec l'absence complète de tout plan fixe, basé sur un raisonnement logique, qui constituent les traits caractéristiques de sa race[1].

Et quand un de ses collaborateurs se refuse à comprendre les demi-mesures, et prend pour devise : « *Nil actum credens, dum quid superesset agendum* », lord Cromer l'exécute impitoyablement[2].

Parce qu'il eut à un degré suprême l'art de sérier les questions et de varier les solutions, l'horreur des instructions générales et le culte des transactions, lord Cromer restera le type accompli du fonctionnaire impérial. Soucieux des résultats tangibles et indifférent à l'unité politique; respectueux des intérêts et dédai-

1. *Essai de Psychotogie*, etc., t. II, p. 125.
2. *Id.*, t. II, p. 486.

gneux des droits[1]; pionnier tenace, qui ne croit pas à l'assimilation[2]; pacificateur, qui admet la guerre comme un moyen légitime[3]; lord Cromer a appliqué à la solution des problèmes égyptiens la patiente observation et les lentes inductions, le goût des réalités et l'horreur des systèmes, qui constituent l'un des caractères les plus permanents de la pensée anglaise.

III

Le succès de cette méthode ne saurait être contesté. Sans imiter l'enthousiasme d'un journaliste anglais, qui, récemment, trouvait que la prospérité de l'Égypte se résumait dans deux faits, — les tramways électriques conduisent aux pieds des Pyramides et le *Grand New Continental Hôtel*, acheté deux millions, en vaut aujourd'hui dix-huit, — il est certain que les progrès économiques de l'Égypte, sous le proconsulat de lord Cromer, peuvent être démontrés par les faits.

Quand il prit le pouvoir, les caisses étaient vides; les coupons restaient impayés. A partir de 1887, les intérêts recommencent à être intégralement acquittés; et l'année suivante, l'Agent britannique proclame la parfaite solvabilité de l'Égypte. Les fonds égyptiens deviennent un « placement de pères de famille ».

Malgré des réductions d'impôts sur lesquelles nous reviendrons plus loin, les recettes, qui n'atteignaient en 1883 que L. E. 8 935 000[4], passent en 1908 à L. E. 15 337 000, soit une augmentation de L. E. 6 402 000. Pendant ces vingt-six années de sage administration,

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. I, p. 330.
2. *Id.*, t. II, p. 443 et t. I, p. 227.
3. *Id.*, t. II, p. 92, 103, 107, 108.
4. L. E. vaut 100 piastres d'or, soit une livre sterling 6 pence et demi, 25 francs 85 centimes.

le chiffre annuel des dépenses n'a grandi que de L. E. 3 839 000. Les excédents de recettes totalisées atteignent le chiffre formidable de 675 millions de francs. Lord Cromer, malgré l'émission de nouveaux titres, rendue nécessaire pour convertir des emprunts, entreprendre des travaux, et liquider des pensions, peut réduire le capital de la dette égyptienne de 225 millions de francs, et les arrérages nécessaires pour servir les intérêts et continuer l'amortissement de 4 millions et demi. De plus, il constitue deux caisses de réserves, l'une de L. E. 3 050 000 pour les Commissaires de la dette, l'autre de L. E. 11 055 000 pour le gouvernement égyptien [1].

Cette prospérité financière ne permet pas seulement à l'Égypte de reconquérir le Soudan, — (il est vrai que les frais des expéditions de Dongola et d'Omdurman, si l'on déduit les sommes dépensées à construire les voies ferrées et télégraphiques, n'ont été que de 50 millions de francs), — lord Cromer connaissait trop bien ses devoirs de proconsul pour ne pas consacrer la majeure partie des plus-values à des travaux publics. Il adopte l'idée française de l'irrigation substituée à l'inondation. Il termine la digue du Nil, à l'entrée du Delta, commencée par nos compatriotes. De 1898 à 1902 il construit le réservoir d'Assouan, formé par une digue de granit fondée sur granit, longue de 2 kilomètres, large de 30 mètres à la base, et haute de 21. Un nouveau barrage est entrepris à Assiouk. On retient ainsi 1 milliard de mètres cubes d'eau, jusqu'au jour où « pas une seule goutte du Nil ne se perdra dans la mer, mais où toutes, jusqu'à la dernière, disparaîtront dans le limon d'Égypte, en y laissant sa fécondité ». Dès maintenant on arrache au désert 1 million et demi de

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 447 et 450.

feddans, 630 000 hectares; et on substitue dans la Haute-Égypte les bassins submergés aux canaux permanents, qui permettent de développer les cultures rémunératrices, comme celles de la canne à sucre.

Lord Cromer ne donne pas seulement à l'Égypte l'argent et l'eau, il la dote de voies ferrées et télégraphiques. En 1885, la dépendance de la Turquie n'avait que 943 *miles* de chemins de fer : leur longueur passe rapidement de 961 en 1890 à 1 097 (1895), 1 382 (1898), 1 389 (1900), 1 394 (1902), 2 192 (1906). Les wagons de l'État égyptien transportaient 4 millions de voyageurs et 1 683 000 tonnes en 1890. Ils charrient 22 550 000 êtres humains et 20 millions de tonnes, seize ans plus tard. Les tramways électriques font leur apparition. Les communications postales et télégraphiques ne sont point oubliées. En 1890, 5 340 *miles* de fils transmettent 311 000 dépêches. En 1906 11 826 *miles* transmettent 1 925 000 télégrammes. Les bureaux de poste expédient, en 1885, 12 millions de lettres et 73 000 colis postaux. Six ans plus tard, le chiffre des lettres était de 50 millions et celui des colis postaux de 250 000[1].

Avec l'extension des voies de communication, l'exécution des travaux d'irrigation, l'amélioration de la situation financière, coïncide un remarquable essor de l'activité économique. L'étendue du sol cultivé grandit. Elle n'était que de 5 millions de *feddans*[2] sur 8 de superficie totale en 1890. Seize ans plus tard, elle est de 6 426 000 *feddans*, soit un gain de 1 426 000 *feddans*, 570 400 hectares. La production du coton était inférieure à 2 millions de *cantars*[3]. Elle dépasse le quatrième million en 1890, le cinquième en 1892, le

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 313.
2. 1 feddan vaut 40 ares.
3. Cantar = 44 k. 293.

sixième en 1900, le septième en 1906. De 1883 à 1902 les exportations de coton brut ont triplé : de 1 271 000 *cantars*, moyenne de 1878-1883, les ventes atteignent 6 696 000. De 1897 à 1901 la seule *Société des sucreries et raffineries* double le nombre de tonnes de cannes traitées, sans parler des betteraves dont on introduit la culture. En 1906, l'Égypte exporte pour plus de 48 millions de kilos de sucre. En 1889, la culture du maïs couvrait 1 406 000 *feddans* : elle en exige 1 740 000 en 1903. En 1889 les champs de blé avaient une superficie de 971 000 *feddans*. Ils atteignent 1 218 000 en 1906. En 1889 les industries du coton et du sucre absorbaient respectivement 855 000 et 58 000 *feddans* : onze ans plus tard, elles en monopolisent 1 332 000 et 72 000. Il n'est pas jusqu'aux palmiers à dattes qui, au cours de la même période, n'aient prospéré : leur nombre passe de 3 452 000 à 5 219 000.

Ces divers progrès économiques se résument dans le tableau suivant :

	Importations. (000 de L. E.)	Exportations.
	—	—
1886	7 840	10 120
1888	7 300	10 410
1890	8 000	11 870
1892	9 090	13 340
1894	9 260	11 890
1896	9 826	13 230
1898	11 030	11 800
1900	14 110	16 760
1902	14 810	17 010
1904	20 559	20 825
1906	24 010	24 877

En vingt ans, l'Égypte a triplé le chiffre de ses achats, plus que doublé le montant de ses ventes.

***

Lord Cromer, fidèle à ses devoirs de proconsul, s'est attaché à démontrer que la population indigène, jusque dans ses rangs les plus modestes, avait largement profité de cette prospérité économique.

Quand il débarque en Égypte, il constate que, pour procéder au curage annuel des canaux du Nil envahis par le précieux limon, les fonctionnaires du Khédive exigent, à coups de verge, pendant une centaine de jours, qu'un huitième des habitants nettoie ces rigoles de leurs propres mains. Le nombre des travailleurs, requis par la *Corvée*, est progressivement réduit à 102 000 en 1885, 95 000 en 1886 et 87 000 en 1887. Enfin, en 1892, après huit années d'efforts financiers et diplomatiques, grâce aux plus-values annuelles, le plus lourd des impôts qui pesaient sur le fellah, est supprimé [1].

Les droits sur le sel, les octrois, les barques, les taxes de péage ont été abolis. Les frais d'enregistrement, qui pesaient sur la terre, ont été réduits de 5 à 2 pour cent. Les bacs ont été dégrevés. Les droits de douanes, qui frappaient le charbon, le bois, le pétrole, la viande sur pied et abattue, ont été diminués de 8 à 4 p. 100. Le coût des communications par poste, par télégraphe, et par rail a été réduit. Un seul impôt a été augmenté : celui sur les tabacs [2].

Lord Cromer retrace cette œuvre financière avec une légitime satisfaction. D'un mot plus bref, il mentionne les améliorations apportées, dans l'administration des provinces et l'organisation de la justice, la réforme des prisons et des hôpitaux.

1. *Essai de Psychologie*, etc., t. II, p. 415, 417
2. *Id.*, t. II, p. 448.

Il aurait pu rappeler que, grâce à l'argent dépensé dans les travaux publics ou dans les exploitations industrielles, le nombre des petits propriétaires avait grandi, aux dépens sinon des grands, du moins des moyens.

	NOMBRE DES EXPLOITATIONS		
	1894	1906	P. 100.
5 feddans [1] et au-dessous. .	513 080	1 084 001	soit 88
5-10 —	75 130	76 935	— 6,25
10-20 —	39 620	36 951	— 3
20-30 —	13 140	11 347	— 0.92
30-50 —	8 980	8 682	— 0,71
Plus de 50 —	11 430	12 665	— 1,03
Totaux.	661 380	1 230 581	

	ÉTENDUE DES EXPLOITATIONS		
	1894	1906	P. 100.
5 feddans et au-dessous . .	933 790	1 291 786	soit 23,80
5-10 —	552 700	538 111	— 9,91
10-20 —	560 300	512 199	— 9,43
20-30 —	326 100	277 297	— 5,11
30-40 —	347 800	334 372	— 6,6
Plus de 50 feddans.	2 000 700	2 476 007	— 45,59
Totaux	4 721 300	5 430 772	

Sans doute, le nombre des propriétaires qui détiennent plus de 20 hectares s'est accru de 1 235 unités; mais l'effectif de ceux qui ne possèdent que 2 hectares, et parfois moins, s'est augmenté de 570 921 recrues. Et qu'on ne vienne pas dire que la majorité de ces propriétaires soient des Européens. 2 653 seulement d'entre eux possèdent 2 hectares; 590 de 2 à 6 hectares; 561 de 4 à 8; 283 de 8 à 12; 353 de 12 à 20; 1581 enfin figurent au nombre de ces 12 665 heureux, qui détiennent plus de 20 hectares. Le fellah reste le maître de

1. Feddan = 40 ares.

la vallée du Nil, n'a pas été exproprié, mais au contraire enrichi.

Les bienfaits du règne de lord Cromer n'ont point empêché l'éclosion d'un mouvement indigène, dont nous avons analysé ailleurs[1] la double forme. Pour résister à la fois à la poussée panislamique qui ébranle les classes pauvres, et aux revendications nationalistes que formule la bourgeoisie enrichie, le proconsul avait un plan : il proposait de grouper autour d'un Conseil législatif tous les éléments de race européenne, de réconcilier Français, Anglais et Italiens, également menacés dans leurs intérêts économiques et dans leurs privilèges juridiques. Il se refusait à affaiblir une suprématie légitimée à ses yeux par les services rendus et les résultats obtenus. Il ne devait aux indigènes qu'une tolérance hautaine, la paix intérieure et les progrès matériels.

La maladie empêcha lord Cromer de continuer cette politique, d'organiser cette défense, de réaliser ce programme.

***

Jusqu'au bout, il est resté fidèle à son caractère et à sa méthode. Dans ses derniers actes, comme dans les premiers, il nous apparaît comme le type accompli des proconsuls de l'Empire britannique. Seuls une oligarchie politique, une société industrielle et un peuple impérialiste, seules des énergies disciplinées, des consciences sereines et des pensées utilitaires peuvent produire des hommes comme lord Cromer, des serviteurs aussi tenaces des intérêts nationaux, des administrateurs aussi sûrs de leurs droits, des pionniers aussi habiles à discipliner les fleuves et à vaincre le désert.

1. *Journal des Débats*, 15 mars 1907.

XI

LA BARONNE BURDETT-COUTTS

I. Les origines familiales de la baronne Burdett-Coutts. — Son père : sir Francis Burdett, député radical de Westminster. — Son grand-père : le richissime banquier Thomas Coutts. Ses aventures conjugales.
II. Comment miss Angéla-Georgina Burdett hérita de toute la fortune. — Les demandes de mariage. — A soixante-huit ans, la baronne Burdett-Coutts épouse son secrétaire.
III. Caractères psychologiques de sa charité. — Capacités administratives qu'exigent les œuvres sociales, qu'elle a créées. — Sa sentimentalité naïve et confiante. — La baronne Burdett-Coutts et les animaux.
IV. Vénération dont l'ont entourée toutes les classes de la société anglaise : ses obsèques.

Dans cette galerie de portraits, d'esquisses psychologiques, où nous dessinons à grands traits les silhouettes les plus caractéristiques de l'Angleterre contemporaine, il est temps de consacrer une de ces toiles à une « grande dame ». Il y a parmi les femmes britanniques une élite intellectuelle et morale, qui, grâce à un mélange bien anglais de haute culture et de bon sens, de capacité administrative et de tendre sentimentalité, constitue l'un des agents les plus actifs, un des facteurs les plus importants du progrès social. Il serait difficile de trouver une physionomie plus représentative, une existence plus caractéristique, que celles

de la femme de quatre-vingt-douze ans, qui, au milieu d'une foule immense et recueillie, où figuraient, pêle-mêle, les représentants de la Couronne et de l'Église, du Gouvernement et du Parlement, des écoles et des orphelinats, des hôpitaux et des asiles, a été la première de son sexe à recevoir les honneurs funèbres de Westminster Abbey, le Panthéon britannique.

***

La Très Honorable baronne Angela Georgina Burdett-Coutts avait de qui tenir. Les deux branches de sa famille sont également riches en personnalités vigoureuses, aux silhouettes originales, à l'action féconde.

Son père était sir Francis Burdett, le député radical de Westminster. Si Disraëli a cru devoir le mettre en scène dans un de ses premiers romans, — *Le Jeune Duc*, — le représenter comme l'un des plus grands orateurs qu'il ait entendus *on the stump*, dans les réunions publiques, c'est que ce gentilhomme de vieille souche anglo-saxonne, beau et grand, au port majestueux, à l'abord courtois, incarne dans sa personne, résume dans sa vie quelques-uns des caractères, quelques-unes des étapes de l'Angleterre d'autrefois. Grand chasseur de renards, sir Francis Burdett ne put jamais se décider à quitter les culottes de cuir et les bottes à revers, qui, avec l'habit bleu, sont restés l'uniforme du *squire*, le costume de John Bull. Étroitement mêlé au mouvement libéral qui allait porter les premiers coups à « l'Ancien régime » et tailler une première brèche dans la citadelle féodale, le père de la baronne Burdett-Coutts fut un des héros de cette épopée. En 1815, il considère Napoléon comme un soldat nécessaire contre la réaction européenne; et il dresse des plans pour le faire évader. En 1818, sa lutte

électorale, avec Romilly, dans la circonscription de Westminster, lui coûte 10 000 livres, plus de 250 000 francs; mais elle reste une date dans l'histoire de l'émancipation politique du peuple anglais. L'année suivante, un incident, plus tragique, achevait d'immortaliser le nom de sir Francis Burdett, *Old Glory*, comme l'appelait la foule reconnaissante. Le Député flétrit le privilège judiciaire, qui permet aux Communes de « faire emprisonner le peuple anglais ». Il brave les foudres du *speaker*. Il est condamné : la Bastille anglaise, la Tour de Londres, devra lui ouvrir ses portes, lui réserver une cellule. Sir Francis Burdett refuse de s'incliner devant ce jugement. Il rentre chez lui; s'enferme à double tour; brave les sommations; lit à son fils la *Grande Charte*. Pendant deux jours et deux nuits, la foule anglaise, qui retrouve là un de ces gestes de bravoure civique, un de ces actes de résistance légale, qu'elle a toujours acclamés depuis des siècles, depuis Hampden, veille aux portes d'*Old Glory*. Mais les barrages sont brisés, les portes enfoncées, le Député arrêté. La foule le suit; et, tandis que le canon tonne suivant un usage séculaire, pour annoncer l'incarcération du prisonnier, le peuple se rue sur la troupe et se heurte aux baïonnettes. Cette émeute et cet emprisonnement ne furent pas inutiles. Sir Francis Burdett devait être le dernier Député enfermé à la Bastille. Rentré au Parlement, il reprend la lutte avec ténacité contre l'Ancien Régime. En 1828, sa motion en faveur de l'affranchissement des catholiques est votée par six voix de majorité. Il s'intéresse à la réforme pénitentiaire. Il s'associe aux efforts, qui aboutissent, en 1832, à l'élargissement du droit de cité, à l'avènement de la bourgeoisie. Et si, après avoir tant lutté, ce vieux gentilhomme éprouva le besoin de reposer ses muscles, abandonna le parti radical, passa dans le camp tory,

cette évolution politique n'a rien de surprenant ou de contradictoire. Sir Francis Burdett n'eût pas incarné, d'une manière complète, le type du vieux *squire* anglais, chasseur infatigable et citoyen tenace, s'il n'avait pas été repris tôt ou tard par cet instinct conservateur, qui reste une des forces les mieux enracinées du tempérament anglo-saxon. Sir Francis Burdett s'endormit paisiblement, dans la paix de sa conscience tory : « J'ai été un radical, murmurait-t-il parfois, mais jamais un whig ». Traduisez : « J'ai été l'apôtre des revendications populaires, je n'ai jamais été un dilettante du Libéralisme ».

C'est dans la demeure de cet Anglais de forte race que naquit, en 1814, miss Angela Georgina Burdett.

Sa mère était la troisième et dernière fille de M. Thomas Coutts, le plus riche banquier de Londres à la fin du XVIIIe siècle : il avait donné en dot à chacune de ses héritières, la comtesse de Guilford, la marquise de Bute, et la femme du député radical, une somme de 20 000 livres, plus de 500 000 francs. Ce n'est pas une figure banale que celle de Thomas Coutts. Son père, un négociant en grains, avait fondé en Écosse une maison de banque. Thomas continue l'œuvre entreprise; et, avec la puissance de travail d'un *yeoman*, d'un paysan propriétaire, avec le coup d'œil d'un Celte écossais, il profite de la révolution industrielle pour donner à la maison une extension jusqu'alors inconnue. Grand et maigre, sordidement habillé, il avait plus souvent l'air d'un mendiant que d'un milliardaire avant la lettre. A la fin de sa vie, — s'il faut en croire le *Daily Telegraph*, — Thomas Coutts avait l'habitude d'aller, chaque jour, à pied, de sa banque, située dans le Strand, chez un pharmacien, pour absorber un tonique prescrit par la Faculté. Modestement assis, il attendait son tour, avec une silencieuse patience. Un

riche commerçant de la Cité, remarquant un jour ce pauvre diable, à l'aspect besogneux, mais à l'attitude correcte, sollicita, à voix basse, des renseignements auprès du droguiste. On devine sa stupeur lorsque celui-ci lui répondit : « Ce vieillard timide et paisible est M. Thomas Coutts, le banquier de Sa Majesté, et l'un des hommes les plus riches de Londres ». Mais, dans les affaires il ne manquait ni d'audace ni d'orgueil. Lorsque la reine Charlotte, irritée par la résistance énergique et l'emprisonnement tumultueux de sir Francis Burdett, réclame à son beau-père le remboursement dans les trois jours de 500000 livres, 12500000 francs, qu'elle lui avait confiés en dépôt, Thomas Coutts offre de verser la somme dans les trois heures. La réponse hardie impose silence à la Reine, et le capital reste intact dans les caisses de la Banque. Original dans son costume ou ses affaires, le grand-père de miss Angela Georgina Burdett l'était encore dans la vie familiale.

Il avait épousé en premières noces une femme de chambre écossaise, miss Suzanne Starkie. Peu de temps après avoir marié ses trois filles, Mrs. Thomas Coutts mourut. Son mari ne porte pas le deuil longtemps. Quelques semaines après l'enterrement, il épouse miss Harriet Mellon, une actrice d'origine irlandaise. Elle avait fait ses débuts à quinze ans, en 1787, sur les planches d'un théâtre de province. Mais son premier succès ne date que du 14 mars 1796. Obligée de remplacer, au pied levé, dans *The Child of Nature*, *l'Enfant de la Nature*, l'actrice illustre Mrs. Jordan, qui jouait le rôle d'Amanthis, l'Irlandaise inconnue fut acclamée : elle était sacrée grande artiste. Quand M. Thomas Coutts lui fut présenté, les premières paroles qui tombèrent des lèvres de cette belle personne, grande et brune, aux yeux étincelants, furent :

« *I never lose my spirits* », « Je ne perds jamais la tête ». Cette déclaration de principes frappe le banquier écossais. Rentré chez lui, il envoie à l'actrice un superbe bracelet, avec les cinq mots anglais gravés sur le bijou : elle ne le quitta plus jusqu'à sa mort. Thomas Coutts, rassuré par l'exemple que venait de lui donner le comte de Derby, en se remariant avec une actrice irlandaise, miss Elizabeth Farren, épouse miss Harriet Mellon en secondes noces.



Ce mariage décida de la fortune et de la vie de miss Angela Georgina Burdett. Les trois filles de Thomas Coutts, lady Guilford, lady Bute, lady Burdett, refusèrent de s'incliner devant la décision paternelle. Oublieuses de l'origine modeste de leur mère, elles reprochent à Thomas Coutts, d'avoir fait une mésalliance. Elles accusent miss Mellon d'avoir enjôlé un vieillard : son mari avait quarante-sept ans de plus qu'elle. Des propos aigres-doux furent échangés. La belle actrice, qui connaissait les classiques, accusa les brus de jouer le rôle des filles du Roi Lear. Des paroles, on en vint aux gestes. Et un jour, la comtesse de Guilford évita publiquement de saluer son père. Piqué jusqu'au sang, le banquier court chez son avoué, déchire son testament, déshérite ses filles, lègue à sa femme toute sa fortune, 600 000 livres, 15 000 000 de francs, et la majeure partie de ses actions dans la Banque. Deux mois après Thomas Coutts dormait son dernier sommeil dans le cimetière de Kensal-Green. Ses filles trouvent que le geste de l'aînée coûte un peu cher et reconnaissent que les économies, même d'origine roturière, ne sont point à mépriser. Elles attaquent le testament. Elles perdent le procès. Sûre de son droit, l'Irlandaise,

l'actrice, eut un joli geste : elle jette 20000 livres, 500000 francs, à chacune des ladies. Elles ne dédaignèrent point de se courber pour ramasser l'aumône.

Miss Harriet Mellon acheva de se venger, le jour où elle épousa le duc de Saint-Albans. Son blason l'emporte, grâce à la couronne ducale, sur celui des Guilford et des Bute, des comtesses et des marquises, lui ouvre un rang plus élevé dans l'armorial britannique. Cette victoire facilitait les réconciliations.

Mais la vieille Duchesse n'ouvrit les portes de la belle demeure de Thomas Coutts, Holly Lodge, Highgate, qu'aux enfants de lady Burdett. Elle s'attache à la dernière fille, miss Angela Georgina, qui, par sa capacité administrative et son élévation morale, par sa taille aristocratique et son beau regard, rappelle à la fois quelques-uns des caractères de sir Francis et de Thomas Coutts. Et lorsque la Duchesse meurt en 1837, elle lègue, à l'exception d'une pension viagère de 10000 livres, 250000 fr., destinée à atténuer la douleur de son second mari, l'intégralité de sa fortune, un capital de 1800000 livres, 45 millions de francs, une part annuelle de 600000 livres, 1300000 francs, dans les bénéfices de la Banque, à miss Angela Georgina Burdett, à la condition qu'elle prenne le nom et relève les armes des Coutts.

A une époque où n'existaient ni les « Rois Américains des chemins de fer », ni les « Potentats Sud-Africains des Mines d'or et de diamant », la dot de miss Burdett Coutts pouvait passer pour princière. Sa gracieuse titulaire devint une célébrité. Elle figure dans le compte-rendu du couronnement de la reine Victoria, rédigé par le poète Barney-Maguire :

Ça vous aurait rendu fou de voir Esterhazy,
Tout en diamants de la tête aux pieds,

Avec l'Alderman Harmer, et cette douce charmeuse,
— L'héritage fait femme — Miss Anjaly Coutts [1].

Les demandes en mariage affluent. Bien que la prudente duchesse de Saint-Albans ait mis comme condition à ses largesses que l'héritière n'épousera jamais un étranger ni un Anglais naturalisé, les candidats, nés dans les Iles Britanniques, sont suffisamment nombreux pour que miss Burdett-Coutts, pendant ses trois premières *saisons*, en refuse un par semaine. Le déclinatoire, comme on dit en style juridique, devint si habituel, que nul des évincés ne s'en formalisait : « Je viens d'être rejeté, s'écriait M. R. Monckton-Milnes, depuis lord Houghton, en arrivant à son club. C'est là une démarche que tout homme de ma situation et de mon âge doit à sa famille de tenter. » Ce geste était devenu un brevet de *gentleman*.

Aux environs de 1881, il n'avait plus cette importance sociale. Et l'opinion mondaine apprit avec stupeur qu'à l'âge de soixante-huit ans, lady Angela Georgina Burdett-Coutts s'était décidée à renoncer au célibat. Elle épousait un jeune homme de quarante-huit ans, un inconnu, son secrétaire, M. William Lehman Ashmead Bartlett. Il est vrai que, depuis les unions de Thomas Coutts et de Harriet Mellon, les mariages anthumes étaient une tradition de famille.

Si les amis s'inclinent devant cette décision, si le public l'accepte sans sourire, si la reine Victoria, docile au désir de son amie, autorise l'élu à porter le nom de sa femme, c'est que lady Burdett-Coutts, à force de générosités intelligentes, avait conquis un

1.

Twould have made you crazy to see Esterhazy,
All jools from his jersey to his di'mond boots,
With alderman Harmer, and that swate charmer,
The faymale heires, Miss Anjaly Coutts.

respect unanime et reconnaissant, contre lequel ne sauraient prévaloir les railleries les plus légitimes.

***

Il importe de rechercher les traits psychologiques qui caractérisent la charité de cette grande dame. Quand notre héroïne verse les 50 000 livres, 1 250 000 francs, nécessaires pour la création des trois évêchés anglicans d'Adélaïde, du Cap et de la Colombie britannique; lorsqu'elle construit, de ses deniers, la cité paroissiale de Saint-Stephen, à Westminster, restaure le cimetière de Saint-Pancras à Londres, bâtit l'église de Carlisle, la baronne Burdett-Coutts ne fait rien de bien nouveau dans les annales de la Charité britannique. Si, en 1869, elle verse 4 000 livres, 100 000 francs, à la *Société Française de secours*; si, le 13 août 1877, elle ouvre, dans les colonnes du *Daily Telegraph*, une souscription en faveur des victimes turques de la guerre avec la Russie et organise, conjointement avec l'ambassade britannique, la distribution de ces 80 000 livres, 2 000 000 francs, lady Burdett-Coutts sort déjà du domaine où s'exerce d'ordinaire la générosité des femmes anglaises. Il n'en faut pas moins chercher ailleurs les caractères de l'œuvre accomplie par la fille du député de Westminster.

A une époque où le législateur s'était à peine occupé de l'enseignement populaire, de l'hygiène publique, du logement ouvrier; à un moment où Charles Booth n'avait pas commencé, sur les misères de Londres, son admirable enquête, une jeune fille, servie par la force morale et la capacité administrative qu'elle avait reçues en héritage, comprend que, dans les sociétés industrielles, urbaines et démocratiques, la charité privée doit revêtir des formes nouvelles. Elle crée les

divers types d'œuvres sociales, celles qui s'efforcent, dans l'intérêt de la collectivité, de faciliter les efforts individuels, sans substituer l'énergie du bienfaiteur à celle du malheureux. Maisons ouvrières, émigration officielle, écoles ménagères, enseignement professionnel, établissements pénitentiaires, lady Burdett-Coutts a tout deviné et tout essayé.

Dès 1852, pour fournir aux habitants pauvres de l'East-End des aliments de bonne qualité et à bon compte, elle achète des taudis infects, les détruit, et construit un marché modèle, *Columbia Square and Market*. Cet essai lui coûte 250 000 livres, 5 250 000 francs. Quand des crises terribles viennent frapper les tanneurs de Londres, les paysans écossais de Girvan, les pêcheurs irlandais de Cape Clear, lady Burdett-Coutts organise leur émigration vers les terres neuves d'Australie. Elle crée des écoles de couture pour les ouvrières d'aiguilles, des pêcheries modèles dans l'île d'Érin, un Institut technique à Saint-Stephen, des écoles de mousses pour les gamins de l'East-End. Aux adultes, elle ouvre le *Birkbeck Literary and Scientific Institute*, et l'admirable bibliothèque de Great-Smith-Street. Elle est la première à fonder à Londres des écoles ménagères, où les fillettes apprennent la cuisine et la couture. Lady Burdett-Coutts ne dépense pas sa fortune à secourir des misères individuelles, mais à créer des institutions durables.

Nulle d'entre elles ne mérite mieux d'être rappelée que ce *Home* de Shepherd's Bush, ce paisible abri, ouvert par une jeune fille aux prostituées de la rue. Elle leur fait distribuer une lettre, rédigée par Dickens sous sa dictée :

Il y a dans cette ville une dame, qui a vu de sa fenêtre des femmes allant et venant comme vous, dans la nuit, et

son cœur a été triste de vous voir. C'est, comme l'on dit, une *lady*, mais elle vous a vue avec compassion, parce que vous êtes femme comme elle, et que votre cœur est un cœur de femme. Elle a été très troublée ; et elle vient d'ouvrir un *home* pour vous. Dans cette demeure, qui est dans un beau paysage, et où vous pourrez avoir votre petit jardin tout à vous, vous serez reçue avec affection. Vous y mènerez une vie saine, joyeuse, active ; vous y apprendrez des devoirs, qu'il fait bon connaître ; et vous oublierez tout ce que vous avez appris de mauvais. Vous commencerez à nouveau la vie, et vous pourrez gagner un nom nouveau. Venez, ma sœur !

Cette lettre, ce geste suffiraient pour immortaliser lady Burdett-Coutts.

Ils lui étaient dictés par cette sentimentalité, douce et tendre, naïve et confiante, qui est une des grandeurs de la femme anglaise. Elle a inspiré à notre héroïne toute une série d'actes, aussi caractéristiques, sinon aussi beaux. En 1896, à quatre-vingt-deux ans, elle part pour la Corse : elle veut rendre à sa patrie les restes de Paoli, retrouvés par ses soins dans le cimetière de Old Saint-Pancras. Elle paie le transport. Elle escorte le cercueil.

Toute sa vie durant, elle s'intéresse au sort des animaux. Elle élève à côté du pont Georges IV un monument à la mémoire du petit chien, — Greyfrias Bobby, — qui accompagna jusqu'au cimetière le cercueil de son maître, et pendant quatorze ans revint, tous les jours, visiter sa tombe. Elle s'inquiète des souffrances des bêtes à cornes, importées d'outre-mer et leur construit des wagons modèles. Elle gagne le cœur des ouvriers de Londres, en s'occupant des ânes qui traînent les voitures des marchands de pommes. Elle leur construit des écuries, leur distribue des prix. Pour stimuler le zèle des charretiers, elle crée la Parade du lundi de la Pentecôte, où sont récompensés les propriétaires des chevaux de trait les mieux soignés. En 1891, lady

Burdett-Coutts écrit aux journaux la lettre suivante:

Une de mes amies a conduit dans mes écuries, dimanche soir, un petit épagneul écossais, irrémédiablement blessé; et, après quelques efforts de mon cocher, pour le panser et le secourir, nous dûmes reconnaître qu'il n'y avait au nom de la pitié qu'une chose à faire : et la petite créature ne pourra plus souffrir désormais. Si ceux qui l'ont pourchassée à Piccadilly, cette après-midi de dimanche, lisent par hasard ce récit, il leur sera sans doute agréable d'apprendre que leurs efforts pour priver de la vie un animal inoffensif ont abouti.

Et après des félicitations à la femme inconnue qui avait tenté de protéger la pauvre bête et l'avait remise au cocher de la Baronne, la lettre se termine ainsi :

Je raconte cette histoire, telle qu'elle s'est passée, avec l'espérance qu'elle pourra démontrer la nécessité d'apprendre méthodiquement à traiter les animaux avec humanité.

Lady Burdett-Coutts protège les filles repenties et les chiens blessés. Ces deux gestes la peignent tout entière.

*
* *

Ils expliquent la vénération dont l'ont entourée toutes les classes de la société britannique.

Les politiques lui ont décerné des honneurs sans précédents. Si la baronne Burdett Coutts a été la première femme qui ait reçu la suprême hospitalité de Westminster Abbey, elle avait été aussi la première élevée à la Pairie, en raison de ses mérites personnels, en considération des services rendus. Un an après cette décision prise sur l'initiative de Gladstone, en 1872, la Cité de Londres lui accorde, dans une fête

solennelle, le droit de Cité. En 1874, la Cité d'Édimbourg suit cet exemple. Deux des corporations les plus illustres de la métropole impériale, la Compagnie des merciers et celle des tourneurs, offrent à cette bienfaitrice leurs privilèges, leur liberté (*freedom*) et leurs armes (*livery*).

La Cour et la ville s'associent aux hommages rendus par les corps publics. Nous avons dit quelle amitié respectueuse unissait lady Burdett-Coutts à la reine Victoria. Édouard VII se plaisait à répéter qu'elle était, après son illustre mère, « la femme la plus remarquable d'Angleterre ». La duchesse de Teck partage ces sentiments et rend hommage aux exemples de charité intelligente et féconde, donnée par notre héroïne. Sa maison, Holly Lodge, le *Bagatelle* de Highgate-Hill, célèbre par la splendeur des jardins, était fréquentée par l'élite de la société de Londres et par quelques amis illustres. Une étroite affection unissait l'héritière d'Harriet Mellon à sir Henry Irving, et le cortège, qui conduisit l'illustre tragédien jusqu'à Westminster Abbey, partit de Holly Lodge. Dickens guida la Baronne dans les faubourgs. Le général Gordon, quand il trouva la mort au siège de Khartoum, portait sur lui un souvenir de lady Burdett-Coutts. Des explorateurs, Livingstone et Stanley, lui étaient attachés par des liens de respect et de gratitude.

Ces sentiments étaient partagés par la foule anonyme des ouvriers, des paysans, des marins, des miséreux. Lorsqu'en 1866, un peuple irrité brise la grille de Hyde-Park, lapide les maisons de tous ceux suspects d'hostilité à la réforme électorale, les manifestants s'arrêtent à Piccadilly, pour acclamer lady Burdett-Coutts. Quand, en 1882, elle vint à Newcastle pour distribuer des prix aux charretiers et aux mineurs, qui s'étaient fait remarquer par les soins donnés aux che-

vaux, on évalue « à 100 000 personnes la foule qui envahit la ville, désireuse d'apercevoir la Baronne ». Le jour de sa mort, les églises furent en deuil. Tous les sermons furent consacrés à rappeler la mémoire de la grande disparue. Et ces auditoires anglais, qui ont le culte de la reconnaissance, s'associèrent, par une adhésion unanime, par un silence recueilli, aux paroles du pasteur, qui réclamait pour cette femme anglo-saxonne, à la tête froide et au cœur chaud, l'épitaphe du roi David : « Après qu'il eut, au sein de sa génération, servi la volonté de Dieu, il s'endormit; et fut déposé dans la tombe de ses pères [1] ».

1. Il est impossible de rendre l'accent, la grandeur, la sobriété du texte anglais :

« After he had, in his own generation, served the counsel of God, he fell asleep and was laid unto his fathers. »

XII

UN FONDATEUR ANGLAIS DE GRANDS MAGASINS

I. William Whiteley, comme tous les pionniers de la révolution industrielle, est d'origine rurale. — Ses souvenirs d'enfant : empreinte laissée sur son caractère. — L'apprentissage dans le commerce de la draperie. — Le 11 mars 1863, il ouvre son magasin. — Succès croissant. — L'œuvre créée. — Quelques chiffres.

II. Portrait de William Whiteley. — Son physique et son tempérament. — Sa vigueur audacieuse. — Sa jovialité. — Les ripostes classiques de William Whiteley. — Comment il respecte les traditions sociales de sa race. — Le cadre anglo-saxon.

Quittons pour une fois le « West End » de Londres, les rues bordées de clubs riches, de ministères majestueux, d'hôtels cossus, où habitent les hommes politiques et les familles aristocratiques. Oublions ces cadres d'une robuste élégance, dont la rue de Varenne et le quai d'Orsay ne peuvent donner qu'une très lointaine idée. Parcourons le quartier des affaires, où se dresse la file monotone et ininterrompue des boutiques, des magasins (*warehouses*), des bureaux (*offices*), taillés dans les mêmes briques d'un jaune terreux. Là, loin de la cité du luxe et du Parlement, dans une région écartée, dans une ville modeste de

petits bourgeois, le long de Westbourne-Grove et de Queen's Road, s'étendent de gigantesques immeubles. Le *Louvre*, la *Samaritaine* et la *Belle Jardinière* réunis peuvent seuls donner une idée de l'organisme colossal, créé par un petit employé, à l'enseigne *Je fournis tout*.

Deux balles de révolver ont mis un terme à la carrière de William Whiteley, l'*Universal Provider*, « le fournisseur universel ». Même sans cette fin tragique et d'ailleurs mystérieuse, la physionomie de ce lutteur tenace et victorieux mériterait d'être esquissée.

*
* *

William Whiteley est originaire du Yorkshire, de cette province qui part des rives de la mer du Nord pour se terminer non loin de la mer d'Irlande, et recouvre la partie la plus septentrionale et la plus effilée de l'Angleterre proprement dite. Ce comté fut un des centres de la révolution industrielle. Servi par les rivières et les forêts de la Chaîne Pennine, par l'activité de ses rudes paysans, — nous l'avons déjà dit en parlant du Très Hon. H. H. Asquith, — il a fourni au Royaume-Uni ses premières usines et ses premiers manufacturiers.

W. Whiteley naquit le 29 septembre 1831, dans le village de Agbrigg, près de Wakefield, une de ces petites villes du Yorkshire promues par le développement de l'industrie lainière au rang de cités industrielles. Son père était un modeste entrepreneur. Orphelin à neuf mois, il fut adopté par un oncle, un fermier de Purston, entre Wakefield et Pontefract, dans une de ces vallées fertiles qui descendent des collines assez élevées dont est formée l'ossature de l'île britannique

Aujourd'hui, les villes manufacturières, Sheffield, Huddersfield, Halifax, Bradford dessinent, du sud au nord, un demi-cercle ininterrompu, — ou presque, — d'usines de tout ordre. En 1835, cette ligne était singulièrement clairsemée. L'activité agricole conservait encore dans le Yorkshire sa prépondérance. Et le jeune Whiteley connut les joies réservées aux enfants de fermiers cossus. Il parcourt le pays, avec un rebouteur de ses amis, qui l'initie à tous les détails de la vie rurale. Mais il a aussi des relations plus distinguées. Des talents de cavalier, révélés dès l'âge de dix ans, lui gagnent la sympathie des *squires* du pays. John Gully, le grand-père d'un récent *speaker* de la Chambre des communes, aujourd'hui lord Selby, sir Charles Greaves autorisent l'enfant à suivre « la fameuse meute de Badsworth, réputée, à cette date, comme la meilleure, la plus résistante et la plus rapide ». Monté sur un petit poney gris, William Whiteley escorte bravement les cavaliers. Collé à sa selle comme une « coquille » sur le rocher, renonçant à guider sa bête, les brides sur le cou, il franchissait tous les obstacles, barrières, fossés, haies, rivières. « Le poney passait par-dessus ou à travers; mais ne se dérobait jamais ». L'enfant suivait.

Mais ces joies de l'Angleterre rurale eurent une fin. Il fallut y renoncer pour gagner le pain quotidien. William Whiteley ne les oublia jamais. Il doit plus à ces exercices hardis qu'aux médiocres écoles de Purston ou de Pontefract. Sa vigueur physique et son audace confiante lui serviront davantage que les médiocres leçons des maîtres de villages. Il apportera dans les affaires les mêmes qualités de courage et de gaîté qu'il avait révélées aux hobereaux du Yorkshire, aux jours heureux où il suivait leur meute. Elles lui assureront le succès.

Ses débuts sont rudes. A seize ans, il entre comme apprenti chez un drapier de Wakefield et y passe cinq longues années. Il prend un congé pour venir, en 1851, admirer l'exposition de Londres. Renouvelant un serment qu'ont fait tous les provinciaux, débarquant dans une capitale, il jure « d'y revenir et d'y faire fortune ». William Whiteley tint parole. Son apprentissage terminé, il retourne à Londres, et se fait agréer successivement par plusieurs maisons de gros, connues dans le commerce des tissus de tout genre. Rappelé à Wakefield par l'offre d'une place d'associé, dans la maison même où il avait été apprenti, William Whiteley y renonce, au bout de trois mois, reconquis par le prestige de la Métropole impériale, par l'attrait d'un avenir plus incertain, mais plus brillant. Il débarque à Londres, occupe des places d'employé, et le jour où il dispose de 600 livres, 15 000 francs d'économies, il décide de travailler pour son compte.

Le jeune homme, — il a trente ans, — inspecte les environs de Westbourne-Grove, surnommé « l'avenue de la banqueroute ». Il considère cette réputation comme imméritée. Il choisit un magasin. Et, le 11 mars 1863, le lendemain du mariage d'Edouard VII, alors prince de Galles, il ouvre sa boutique. Quelques instants après, une dame, attirée par l'intelligente devanture, entre et fait une emplette. Elle apprend qu'elle est la première cliente. « Elle demande la permission de prier un instant; ce qu'elle fit. Et depuis, ajoute William Whiteley, nous restâmes les meilleurs amis jusqu'à sa mort. »

Le succès fut immédiat. Notre héros avait débuté avec deux jeunes filles et un *groom* pour l'aider. Douze mois après, il avait quinze employés et un caissier. A la draperie, il ajoute les articles de fantaisies. Bientôt, il conçoit le plan d'un « grand magasin ». Il

construit à Queen's Road un Palais, que les méchantes langues appellent « la Folie de Whiteley ». Il organise la vente par correspondance. Cette trouvaille de génie décuple les affaires de la maison. William Whiteley bâtit et achète. Il entasse les immeubles, il multiplie les services avec une régularité qui ne se dément pas. Il se fait, tour à tour, modiste et tailleur, fleuriste et épicier, banquier et achitecte. Il vend des maisons et des pots de confitures, des carnets de voyages et des bons d'épargne, des contrats d'assurances et des cercueils. « Vous êtes la plus grande maison d'Europe? » demandait à notre héros, au mois de février 1907, un rédacteur du *Magazine of commerce*. — « Monsieur! je le crois, répondit-il : nous vendons tout et nous faisons presque tout. Je suis le banquier de mes clients; j'assure leurs vies et leurs propriétés; je les transporte à l'étranger, pour le bien de leur santé, ou ailleurs, dans l'intérêt de leur esprit, de leur corps, ou de leurs affaires. Agents de change, nous essayons de les enrichir et de dépasser les rêves de l'avare le plus sordide. Finalement, nous les enterrons si on le désire. Nous faisons d'énormes transports par mer et par rail. — Au fond, vous êtes comme l'armée : vous pouvez allez partout et faire tout. — Mais comment, reprit M. Whiteley, en souriant avec sa bonne humeur coutumière, il nous arrive souvent d'équiper, de transporter, de ravitailler et de loger l'armée britannique. »

Tous les besoins de l'existence, depuis le premier jour jusqu'au dernier, ont été devinés et seront satisfaits. Les magasins de Westbourne-Grove et Queen's Road couvrent 14 *acres*, 5 hectares 6 ares. Les fermes et usines exigent une superficie de 250 *acres*, 100 hectares. Whiteley débuta avec trois employés : il en a aujourd'hui six mille. Le service des distributions à domicile emploie 350 chevaux et 150 voitures. En 1863,

le capital mis dans l'affaire était de 600 livres, 15 000 francs. En 1899 les bénéfices annuels étaient de 100 000 livres, 2 500 000 francs. Quand, il y a sept ans, le grand magasin fut transformé en Société anonyme, on constata que les immeubles valaient 815 000 livres, plus de 20 millions de francs, que l'actif était de 1 600 000 livres, 40 millions. L'industrie, dans son ensemble, fut évaluée à 1 818 000 livres, plus de 45 millions. Il n'est donc point surprenant que les héritiers du petit paysan d'Agbrigg, du petit commis de Wakefield aient eu à payer au fisc, pour leurs droits successoraux, la coquette somme de 150 000 livres, 3 750 000 francs. La prière de la première cliente avait été exaucée.

* * *

Quel que soit l'intérêt de ces résultats matériels, de cet organisme économique, il est éclipsé par celui que présente la personnalité du créateur.

William Whiteley est toujours resté le descendant des fermiers du Yorkshire, le continuateur d'une souche proprement anglo-saxonne. Regardez sa photographie. Oubliez la redingote, effacez les favoris, et vous retrouvez le profil d'un *yeoman*, de vrai sang britannique : un visage taillé à coups de serpe; un front plus volontaire qu'intelligent; un regard fortement rivé sous des sourcils broussailleux; des lèvres étroites et froides, plissées par le sourire d'une robuste bonhomie; des épaules carrées, faites pour porter des fardeaux ou enfoncer des portes. Plus de force physique que d'affinement intellectuel; plus de volonté tenace que de faculté inventive; plus de bonne humeur que de souplesse habile.

Ce sont bien là les qualités qui caractérisent le tem-

pérament de William Whiteley et expliquent ses succès.

Dans des lettres à un ami, M. Harrison Hill, l'*Universal Provider* s'est un jour laissé aller, — le 26 février 1903, — à définir sa philosophie de la vie. Dans un style dénué de toute prétention littéraire, ce fondateur de grands magasins proclame son culte pour l'évangile de la Force, cher à Carlyle. Avant tout, soyez bien portants. Aux muscles, joignez les ressorts d'acier d'une volonté résistante. Ayez cet équilibre que donnent une certaine « capacité », — il ne dit pas « culture », — intellectuelle et quelques traditions morales. Et, ainsi équipés, « vous ne savez pas jusqu'à quelle hauteur vous pourrez grimper... On a tapé dur sur moi : — vous ne sauriez croire de combien de façons et à quel degré. Ce fut quelquefois terrible. Mais malgré tout cela je suis un homme très heureux, parce que j'ai une conscience nette, un joyeux entrain et une bonne constitution; et je crois que ces trois choses seules devraient suffire pour rendre heureux tout homme raisonnable. »

Interviewé en mars 1906, par le *Pearson's Weekly*, sur la manière de réussir dans le commerce, William Whiteley a exposé les mêmes idées, sous une forme différente. Ceux-là seuls triomphent des obstacles et des rivaux, qui sont capables d'abattre une somme énorme de travail, autrement dit, qui sont vigoureux et équilibrés. « A mes débuts, je travaillai invariablement de sept heures du matin à onze heures du soir. Bien souvent, les premières heures du matin me trouvaient encore plongé dans ma tâche. Je n'en faisais pas moins mon apparition, ponctuellement, le lendemain à sept heures. » Mais il ne suffit pas d'avoir de la force, il faut savoir la diriger. Choisir la voie qui convient à ses aptitudes, la suivre avec persévérance,

tout en renouvelant et accroissant l'outillage : telle est la seconde condition du succès. Et W. Whiteley a résumé ces deux vertus nécessaires, dans une formule lapidaire. « Avec une énergique initiative et un tempérament sanguin, qui galvanise tous ceux qui l'entourent, aucun homme ne doit désespérer « de faire un bon coup », quel que soit le sentier où il a engagé sa vie. »

Cette force doit rester joyeuse. Et dans ce même article, notre héros s'est longuement étendu sur la valeur commerciale de la bonne humeur. Celle de W. Whiteley était célèbre. Elle est justifiée par des anecdotes, que connait tout habitant de Londres.

« M. Whiteley, il paraît que vous fournissez tout. Je voudrais un éléphant. — Certainement, Monsieur, répond au vicaire notre homme tout joyeux. Quand le désirez-vous ? — Aujourd'hui. — Et où ? — Dans mon écurie. — Ce sera fait. » Et le malheureux pasteur, victime de son pari avec un confrère, dut venir, le lendemain, prier son interlocuteur de le débarrasser de cet animal encombrant.

« Vous fournissez tous les objets, moins un cependant. — Et lequel, Monsieur, répond Whiteley avec une bonne humeur indignée. — Les jeunes filles à marier. — Comment, Monsieur, si voulez venir au premier, vous trouverez de quoi choisir. » Ainsi dit, ainsi fait. L'*Universal Provider* avait, au nombre de ses employées, une jeune fille de la plus grande beauté. Le client, surpris, demanda à être présenté. Sa cour fut agréée. Le mariage se fit. Et W. Whiteley eut la délicatesse de ne pas présenter de note à payer. « C'est la seule fois où je n'aie point fait toucher de facture. »

Un troisième client ne réussit pas davantage à embarrasser notre héros, le jour où il lui demanda un cercueil d'occasion, ayant déjà servi. L'*Universal Pro-*

vider l'avait dans ses caves. Un malade, qui n'était pas dénué d'une certaine originalité, avait commandé à W. Whiteley son cercueil, en prévision d'une fin qu'il croyait prochaine. Mais il guérit. Pour témoigner sa gratitude à l'infirmière, il lui fait don du lit du dernier sommeil. Celle-ci, fort embarrassée du cadeau, pria W. Whiteley de le reprendre d'occasion. Et c'est ainsi qu'il put fournir à son client un cercueil, qui avait déjà eu non seulement un, mais deux propriétaires. A la suite de cette aventure, on renonça à tendre des pièges à l'*Universal Provider*. Sa bonne humeur en triomphait toujours.

Elle n'était pas seulement l'expression d'une robuste vigueur mais d'un équilibre moral. Fidèle aux traditions qui dominent la vie de tout Anglais, gentilhomme ou bourgeois, industriel ou ouvrier, ce fils de paysans les a docilement acceptées, sans se laisser griser par son extraordinaire triomphe. Il partage les conceptions familiales, civiques et sociales, communes à tous ceux de sa race. M. Whiteley a le culte du foyer. A un ami, qui s'excusait de ne pouvoir le recevoir, il écrivait le 26 février 1903 :

La femme et les enfants de tout homme ont une hypothèque sur ses heures de repos; et puissent-ils être heureux ceux qui respectent cette loi. J'ai une ou deux maximes favorites, voici la première : *Conservez toujours au home sa gaîté..* Je suis un grand partisan (*a great believer*) des joies familiales du dimanche. Bien que je sois l'*Universal Provider* il y a une chose, — et une seule, — que je me refuse à fournir, et c'est le lait frais : j'évite ainsi d'avoir un cheval hors de l'écurie le dimanche... Ce jour-là, d'ailleurs, je ne me sers jamais de ceux réservés à mon usage personnel.

Ce fondateur de grands magasins a le respect de la politique. Il s'est intéressé aux grandes causes de son temps. C'est ainsi que, bien qu'il n'eût pas les mêmes

intérêts que les fabricants, il assista, avec une indéniable sympathie, au réveil des idées protectionnistes

Le nouveau Joë (Chamberlain), tout comme l'ancien, est un garçon capable et audacieux; mais il est un peu en avance sur son temps. On le comprendrait mieux dans un siècle. Nous nous endormons et avons besoin d'être réveillés, sinon l'étranger nous enlèvera notre pain quotidien. Nous étions, jadis, les premiers dans la course et nous ne sommes plus que de mauvais quatrièmes: et nous sommeillons encore. Nous avons besoin d'être secoués d'importance : le plus tôt sera le mieux. Nous sommes trop satisfaits de nous-mêmes. Nous manquons d' « allant ».....

Et dans l'interview du *Pearson's Weekly*, que nous avons déjà cité, M. Whiteley justifie, par des exemples précis, des souvenirs personnels, sa sympathie pour les *Tariff Reformers*.

Le culte de ce Potin d'outre-Manche pour la vie familiale, l'intérêt qu'il affectait de prendre aux problèmes politiques, étaient complétés par un sens précis du devoir social. Il n'a été ni un collectionneur de tableaux, ni un fournisseur de statues. Il a réparti, de son vivant, presque intégralement, sa royale fortune entre des œuvres sociales. Onze hôpitaux, les *Petites Sœurs des Pauvres* de Portobello Road, les *Sociétés pour prévenir les actes de cruauté vis-à-vis des enfants et des animaux* recevront des legs variant de 2500 à 50000 francs. 125000 francs seront remis au maire de Paddington et à un certain nombre d'églises pour servir à distribuer, annuellement, « les souvenirs de Noël de M. Whiteley ». Les revenus d'une autre somme de 125000 francs serviront à encourager les sports, dans le quartier de Westbourne-Grove. Enfin, un capital de 25 millions sera consacré à édifier et à entretenir des maisons où seront recueillis des vieillards sans ressources.

Les enfants de M. Whiteley sont moins bien traités. Ses filles devront se contenter d'une pension viagère de 25 000 francs, et ses deux fils toucheront, chacun, 1 250 000 francs, s'il reste de quoi les payer. Jusque dans ses générosités, ce fondateur de grands magasins a respecté les traditions morales de la société britannique, la liberté testamentaire et le culte des sports, les souvenirs de la Noël et l'œuvre des maison ouvrières.



Ces usages constituent le cadre où toutes les vies anglaises, quelles que soient leurs origines et leurs activités, évoluent harmonieusement. Il donne à tous ces médaillons, à ces silhouettes de commerçants et d'artistes, de soldats et de politiques, une empreinte commune, une visible parenté.

XIII

LE PEINTRE HOLMAN HUNT

A. Son énergie. — L'hostilité de ses parents. — La difficulté à percer. — Ses disciples et ses campagnes. — B. Son sens religieux. — Les admirations littéraires. — Ses voyages en Palestine. — Une discussion avec J. Ruskin. — B. L'œuvre d'art doit être réaliste et symbolique. — Quelques exemples de la minutie d'Holman Hunt. — Ses préoccupations didactiques. — Quelques définitions. — C. La peinture anglaise et le romantisme littéraire.

Il y a treize ans, en juin 1895, dans le grand amphithéâtre de l'Université d'Oxford, j'étais venu pour entendre une conférence sensationnelle, faite sur l'art contemporain, par un peintre illustre; et j'écoutais avec la curiosité et aussi la partialité des vingt ans. Drapé dans la pourpre universitaire, le Maître parlait. Grave et immobile, il lisait ses notes d'une voix doctorale avec des gestes rares. Rien dans sa personne ne trahissait l'aisance ni la spontanéité d'un artiste, amoureux de sensations belles. La tête superbe, avec une abondante chevelure rejetée en arrière, un front de penseur et la longue barbe d'un prophète rappelaient le Moïse dominateur de Michel-Ange. Un peu de son autorité religieuse caractérisait les jugements du conférencier. La peinture anglaise était exaltée avec une

foi ardente, l'art français exécuté en quelques arrêts tranchants, au nom de la morale indignée. Et l'étudiant de la Sorbonne, dérouté et surpris, encore aveuglé par ses conceptions nationales, était incapable d'écouter et de comprendre. Il accusait, tout bas, l'orateur de n'être qu'un ecclésiastique dévoyé. Il protestait au nom de la Beauté, née sur les bords de la mer latine et outragée par un insulaire barbare, qu'aveuglaient des dieux austères.

Les années sont venues corriger les ignorances de la jeunesse.



La vie de Holman Hunt n'a été qu'une longue bataille désintéressée. Elle arrache l'admiration et impose le respect.

Il a d'abord lutté contre les siens, contre son milieu, pour trouver la voie vers laquelle il était poussé par de lointains pressentiments. Il appartenait à une de ces vieilles familles bourgeoises de la Cité de Londres, éprise des situations stables et des intérieurs confortables, respectueuse des traditions protestantes et des usages établis. Lorsque des esquisses paternelles au crayon et des promenades dans la campagne anglaise suggèrent à l'enfant l'idée de se consacrer à la peinture, il se heurte à un veto absolu. Il tient bon. Employé aux écritures dans une maison de commerce, il cache, dans son pupitre, des ouvrages sur l'art; et le dimanche, va dessiner dans les champs. Un patron le surprend et l'approuve. Holman Hunt prend son courage à deux mains, signifie sa volonté aux parents stupéfaits et se consacre tout entier à une profession, d'autant plus méprisée, que Constable avait écrit que l'art anglais disparaîtrait définitivement vers 1852.

Le jeune homme avait gagné contre ses parents sa première victoire. Il dut remporter la seconde sur lui-même. Ses dispositions naturelles pour le dessin et la peinture n'avaient rien de remarquable. Il acheta le talent à force de travail. Obligé de subvenir lui-même aux frais de ses études, il est obligé d'accepter, pour gagner son pain, des tâches ineptes. Dénué de cette prodigieuse facilité, qui assure à Millais, dès les bancs de l'école, d'éclatants succès, il débute par un échec. Et lorsque Holman Hunt eut puisé dans l'observation attentive des primitifs flamands et italiens, dans l'étude minutieuse des spectacles naturels, dans la lecture enthousiaste des *Peintres modernes*, les lignes générales de sa doctrine esthétique, il dut, à maintes reprises, pour pouvoir continuer ses travaux et triompher de l'indifférence, accepter le prêt généreux d'un ami. Même quand les circonstances s'améliorent, la bataille contre lui-même ne cesse pas. Elle ne cessa jamais. H. Hunt resta un bourreau de travail. Chaque tableau est le fruit de méditations prolongées, le résultat d'enquêtes patientes, le couronnement de projets multiples. Quelques-unes de ses toiles lui ont demandé une année de labeur constant, exigé des voyages dangereux.

Parallèlement à cette bataille constante contre ses dons médiocres, Holman Hunt lutte contre ses contemporains. Tout plein du souvenir des vieilles relations de maître à disciple, il pétrit à sa manière des artistes médiocres comme Martineau ou Ch. Collins, il ramène à ses idées des hommes de génie comme Millais. Ni les injures, ni les critiques ne battent en brèche sa conviction. Violemment attaqué en 1850 et en 1851, il l'est encore en 1854 et 1855. Quand il eut constaté dans les expositions annuelles l'invasion progressive de ses idées, Holman Hunt entreprit d'autres campagnes. Il

part en guerre contre le Quartier Latin, contre les fabricants de couleur. Son énergie combative ne s'éteignit jamais.

***

Cette volonté tenace que tempère et adoucit par instants une émotivité éprise des moindres spectacles de la vie naturelle ou animale, est dirigée par une conscience religieuse. « J'ai quelque chose du moine ou du derviche, » disait-il en Syrie à une bande de brigands qui, le prenant pour un grand seigneur, prétendaient le frapper d'une dîme princière.

Uni souvent par des liens personnels, toujours par des lectures réfléchies, aux écrivains idéalistes, qui furent, pendant plus d'un siècle, les directeurs de la conscience anglaise, Holman Hunt nous dit dans ses Mémoires sa gratitude pour Ruskin, son admiration pour Carlyle, son respect pour Thackeray, dans lequel il ne veut voir qu'un censeur impitoyable de l'immoralité contemporaine. C'est à cette grande lignée de moralistes protestants que le peintre prétend se rattacher.

Dominé par ces préoccupations, il lui est impossible de comprendre les œuvres d'art qui ne sont point animées par le grand souffle chrétien, qui ébranle l'Angleterre du XIXe siècle. Et il confond, dans une même et virulente réprobation, Murillo, le Guide et les peintres de l'école romantique française. Seuls, Ary Scheffer, Millet et Tissot trouvent, dans une certaine mesure, grâce devant ses yeux.

Si, à deux reprises, il part pour la Palestine, c'est avec les sentiments ardents du pèlerin. Le panorama de Jérusalem, étendu à ses pieds, éveille en lui les émotions du croyant. Dans ses recherches, comme

dans ses excursions, il est guidé par des préoccupations religieuses. Il discute la Bible avec les rabbins. Il coupe ses récits, interrompt ses dessins par de pieuses invocations.

Cet artiste ne vit point isolé dans sa tour d'ivoire. Il partage toutes les émotions politiques, toutes les angoisses sociales de ses contemporains. Un ardent patriotisme, tempéré par des convictions pacifistes, éclate dans bien des pages de ses Mémoires.

Et lorsqu'à l'apogée de sa carrière, Ruskin accepte de revoir avec Holman Hunt sa Venise bien aimée, pour vérifier l'exactitude de ses jugements passés, le critique et le peintre, loin de se perdre dans des rêves de beauté, s'absorbent dans une discussion théologique.

« Je remarque aujourd'hui, Ruskin, que, quand vous parlez des tableaux, vous ne vous intéressez qu'à leurs qualités esthétiques. Serait-ce que, vous étant déjà étendu sur le symbolisme, vous vous sentez le droit de ne traiter que de la supériorité artistique de l'œuvre du Tintoret? — Votre question m'amène à vous avouer, ce que j'étais décidé à vous confier, comme un point d'une importance capitale pour moi. J'ai été conduit à ne regarder l'histoire entière de la révélation divine que comme un monde de rêves poétiques. Il est temps que tous les hommes, ayant quelque influence, dénoncent la superstition, qui tend à détruire l'activité de la raison. Dans cette masse chaotique, il y a des pensées exquises, des aspirations fortifiantes, des aliments poétiques de la pensée; et il serait dommage que ces richesses soient perdues pour l'univers. Je veux que vous, qui avez fait beaucoup de mal par vos œuvres, en sanctifiant des croyances aveugles, vous vous unissiez à moi et à d'autres pour sauver ces superbes débris, de peur que le vulgaire, quand la découverte de la vérité défigurée par la superstition l'indignera, ne détruise, dans sa rage folle, ce qui, à côté de l'erreur, est éternellement vrai dans ces belles pensées. La conviction à laquelle je suis arrivé m'amène à conclure qu'il n'y a pas de Père Eternel vers lequel nous puissions tourner les yeux, que l'homme

n'a pas d'autre appui que lui-même. J'avoue que cette conclusion entraîne avec elle une grande tristesse..... — Vous devez vous attendre, Ruskin, à ce que vos paroles me causent un étonnement profond.... Pour ce qui est de la Bible, je suis parfaitement prêt à admettre que bien des images oratoires, qu'on peut considérer comme des Orientalismes, ont amené les hommes à se méprendre sur sa signification. L'existence de la personnalité du Christ, l'originalité de son enseignement sont certains pour moi. Les premiers chapitres de la Bible nous ont conservé les leçons progressives des Prophètes, sans lesquelles l'Évangile du Christ eût été impossible. Dans ces limites, la révélation est démontrée pour ma pensée. Tout le reste est en dehors et peut être laissé en suspens... ». Et, sur une interruption de Ruskin, Holman Hunt reprend : « Pour ce qui est de l'existence d'une Pensée Créatrice qui a pétri l'Univers, cette question me paraît identique à celle de savoir si, dans les tableaux du Tintoret, le lin de la toile, la colle de la première couche, les formes délicieuses et le plan, qu'on peut suivre sur la surface, sont là par un hasard heureux, ou si tous ces matériaux ont été réunis par une pensée intelligente ».

... Et la discussion continue. Dix ans plus tard, en 1879, Ruskin, oubliant les doutes semés dans son esprit par la nonchalance païenne de D. G. Rossetti[1], avouait à Holman Hunt qu'il avait retrouvé les certitudes dont son ami ne s'était jamais départi. Elles donnent à ce tempérament, tendu par une volonté patiente et réfléchie, son originalité propre.

L'œuvre d'art, conçue par Holman Hunt, porte l'empreinte de cette nature particulière. En face de son chevalet, il ne saurait échapper ni à la minutie de son énergie méthodique, ni aux aspirations de sa sentimentalité chrétienne. Un mélange intime de naturalisme réaliste et de symbolisme religieux caractérise

1. Les Mémoires de Holman Hunt, — et c'est là une de leurs contributions les plus importantes à l'histoire de l'art anglais, — nous révèlent la profonde mais courte influence exercée par D. G. Rossetti sur la pensée de Ruskin, t. II, p. 97 et 64.

ses œuvres et sa doctrine. Quelques exemples sont nécessaires.

Si en 1847 il veut grouper autour d'un palmier *le Christ et les deux Maries*, l'étudiant passera des journées entières au Jardin Botanique à disséquer, un crayon à la main, les arbres d'Orient; et le dessin définitif pourrait servir d'illustration à un journal scientifique. Des premiers plans de gazon figurent-ils, ultérieurement, dans des toiles plus mûries, l'artiste conserve les scrupules du débutant. Dans *Rienzi*, dans *The Hireling Shepherd* la touffe d'herbe au pied du brancard improvisé, le gazon qui recouvre les rebords du fossé humide, sur lesquels sont assis le berger et la bergère, ont été minutieusement étudiés en plein air, et transportés tels quels sur la toile. Elle a la netteté d'une photographie. Les tiges se distinguent les unes des autres; les fleurs ont toutes leurs pétales; les feuilles des arbres et des plantes se détachent avec une netteté métallique sur la lumière du ciel et de l'eau. Quand son sujet exige un décor naturel, que Holman Hunt ne peut voir et analyser en Angleterre, il part. Il ira jusque sur les bords de la mer Morte étudier l'empreinte que laissent les pattes d'une chèvre sur les marécages de sel cristallisé.

Si, comme dans *The Lady of Shalott*, il emprunte l'idée de son tableau à un poème lyrique, l'artiste doit justifier les moindres détails de sa toile par la citation d'un vers entier ou d'une expression isolée. Pour dessiner une armure dans un tableau historique, il compulsera les archives et pourra expliquer la forme d'une poignée ou d'un éperon par des renvois multiples.

Mais Holman Hunt croirait manquer à sa tâche s'il imposait à son activité le respect de ce réalisme minutieux, sans lui ouvrir d'autres horizons. Le culte de la vérité n'est qu'une partie de sa doctrine. Il flétrira

de ses sarcasmes un Meissonnier, parce qu'il s'est laissé aller à trouver dans la reproduction exacte d'un intérieur d'autrefois un aliment suffisant pour son cerveau.

Holman Hunt a mis la patience de son réalisme au service d'une idée soit morale, soit religieuse. Dans une série de toiles, *The Bethleem Bride*, *Amaryllis*, *Sorrow*, il s'efforcera de traduire, sous des aspects différents, la beauté morale de la pureté féminine. Tel de ses tableaux, *The Awakened Conscience*, constitue un sermon, à l'usage des petites ouvrières, sur les dangers de la mauvaise conduite et les remords qui assaillent la prostituée enrichie. Le peintre ne réprouvait-il pas la reproduction des scènes d'amour? Si la Morale n'a pas inspiré à Holman Hunt ses meilleures œuvres, il n'en est pas de même de sa foi religieuse.

The Light of the World et *The Scape Goat*, ces deux toiles célèbres, qui représentent le Christ frappant, la lanterne à la main, aux portes obstruées par les lianes du péché et le bouc émissaire, chargé des fautes de l'humanité, s'enfonçant dans les rives de la mer Morte, ont enthousiasmé les foules anglaises. Elle connaissent assez la Bible, non seulement pour en comprendre le symbolisme, mais encore pour saisir la signification des moindres détails. Holman Hunt a fait plus qu'exprimer par le dessin et la couleur quelques-unes des grandes images, dans lesquelles se résume la doctrine chrétienne, il a une conception particulière de son Fondateur. Il lui a paru que l'importance de l'élément judaïque était méconnue; et il a voulu lui rendre toute sa place. Quand il met en scène le Christ, le peintre utilise les documents patiemment recueillis au cours de deux voyages en Palestine. Holman Hunt, pour se justifier aux yeux des théologiens et des profanes, ne

manque jamais ni de textes bibliques ni d'arguments passionnés. Cet artiste était un croyant.

Il est facile maintenant de compléter cette analyse technique par un exposé théorique. Il suffit de connaître la manière dont Holman Hunt exécute un tableau, pour être au courant de sa doctrine esthétique. Elle se résume dans quelques formules. « L'œuvre de l'artiste doit être considérée comme le service d'un prêtre dans le temple de la Nature, où des grâces plus hautes sont révélées à ceux qui ont des yeux pour voir, de même que des chœurs de plus en plus harmonieux annoncent une vie plus complète à ceux qui ont des oreilles pour entendre ». A la fin de son livre, notre auteur revient encore sur ce précepte ruskinien ; et il montre que la difficulté pour l'artiste consiste à respecter dans son œuvre les maximes de l'Idéalisme et du Réalisme, sans sacrifier ni l'idée à la vérité, ni le culte de la nature à la religion du devoir. Et lorsque, pour compléter sa doctrine, Holman Hunt ajoute que l'art doit être l'expression d'un tempérament national, il nous révèle l'origine psychologique de sa thèse. Il a donné aux classes moyennes de l'Angleterre contemporaine, à la bourgeoisie protestante, les œuvres qui lui convenaient.

*
* *

Le romantisme anglais a été caractérisé par un réveil du sens de la nature et un retour, par delà le classicisme méprisé et honni, vers le moyen âge gothique, marqués, l'un et l'autre, d'une profonde empreinte religieuse. A ces deux tendances des poètes et des moralistes répondent deux écoles de peintres. L'une, attirée par les spectacles de la Nature, s'efforce d'arriver, par une recherche du détail caractéristique et vrai, à produire une action morale. L'autre, éprise

des procédés de l'art gothique, veut retrouver, derrière les lignes, les formes et les couleurs, les caractères d'une société plus heureuse que la nôtre, parce qu'elle ignora les usines. Holman Hunt fut l'initiateur du premier groupement : Millais, Martineau, C. Collins ont suivi sa direction. Madox Brown jeta les bases de la seconde école : D. G. Rossetti l'exploita ; William Morris et Burne Jones l'immortalisèrent.

Si l'histoire de la peinture anglaise se rattache par des liens aussi étroits au mouvement littéraire, c'est qu'il n'est pas de pays au monde où le culte de la beauté soit davantage un besoin de la conscience, une religion de l'esprit.

XIV

UN HOMME D'ÉQUIPE D'OUTRE-MANCHE

I. Le Syndicat des *employés de chemins de fer.* — Ses ressources en hommes et en argent.
II. Richard Bell. — D'origine galloise, il n'a pas le tempérament celtique. — Il débute dans les forges de Merthyr. — Il entre dans l'administration des chemins de fer. — Son prosélytisme syndicaliste lui vaut d'être congédié.
III. L'homme d'équipe d'outre-Manche. — Sa situation médiocre. — Méthode avec laquelle Richard Bell sert les intérêts corporatifs. — Modération et autorité dont il fait preuve dans la grève de 1897.
IV. Deux autres incidents caractéristiques de la carrière de Richard Bell. — Son conflit avec les doctrinaires socialistes du *Labour Party.* — Crise qui menace en 1897 l'industrie des voies ferrées. — Pourquoi Richard Bell fait accepter une transaction.

L'*Amalgamated Society of Railway Servants* est l'un des syndicats les plus nombreux du Royaume-Uni : seule l'association des ajusteurs mécaniciens (*Amalgamated Society of Engineers*) peut s'enorgueillir d'un effectif plus imposant.

L'A. S. R. S., qui groupait, en 1901, 56900 travailleurs des voies ferrées, répartis en 628 sections, réunit sous son drapeau 57000 hommes en 1905, 70000 en 1906 et près de 100000 en 1907. Un cinquième des bras, occupés en Angleterre dans l'industrie des che-

mins de fer, porte ses couleurs. Mais la moitié de ses adhérents appartient aux rangs les plus modestes de cette corporation. Les employés et charretiers, soit 18 p. 100 de son effectif total, forment 37 p. 100 des troupes du syndicat. Les cantonniers, les journaliers, les ajusteurs, qui constituent 25, 20 et 12 p. 100 des travailleurs des voies ferrées, figurent pour 18, 12 et 9 p. 100 sur les registres de l'A. S. R. S. Les serre-freins, les facteurs, — 20, 11 p. 100 de la corporation, — ne représentent que 4 et 6 p. 100 des syndiqués. Quant aux mécaniciens et aux aiguilleurs, ils ont leurs associations professionnelles. Le caractère démocratique de cette *Trade-Union* explique la modicité de ses ressources.

Si, au point de vue du nombre, elle arrive la seconde sur la liste des groupements corporatifs, en revanche, elle est, au point de vue des capitaux en caisse, dépassée par les ajusteurs-mécaniciens, les tisseurs de coton, les mineurs du Durham, les ouvriers en chaudières. La fortune de l'A. S. R. S. ne s'en élève pas moins à 330 560 livres sterling, soit 8 264 000 francs. Elle place ses économies en fonds municipaux (69 500 livres) et aussi, — le fait vaut bien la peine d'être noté, — en actions et obligations de chemins de fer, 51 000 livres. Elle gère ses revenus, 69 000 livres, 2 725 000 francs, avec un remarquable mélange de parcimonie et de générosité. Si elle économise, bon an, mal an, 500 000 francs, si elle verse des subventions, qui varient entre 25 et 200 000 francs, à des caisses de maladie, de chômage, de retraites, d'assurances, elle ne se préoccupe pas seulement des intérêts matériels de ses membres. Pour entretenir la vie intellectuelle de la corporation, elle publie un journal hebdomadaire, *Railway Review*, qui ne lui coûte pas moins de 37 500 francs, et qui est une des feuilles les

plus intéressantes du Royaume-Uni. Elle fait plus, elle envoie une souscription généreuse au collège ouvrier de l'Université d'Oxford, et dote *Ruskin Hall* de bourses d'études, au profit de ses adhérents les plus jeunes et les plus actifs.

Il y a dix ans, le Syndicat d'hommes d'équipe n'avait ni cette force matérielle, ni ce prestige moral. Ces résultats et ces progrès sont l'œuvre de son secrétaire général, Richard Bell, juge de paix et député aux Communes.

***

Le voici assis à son bureau. De multiples tiroirs sont à portée de sa main. Un cornet acoustique le met en communication avec les divers services de son administration. Le fil téléphonique le relie aux mille sections de province. Un secrétaire, des fiches à la main, attend les instructions de son chef. Dans la salle à côté, les quatorze membres du Comité exécutif sont réunis, autour d'une vaste table, éclairée par de larges baies, encombrée de documents. Des tiroirs à fiches tapissent les murs. Çà et là, des dessins de machines les égaient. Dans ce cadre confortable, devant cette réunion d'hommes, aux jaquettes correctes, égayées d'une chaîne de montre, on croit assister à une séance d'un Conseil d'administration, dans une usine prospère. Et d'ailleurs Richard Bell, drapé dans une redingote classique, avec sa vigoureuse corpulence, son visage ovale et régulier, barré d'une large moustache, son front élargi par une calvitie précoce, n'a-t-il pas toutes les apparences d'un capitaine d'industrie? L'histoire de sa vie ne nous apprend-elle pas qu'il doit ses succès à un sens précis des réalités, à une horreur instinctive de l'idéalisme.

Richard Bell n'en est pas moins un ouvrier. Il est même un Gallois. Il naquit, en 1858, disent les uns, en 1860, disent les autres, dans ce comté qui porte le nom de sa capitale, Brecknock ou Brecon, la patrie de l'actrice Siddons. Niché en plein centre de la presqu'île galloise, il est arrosé par la rivière Usk, jadis célèbre parce qu'elle passait non loin de Caerleon, la résidence d'Arthur, aujourd'hui connue parce qu'elle traverse Newport, le port minier rival de Cardiff. Mais R. Bell, ce syndicaliste ardemment utilitaire, ce député passionnément modéré n'a rien de l'idéalisme chimérique, de la violence intransigeante des Celtes. Et s'il faut renoncer à découvrir dans son tempérament une empreinte laissée par la patrie galloise, on peut se consoler en constatant que la profession paternelle, — le père était sergent dans la gendarmerie, *constabulary*, du Glamorganshire, — a probablement contribué à donner à R. Bell le respect de la loi, le sens de l'autorité, le goût de la discipline, qui ont caractérisé, plus tard, le *leader* trade-unioniste.

De bonne heure, il quitte le village de Penderryn, pour aller habiter avec ses parents la cité industrielle de Merthyr-Tydfil, le Creusot gallois. L'enfant suit les cours de l'école primaire. A treize ans, comme tout fils du peuple, il commence à gagner son pain. Il remplit les fonctions d'*office-boy*, de saute-ruisseau, dans les hauts fournaux de Cyfarthfa, qui avaient jadis le monopole de la fonte des canons pour le gouvernement anglais. C'est là que Trevithick construisit, en 1803, la première locomotive qui ait remorqué un train de wagons. Le berceau d'une des grandes industries du Royaume-Uni est un de ses coins les plus hideux : ni prés ni arbres. Rien que des cheminées qui fument, des scories qui brûlent, des chaumières qui souffrent, une boue qui souille. L'enfant grimpe, court et trotte.

A seize ans, il quitte les bureaux pour se mêler plus étroitement à la vie ouvrière : il devient chauffeur dans une fabrique de rails d'acier.

C'est ici que pour la première fois R. Bell entend parler de l'idéal trade-unioniste et de la solidarité ouvrière. Un groupe de travailleurs, employé dans son usine, — les forgerons, — se mettent en grève. L'usine est arrêtée. La production est compromise. Pour empêcher l'extinction des feux, les directeurs demandent aux autres « spécialités », qui n'ont point pris part à la grève, d'accepter de travailler avec les « jaunes », qui remplaceront les forgerons congédiés. Le chauffeur refuse : il est aussitôt remercié. Le gendarme du Glamorganshire ne comprend pas les scrupules de son fils. Il s'efforce, mais en vain, de le faire revenir sur sa décision. Le patron fut plus indulgent que le *police serjeant*, et reprit R. Bell.

En 1876, il quitte son usine pour devenir homme d'équipe à Merthyr, au *Great Western Railway*. Remarqué par ses chefs pour son intelligence et pour son labeur, il franchit bien vite les premiers échelons de la hiérarchie ; et deux ans plus tard, nous le trouvons chef de train à Pontypool Road. Il se fait inscrire sur les registres de l'*Amalgamated Society of Railway Servants*, et remplit les fonctions de secrétaire-adjoint du groupement local. Transféré à Swansea, il y fonde aussitôt, — en 1886, — une section et en prend la direction. Il multiplie les recrues, prononce des conférences, formule des revendications. Cet ardent prosélytisme inquiète les chefs de R. Bell. Ils le déplacent et l'envoient réfléchir sur les dangers de l'action syndicale dans un coin désert de la Cornouailles, à Cambrae. Même dans ce dépôt, pauvre en employés et vide de machines, le chef de train trouve le moyen de faire naître des associations et de recruter des syndiqués.

Mais il ne reste pas longtemps perdu dans la presqu'île de Cornouailles. Ses camarades de Swansea le rappellent, lui demandent de démissionner, lui font un traitement, et le chargent de diriger leurs groupements locaux. En 1893, l'A. S. R. S. le nomme secrétaire-adjoint et le charge de l'organisation générale. Après quatre ans de tournées et de conférences, il reçoit le bâton de maréchal et est promu Secrétaire général.

Voici dix ans qu'il conduit une armée de 100 000 hommes, gère leur patrimoine de 9 millions de francs, administre un budget de près de 2 millions. Une pareille charge, d'aussi écrasantes responsabilités désignaient R. Bell pour des destinées plus hautes. En 1900, le fils du gendarme, le chauffeur de Cyfarthfa, l'homme d'équipe de Merthyr venait s'asseoir sur les bancs de cuir vert, sous le plafond aux lampadaires gothiques de Westminster. Il y est encore.

***

Il faut le suivre pas à pas, dans les principaux incidents de sa carrière de *leader* trade-unioniste, pour comprendre à quelles qualités R. Bell doit d'avoir si allègrement franchi des échelons aussi nombreux dans la hiérarchie sociale.

Ce n'est certes pas au talent oratoire. Il parle peu et mal : ni images, ni périodes. Il expose des faits, il formule un raisonnement, sans chercher à en masquer la sécheresse derrière des draperies élégantes. Il n'a point appris l'art de la rhétorique sur les bancs de « la laïque », et les ressources de son tempérament n'ont point suppléé aux lacunes de l'école. Dieu sait, cependant, si la situation de l'homme d'équipe d'outre-Manche prêterait à des tirades éloquentes.

Tandis que son collègue de France jouit au prestige de l'uniforme et de la casquette, bénéficie d'une retraite sur la vieillesse, voit limiter ses heures de travail, appartient à une corporation privilégiée et enviée, où il rêve de faire entrer ses parents et ses enfants, le facteur anglais est un des rares ouvriers britanniques dont la situation matérielle et morale soit inférieure à celle des travailleurs français. Le caractère discipliné et administratif de l'industrie des voies ferrées, loin d'être un attrait, écarte, au contraire, la main-d'œuvre d'élite. Mal recrutés, les employés de chemins de fer travaillent beaucoup et gagnent peu. Une pension de retraite ne vient pas compenser, comme en France, la longueur de la journée et la modicité de la paye. Les détails, que j'avais pu recueillir au mois de juin 1907 de la bouche même de mes auditeurs ouvriers de *Ruskin Hall*, ont été depuis confirmés par M. R. Bell lui-même. Le 8 octobre, à la conférence de Middlesbrough, il a affirmé que, le 26 septembre, à Kirkby-en-Ashfield, sur le *Midland*, « 84 employés avaient travaillé de 12 à 13 heures, 52 de 13 à 14, 32 de 14 à 15, 14 de 15 à 16, 8 de 16 à 17, 5 de 17 à 18, et 3 21 heures[1] ». Et, en échange d'un labeur aussi écrasant, ils ne reçoivent

1. D'une récente publication du Syndicat, nous extrayons les renseignements suivants sur la durée du travail. En Angleterre et dans la principauté de Galles, la journée moyenne est de dix heures. Seuls, les aiguilleurs ont neuf heures de service, les porteurs et les policemen onze. En Écosse, la durée des journées est de onze heures. Les cantonniers, aiguilleurs, mécaniciens, contrôleurs bénéficient d'une réduction de deux heures. En Irlande, la journée varie de dix à douze heures. Comme les aiguilleurs présentent un intérêt spécial, voici pour cette spécialité les résultats de l'enquête syndicale :

	Angleterre et Galles.	Ecosse.	Irlande.
	—	—	—
8 heures..	41 p. 100.	31 p. 100.	12 p. 100.
10 — ..	44 —	33 —	40 —
12 — ..	15 —	36 —	48 —

que des salaires de 1 livre par semaine en moyenne et qui tombent souvent à 16 et 18 schellings, de 3 à 4 francs par jour[1]. Ce sont des chiffres inconnus de l'autre côté du détroit, dans presque toutes les industries.

Ces douloureuses statistiques n'inspirent à R. Bell ni prosopopées lyriques, ni indignations oratoires. Il se borne à conclure sobrement à l'utilité des groupements professionnels et à la nécessité de l'action syndicale. Il met au service des intérêts corporatifs un sens politique si fin et une dignité morale si incontestée, que les travailleurs des voies ferrées oublient vite que leur Secrétaire général n'est point un maître de l'éloquence. Ils préfèrent, à des émotions oratoires des résultats tangibles, achetés par des concessions opportunes. Sans se laisser jamais aveugler par un système théorique ou un programme absolu, R. Bell a apporté à la cause des employés de chemins de fer ce mélange, qui lui est personnel, d'utilitarisme politique et d'autorité morale. Il donne à son œuvre syndicale une originalité particulière. Il explique son exceptionnelle fécondité.

Déjà, en 1897, quand la décision d'un arbitre vint mettre fin à la grève du *North Eastern Railway*, R. Bell, qui représentait les intérêts et défendait les revendications des ouvriers, reçut, pour sa modération et sa dignité, les félicitations non seulement des juges, mais — chose plus rare — celles de son adversaire lui-même. « Ce sera toujours pour moi un agréable souvenir, écrivait M. (depuis sir Georges) Gibb, que de me rappeler ces longues journées où, tandis que nous discutions des questions brûlantes,

1. Sur 320 000 ouvriers employés par les chemins de fer :

134 000	42 p. 100	gagnent	de 1 à 20 sch.	par semaine.
107 000	34 —	—	de 21 à 30	—
78 000	24 -	—	plus de 30	—

par les sentiments qu'elles touchaient et les discours qu'elles visaient, jamais nous n'avons échangé une parole irritée ou déplacée. » L'impression produite par R. Bell sur sir Georges Gibb fut telle, que celui-ci décida bientôt les deux compagnies de chemins de fer sur lesquelles il exerçait un contrôle tout-puissant, le *North Eastern* et le *Metropolitan District*, à reconnaître officiellement l'existence de l'*Amalgamated Society of Railway Servants*, à lui accorder le rôle d'interprète autorisé et d'intermédiaire nécessaire. Sous l'action de la *Trade-Union*, les salaires furent augmentés, le travail réorganisé. Par sa modération et par son autorité, sans grèves violentes ni rugissements oratoires, R. Bell avait remporté pour les intérêts corporatifs et l'idée syndicale une victoire signalée.

Tel il fut en 1897, au début de son mandat de Secrétaire général, tel il est resté. Partout et toujours, il a prôné la politique des résultats, de préférence à celle des idées; servi la cause de la paix, achetée aux prix de concessions réciproques, plutôt que celle de la lutte, pour la victoire intégrale à tout prix.



En 1906, préoccupé de l'autorité prédominante qu'une poignée de théoriciens socialistes prétend exercer au sein de l'immense armée trade-unioniste, R. Bell rompt avec le *Labour Party* et va s'asseoir sur les bancs radicaux.

Injurié, diffamé, il résiste aux attaques des socialistes, aux injonctions des syndiqués. Il se refuse à signer un acte de foi en un système économique. Il ne veut point porter la livrée d'une doctrine abstraite. Il entend rester fidèle à son mandat et continuer son

œuvre, créer des groupements et servir des intérêts. Il n'admet pas que des théoriciens viennent bouleverser des organisations et troubler la discipline. Les idées politiques ont leur domaine propre : qu'elles n'empiètent point sur celui réservé à l'action syndicale. Écoutez-le plutôt :

Pour Dieu, laissez la politique à la porte... Un trade-unioniste, — en tant que trade-unioniste, — n'a pas à s'incliner devant un cercle quelconque, politique ou religieux... La coalition est l'essence du syndicalisme. Une unité absolue dans l'objectif à atteindre, dans l'effort à donner est son premier idéal. En introduisant la politique, on crée un fossé entre un travailleur et son voisin. On divise en sections ce qui devrait constituer une phalange solide. On retarde la réalisation de ce programme, pour lequel les *Trade-Unions* sont nées à la vie... Prenez l'effort que l'on fait pour socialiser le mouvement syndicaliste. Quels sont ses résultats? Sinon d'aliéner quelques hommes de valeur, du moins de refroidir leur zèle et de mettre un terme à leur activité en tant que trade-unionistes... La nationalisation de la terre et des moyens de production, — tout le programme socialiste, — si vous le voulez, — peut avoir du bon, je n'en doute point, mais ne constitue pas un idéal trade-unioniste légitime, ne saurait pas être réalisé pratiquement, même dans un avenir lointain. Et, cependant, ces réformes tiennent plus de place dans les discussions du Parti ouvrier que des questions comme celle de l'organisation économique, de la journée de huit heures, et beaucoup d'autres, qui sont réalisables et températives.

A la beauté de l'idéal abstrait, R. Bell préfère la réalité des améliorations économiques. Ni les injures, ni les menaces ne l'ont fait céder.

Il y a deux ans, dans la crise qui faillit paralyser l'industrie des voies ferrées, il a fait preuve des mêmes qualités, d'un jugement aussi ferme, d'une modération aussi digne. Avec quelle sage lenteur le Secrétaire général met en marche l'organisme syndical! En

novembre 1906, il fait accepter à un Congrès le programme général des revendications professionnelles :

1° Reconnaissance du syndicat;

2° Un accroissement de salaire de 2 schellings, pour tous les employés qui travaillent plus de huit heures;

3° Une augmentation minimum de 3 schellings, par rapport aux traitements de province, pour tous les employés travaillant à Londres;

4° La journée de 8 heures pour tous les agents du service de la traction;

5° La journée de 10 heures pour les autres spécialités;

6° Discussion contradictoire avec les représentants du Syndicat de la question des heures supplémentaires.

Ce n'est qu'en janvier 1907 que le cahier des doléances est remis aux diverses Compagnies de chemins de fer. Un premier refus ne décourage pas R. Bell. Il revient à la charge par deux fois en mars et en juillet. Dans une lettre le Bureau de l'Association affirme qu'il ne veut pas toucher à la discipline, particulièrement nécessaire dans l'industrie des transports. Les Directeurs ne maintiennent pas moins leur réponse négative. R. Bell se prépare alors à la bataille, avec un art consommé de grand tacticien et de grand politique. Il excite ses troupes, il cherche des alliés, mais il empêche, en même temps, les exaltations dangereuses.

Le 13 mai 1907, la grande manifestation d'Hyde-Park, coïncidant avec une centaine de *meetings* tenus en province, permet de donner à la corporation autant qu'au public la notion des forces dont dispose le syndicat. Le 10 octobre R. Bell, dans une lettre adressée à tous ses adhérents, — « Dear sir and brother », — leur demande de se prononcer pour ou contre la grève. Ni déclamations éloquentes, ni violences déma-

gogiques. Une brève énumération des démarches infructueuses faites auprès des Compagnies se termine par la citation de quelques vers de Gœthe sur la nécessité du courage. Puis, il groupe en une fédération puissante les cinq syndicats de l'industrie des voies ferrées. Il noue enfin des négociations avec les grandes organisations ouvrières : *Congrès* et *Fédération des Trade-Unions*, *Labour Party*. Mais en même temps qu'il arme, il apaise; en même temps qu'il excite, il modère.

« Tirer et rendre » n'est pas seulement la maxime des bons cavaliers, mais aussi celle des grands politiques. Chaque fois que l'occasion s'en présente, R. Bell précise les répercussions redoutables qu'aurait le conflit, s'il était déchaîné, sur la prospérité nationale. Il mentionne des devoirs. Il rappelle les responsabilités. Il fait plus. Lorsqu'un courant se dessine, chez les syndiqués, en faveur de la nationalisation des chemins de fer, le Secrétaire général signale les objections. Un rachat immédiat est impossible. Une réorganisation générale entraînera une diminution du personnel. Il faudra rembourser les actionnaires et obligataires. Enfin, quand la sentence arbitrale du *Board of Trade* met un terme au conflit, assure aux ouvriers, sans reconnaître expressement leurs *Trade-Unions*, le moyen de faire entendre leurs griefs, R. Bell est le premier à accepter la transaction. Il a trop le sens des intérêts, dont il a la garde, et des responsabilités, qui pèsent sur sa conscience, pour ne pas préférer à une victoire hypothétique, remportée au prix de sacrifices douloureux, une solution conciliante, qui ne satisfait point les amours-propres, mais assure des avantages importants.

En vertu de cette convention, signée pour six ans, dans chaque compagnie de chemin de fer, pour les

employés d'un même grade, il sera créé un comité de conciliation, formé de délégués des deux partis en cause. Si ces premiers juges ne parviennent pas à régler les *réclamations collectives*, relatives à la durée et à la rémunération du travail, la question sera soumise à un second tribunal, élu, lui aussi, et qui constituera la Cour d'appel, pour toutes les affaires relatives à une compagnie déterminée. Si le conflit reste insoluble, un arbitre jouera le rôle d'une Cour de cassation. Il pourra être désigné par le *Speaker des communes* ou le *Master of the rolls*, le premier président de la Cour d'équité.

Le soir même, où il signait ce traité de paix, R. Bell dînait au Sphinx Club, à l'Hôtel Cecil. Après s'être félicité de cette transaction équitable, après avoir affirmé « qu'il s'était toujours efforcé, dans la mesure de sa force, de sauvegarder les droits de ceux qu'il représentait et qui le payaient, sans pour cela nuire aux droits d'autrui », le pacifique vainqueur concluait comme il suit :

Je ne crois pas qu'on puisse exterminer le Capitalisme. Ce n'est qu'en travaillant ensemble, d'une façon harmonieuse, que le Capital et le Travail peuvent produire leurs plus grands résultats. Je déteste la tyrannie et la corruption sous toutes leurs formes. Si elles sont l'œuvre du Capitalisme, je les combattrai ; si elles sont l'œuvre du Travail, je lutterai avec la même énergie. Ce que je désire voir, c'est le plus de fraternité possible.

***

Quand une classe sociale compte parmi ses chefs des politiques aussi avisés, des jugements aussi sûrs, des consciences aussi délicates, son avènement au pouvoir est prochain. Lentement, mais sûrement,

sans actes de violence, sans paroles de haine, sans gestes de menace, les ouvriers d'outre-Manche marchent à la conquête d'une part de l'autorité publique. Leur pacifique victoire n'est plus qu'une question d'années.

TABLE DES MATIÈRES

36-09. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 3-09.

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79, A PARIS

LES GRANDS ÉCRIVAINS FRANÇAIS

ÉTUDES SUR LA VIE
LES ŒUVRES ET L'INFLUENCE DES PRINCIPAUX AUTEURS
DE NOTRE LITTÉRATURE

Notre siècle a eu, dès son début, et léguera au siècle prochain un goût profond pour les recherches historiques. Il s'y est livré avec une ardeur, une méthode et un succès que les âges antérieurs n'avaient pas connus. L'histoire du globe et de ses habitants a été refaite en entier; la pioche de l'archéologue a rendu à la lumière les os des guerriers de Mycènes et le propre visage de Sésostris. Les ruines expliquées, les hiéroglyphes traduits ont permis de reconstituer l'existence des illustres morts, parfois de pénétrer jusque dans leur âme.

Avec une passion plus intense encore, parce qu'elle était mêlée de tendresse, notre siècle s'est appliqué à faire revivre les grands écrivains de toutes les littératures, dépositaires du génie des nations, interprètes de la pensée des peuples. Il n'a pas manqué en France d'érudits pour s'occuper de cette tâche; on a publié les œuvres et débrouillé la biographie de ces hommes fameux que nous chérissons comme des ancêtres et qui ont contribué, plus même que les princes et les capitaines, à la formation de la France moderne, pour ne pas dire du monde moderne

Car c'est là une de nos gloires, l'œuvre de la France a été accomplie moins par les armes que par la pensée, et l'action de notre pays sur le monde a toujours été indépendante de ses triomphes militaires : on l'a vue prépondérante aux heures les plus douloureuses de l'histoire nationale. C'est pourquoi les maîtres esprits de notre littérature intéressent non seulement leurs descendants directs, mais encore une nombreuse postérité européenne épasse au delà des frontières.

Depuis que ces lignes ont été écrites, en avril 1887, la collection a reçu la plus précieuse consécration. L'Académie française a bien voulu lui décerner une médaille d'or sur la fondation Botta. « Parmi les ouvrages présentés à ce concours, a dit M. Camille Doucet dans son rapport, l'Académie avait distingué en première ligne la *Collection des Grands Ecrivains français*.... Cette importante publication ne rentrait pas entièrement dans les conditions du programme, mais elle méritait un témoignage particulier d'estime et de sympathie. L'Académie le lui donne. » (Rapport sur le concours de 1894.)

J.-J. JUSSERAND.

LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79, A PARIS

LES

GRANDS ÉCRIVAINS FRANÇAIS

ÉTUDES SUR LA VIE
LES ŒUVRES ET L'INFLUENCE DES PRINCIPAUX AUTEURS
DE NOTRE LITTÉRATURE

Chaque volume in-16, orné d'un portrait en héliogravure, broché. 2 fr.

LISTE DANS L'ORDRE DE LA PUBLICATION
DES 52 VOLUMES PARUS

VICTOR COUSIN, par M. *Jules Simon*, de l'Académie française.

MADAME DE SÉVIGNÉ, par M. *Gaston Boissier*, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

MONTESQUIEU, par M. *Albert Sorel*, de l'Académie française.

GEORGE SAND, par M. *E. Caro*, de l'Académie française.

TURGOT, par M. *Léon Say*, de l'Académie française.

THIERS, par M. *P. de Rémusat*, sénateur, de l'Institut.

D'ALEMBERT, par M. *Joseph Bertrand*, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

VAUVENARGUES, par M. *Maurice Paléologue*.

MADAME DE STAEL, par M. *Albert Sorel*, de l'Académie française.

THÉOPHILE GAUTIER, par M. *Maxime Du Camp*, de l'Académie française.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE, par M. *Arvède Barine*.

MADAME DE LAFAYETTE, par M. le comte *d'Haussonville*, de l'Académie française.

MIRABEAU, par M. *Edmond Rousse*, de l'Académie française.

RUTEBEUF, par M. *Clédat*, professeur de Faculté.

STENDHAL, par M. *Edouard Rod*.

ALFRED DE VIGNY, par M. *Maurice Paléologue*.

BOILEAU, par M. *G. Lanson*.

CHATEAUBRIAND, par M. *de Lescure*.

FÉNELON, par M. *Paul Janet*, de l'Institut.

SAINT-SIMON, par M. *Gaston Boissier*, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

RABELAIS, par M. *René Millet*.

J.-J. ROUSSEAU, par M. *Arthur Chuquet*, professeur au Collège de France.

LESAGE, par M. *Eugène Lintilhac*.

DESCARTES, par M. *Alfred Fouillée*, de l'Institut.

VICTOR HUGO, par M. *Léopold Mabilleau*, professeur de Faculté.

ALFRED DE MUSSET, par M. *Arvède Barine*.

JOSEPH DE MAISTRE, par M. *George Cogordan*.

FROISSART, par Mme *Mary Darmesteter*.

DIDEROT, par M. *Joseph Reinach*.

GUIZOT, par M. *A. Bardoux*, de l'Institut.

MONTAIGNE, par M. *Paul Stapfer*, professeur de Faculté.

LA ROCHEFOUCAULD, par M. *J. Bourdeau*.

LACORDAIRE, par M. le comte *d'Haussonville*, de l'Académie française.

ROYER-COLLARD, par M. *E. Spuller*.

LA FONTAINE par M. *G. Lafenestre*, de l'Institut.

MALHERBE, par M. le duc *de Broglie*, de l'Académie française.

BEAUMARCHAIS, par M. *André Hallays*.

MARIVAUX, par M. *Gaston Deschamps*.

RACINE, par M. *G. Larroumet*, de l'Institut.

MÉRIMÉE, par M. *Augustin Filon*.

CORNEILLE, par M. *G. Lanson*.

FLAUBERT, par M. *Émile Faguet*, de l'Académie française.

BOSSUET, par M. *Alfred Rébelliau*.

PASCAL, par M. *É. Boutroux*, membre de l'Institut.

FRANÇOIS VILLON, par M. *G. Paris*, de l'Académie française.

ALEXANDRE DUMAS PÈRE, par M. *Hippolyte Parigot*.

ANDRÉ CHÉNIER, par M. *Émile Faguet*, de l'Académie française.

LA BRUYÈRE, par M. *Morillot*, professeur de Faculté.

FONTENELLE, par M. *Laborde-Milaà*.

CALVIN, par M. *A. Bossert*, inspecteur général de l'Instruction publique.

VOLTAIRE, par *M. G. Lanson*.

MOLIÈRE, par M. *G. Lafenestre*, de l'Institut.

Chaque volume, format in-16, broché, avec un portrait en héliogravure. 2 fr.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD. — 4-09-1660.